TRENTE-CINQUIÈME ANNÉE — N° 10 345 22 PAGES DERNIÈRE ÉDITION VENDREDI 5 MAI 1978

Au Sud-Liban

Vive tension chez les Palestiniens entre partisans et adversaires de M. Arafat

LIRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,70 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 130 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, $ 0,75; Danemark, 3,75 kr.; Espagne, 40 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 22 dr.; Iran, 50 ris.; Italie, 400 l.; Liban, 200 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 20 esc.; Suède, 2,80 kr.; Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 13 din.

Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

LES RELATIONS ENTRE L'ASIE ET LE MONDE OCCIDENTAL

Les États-Unis puissance du Pacifique

Les Etats-Unis ont-ils une politique asiatique ?

Si l'on dénote un renouveau d'activité diplomatique marqué notamment par le très long entretien qu'a eu mercredi le premier ministre japonais, M. Tadeo Fukuda, avec le président Carter, il est difficile de conclure pour l'instant à un quelconque rééquilibrage de la politique globale des Etats-Unis au profit de l'Asie, singulièrement négligée depuis quelques années.

En 1972, le communiqué de Changhaï, signé à l'issue de la visite historique du président Nixon, semblait inaugurer des rapports étroits entre le pays le plus peuplé de la planète et celui qui demeure le plus industrialisé et le plus riche. En fait, la stratégie « triangulaire » inventée par M. Kissinger n'a pas donné les résultats escomptés. L'administration démocrate a considéré avec suspicion ce « gadget » spectaculaire dont se faisaient gloire les républicains, et les relations sino-américaines butent toujours sur la question de Taïwan.

Pour récompenser M. Leonard Woodcock, président sortant du puissant syndicat des ouvriers de l'automobile, de l'aide apportée par le Labor pendant la campagne électorale, M. Carter l'a nommé en juillet dernier chef du bureau de liaison américain à Pékin. Aucun progrès n'a été constaté depuis cette date dans la solution du contentieux sino-américain. La « doctrine Hay », du nom du secrétaire d'Etat qui défendait l'indépendance de la Chine à la fin du siècle dernier contre les appétits de la Russie et du Japon, semble avoir été reprise en compte par les Etats-Unis depuis le communiqué de Changhaï, mais elle n'a abouti à aucun résultat concret.

Les intérêts économiques américains en Asie sont pourtant infiniment plus importants aujourd'hui qu'à l'époque de John Milton Hay (dont les motifs étaient déjà essentiellement commerciaux). Le pétrole vietnamien excite les convoitises de Wall Street, qui tire déjà de confortables profits des gisements indonésiens. Le Sud-Est asiatique est riche de produits (caoutchouc, étain, coprah) nécessaires à l'activité des sociétés multinationales d'origine américaine.

Les intérêts stratégiques sont également considérables. M. Mondale a déclaré jeudi à Manille que les Etats-Unis étaient « irrévocablement liés au Pacifique » et que personne ne devait douter de leur détermination à défendre la sécurité de la région. Il a obtenu de M. Ferdinand Marcos que les forces américaines installées dans ce pays conservent l'usage entier de leurs bases, bien que celles-ci soient désormais placées sous la souveraineté théorique du gouvernement philippin. Le dispositif militaire des Etats-Unis dans le Pacifique, appuyé sur un Etat membre à part entière de l'Union, Hawaï, et sur des îlots conquis et administrés après la seconde guerre mondiale, n'a guère été modifié depuis la fin du conflit vietnamien. Les réductions des effectifs américains en Corée du Sud se font, sous la pression du Congrès, beaucoup moins rapidement que la Maison Blanche ne l'avait souhaité.

La politique de l'administration américaine à l'égard de l'Asie semblait jusqu'à ces dernières semaines ne pas être à la mesure des enjeux, diplomatiques, stratégiques et économiques. M. Carter, que ses préoccupations morales et son idéalisme religieux incitent surtout à hâter les négociations avec Moscou sur le désarmement (SALT 2), n'a pas su jouer jusqu'à présent de la diplomatie « triangulaire » chère à M. Kissinger. Pékin a accueilli très fraîchement plusieurs de ses initiatives dans ce domaine. Il reste à savoir si le président des Etats-Unis s'intéresse assez à l'Asie pour courir le risque de mécontenter Moscou.

La « guerre commerciale » nippo-américaine va se poursuivre malgré la rencontre Carter-Fukuda

Une série de visites, en ce mois de mai, doivent permettre aux Etats-Unis de préciser leurs relations avec les pays asiatiques.

Le vice-président Mondale, qui se trouve en Thaïlande après un séjour aux Philippines, profite de sa tournée dans l'Asie du Sud-Est pour affirmer que son pays entend rester une puissance du Pacifique.

D'autre part, M. Brzezinski, conseiller du président pour les affaires de sécurité nationale, doit se rendre à la mi-mai à Pékin. Sans doute compte-t-il relancer le dialogue sino-américain, quelque peu en sommeil depuis l'arrivée de M. Carter à la Maison Blanche. Une visite à Pékin de M. Vance, secrétaire d'Etat, en août 1977, n'avait donné aucun résultat concret.

Reste le difficile problème que pose aux Etats-Unis la concurrence de leur allié japonais. M. Tadeo Fukuda, premier ministre nippon, qui a été reçu, mercredi 3 mai, par le président Carter, a tenté de convaincre ses interlocuteurs américains que le Japon était véritablement désireux de réduire l'excédent de sa balance commerciale avec les Etats-Unis. Il a également réaffirmé sa volonté de parvenir à une croissance de 7 % souhaitée par les Etats-Unis. M. Robert Strauss, le conseiller de la Maison Blanche pour les affaires commerciales, s'est déclaré optimiste sur les chances du Japon d'atteindre cet objectif. Néanmoins, les causes de l'antagonisme commercial nippo-américain restent entières.

De notre correspondant

Washington. — La visite que M. Fukuda, chef du gouvernement japonais, vient d'achever à Washington a utilement complété le « volet asiatique » que M. Carter ouvre dans sa diplomatie en envoyant son vice-président, M. Mondale, en tournée en Asie du Sud-Est, et, dans une quinzaine de jours, son conseiller, M. Brzezinski, en Chine.

C'est surtout d'économie, une fois de plus, qu'il a été question entre MM. Carter et Fukuda. Au cours de l'année budgétaire japonaise, qui s'est terminée à la fin de mars, l'excédent réalisé par Tokyo dans son commerce avec les Etats-Unis n'a pas été de 10 milliards de dollars, comme l'annonçait le gouvernement nippon il y a quelques mois, mais de 14 milliards. On est donc très sceptique ici sur la valeur de la promesse faite par M. Fukuda de ramener ce chiffre à 6 milliards de dollars pour l'année en cours.

De même, le premier ministre japonais avait promis, et il promet toujours, de porter le taux de croissance de son pays à 7 % en 1978, ce qui devrait donner un coup de fouet aux importations en provenance des Etats-Unis. Les Américains se souviennent que le Japon avait annoncé le même taux pour 1977, mais qu'il n'est pas allé au-delà de 5 %.

M. Fukuda a dû faire assaut de bonne volonté et persuasion au cours des trois heures trente de discussion qu'il a eues avec M. Carter mercredi et, auparavant, avec les responsables de l'économie et du Congrès. Comme il l'a expliqué au cours d'une conférence de presse, l'excédent s'est gonflé plus vite que prévu du fait des exportations plus importantes en février et en mars des entreprises nippones désireuses de boucler dans de bonnes conditions l'année budgétaire. Pour l'avenir, estime-t-il, ce chiffre sera réduit sous l'effet de plusieurs facteurs : la valorisation du yen (30 % depuis janvier 1977) et l'application du « prix de déclenchement » imposé ce printemps sur les importations américaines d'acier qui devrait réduire les ventes japonaises (de 20 % en tonnage, selon lui, pour l'acier). Le premier ministre japonais prévoit aussi une diminution des exportations d'appareils de télévision vers les Etats-Unis (30 %) et des ventes de bateaux (50 %), en raison de la mauvaise conjoncture dans ce dernier secteur.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 3.)

Pékin cherche à obtenir du matériel militaire en France et en Grande-Bretagne

M. Ku Mu, vice-premier ministre chinois, en visite officielle en France, sera reçu jeudi 11 mai, en fin de matinée, par M. Giscard d'Estaing. Cet entretien n'était pas inscrit au programme initial. M. Ku Mu a eu, mercredi après-midi 3 mai, une longue conversation avec M. Barre.

D'autre part, selon un journal communiste chinois de Hongkong, M. Wu Hsiu-chuan, chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise, aurait déclaré à des experts militaires japonais que Pékin avait acheté à la France des missiles antichars Hot. Des conversations ont certes eu lieu entre les deux parties, mais elles n'ont, en fait, pas encore abouti.

Vendredi, enfin, une importante délégation chinoise commencera une visite de trois semaines en Grande-Bretagne. Dirigée par M. Ku Ming, vice-ministre chargé de la planification, elle aura des entretiens avec les officiels et les milieux d'affaires. Pékin est également intéressé par l'achat d'équipement aéronautique à des fins militaires.

Après avoir dénoncé l'expansion militaire soviétique dans le monde, les dirigeants chinois cherchent à s'approvisionner auprès des fournisseurs occidentaux en matériels de guerre qui devraient permettre de moderniser l'équipement des forces de la République populaire. Des contacts ont lieu tant à Paris qu'à Londres, notamment, avec les milieux industriels auxquels les Chinois ont présenté un programme d'achats de matériels terrestres et aéronautiques, assorti, dans certains cas, de demandes de fabrication sous licence.

La modernisation de la défense chinoise repose, en particulier, sur l'acquisition de nouveaux avions de combat et de transport, de moyens anti-chars et anti-aériens et d'équipements électroniques. Mais cette acquisition de matériels divers, auprès de producteurs occidentaux, n'est qu'une première étape, suivie, dans l'esprit des dirigeants chinois, du développement de la capacité d'une industrie militaire nationale à concevoir elle-même ses propres équipements.

Avec les Britanniques, les conversations portent sur l'aptitude du Royaume-Uni à aider la Chine à mettre au point, à partir du réacteur Spey de Rolls Royce, des moteurs qui équiperont les nouveaux avions F-9 et F-12 de l'armée de l'air chinoise conçus à partir de cellules de Mig-21 et Mig-23 d'origine soviétique. De même, les Chinois n'ont pas dissimulé l'intérêt qu'ils portaient à l'acquisition d'avions britanniques Harrier, à décollage et à atterrissage verticaux, qui présentent l'avantage de se dispenser d'installations au sol trop compliquées. De tels avions pourraient ainsi être dispersés le long de la frontière soviéto-chinoise, rendant difficile une détection et une interception par la chasse adverse.

En ce qui concerne la France, les missions chinoises qui ont récemment visité les usines d'armement à Paris et en province ont porté leur attention sur des avions de transport Transall et des missiles anti-chars Hot ou Milan. Elles ont expliqué à leurs interlocuteurs que l'infanterie chinoise devait être réorganisée et sa mobilité accrue face à des unités soviétiques abondamment pourvues de blindés et d'hélicoptères.

Les techniciens chinois développent déjà des missiles anti-chars Sagger et des missiles anti-aériens SA-2 Guideline, d'origine soviétique, mais l'insistance de l'état-major chinois à organiser ses unités en vue d'opérations aéro-terrestres combinées semble indiquer que les moyens actuels de ses forces classiques sont jugés insuffisants. Sans le dire explicitement, les experts chinois ont donné l'impression à leurs interlocuteurs français que d'éventuels achats d'avions Transall et de missiles anti-chars Hot ou Milan formaient, en réalité, un marché global, indissociable. La Chine a déjà acquis des hélicoptères Super-Frelon.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

Camouflage

Le général Videla, qui dirige la junte militaire au pouvoir à Buenos-Aires, va démissionner de son poste de chef de l'armée pour rentrer dans le civil. Dans le même temps, le général Videla cesse d'être président de la République d'Argentine. Il sera remplacé par un civil du nom de Videla, qui lui ressemble comme deux gouttes d'eau, la casquette et les décorations en moins.

Ces deux mesures constituent assurément un premier pas sur la voie d'une démocratisation progressive de l'Argentine, annoncée il y a quelque temps. Elles confirment également que la nouvelle tenue camouflée des régimes militaires se compose d'un costume et d'une cravate.

Et maintenant que M. Videla est devenu un civil argentin comme les autres, il va pouvoir mesurer tous les risques qu'il y a dans son pays à se promener en tenue de pékin.

BERNARD CHAPUIS.

L'idéologie dominante

par BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT

Le débat sur la gauche et le P.C. ne devrait pas faire réfléchir seulement les communistes, mais tous les Français. Il s'agit de savoir si un mécontentement diffus, une critique implicite de bien de nos institutions économiques et sociales, du cadre de notre vie quotidienne, des perspectives que la société actuelle offre à chacun de nous, peuvent se traduire en termes politiques et électoraux, bref aboutir à un changement volontaire. Ou bien si, tout compte fait, l'aspiration à la sécurité, la peur du risque, qui sont le meilleur slogan de la majorité — quel que soit son chef depuis vingt ans, — traduisent chez nous une réalité plus forte. La critique, le mécontentement, seraient épidermiques, tandis que la vraie aspiration ne serait pas au changement mais à l'amélioration. De la sorte, toute proposition de franche rupture avec le système actuel serait jugée utopique par le grand nombre, ou détestable si elle avait chance de se réaliser.

Ce débat s'ouvrit — presque en termes lyriques et poétiques quand on fit les comptes de mai 1968. Quoi donc avait ébranlé les esprits de proche en proche sinon la soudaine conscience de n'avoir pas dans le système d'alors toutes les chances de s'épanouir, quoi donc sinon un regard nouveau sur une civilisation que l'on découvrait laide et menteuse ? Mais quoi donc aussi fit tomber la fièvre, sinon ce qu'il est trop rapide d'appeler le bon sens et la raison ? Le débat tourna court et ne se rouvrit que pendant la campagne législative de 1973, quand le changement parut avoir une expression et une chance politiques. Les plus lucides publièrent alors que, quelles que soient les promesses du programme commun de changer économie et société sans pour autant freiner la croissance alors universelle, un changement de majorité et de politique économique entraînerait au moins à court et à moyen terme d'importants sacrifices. L'amélioration sinon le paradis futur ne seront pas gratuits ; c'était parler franchement.

Le débat est devenu plus cru, et il doit continuer aujourd'hui puisque la gauche une fois encore n'a pas gagné. Présenter aux citoyens le choix politique comme se posant entre un quotidien infernal et un changement radical immédiatement possible serait aussi mensonger que de ressasser les slogans de la majorité sur l'enfer communiste.

Le changement politique en France ne peut donc s'appuyer seulement sur une argumentation sociale et économique. S'il faut faire appel à la raison — ce dont le pouvoir ne se prive jamais, — ce doit être à une raison autrement éclairée, courageuse et imaginative que celle du prétendu bon sens. Il s'agit de regarder notre présent et notre avenir d'une manière encore peu répandue, pas du tout enseignée et souvent interdite dans la pratique. De considérer notre présent pas seulement en termes de production, de chômage, de monnaie, de bien-être matériel, car le régime dit capitaliste se transforme à mesure de ses crises et de l'apparition de nouveaux besoins. Notre régime reste capable de promettre — et en cela d'être cru — une permanente amélioration de demain par rapport à aujourd'hui. Mais quelle amélioration ? Promesses et améliorations n'amoindrissent-elles pas quelque chose d'innommé en nous personnellement et collectivement ? Ne handicapent-elles pas le futur ? Il faut donc considérer notre présent plus en philosophe, en esthète, en moraliste qu'en comptable. Ce n'est pas aisé ; ni les circuits actuels de l'information, ni les propagandes diverses, ni le système éducatif ne nous y portent.

(Lire la suite page 7.)

TÉMOIGNAGES, HISTOIRE ET LITTÉRATURE

Mai 68 n'est plus ce qu'il était

Mai 68 donna naissance aussitôt après les événements à une énorme floraison d'ouvrages : chacun, spécialiste ou s'estimant tel, participant, piéton, « organisé », homme de pouvoir ou de lettres, et simple rêveur, y alla de son pavé dans la vitrine du libraire. Rien de semblable maintenant où les éditeurs n'ont publié qu'une vingtaine d'ouvrages, chiffre raisonnable pour la production actuelle. Cette restriction n'est-elle pas aussi le signe concret d'un désenchantement à l'égard de ces journées qui ébranlèrent l'Etat et mirent la société française à l'heure de l'interrogation générale ? La parenthèse est-elle fermée sur le grand chambardement ? Il reste que chacun, aujourd'hui, pour peu qu'on le gratte, met à nu quelque petite plaie.

Il n'y a guère que le ministre de l'intérieur, qui organisa le retour à l'ordre, pour montrer une évidente satisfaction. Les gauchistes se sont réfugiés dans les plis frileux de l'objectivité et tentent de dresser des bilans pour l'Histoire. Les « maos » se demandent s'ils ont eu « raison de se révolter » et tissent de la nostalgie. Bonjour, tristesse...

Même du côté de la littérature, le mouvement a peu enfanté. Un ton nouveau, une petite lueur. Pourtant, Claude Courchay y voit la naissance du style « karaté ». Bertrand Poirot-Delpech enregistre la mort du point-virgule... Décidément, mai 68 n'est plus ce qu'il était.

BERNARD ALLIOT.

(Lire, pages 14 et 15, les articles que le Monde des livres consacre aux derniers ouvrages sur mai 68.)

idées

COMMUNISMES

LUKACS ET MARX

par JEAN LACROIX

SOUS le titre *Littérature - Philosophie - Marxisme* (1), Michael Löwy nous révèle un Lukacs inconnu : vingt articles *que ce* dernier publie dans la *Rote Fahne* (« Drapeau rouge »), périodique communiste de Berlin en 1922-1923, au temps même où il préparait son livre *Histoire et conscience de classe*. Cet ouvrage important, vivement critiqué plus tard par son auteur, analysait des questions littéraires et philosophiques dans la perspective du matérialisme historique. C'est aussi ce que font les articles traduits, où bien des écrivains sont étudiés : Gœthe, Lessing, Balzac, Dostoïevski, Hegel, etc. Ces brèves et denses *études* analysent et tentent de résoudre un problème qui se pose à tout communiste : comment créer une littérature, d'une valeur littéraire certaine et en même temps conforme à la pensée marxiste ? Comment aussi critiquer les créations littéraires importantes non conformes à cette pensée ?

Selon Lukacs, la philosophie, la littérature et la politique sont des aspects intimement liés de l'ensemble de l'histoire. Aussi ne peut-on jamais créer ou étudier des œuvres littéraires en elles-mêmes, ayant une valeur en soi. On ne doit pas les considérer comme des essences isolées, des entités éthérées, mais « comme des parties intégrantes de la totalité sociale ». L'historicisation radicale de l'univers culturel en résulte. Comme Gramsci, Lukacs assure que, dans l'expression « matérialisme historique », il faut mettre l'accent sur « historique » et non sur « matérialisme », qui est d'origine métaphysique. Les hommes font leur propre *histoire* : cette prémisse fonde la praxis révolutionnaire. Alors que les communistes se contentaient facilement d'opposer le matérialisme à l'idéalisme, il fait reposer ses analyses sur l'histoire radicale *des phénomènes sociaux*. Ses articles développent donc à la fois des analyses marxistes - historicistes de la littérature et des critiques des courants de pensée non historiques, comme le « matérialisme métaphysique » bourgeois.

Les études particulières reposent sur ce fondement. Dostoïevski, influencé par les critiques russes, utilise le contact direct avec le terrain nourricier de la réalité sociale, du moins quand il échappe au mysticisme verbal. La bourgeoisie montante, dès la Renaissance, a produit une littérature vigoureuse, engagée contre l'art de l'âge-féodal-absolutiste. Mais la bourgeoisie décadente se réfugiera, pour l'ensemble, dans une conception de l'art pour l'art, qui rompt toute relation avec l'histoire et fait de l'art une pure entité. Les grands écrivains bourgeois seront alors ceux qui, sans comprendre encore le premier essor de la révolution prolétarienne, dénonceront la littérature bourgeoise de leur temps.

La grandeur d'August Strindberg est d'avoir évoqué la désagrégation intérieure de cette attitude, devenant ainsi le critique et le meilleur écrivain de cette bourgeoisie décadente. Les utopistes petits-bourgeois de leur côté sentent cette décadence sans la comprendre. Marx a écrit qu'ils ne voyaient dans la misère *« que la misère, sans y voir le côté révolutionnaire subversif qui renversera la société ancienne »*. Lukacs applique cette analyse à Hauptmann. Il a dénoncé le désarroi économique et politique, intellectuel et moral de la petite bourgeoisie sans pressentir la révolution prolétarienne. Enfin, étudiant *l'Emilia Galotti* de Lessing, Lukacs montre qu'il ne peut y avoir de véritable tragédie, sur le plan littéraire, que lorsque les idéaux de la classe dominante commencent à devenir problématiques.

Ces textes cependant soulèvent un problème qu'une comparaison entre *Nathan* de Lessing et *Tasso* de Goethe met en pleine lumière. Cette œuvre de Goethe, *en dépit de son incomparable supériorité littéraire*, est déclarée *inférieure à celle de* Lessing et apparaît à Lukacs comme une fausse route dangereuse, un phénomène idéologique. N'est-ce pas, à l'intérieur même de la critique, la reconnaissance d'une valeur littéraire en soi ? Et surtout, peut-on dire qu'une œuvre littéraire est inférieure à une autre lorsqu'elle lui est littérairement supérieure ? Très objectivement, Lukacs reconnait la difficulté et lui consacre une étude. Il soutient que, même du point de vue marxiste, il faut procéder à une analyse esthétique de toute création littéraire.

A son avis, ce rôle de l'esthétique est de *« saisir les formes d'expression qui sont à même de représenter de la façon la plus appropriée et la plus efficace un certain contenu d'existence »*. Mais celle-ci ne peut-elle valoir que par son « efficacité », liée au « contenu social » qu'elle ordonne ? Lukacs reconnait que ce contenu social peut être celui des *« pensées et sentiments humains les plus profonds »*. La littérature grecque antique nous touche toujours, nous y éprouvons les sentiments profonds de joie et de tristesse. Ceux-ci ne peuvent-ils naître que de la situation sociale ? Tout en se refusant à prédire l'avenir, Lukacs en vient à se demander si les hommes d'une *« société sans classe »* pourraient encore goûter des ouvrages du passé. Ne peut-on croire au contraire que ces hommes futurs seront plus humains, plus sensibles à toutes les joies et douleurs, d'où qu'elles naissent ?

Le « cours » et la « marche »

En tout cas, comme l'a justement soutenu Miklos Molnar, pour Lukacs le réalisme est le critère de toute grande littérature, et ce réalisme est fidélité aux tendances profondes de l'histoire. La critique littéraire lui reprochait son étroitesse matérialiste, le parti lénino-stalinien sa prédilection pour la forme artistique au détriment du contenu politique, l'avant-garde révolutionnaire son conservatisme esthétique. Mais son réalisme n'est pas naturalisme. Il rejoint l'historicisme : il doit être la représentation des tendances profondes de l'histoire de l'humanité, de son « cours », de sa « marche ». Certes Lukacs admettra de plus en plus la discontinuité dans l'histoire, et en 1960 il insistera sur la rupture avec le stalinisme. Mais c'est bien conciliable avec la dialectique *hégélienne de l'histoire, qu'il* admirait tant, malgré ses réserves à l'égard de Hegel pour sa philosophie de l'Etat. A son avis, les plus grands penseurs occidentaux ont été Aristote, Hegel et Marx.

Je n'ai pas connu Lukacs. Cependant, une seule fois, environ un an avant sa mort, j'ai eu l'occasion de m'entretenir, près de quatre heures, chez et avec lui, à Budapest. A ma sortie, dans l'escalier, il a déclaré, devant la *télévision, que nous étions en* désaccord sur presque tout et qu'en même temps nous nous accordions particulièrement bien. Il m'avait dit que les deux grands courants de l'humanité étaient le christianisme et le marxisme, que le premier était virtuellement fini et que le second commençait, mais qu'il préférait encore un vrai chrétien à un mauvais marxiste. De cet entretien, je garde l'étonnant souvenir d'un merveilleux connaisseur de tous les grands écrivains, d'un sens direct, passionné, profond de la de la littérature. Violent contre le stalinisme et parfaitement libre dans ses paroles, il a terminé en me disant que le véritable marxisme exigeait la naissance d'une démocratie socialiste sans classe, créée par de véritables soviets, des conseils ouvriers et conduisant enfin à la vraie fraternité humaine.

(1) *Littérature - Philosophie-Marxisme* (1922-1923), par György Lukacs. Textes réunis et présentés par Michel Löwy, 1 vol. de 176 p., Presses Universitaires de France, 1978.

(*) RECTIFICATIF. — Dans mon feuilleton sur Nédoncelle (4 avril), j'ai commis un lapsus et parlé de *l'Espagnol*, au lieu de l'Italien, Sciacca.

La capitulation d'Ulm

par MAURICE CLAVEL (*)

DONC Louis Althusser, le plus grand combattant intellectuel du P.C. depuis un bon tiers de siècle, blanchi sous le harnois et tout *couvert de poudre*, — des textes — a récemment lancé quatre lourds pavés — de texte — nous révélant que les structures du parti étaient implacablement oppressives.

Mais depuis quand ? Apparemment depuis trente ans, depuis qu'il y est lui-même... Or, s'il est vrai que la chouette de Minerve se lève au crépuscule, comme le dit Hegel, s'il est vrai que la conscience est toujours en retard, comme dit Marx, ironiquement ou non, nous autres, gens sans concept, depuis trente ans nous nous doutions fort précisément *de ces choses. D'où*, par-delà le comique kierkegaardien de cette situation, une question décisive : Althusser a-t-il attendu trente ans *pour nous livrer cette découverte* ? Ou vient-il de la faire ? Dans le premier cas, ce serait grande lâcheté. Dans le second, long aveuglement. Dans les deux cas est disqualifiée sa parole.

Et ce qui aggrave les choses, c'est que la cause occasionnelle, le déclic de ce vaste et sombre dévoilement, c'est, de son propre aveu, la défaite électorale de la gauche. Le brusque et turbulent appel d'Althusser à la liberté dans le parti vient de l'échec d'iceluy. D'où une deuxième question, difficile à écarter : l'eût-il lancé, cet appel, en cas de victoire ? Et un soupçon que je ne vois pas comment *dissiper : lorsqu'un intellectuel* démasque son parti comme une machine à pouvoir, au moment même où le pouvoir s'en éloigne, n'est-ce pas qu'il espérait prendre une bonne part du pouvoir de cette machine... sacrifiant ainsi à sa *volonté de puissance une indépendance* d'esprit, une hauteur d'âme, une morale qui, dans le fiasco, resurgissent aussitôt, comme vierges ?... En bref, vers le pouvoir pas de vertu qui tienne ! Plus de pouvoir qui vienne ? Alors, vive la vertu !

∴

Nous avons donc appris que le parti communiste était un Etat dans l'Etat ; que ses cellules étaient verticalement cloisonnées, ses permanents tenue en laisse par leur salaire, comme de vulgaires esclaves du capital ; que d'immondes *« procès de Moscou »* s'étaient déroulés à Paris, en tous points les mêmes, à l'exécution finale près ; que *« cela se passait en France de 1948 à 1965 »*. A se demander : où diable était alors Althusser ? En quel autre pays ? En quelle autre planète ? Et, s'il était par là, comment a-t-il pu voir et subir ces choses sans hurler, sans confier au moins quatre lourds pavés au *Monde* ?

Nous avons donc appris que le parti communiste, en mai 68, s'était volontairement coupé des masses parce qu'il ne les contrôlait pas. Althusser nous le *révèle*, une décennie après. Mais qu'a-t-il fait pendant Mai pour remédier à cela, ne serait-ce, *encore une fois*, que par pavés journalistiques ?

Nous avons donc appris que le parti communiste, en cette époque électorale où *« la victoire était assurée, à portée de main »*, avait tout fait pour tout perdre (1). Quand ? La veille ? L'avant-veille ? Non pas : probablement depuis six ans, à coup sûr depuis six mois. Et Louis Althusser ne s'est pas dressé d'un bond pour arrêter ce suicide, ce crime ? Eh bien, non. S'est-il donc rendu coupable de non-assistance à révolution socialiste *en danger de mort ? Eh bien, oui.* Et, le plus fort, c'est qu'en substance il le reconnaît lui-même, justifiant ainsi l'implacable mépris en lequel le parti tient ses hommes de plume et leurs criailleries toujours marginales ou tardives.

Et, quant à nous, quels sentiments esthétiques ou moraux peut nous inspirer ce haro de Louis Althusser sur ses dirigeants vaincus, bien vaincus ? A dire vrai, nous surmonterions notre déplaisir intime si ces coups de pied d'âne ou de bec de *charognard*, si ces *morsures* de chien de garde soudainement enragé contre ses maîtres amorçaient un remède, fût-il de cheval. Or, en dehors de l'usage gargarisant du mot « concret », où est-il, ce remède ? Pis : si l'on rapproche les phrases althussériennes sur le « bien-fondé » de la campagne contre le P.S., la nécessité intangible d'un parti et d'une *« ligne »*, le respect absolu du *« centralisme démocratique »*, le maintien souhaitable des alliances *avec « contrat au sommet »*, où est la *différence* avec ce qui s'est fait, si ce n'est dans un vague et litanique appel aux « bases » et aux « masses » — que le parti n'avait pas trop mal mobilisées, — et d'insistantes invocations textuelles aux ombres de Marx et de Lénine, nous suggérant sans cesse un retour pur et simple aux deux Pères de cette Eglise ? Là, je dois dire, au nom de ces soixante ans dont nous émergeons à peine et des soixante millions de créatures *humaines* qui ne ressusciteront pas : merci, grand merci...

Voilà donc le dernier avatar de cette scholastique épuisée, que seul *pourrait rajeunir le sang*, comme en la beuverie des ombres de *l'Enéide*. Faut-il se souvenir au surplus que ce crépusculaire caïman, habile en *cette volte comme un vieux crocodile*, a embringué dans les structures oppressives qu'il a admises trente ans et dénonce aujourd'hui sans honte des générations entières de *normaliens* l'une après l'autre, qui y restèrent au prix de leur pensée personnelle ou eurent le plus grand mal existentiel à s'en délivrer ? En avait-il le droit ? Quelle longue capitulation d'Ulm, en tout cas ! Et tout cela pour ne point s'avouer *ni* reconnaître, pendant cet interminable tiers de siècle, que *« ce qui ne peut plus durer dans le parti communiste »*, c'est le parti communiste...

Allons, Althusser ! Qui de nous, vers la soixantaine, n'a pas perdu environ trente ans de sa vie ? Ressaisis-toi.

(*) Ancien élève de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm.

(1) Selon moi, il l'a fait volontairement, pour des raisons de politique étrangère : ne point « déstabiliser » l'Europe, et ainsi assurer aux gérontes du Kremlin un coma final paisible.

VUES ET REVUES *par Yves FLORÈNNE*

Retours de Chine

QUE trouverez-vous quand vous aurez franchi la Grande Muraille : un monde neuf ouvert sur l'avenir ? Ou bien d'autres murailles à l'infini, enfermant dans leurs cercles la terre, l'usine, la ville, *le quartier, la maison, la famille*, le couple ; enfin, la conscience, la pensée, la passion ? Une Chine qui n'est plus qu'une immense cité interdite à toute chose ? — Allez-y voir vous-mêmes : dans *les Temps modernes*, par les *yeux de quelques-uns qui* étaient allés fort loin en Chine et qui en sont « revenus ». Et que quelques autres qui, fermement, y « restent ».

Comme le souligne Pierre Rigoulot dans sa présentation de ce numéro spécial, la Chine ne fait que nourrir, mais de quel poids, le débat général sur l'essence du marxisme-léninisme : entre tels qui ont découvert que Lénine engendre fatalement Staline ; et tels qui le nient ; entre ceux qui pensent que l'instauration d'un socialisme même dévié reste le support et l'épreuve de l'espérance et ceux dont la *« critique radicale signifie qu'il faut nous réveiller de notre rêve socialiste »*. Tout de même, il y a aussi ceux qui croient que le rêve socialiste n'a chance de s'incarner que par le rejet violent des pratiques perverties.

On notera toutefois que ce sont toujours les mêmes qui mettent les mêmes en accusation : pour leur « erreur » ; alors que de l'autre côté, on se borne à contester et à débattre. Sans timidité, certes, et même souvent avec une véhémence où l'ironie aiguise ses pointes. Elle est parfois involontaire. Ainsi, *il est plus que piquant* : il est significatif que des maoïstes « revenus », c'est-à-dire désabusés et purifiés, dénoncent à leur tour les partis pris pro-chinois et pro-cambodgien imputés au *Monde* « tel qu'il est »... en se couvrant du livre qui porte ce titre.

Toujours est-il que dix témoins, à charge ou de moralité, s'affrontent autour d'une « table ronde » en façon d'arène ; ceux-ci professant leur confiance aveugle dans le parti, pour la raison qu'il est le parti ; ceux-là n'ayant en vue que le peuple, abusé, trahi et opprimé par ce même parti auquel ils ont signifié leur congé. Bref, inconciliable opposition entre le P.C.C. des uns et le P.P.C. des autres.

Changer le destin

La « table ronde » prend pour texte le *Deuxième retour de Chine* (1), d'Evelyne Tschirhart, Claudie et Jacques Broyelle ; ces derniers apportent, en outre, leur témoignage sur les intellectuels « pour qui sonne le glas ». On s'arrêtera longuement au dialogue avec l'un des responsables *de la revue Outlook*, qui publie en chinois ou traduits des textes soit originaux, soit reproduits des revues contestataires de Hongkong, telles *Beidou* (« la Grande Ourse ») ou *Huanghe* (« le Fleuve jaune ») ; les auteurs *sont d'anciens gardes rouges* qui font le bilan de la Révolution culturelle et de leur propre action ; ils regardent le passé et le présent d'un œil neuf, maintenant qu'ils ne sont plus « en condition ». Presque tout serait à citer de ces quelques paroles libérées. Ainsi sur les grèves ; et même une espèce de Lip, celui-là vite « fini » ; sur tel rassemblement spontané à l'occasion d'une fête d'exorcisme, si suspect que la police leur demande ce qu'ils sont venus faire : « Changer le destin. » Rêvons sur ce que, *partout dans le monde*, tout le monde, quel que soit son destin, veut le changer. Jusqu'ici, cela consiste surtout à échanger de mauvais destins opposés.

Une étude bien curieuse, celle où Daniel Deferre montre la *constante* d'un « archétype » français de la Chine. Trois variations, au cours de trois siècles, sur le même thème, pris d'un jésuite qui notait en 1688 : *« Je passai par un chemin où plusieurs charrettes firent un embarras. Ces Chinois ne s'emportent point dans ces rencontres, mais ils s'entraident à se débarrasser. »* De qui ? De quel Laïos, en ces carrefours de Thèbes ? Dans le calme, avec le sourire, meurtre collectif du Père ?

Evelyne Tschirhart témoigne, elle, sur le chef d'accusation le plus accablant à nos yeux d'Occidentaux : l'« asexualité » en Chine. Un *a*, dans quelle mesure privatif ? — Aspect particulier de l'« expropriation » de tout : *« Le parti, grand unificateur de la pensée, tente d'exproprier le peuple de sa propre morale, de sa sensibilité, de ses valeurs, pour instaurer l'autorité absolue de la norme. »*

Elle dément les propos qu'on fait courir sur l'air détendu, heureux des Chinois, masque obligé, mais qui se trahit. *« Les gens vivent quotidiennement sous pression et dans le reniement constant de leurs pulsions et désirs. »* Il n'est de résistance possible que passive : *« J'aime bien les réunions politiques*, disait un enseignant, *car là au moins je peux penser à n'importe quoi ou dormir. »* Délices exceptionnelles, car le droit au sommeil et au silence n'est nullement reconnu. Se taire est coupable. Il *faut parler. Et, bien entendu*, parler comme il faut. *« Aujourd'hui, le silence est un combat. »*

Mais enfin, il semble que rien ne soit plus interdit et mieux réprimé que l'amour et surtout le plaisir. La condition des femmes y trouve-t-elle du moins un certain affranchissement ? Une libération, ou plutôt des progrès dans ce sens, sont incontestables. Mais c'est qu'ils servent la production, d'autant plus opportunément que la reproduction est strictement limitée. Et puis, le témoin nous en apprend de belles : *« Le droit de cuissage peut faire partie des privilèges que s'accordent les bureaucrates. »* Situation difficile pour les femmes, car, si le machisme fonctionne bien, le vieux puritanisme est devenu vertu révolutionnaire : *« La femme en Chine, comme ailleurs, est jugée beaucoup plus sévèrement que les hommes, et la majorité de ceux-ci répugnent à épouser une fille qui n'est pas vierge. »* Aussi, beaucoup plus qu'ailleurs, les « imprudentes » n'ont-elles de recours que dans le viol prétendu. Très vraisemblable, car le viol est courant. Ce qui ne va pas sans jeter un doute sur le caractère spontané de *l'« asexualité »*.

De toute façon, disent les témoins bienveillants, la libération des femmes, c'est quelque chose d'universel, comme les droits de l'homme ; tandis que la sexualité est affaire de société, de race, de climat... Il est donc permis et recommandé de saluer la première où on la constate, alors qu'il convient de rester prudent sur la seconde. Cette prudence anthropologique est du même coup une commodité idéologique.

Et cela n'explique-t-il pas aussi que la liberté sexuelle totale, proclamée avec une chaleur si sympathique par nos maoïstes comme droit fondamental et révolutionnaire de l'homme, soit, pour le maoïsme de Mao, la manifestation contre-révolutionnaire par excellence, et comme telle mise à mort ?

Le plaisir est subversif

Ce n'est pas qu'une figure. La peine capitale frappe au moins les homosexuels. Epargne-t-elle toujours les autres ? Officiellement, l'échelle des peines « normales » pour les « normaux » s'étagerait de cinq à dix ans. *Les plus sévères pour les femmes*, bien entendu, surtout adultères. Impossible de s'en sortir : le divorce n'est admis que pour motifs politiques ; les autres — compris les coups, l'enfer conjugal — ne pouvant être que bourgeois.

On n'a plus rien à nous apprendre sur le mariage tardif : continence légale suivie d'un strict contingentement. Méthode contraceptive radicale, que rendrait d'ailleurs superflue l'autre raison officielle : *« Les Chinois ne s'intéressent pas à ça. »* En outre, ils ignorent l'« amour idéaliste », l'« attrait magnétique », le « coup de foudre bourgeois ». Pour eux l'amour ne peut naître que de la « haine commune des oppresseurs » et ne saurait *« s'épanouir* tant que les oppresseurs étrangers ou nationaux » sont encore là. Ils ont tout le temps devant eux. Peut-on parler d'une asexualité naturelle, biologique ? On a entendu un sexologue français le prétendre et l'expliquer. *On craindrait* de voir là quelque racisme, si le dogme officiel ne devait s'en trouver flatté en même temps que justifié. Une justification du même ordre que celle du régime alimentaire, également désincarné, signalée ironiquement par un de nos gardes rouges citant l'autorité péremptoire qui déclarait : *« Les Chinois n'aiment pas la viande. »*

Mais la raison non dite, véritable, profonde, en Chine comme ailleurs, c'est que l'activité ou la rêverie sexuelle réduit le rendement, distrait de façon coupable ; le plaisir est subversif. Quant à la passion amoureuse, heureusement plus rare, c'est un phénomène incurablement individuel, *asocial*, anti-économique, contre-révolutionnaire. A mort.

Les faits sont là : une répression évidemment dissuasive. Evelyne Tschirhart confesse qu'elle la niait naguère et se donnait un alibi dont l'humour lui apparaît aujourd'hui : *« J'ai même vu des amoureux. »* Les plus beaux, éblouissants, poignants, c'est Etienne Manac'h, ancien ambassadeur à Pékin, lui-même amoureux de la Chine, mais lucide, qui les a rencontrés un jour. Il a évoqué (2) son « choc d'émotion » devant l'inimaginable merveille : enlacés des mains et des regards à la face du ciel.

C'est presque une allégorie, des personnages de Ionesco : seuls, et qui ne voient rien d'autre qu'eux ; pas *même les rhinocéros* dont l'ombre armée cerne ce monstre étranger : un couple au visage humain.

(1) Le Seuil.
(2) *Mémoires d'Extrême-Asie*, Fayard.

Le Monde

étranger

LES GRANDES PUISSANCES ET L'ASIE

APRÈS LE COUP D'ÉTAT EN AFGHANISTAN

MM. Brejnev et Kossyguine se disent convaincus du renforcement des liens entre Moscou et Kaboul

Les dirigeants soviétiques ont envoyé, mercredi 3 mai, des messages de félicitations aux nouveaux dirigeants afghans. Selon notre correspondant à Moscou, MM. Brejnev et Kossyguine ont écrit à M. Taraki : *« Nous sommes fermement convaincus que des relations de solide amitié et de coopération multiforme se développeront et se renforceront* (entre nos deux pays) *sur la base des principes de l'égalité, du bon voisinage, du respect de la souveraineté nationale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures. »* La presse soviétique n'a pas encore commenté le coup d'Etat de la semaine dernière.

A Kaboul, où le nouveau gouvernement siège sans discontinuer dans le secret, les journalistes étrangers présents estiment que la population a accueilli avec faveur le renversement du régime du général Daoud. Son autoritarisme, qui s'exerçait à la fois contre la droite et la gauche, le maintien de structures héritées de l'ancienne monarchie, joints à une mauvaise récolte, lui avaient aliéné le soutien populaire. Par ailleurs, le gouvernement a fait place à des personnalités représentant des ethnies qui n'avaient jamais joué de rôle de premier plan, écrit l'envoyé spécial de l'A.F.P., en particulier les Hazaras, les Ouzbeks ou les Tadjiks. On remarque enfin l'absence de tout mulla — religieuse musulman — dans l'équipe au pouvoir, alors que l'Afghanistan a toujours été un pays de stricte obédience islamique.

Le colonel Abdul Kader, nouveau ministre de la défense et le principal organisateur du coup d'Etat, a donné à l'A.F.P. et à TF 1 une interview dans laquelle il a insisté sur l'aspect *« démocratique »*, *« afghan »* et *« indépendant »* du mouvement révolutionnaire. Le but du gouvernement est *« de réaliser les désirs du peuple »*, car *« 99 % de la population attendait le renversement du précédent régime »*. *« Notre révolution,* a ajouté le colonel, *signifie la fin de l'aristocratie et de la féodalité en Afghanistan. »*

Mercredi 3 mai, la radio de Kaboul a démenti la participation de *« communistes »* au coup d'Etat, ainsi que le soutien d'éléments étrangers. *« Il n'y a aucune organisation en Afghanistan qui puisse être qualifiée de communiste »*, a-t-elle déclaré. Le gouvernement de M. Taraki fondera sa politique sur *« la promotion de l'islam et des valeurs humaines »*, a poursuivi la radio. Elle a enfin affirmé qu'aucun chef religieux n'avait été tué lors du coup, qui, selon elle, n'aurait fait qu'une centaine de victimes.

Néanmoins, dans un communiqué publié jeudi à Djeddah, la Ligue islamique dénonce *« les actes sauvages dont sont victimes les fidèles et les hommes de religion musulmane en Afghanistan »*. *« Les peuples musulmans refuseront les principes marxistes quelles que soient les pressions qu'ils subissent, et en dépit de tous les crimes perpétrés contre eux »*, conclut la Ligue islamique.

M. Mondale s'est entretenu du respect des droits de l'homme avec le président des Philippines

Manille *(A.F.P., Reuter, U.P.I.)*. — Les forces américaines installées aux Philippines peuvent utiliser leurs bases *« sans limites pour leurs opérations militaires »*, bien que ces bases soient placées sous souveraineté philippine, indique un communiqué publié jeudi 4 mai à Manille, à l'issue des entretiens entre le président Marcos et M. Walter Mondale, vice-président des Etats-Unis, qui est parti pour Bangkok après une visite de trois jours aux Philippines.

« L'utilisation continue par les Américains des bases philippines a eu lieu au bénéfice commun des deux pays », indique le communiqué, qui énonce certains des principes qui devront présider à l'élaboration prochaine d'amendements à l'accord sur ces bases conclu en 1947 et complété par le traité de défense mutuelle de 1948. Les Etats-Unis reconnaissent la souveraineté philippine sur les bases, mais ils garderont *« le commandement effectif du personnel américain et le contrôle du matériel »*. Les deux pays sont convenus *« de revoir l'accord sur les bases tous les cinq ans, à compter de la date d'adoption des amendements »*, précise le communiqué.

M. Mondale a, par ailleurs, signé mercredi un accord de coopération prévoyant l'octroi par les Etats-Unis de prêts d'un montant de 42 millions de dollars, destinés pour plus de la moitié à la construction de routes aux Philippines.

Au cours d'une conférence de presse, M. Mondale a déclaré qu'il s'était entretenu du respect des droits de l'homme avec M. Marcos, auquel il a transmis un message personnel de M. Carter à ce sujet. Le vice-président américain avait rencontré certains leaders de l'opposition à Manille et quelques religieux ayant protesté contre les abus du pouvoir.

Une conférence de presse séparée a également été donnée par M. Marcos, qui a évoqué sa *« conversation très vivante »* avec M. Mondale à ce sujet et a annoncé son intention de répondre rapidement au message du président Carter.

La « guerre commerciale » nippo-américaine

(Suite de la première page.)

Quant aux automobiles, leurs ventes devraient rester au même niveau qu'en 1977, selon M. Fukuda, tout simplement parce que les producteurs japonais ne peuvent plus répondre à la demande croissante du consommateur américain. Les deux millions de véhicules vendus aux Etats-Unis l'an dernier — près de la moitié des exportations nippones dans ce domaine — représentent une hausse de 36 % par rapport à l'année précédente, et cela bien que la valorisation du yen ait conduit à un renchérissement important du produit. Toyota, par exemple, a relevé ses prix à six reprises en un peu plus d'un an, mais l'amateur américain de voitures étrangères de taille moyenne ou petite ne s'est pas découragé pour autant.

Pour soulager dans l'intervalle la balance américaine des paiements, M. Fukuda a offert à M. Carter de procéder à un certain nombre d'*« achats d'urgence »* aux Etats-Unis, notamment des avions DC-9, des métaux non ferreux et de l'uranium, pour lequel Tokyo procédera à des paiements anticipés. M. Carter s'est montré favorable à ce plan, sans toutefois donner un accord formel en ce qui concerne l'uranium.

L'inflation américaine supérieure à 9 %

Le succès de ces efforts dépendra pourtant, a répété M. Fukuda, de ce qui sera fait pour amortir la chute du dollar et, plus précisément, pour juguler l'inflation aux Etats-Unis. Le chef du gouvernement japonais rejoignait en cela les préoccupations de ses hôtes, qui, aussitôt connus les chiffres pour le premier trimestre (indiquant un taux d'inflation de plus de 9 % pour l'année), ont déclenché une vaste campagne sur ce sujet. Les syndicats sont invités, avant les grandes discussions collectives de l'an prochain, à renoncer aux augmentations de près de 10 % qui étaient la norme jusqu'à présent, les cadres supérieurs à limiter à 5 % leurs ambitions en ce qui concerne la hausse de leurs traitements, les médecins, dentistes et avocats à *« discuter avec l'administration »* des relèvements de leurs honoraires.

La dernière menace lancée par M. Bosworth, jeune et dynamique président du conseil pour les salaires et les prix, viserait à contraindre par la voie judiciaire les entreprises à ouvrir leurs comptes, à dénoncer publiquement celles qui relèveraient leurs prix de manière abusive et à leur enlever les commandes du gouvernement si nécessaire. En fait, on espère bien ne pas avoir à recourir à ces mesures extrêmes, aux poursuites judiciaires notamment, qui prendraient de toute façon beaucoup trop de temps pour être efficaces.

Le résultat dépendra bien davantage de la « crédibilité » que M. Carter réussira à donner à sa politique économique. Le président tient fortement d'ailleurs à maintenir son projet de réduction d'impôt de 25 milliards de dollars, malgré l'avis des experts du Congrès et du président de la Banque fédérale de réserve, M. Miller, qui demandait à tout le moins un ajournement de trois mois de la mesure, du 1er octobre au 1er janvier prochain. Le conseiller économique de la Maison Blanche, M. Schultze, a prudemment revisé en hausse ses prévisions pour cette année, portant le niveau d'inflation attendu à près de 7 %, contre 6 % qu'il pronostiquait au début de l'année.

MICHEL TATU.

Vietnam

La suppression du commerce privé est à l'origine de l'exode de la communauté chinoise

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Les opérations de changement de monnaie, annoncées le mercredi 3 mai (le Monde du 4 mai), ont commencé au Vietnam. Radio-Hanoï a précisé que les personnes qui possèdent des sommes d'argent liquide supérieures aux limites autorisées devront présenter des pièces justificatives, sinon ces sommes seront confisquées.

D'autre part, selon le quotidien japonais « Sankei Shimbun », l'armée vietnamienne a effectué des opérations contre la ville chinoise de Cholon en mars dernier ; plusieurs personnes auraient été tuées à cette occasion.

Bangkok. — *« Cholon, c'est fini. »* Pour célébrer le troisième anniversaire de la libération de Saigon, les autorités communistes ont vidé, en l'espace d'un mois, l'abcès de fixation capitaliste que constituait au Vietnam la cité chinoise de Cholon, jumelle de l'ancienne Saigon.

« Cholon est aujourd'hui à moitié désertée », nous a dit un journaliste étranger qui a pu circuler dans la ville à la mi-avril, en dépit de l'interdiction des autorités. Les innombrables échoppes, boutiques, restaurants, les marchés en plein air qui, en mars dernier lorsque nous nous sommes promenés dans la ville, fonctionnaient encore *« normalement »*, ont été fermés *(le Monde* des 19 et 20 avril).

L'abolition du commerce privé — à l'exception du petit commerce de détail qui fait vivre plusieurs millions de personnes au Sud-Est — est, selon les autorités, *« une décision applicable uniformément dans les provinces du sud du Vietnam sans distinction d'appartenance ethnique ou de confession »*

« Les bourgeois ont beaucoup souffert... »

Cependant, quel que soit le souci des dirigeants d'éviter de donner à cette mesure un caractère discriminatoire et racial, elle affecte avant tout plusieurs centaines de milliers de Sino-Vietnamiens qui avaient continué à faire des affaires et à alimenter le marché noir depuis avril 1975.

Ils sont désormais contraints à se reconvertir dans les secteurs productifs de l'économie socialisée, notamment dans le domaine agricole. Selon les autorités *« dans le cinquième district (Cholon) 100 % des commerçants privés se sont fait enregistrer pour partir travailler en province, soit dans les villages, soit dans les nouvelles zones économiques. Ils vont y établir des fermes, des petites industries et d'autres entreprises de production »*.

Ces départs semblent avoir provoqué des drames. Le quotidien *Tin-Sang* écrivait le 15 avril : *« Obligés de quitter le commerce, où ils ont amassé facilement des millions et des millions, les bourgeois ont beaucoup souffert. Ils ont maudit les communistes et s'en prenaient même à Dieu. Certains ont préféré mettre un terme à leur vie plutôt que de se reconvertir dans une vie nouvelle qu'ils considéraient comme une déportation (...).*

« Les bourgeois ont prétendu qu'on se montrait injuste à leur égard, poursuit l'éditorial du *Tin-Sang. On leur a racheté leurs marchandises à bas prix. Non, messieurs, la révolution est très juste. L'Etat a racheté des biens qui auraient pu être réquisitionnés. Le produit des rachats sera déposé dans les banques et leur servira de capitaux pour la production. »*

Nous avons appris que les commerçants ont été payés par chèques dont le montant ne peut être perçu par les intéressés, sauf pour investir dans les zones d'activité où ils sont envoyés.

Parallèlement à ces mesures, les autorités ont mis en place dans les quartiers deux cents magasins nationalisés supplémentaires et s'efforcent de remplacer avec des moyens qui restent insuffisants le réseau de distribution privé.

En démantelant le grand marché de Cholon, les dirigeants d'Hanoï font d'une pierre deux coups. En effet, au-delà de son caractère purement économique, cette transformation radicale va permettre la dissémination et faciliter le contrôle d'une communauté qui, à l'instar de toutes les minorités chinoises établies dans les pays du Sud-Est asiatique, a conservé des attaches profondes avec la mère-patrie. Les Vietnamiens pouvaient s'inquiéter des réactions du bastion de Cholon au moment où les différences de plus en plus marquées entre Hanoï et Pékin, notamment à propos du Cambodge, ont conduit à un accroissement de la tension entre les deux pays.

Pékin a annoncé *(le Monde* du 3 mai) l'arrivée d'*« un grand nombre de Chinois résidant au Vietnam »* ; cela veut-il dire qu'Hanoï a laissé partir plusieurs milliers de ceux-ci, qui sont au demeurant citoyens vietnamiens depuis l'époque de Diem qui les avait forcés à abandonner leur nationalité d'origine. Si c'est le cas, on peut se demander par où ils ont quitté le Vietnam. Ce que l'on sait, c'est que les ressortissants chinois de pays tiers gardent la possibilité de s'en aller, et utilisent les vols de la compagnie de Hongkong, Cathay Pacific, ou ceux de Air France au départ d'Ho-Chi-Minh-Ville.

R.-P. PARINGAUX.

Japon

L'incident des îles Senkaku est exploité par les adversaires du rapprochement avec la Chine

De notre correspondant

Tokyo. — L'incident survenu le 12 avril entre la Chine et le Japon à propos des îles Senkaku (en chinois Tiao-Yu) est apparemment loin d'être clos *(le Monde* des 23-24 avril). Quarante-huit heures après que M. Sonoda, ministre des affaires étrangères, eut déclaré devant la Diète, le 28 avril, que le Japon allait construire un port sur la principale des îles situées entre Okinawa et Taïwan, il était découvert sur celle-ci un drapeau nippon planté là par un mouvement d'extrême droite, la Ligue mondiale anti-communiste.

Les mouvements d'extrême droite nippons ont trouvé là un nouveau thème et se répandent en diatribes contre la Chine dans les rues de Tokyo. Quant aux *« faucons »* du parti libéral démocrate (P.L.D.), ils ont aussi pris la mouche : M. Akasone, ancien directeur de l'agence de défense et l'un des hommes forts du P.L.D., affirme qu'il faut absolument remédier aux « anomalies » de la Constitution pacifiste du Japon qui l'empêche, s'il en était besoin, de défendre son territoire en envoyant des troupes aux Senkaku.

Cette affaire, il est vrai, arrive à point nommé pour le gouvernement Fukuda. Celui-ci se trouvait, en effet, dans une situation de plus en plus embarrassante : depuis le remaniement de son cabinet en décembre, le premier ministre n'a cessé d'affirmer sa volonté de reprendre au plus tôt les négociations sur le traité de paix sino-japonais. Mais, de semaine en semaine, il devait ajourner la visite à Pékin de son ministre des affaires étrangères en raison de l'hostilité des partisans de Taïwan au sein du P.L.D. M. Fukuda, quelle que soit sa volonté profonde, était d'autant plus gêné pour manœuvrer que la plupart des membres de son groupe parlementaire sont favorables à Taipeh.

La situation inextricable dans laquelle se trouvait le premier ministre, incapable de faire émerger un consensus au sein de son parti, donne un certain poids aux commentaires d'observateurs à Hongkong et à Tokyo, qui pensent, contrairement à l'explication généralement admise, que l'incident du 12 avril n'a pas été une entreprise délibérée de Pékin. Selon ces observateurs, la flotte chinoise se trouvait en mer de Chine soit, effectivement, pour pêcher, soit pour faire une démonstration de force dans le détroit de Taïwan.

Des précédents

Mais les bateaux chinois auraient été refoulés par la marine taïwanaise vers les Senkaku au cours de leur manœuvre. Les bateaux chinois ont effectivement pénétré dans la zone des 12 milles des îles « japonaises ». Ce n'est pas la première fois, aux dires de Japonais de Hongkong, que de tels incidents se produisent. Ils se terminent généralement par des invectives d'un bateau à l'autre. Mais, cette fois, les Japonais ont pris la mouche et, arguant des banderoles déployées par les Chinois sur lesquelles était écrit : *« Ces îles sont à nous »*, ont affirmé que c'était une opération montée.

La lente réaction de Pékin, qui a cherché dès le début à minimiser l'incident, s'explique assez bien dans l'hypothèse d'un *« accident »*. Pourquoi, en effet, en admettant que Pékin ait effectivement voulu faire un coup de force, les Chinois se seraient-ils aussitôt rétractés pour pratiquement s'excuser auprès des Japonais. Certes, une fois l'affaire lancée sur le plan diplomatique par les vociférations nippones, Pékin se devait de réaffirmer devant l'ambassadeur du Japon la souveraineté chinoise sur les îles, tout en précisant que la question territoriale serait réglée en son temps, comme l'avaient décidé MM. Chou En-lai et Tanaka lors de la normalisation des relations diplomatiques entre les deux pays en 1972.

La question des Senkaku avait été soulevée en commission à la Diète en mars par des députés pro-taïwanais à une époque où l'on pensait que le gouvernement Fukuda cherchait vraiment à parvenir à un accord avec la Chine et où les Taïwanais avaient été avertis d'une concentration de bateaux de pêche chinois au large de la province du Fukien (qui fait face à Taïwan).

L'affaire des Senkaku est loin d'être claire. Elle sert à M. Fukuda, dans la mesure où elle permet à son gouvernement de déplacer le point d'achoppement des discussions sino-japonaises : de la clause *« anti-hégémoniste »*, le centre des divergences passe à la question territoriale. De même que les Japonais jouent du problème des Kouriles pour ne pas signer de traité de paix avec l'U.R.S.S., ils peuvent désormais utiliser l'affaire des Senkaku pour *« légitimer »* leurs hésitations à s'engager plus avant avec Pékin.

PHILIPPE PONS.

Pékin cherche à obtenir du matériel militaire

(Suite de la première page.)

La décision de Londres et de Paris de répondre favorablement aux occasions de plus en plus fréquentes de coopérer avec Pékin sur le plan militaire dépend, cependant, de nombreux facteurs. De telles ventes d'armes ou de simples échanges technologiques entre l'Occident et la Chine sont subordonnés à l'approbation par le COCOM (un organisme de coordination qui réunit les Etats-Unis, le Canada, les pays d'Europe occidentale et le Japon) qui réglemente l'aide à la Chine en matériels stratégiques.

De surcroît, les gouvernements européens doivent tenir compte des répercussions qui ne manqueraient pas d'avoir, sur l'état des relations politiques et commerciales avec l'Union soviétique, des livraisons trop importantes d'armements modernes à Pékin. D'autant qu'une part de ces matériels est destinée à équiper les forces chinoises aux frontières avec l'U.R.S.S. Enfin, les industriels concernés s'interrogent sur les capacités de financement de ses achats à l'étranger par la Chine et ils craignent que, malgré ses capacités industrielles, encore faibles, la Chine ne profite de tels contrats pour s'inspirer de la technologie occidentale, l'imiter et devenir un concurrent, à terme, sur des marchés étrangers.

Les entretiens de M. Ku Mu

Au cours d'un dîner en l'honneur de M. Ku Mu, mercredi soir, M. Raymond Barre a déclaré que le voyage du vice-premier ministre chinois *« se place sous un double signe, celui d'une certaine vision commune des problèmes du monde et celui de l'instauration d'une coopération approfondie, et à long terme, entre les deux pays »*. Il a souligné que, pour garantir *« la paix et l'entente entre les nations »*, la France était attachée à deux principes essentiels, d'une part, *« l'indépendance et l'identité des nations »* et, d'autre part, la justice sur le plan mondial.

M. Ku Mu a répondu : *« Malgré la différence entre les deux systèmes sociaux, il n'existe pas d'incompréhension entre la France et la Chine. »* Les deux pays, a-t-il dit, sont *« profondément attachés à leur indépendance et à leur souveraineté et sont résolus à défendre leur sécurité nationale »*. *« Le peuple chinois a besoin d'une conjoncture internationale durable de paix,* a poursuivi M. Ku Mu, selon lequel *la dispute des super-puissances en vue de l'hégémonie mondiale est à l'origine de l'absence de tranquillité et des bouleversements actuels »* dans le monde.

Cette responsabilité des deux Grands dans la tension mondiale avait déjà été évoquée au cours de l'entretien que M. Ku Mu a eu mardi après-midi avec M. Barre. De source française, on indique que le vice-premier ministre a rappelé que la politique économique chinoise était basée sur l'auto-suffisance et l'indépendance, mais aussi sur le recours à la technologie avancée *« des pays amis »*, afin de faire de la Chine *« un pays socialiste puissant et moderne »*. En quittant l'Hôtel Matignon, M. Ku Mu a d'ailleurs cité *« les échanges scientifiques et techniques »* au membre des sujets traités.

M. Barre a, de son côté, insisté sur les principes de la politique française : indépendance et vigilance à l'égard des décisions qui peuvent mettre en danger la paix et la détente *« globale »*. C'est sur ce point qu'il y a *« discussion entre les deux parties »*, dit-on du côté français.

MM. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, et Deniau, ministre du commerce extérieur, ont participé à l'entretien. M. Ku Mu a, d'autre part, été reçu par M. d'Ornano, ministre de l'environnement.

● *M. Couve de Murville*, président de la commission des affaires étrangères, a reçu, mercredi 3 mai, une délégation parlementaire de la République populaire de Mongolie. La délégation séjourne en France à l'invitation du groupe parlementaire d'amitié France-Mongolie.

● *Le commerce des armes.* — La deuxième phase des consultations américano-soviétiques sur la limitation du commerce des armes débute ce jeudi 4 mai à Helsinki. Les consultations se poursuivront jusqu'au lundi. La première phase s'est déroulée en décembre à Washington. — *(Corresp.)*

EUROPE

Grande-Bretagne

Les élections locales confirment le déclin du nationalisme écossais

De notre correspondant

Londres. — Ainsi que les derniers sondages le laissaient prévoir (*le Monde* du 19 avril), les élections locales en Ecosse ont confirmé le déclin du mouvement nationaliste écossais. Le parti nationaliste (S.N.P.) a perdu au total douze sièges (il en a perdu seize, et gagné quatre) au bénéfice des deux grands partis traditionnels, y compris dans les régions où il semblait solidement implanté. Dans la circonscription de Hamilton, les travaillistes ont gardé leurs trois sièges des conseils régionaux avec une majorité accrue. Les chances de Mme Margo MacDonald, vice-présidente du S.N.P., de remporter l'élection législative partielle, qui doit avoir lieu dans quelques semaines, semblent ainsi compromises.

La remontée du Labour

Un autre des vice-présidents du parti, M. Maxwell, a perdu son siège du Lothian, emporté de haute lutte par les travaillistes qui, à la surprise générale, ont acquis la majorité absolue dans cette région, décevant les espoirs des conservateurs. Néanmoins, sur l'ensemble de l'Ecosse et particulièrement dans les régions de Tayside et de Grampian, les conservateurs ont fait de substantiels progrès (gains : vingt-trois sièges, pertes : sept), leur permettant d'espérer reprendre aux prochaines élections législatives les circonscriptions qu'ils avaient dû abandonner aux nationalistes en 1974.

Dans l'ensemble, le parti travailliste sort renforcé (gains : seize sièges, pertes : cinq) de cette consultation. Il a maintenu et consolidé sa domination dans la région de Strathclyde, autour de Glasgow, où se trouve concentrée la moitié de la population écossaise. Il progresse aussi sensiblement dans le Lothian et dans la région du centre, considérée comme un bastion du S.N.P.

Les succès travaillistes sont interprétés, dans les milieux officiels, comme une approbation des mesures de redressement économique prises par le gouvernement de Londres et du projet de dévolution des pouvoirs, dont la discussion est entrée à Westminster dans sa phase finale. Néanmoins, les observateurs ne concluent pas, comme certains dirigeants travaillistes, à l'élimination définitive du S.N.P. Le mouvement nationaliste a connu, en effet, des fortunes diverses. Il reste en mesure de polariser le vote des mécontents tant qu'il apparaît comme un parti minoritaire. Mais l'électorat se détourne de lui dès l'instant où il apparaît se rapprocher du pouvoir. Ses succès, ces dernières années, ont fait peur à la majorité des électeurs écossais, qui sont revenus à leurs allégeances politiques traditionnelles.

Ces résultats confirment en tout cas que la récente victoire travailliste à Garscadden (*le Monde* du 15 avril), loin d'être un phénomène isolé, annonçait la remontée du Labour, en Ecosse. Les sièges écossais constituent un élément essentiel de la stratégie électorale des travaillistes. Ils leur permettent de compenser la traditionnelle prépondérance des conservateurs au « sud de la frontière » (c'est-à-dire en Angleterre) où les élections locales ont lieu ce jeudi 4 mai.

HENRI PIERRE.

Roumanie

La minorité hongroise de Transylvanie est mécontente de son sort

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — De nouveaux signes confirment que les autorités roumaines doivent faire face depuis quelque temps à un profond mouvement de mécontentement au sein de la minorité hongroise de Transylvanie (officiellement 1,7 million d'habitants).

L'attention avait déjà été attirée, au début de l'année, sur la situation dans cette région par la révélation du contenu d'une lettre de protestation adressée, en novembre dernier, au comité central du P.C. roumain par un ancien dirigeant d'origine magyar, M. Karoly Kiraly (*le Monde* du 25 janvier). Depuis lors, M. Kiraly, qui fut membre suppléant du comité exécutif du P.C. de 1968 à 1972, a été contraint d'abandonner son domicile, à Tirgu-Mures, au cœur de la région hongroise, pour s'installer avec sa femme et son enfant dans une localité plus roumaine, à Caransebes, où il dirige une fabrique *de meubles. Cette mesure* d'autorité, qui équivaut à une assignation à résidence, s'accompagne d'une étroite surveillance policière.

Tout indique que Bucarest n'a pas réussi pour autant à reprendre le contrôle de la situation. Plusieurs documents parvenus ces jours-ci à Vienne, via Budapest, attestent que la démarche de M. Kiraly n'était pas isolée. Le plus explosif d'entre eux, du point de vue politique, est un mémorandum adressé à la direction du parti roumain à la fin de l'année dernière, avant la tenue de la conférence nationale, par M. Ludovic Takacs, professeur à l'université Babes-Bolyai de Cluj et membre suppléant du comité central. Le plus émouvant est un *compte rendu détaillé* rédigé à l'intention des autorités hongroises par M. Istvan Kelemen, ancien directeur de théâtre dans la ville frontière d'Oradea : il décrit les tracasseries et persécu*tions qu'il a dû subir pendant des* années de la part des autorités roumaines. Les brimades policières s'aggravèrent après que l'intéressé eut sollicité l'autorisation d'émigrer en Hongrie. M. Kelemen est mort peu après son installation à Budapest, l'an dernier.

Un catalogue de revendications

Le long mémoire (27 pages), de M. Takacs a le mérite de mettre en lumière les principales raisons de l'irritation, voire de la colère, de la population hongroise de Transylvanie et d'avancer un catalogue de revendications précises. Après avoir loué la politique suivie par Bucarest envers les minorités nationales dans les années d'après-guerre, et notamment l'obtention d'un statut des nationalités en 1945, M. Takacs fait une analyse concrète des conditions d'existence et d'expression des différentes minorités en Roumanie (outre des Hongrois, il existe aussi des Allemands, des Serbes, des juifs, des Ukrainiens, sans parler des tziganes dont l'identité nationale n'est pas reconnue).

L'auteur critique sévèrement l'activité du Conseil national des travailleurs de nationalité magyare dont il est, d'ailleurs, l'un des vice-présidents. Il en déplore le caractère formel, l'immobilisme, sa coupure des populations concernées et il propose de le transformer en une véritable organisation de masse au sein de laquelle les responsables hongrois pourront disposer d'une liberté de décision tant à l'échelon local que central.

M. Takacs examine ensuite la situation dans l'enseignement, do*maine où les plaintes de la minorité* hongroise sont les plus vives. Il dénonce les manipulations qui aboutissent à remplacer des classes en langue hongroise par des classes en langue roumaine. Ce rétrécissement des possibilités d'enseignement en hongrois, qui va de l'école primaire à l'université, a pour résultat un appauvrissement intellectuel. De 1957 à 1974, *indique-t-il à titre d'exemple*, le nombre des étudiants dans l'ensemble du pays a été multiplié par deux, alors que celui des étudiants de nationalité hongroise n'a augmenté que de 10 %.

En ce qui concerne la diffusion des livres, l'auteur du mémoire relève les restrictions imposées à l'importation d'ouvrages venant de Hongrie, ainsi que pour des abonnements à des publications éditées à Budapest. Les très riches archives en langue hongroise en Transylvanie ne peuvent guère être exploitées, faute de personnel compétent. Autre point sensible : M. Takacs *réclame* la généralisation d'inscriptions bilingues dans les régions de peuplement mixte. La minorité roumaine disposait bien de ce droit, note-t-il, lorsque la province était rattachée à l'empire des Habsbourg !

Le document se termine par un catalogue en dix-huit points présentant les revendications qui devraient être satisfaites, selon l'auteur, afin de dissiper le malaise. En voici les principales : transformation du Conseil des travailleurs de nationalité hongroise, création au Parlement d'une commission permanente pour les problèmes des nationalités, adoption d'un nouveau statut des minorités, réorganisation du système universitaire, réorganisation de l'enseignement idéologique, création d'une chaîne de télévision et de stations de radio émettant dans les langues des nationalités, mesures pour l'édition de livres scientifiques et pour enfants en hongrois, formation d'experts hongrois pour les bibliothèques, introduction dans l'administration de la langue hongroise dans les localités où la minorité représente au moins *15 % de la population, représentation*, dans l'appareil du parti et les organes de décision, proportionnelle à l'importance numérique des différentes nationalités.

L'appui de personnalités éminentes

Le plus étonnant est que, malgré l'envoi de ce brûlot, M. Takacs a été réélu, le 13 mars, à l'un des postes de vice-président du Conseil des travailleurs de nationalité magyare. De même l'écrivain Andras Sütö, auteur, lui aussi, d'une lettre à la direction du pays centrée sur les questions culturelles, a conservé sa place *dans le bureau de cette organisation*. C'est dire l'étendue de la pression à laquelle sont soumis les responsables roumains. Les différents auteurs de lettres et de mémoires savent, en effet, qu'ils expriment des sentiments largement répandus parmi leurs nationaux, même si ceux-ci faute de libertés effectives et d'organisa*tions adéquates ne peuvent pas* les exprimer.

Ils savent aussi qu'ils peuvent compter sur l'appui discret de dirigeants haut placés dans la hiérarchie. Ainsi, M. Kiraly a-t-il révélé que son initiative avait reçu le soutien de seize personnalités, dont MM. Ion Gheorghe Maurer, ancien premier ministre, *Janos Fazekaza*, membre du comité politique exécutif, vice-premier ministre et ministre du commerce intérieur, et Gyorgy Puskas, vice-président de l'Assemblée nationale.

Les Hongrois de Transylvanie commencent aussi à prendre conscience que, depuis la décevante rencontre entre MM. Kadar et Ceausescu l'été dernier, un changement d'état d'esprit s'est produit à Budapest. Sans vouloir jeter de l'huile sur le feu, les dirigeants hongrois semblent bien avoir levé, du moins pour un temps, le tabou qui pesait depuis *trente* ans sur tout ce qui se rapportait à la Transylvanie.

A Bucarest, on poursuit l'exploitation nationaliste de l'histoire roumaine, et la répression policière s'est encore accrue dans un pays qui ne s'est jamais vraiment dégagé du modèle stalinien. Une campagne de propagande vise à faire porter la responsabilité de l'agitation à des éléments « hortystes » (partisans de l'ancien régime hongrois) et « irrédentistes » de l'étranger.

La crainte de ternir leur image à l'extérieur, notamment dans les pays occidentaux et aux Etats-Unis, avec lesquels ils ont ouvertement flirté pendant la dernière réunion de Belgrade sur la sécurité et la coopération en Europe, contraint les dirigeants roumains à conserver toutefois une certaine mesure. Mais il faudrait sans doute beaucoup plus que quelques pamphlets pour les décider à modifier leur politique. La Hongrie ne dispose que de moyens très limités pour influer sur la politique de Bucarest, si elle ne veut pas être accusée de s'ingérer dans les affaires internes de son voisin. Quant à la population magyare de Transylvanie, privée de moyens de défense et d'institutions représentatives, elle risque de voir sa situation continuer de se dégrader lentement.

MANUEL LUCBERT.

CHEF-D'ŒUVRE DU CULTE DE LA PERSONNALITÉ

UNE BIOGRAPHIE DE M. BREJNEV EST PUBLIÉE A NEW-YORK

De notre correspondant

Washington. — Que dirait-on d'une biographie de M. Giscard d'Estaing qui ne parlerait ni du général de Gaulle ni de Georges Pompidou ? Ou d'un ouvrage sur Mao qui ignorerait la révolution culturelle et le conflit avec Moscou ? C'est à peu près l'exploit qu'a réalisé la maison d'édition Simon et Schuster, de New-York, en publiant un gros livre sur M. Brejnev — *Pages de sa vie* — rédigé, nous dit-on, « *sous les auspices de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S.* », avec une préface de l'intéressé lui-même. Le chef du parti et de l'Etat soviétique a bien voulu *donner son aval à ce chef-d'œuvre* du culte de la personnalité, parce que, explique-t-il modestement, « *ma biographie est une partie de la vie du peuple soviétique tout entier* ».

N'hésitons pas, cependant, à renvoyer le lecteur intéressé par ce sujet à l'*Histoire du P.C.U.S.*, rédigée, à Moscou, sous les auspices encore plus autorisés de M. Boris Ponomarev, secrétaire du parti. On y trouvera une version fort peu historique des événements des soixante dernières années, mais, du moins dans les éditions poststaliniennes, quelques phrases sur les « excès » de la répression dans les années 30, sur les difficultés de la collectivisation, les revers initiaux de la guerre *et le « subjectivisme » de Khrouchtchev*. Le livre qui nous est proposé ne contient rien de tout cela : jugeant sans doute le lecteur américain plus digne encore de « protection » que le lecteur soviétique, les auteurs anonymes (en fait, des journalistes de l'agence Novosti) ont trempé leur plume dans l'eau de rose et écarté délibérément tout ce qui pourrait ternir leur précieux héros et son environnement.

Pas un mot donc des grandes purges, deux mentions de Staline seulement, purement factuelles, pour son rôle pendant la guerre. Du coup, il n'était pas besoin de parler de la mort du dictateur et de ce qu'elle a représenté pour M. Brejnev. On *passe sans transition* de l'année 1952, lorsque M. Brejnev dirige le parti en Moldavie, à 1954, lorsqu'il est nommé au Kazakhstan (oubliant le poste relativement *mineur* — chef adjoint de la direction politique de l'armée — qu'il occupa dans l'intervalle). Rien n'est dit non plus sur la signification politique du vingtième congrès, sinon pour mentionner que le héros est *élu à cette date membre suppléant* du présidium du parti (oubliant, là encore, qu'il avait été écarté de cette fonction en 1953).

« Modeste, infatigable »

La seule référence à Khrouchtchev tient en une phrase : « *Le plénum d'octobre 1964 du comité central du P.C.U.S. a relevé N. S. Khrouchtchev de ses fonctions* (on ne précise pas lesquelles) *et élu Brejnev premier secrétaire du C.C.* » On s'attend du moins que, après cette date, toutes les grandes décisions du nouveau chef du parti seront passées en revue. Hélas ! les auteurs ne soufflent mot de l'invasion de la Tchécoslovaquie, *ne font* référence qu'en passant aux deux guerres du Proche-Orient, ignorent le conflit avec la Chine, pour ne citer que les plus grosses lacunes...

Reste donc un vaste et fastidieux exercice d'hagiographie et de propagande. A coups de citations de M. Brejnev, de « témoignages » tous plus complaisants les uns que les autres — des éloges de MM. Kossyguine et Souslov, seuls dirigeants actuels mentionnés dans l'ouvrage, contribuent au concert — et d'envolées lyriques de leur cru, les auteurs s'évertuent à montrer tout au long des trois cent vingt pages que M. Brejnev est « *modeste* », « *infatigable* », « *démocrate* », « *toujours proche du peuple* », etc. (à preuve : les photographies exposées au Musée d'histoire de Moldavie « *ne le montrent jamais seul* »).

« L'un des quatre premiers de sa classe »

Nous apprenons au passage qu'il a été « *l'un des quatre premiers de sa classe* » à l'Institut métallurgique en 1935, que, très tôt, il « *stupéfiait ses amis par sa connaissance de l'histoire de l'art et de la littérature* », enfin, que sa nomination au poste de chef d'Etat l'an dernier « *a été acclamée dans le monde entier...* ». Autre détail touchant : lorsque, le 28 octobre 1944, M. Brejnev arriva avec l'armée rouge à Oujgorod, et *qu'un « conseiller municipal »*, Pierre Sova, exprima le désir du « *peuple de Transcarpatie* » d'être rattaché à l'Ukraine soviétique, le général Brejnev refusa presque : « *Nous n'avons aucune intention d'intervenir dans vos affaires* », répondit-il. Moins d'un mois plus tard, les « *masses de Transcarpatie* » se prononçaient pour le rattachement, et la province était *enlevée à la Tchécoslovaquie*.

A propos des relations avec la France — traitées en tête des chapitres de politique étrangère, — on relève que M. Brejnev avait déjà conçu le projet de visiter Paris au printemps 1945. Il dut y renoncer à la dernière minute, ayant reçu entre-temps une invitation à participer à la parade de la victoire à Moscou. En revanche, les auteurs rappellent un incident largement oublié, au cours duquel la chasse française avait tiré des coups de semonce sur l'avion qui transportait le dirigeant soviétique, alors chef d'Etat, au Maroc en 1961. « *Les colonialistes*, écrivent-ils, *se sont livrés à un attentat criminel contre sa vie.* »

Les responsables des Editions Simon et Schuster, tout fiers d'avoir obtenu par une simple lettre à M. Brejnev un si beau manuscrit, espèrent dépasser les trente-cinq mille exemplaires du premier tirage et même accéder au marché du livre de poche. En revanche, ils « *n'envisagent pas* » d'en tirer un film. Retenons cette bonne nouvelle, encore que les soixante photographies qui illustrent l'ouvrage (fournies par Tass, elles montrent M. Brejnev à partir de l'âge de vingt-quatre ans) en constituent peut-être le seul intérêt.

M. T.

AFRIQUE

Ouganda

LE MARÉCHAL AMIN MULTIPLIE LES « PURGES » DANS SON ENTOURAGE

Nairobi (*A.P., A.F.P.*). — Le maréchal Idi Amin Dada, chef de l'Etat ougandais, a procédé au cours des dernières semaines à d'importants remaniements à la tête de l'appareil administratif et aux postes-clés de l'armée et de la police. Selon les observateurs à Nairobi, le président a *renforcé de la sorte* son autorité, mais aussi accru son isolement.

Le maréchal détient désormais cinq portefeuilles ministériels, ceux de la défense et de l'intérieur, qu'il a pris en charge après l' « *accident de voiture* » dont a été victime le vice-président, le général Mustafa Adrissi (actuellement soigné au Caire), qui en était titulaire ; ceux des affaires étrangères et de l'information, dont il a dessaisi, mardi 2 mai, le colonel Juma Oris, et celui de la santé, qu'il s'était attribué l'année dernière, après la fuite à l'étranger de son titulaire, M. Henry Kyemba.

Le lieutenant-colonel Nasur, commandant d'une des unités d'élite du pays, le « *bataillon suicide* », dont les membres assurent notamment la protection du chef de l'Etat, a perdu son poste dimanche, ainsi que le chef de la « *special branch* » de la police (répression politique), et plusieurs responsables de la police et de l'armée.

Ces renvois et mutations ont coïncidé avec l' « *accident* », le 19 avril, du général Adrissi, où certains ont vu l'intervention du président lui-même. Auparavant, ce dernier avait éventé un complot dirigé contre lui par de jeunes officiers de l'ethnie aringa, à laquelle appartient précisément le vice-président.

Cette nouvelle « purge » a été limitée aux membres de l'entourage du chef de l'Etat, musulmans pour la plupart et originaires, comme lui, de la province du Nil occidental. Le président Amin a manœuvré avec subtilité, n'annonçant ses mesures que séparément et à intervalles réguliers, et prenant soin de ne pas attaquer de front les personnalités écartées.

Rhodésie

M. NKOMO REJETTE L'APPEL AU CESSEZ-LE-FEU DE SALISBURY

M. Joshua Nkomo, coprésident du Front patriotique, a rejeté mercredi 3 mai, à Lusaka, l'appel au cessez-le-feu lancé la veille par le conseil exécutif rhodésien. Dans une interview à l'agence Reuter, le dirigeant nationaliste a *exclu que ses maquisards dépo*sent leurs armes aussi longtemps que ne sera pas établi à Salisbury un gouvernement « *tenant son pouvoir du peuple* ».

Il a affirmé qu'aux termes de l'accord de règlement interne, M. Smith « *conserve tout le pouvoir, car il contrôle toujours l'armée, la police, le pouvoir judiciaire et les fonctionnaires* ». Il a jugé « *sans effet* » la levée de l'interdiction qui frappait son organisation, la ZAPU (*le Monde* du 4 mai).

A Salisbury, l'évêque Abel Muzorewa, président du Conseil national africain unifié (UANC) et l'un des quatre membres du conseil exécutif intérimaire, mul*tiplie les réserves à l'égard des* modalités de la transition du pays vers l'indépendance. Dans une déclaration publiée mercredi, l'évêque affirme que « *l'appel au cessez-le-feu ne va pas assez loin* ». Un arrêt véritable des combats, a-t-il indiqué, ne pourra « *intervenir que si le conseil exécutif met en œuvre l'accord de Salisbury notamment en ce qui concerne la suppression de la discrimination raciale* ». Or, ajoute l'évêque, « *ce n'est pas le cas actuellement* ».

L'évêque souligne, en outre, que la libération des prisonniers politiques n'a été que partiellement accomplie en Rhodésie. Il rejette également les déclarations du conseil exécutif selon lesquelles *des efforts ont été faits pour amé*liorer les conditions de vie des Africains dans les zones de combat. « *Les forces de sécurité*, affirme-t-il, *ont intensifié les mauvais traitements qu'ils infligent à la population.* » — (*A.F.P., Reuter.*)

Namibie

Au terme de sa session spéciale

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU NE FAIT AUCUNE MENTION DU « PLAN OCCIDENTAL » DE RÈGLEMENT

La session spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU consacrée au problème de la Namibie s'est achevée mercredi 3 mai par l'adoption d'une « *déclaration* » et d' « *un plan d'action pour l'autodétermination et l'indépendance de la Namibie* ». Ces deux textes ne font nulle référence au plan de règlement élaboré par les cinq membres occidentaux du Conseil de sécurité et accepté la semaine dernière par l'Afrique du Sud (*le Monde* du 27 avril).

Approuvés par 119 voix contre 21 abstentions — dont les cinq pays occidentaux (l'Afrique du Sud n'ayant pas pris part au vote), ces documents se contentent de reprendre les condamnations et les mises en demeure formulées à l'encontre de Pretoria depuis des années et qui sont restées lettre morte. L'Assemblée n'a tenu aucun compte des deux concessions essentielles de Pretoria : l'acceptation, d'une part, pour la première fois, d'une inter*vention importante de l'ONU dans* le processus d'indépendance du territoire, d'autre part, de la tenue d'élections générales selon le principe « un homme, une voix ».

Le plan d'action voté à New-York invite le Conseil de sécurité à mettre en œuvre des sanctions économiques — notamment un embargo pétrolier — contre l'Afrique du Sud. Quant à la déclaration, elle préconise le renforcement de la SWAPO comme « *seul et authentique représentant du peuple namibien* » et proclame l'enclave de Walvis-Bay « *partie intégrante de la Namibie* ».

A Dar-Es-Salaam, on apprend de source gouvernementale que le gouvernement tanzanien s'apprête à libérer onze dirigeants de la SWAPO emprisonnés depuis mai 1976 en Zambie, transférés en Tanzanie, deux mois plus tard, et détenus, depuis lors, sans jugement. Parmi ces responsables, en désaccord avec M. Nujoma, président de la SWAPO, figure notamment M. Andréas Shipanga, ancien secrétaire à l'information de l'organisation. — (*A.F.P., Reuter, U.P.I.*)

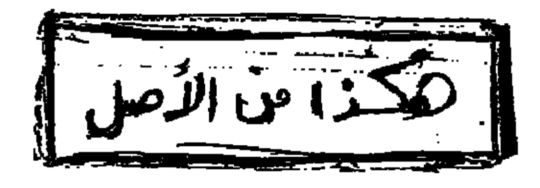
CORRESPONDANCE

Une mise au point de l'ambassade d'Afrique du Sud

A la suite d'un article de notre correspondante à Johannesburg sur le budget sud-africain (le Monde *du 1er avril), l'ambassade d'Afrique du Sud à Paris nous adresse notamment les précisions suivantes :*

Votre correspondant écrit que « *l'augmentation du budget de l'éducation pour les Noirs* (passant à près de 144 millions de rands) *n'est pas parvenue à leur faire oublier que les Blancs, qui représentent 20 % de la population, se voient allouer un budget très supérieur* (326 millions) *pour l'éducation de leurs enfants* ». Cependant les crédits de 144 millions de rands mentionnés ne concernent que les Noirs vivant en dehors des homelands noirs, ce qui représente environ sept millions de personnes. Comme la population blanche s'élève à l'heure actuelle à 4,3 millions de personnes, le chiffre de 20 % dans ce contexte est tout simplement contraire à la réalité.

Des crédits spéciaux sont prévus pour l'éducation dans les homelands noirs dans le cadre du budget du ministre des relations pluralistes, budget qui s'élève à 555 millions de rands. De plus, la quasi-totalité des crédits des ministères des relations métisses — 275 millions de rands pour une population de 2,3 millions — et des affaires indiennes — 97 millions de rands pour une population de huit cent mille — est consacrée à l'éducation.



PROCHE-ORIENT

Le Fath invite les États arabes à reconsidérer leurs relations avec les États-Unis

Le Fath, principale formation de la résistance palestinienne, a invité mercredi 3 mai les Etats arabes à reconsidérer leurs relations avec les Etats-Unis à la suite de l'« *hostilité constante manifestée par l'administration américaine envers la cause nationale palestinienne et la cause arabe* ».

Le Fath, dont le chef est M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P., a lancé cet appel dans un communiqué, publié à Beyrouth à l'issue d'une réunion consacrée à l'examen des dernières déclarations du président Carter. Celui-ci avait déclaré qu'il pensait que le règlement permanent du Proche-Orient pourrait être obtenu sans la création d'un Etat palestinien sur la rive occidentale du Jourdain et sans un retrait complet d'Israël des « *territoires occupés* ». (*Le Monde* du 1er mai.)

« *Il est temps que les Etats-Unis assument la responsabilité de leur politique agressive à l'égard du peuple palestinien* », déclare notamment le Fath, ajoutant qu'« *il est du devoir des Etats arabes, notamment les Etats pétroliers, d'arrêter une attitude claire à l'égard de cette politique agressive* ».

● A RYAD, le cheikh Yamani, ministre saoudien du pétrole, a démenti les informations publiées par le *Washington Post* selon lesquelles son pays lie son soutien du dollar et sa production pétrolière à la fourniture d'avions américains F 15. Le cheikh Yamani a fait cette déclaration à l'agence d'information saoudienne. Celle-ci précise en outre que le ministre du pétrole a précisé qu'il avait déclaré au *Washington Post* que « *la politique de son pays vis-à-vis du dollar et de la production du pétrole était fondée sur des bases économiques uniquement* ».

Le roi Khaled a, pour sa part, affirmé, dans une interview publiée par un journal koweïtien, que l'Arabie Saoudite se tournerait vers un « *autre pays* » si les Etats-Unis refusaient de fournir des avions F 15.

A ce propos, le secrétaire américain à la défense, M. Harold Brown, a affirmé mercredi que l'Arabie Saoudite avait déjà « *discuté avec la France au sujet de l'achat d'avions de combat* ».

● A CHICAGO, M. Begin, qui poursuit sa tournée aux Etats-Unis, a déclaré qu'Israël « *ne retournerait jamais aux frontières de juin 1967 et ne permettra pas la création d'un Etat palestinien indépendant en Cisjordanie* ».

A Evanston (Illinois), le premier ministre israélien a été accueilli mercredi soir aux cris de « *A bas Begin* » par quelque cinq cents étudiants qui portaient des pancartes dénonçant sa politique d'intransigeance au Proche-Orient. — (*A.F.P., A.P., U.P.I.*)

L'anniversaire de l'État d'Israël à Antenne 2

Le pot cassé

On célébrait mercredi soir, sur Antenne 2, le trentième anniversaire de l'Etat d'Israël avec quelques jours d'avance — la proclamation de l'indépendance date du 14 mai 1947. On revoyait, merveilleux document tourné cette année-là justement, l'odyssée des passagers de l'Intrépide, vieux cargo genre Exodus... Ils arrivaient d'un peu partout, « tournant le dos à la mort », rescapés des ghettos, des camps de concentration, personnes déplacées, transportées dans la clandestinité en camions, souvent à pied, de frontière en frontière jusqu'à la côte, jusqu'à la mer hérissée de dangers, elle aussi — la Palestine est encore sous mandat britannique — et c'est à Chypre que des centaines de milliers de juifs attendront d'entrer en terre promise.

Que sont-ils devenus ? Comment ces Ukrainiens, ces Lituaniens au nez retroussé, ces Hongrois aux yeux bleus, ces Polonais aux cheveux blonds, comment ces juifs européens, ces ashkenazim, se sont-ils entendus entre eux d'abord, puis avec les sephardim, ces Asiatiques au teint mat, ceux de l'Inde, du Pakistan, de l'Irak, ces Africains, ceux du Yémen, pauvres, durs à la peine « vivant encore comme au temps de la chute du deuxième temple » et ceux du désert de Libye ? Sans oublier les fellahs, complètement noirs, que rien ne distinguait de leurs voisins éthiopiens, sinon l'idée fixe du retour.

Etait-il facile de recoller les quatre-vingts morceaux du pot cassé il y a deux mille ans (1), *et faut-il s'étonner des préjugés qui distinguent, qui séparent l'Etat sioniste en juifs « blancs » et juifs « noirs » ? Nous avons entendu l'un de ces derniers, un dentiste marocain, évoquer avec amertume le livre d'Alex Haley Racines, et se plaindre des discriminations dont il est l'objet. Nous avions vu, en début de soirée, un vieux « soap opera » américain, Septième Avenue, dont les protagonistes sont des juifs new-yorkais de la Quarante-deuxième Rue, l'équivalent du Sentier. Ces tailleurs, ces bijoutiers, ces spécialistes du prêt-à-porter, qui se heurtaient naguère au panneau « Restricted » (interdit aux nègres et aux juifs) barrant l'entrée de nombreux clubs, piscines et hôtels, donnaient au problème sa vraie dimension.*

Qu'est-ce qu'être juif pour qui n'est pas croyant ? C'est le cas des quatre cinquièmes de la population d'Israël. Faut-il croire, avec Sartre, que le seul lien qui les unit, c'est le mépris hostile dont ils étaient l'objet au temps de la Diaspora et les menaces que font peser aujourd'hui sur le jeune et fragile Etat d'Israël les pays voisins ? Plus grave que les exigences de M. Begin, ces distinctions d'origine, de couleur, de revenus et de foi, ces injustices sociales, menacent l'identité profonde d'une nation, forgée par les persécutions.

CLAUDE SARRAUTE.

(1) Lire à ce propos le très beau libre d'Ephraïm Sevela, *Adieu Israël*, Ed. Guy Authier.

Après le limogeage du général Hagoel

La presse fait état de « divergences de vues » entre le général Weizman et l'administration militaire de Cisjordanie

De notre correspondant

Jérusalem. — Le limogeage du général Hagoel, commandant de la région militaire de Cisjordanie (*le Monde* du 4 mai), fait toujours, ce jeudi, la « une » des journaux israéliens. Le quotidien *Yediot Aharonot* a apporté, mercredi soir, des précisions qui jettent un éclairage particulier sur les tensions existant actuellement dans les territoires occupés et les divergences qui semblent se manifester à ce sujet dans les états-majors israéliens. La manière dont le général Hagoel aurait voulu dissimuler la « *bavure* » commise par des soldats israéliens contre des lycéens arabes à Beit-Jallah, près de Bethléem, ne suffit pas à expliquer la sévérité de la décision prise par le général Ezer Weizman, ministre de la défense.

Le *Jérusalem Post* indique que des enquêtes avaient été récemment ordonnées par ce dernier sur des incidents qui se seraient produits dans trois autres localités de Cisjordanie. Le *Yediot Aharonot*, pour sa part, ajoute que l'affaire de Beit-Jallah « *ne peut que rendre plus aiguës les divergences de vues* » entre le ministre de la défense et l'administration militaire des territoires occupés. Les méthodes employées par celle-ci auraient fait, depuis plusieurs mois, l'objet de critiques de la part du général Weizman. Le quotidien du soir révèle que, lorsque, au mois de février, le ministre de la défense avait décidé de rendre visite au maire de Ramallah, M. Karim Khallaf, considéré comme un fervent partisan de l'O.L.P., le général Hagoel avait désapprouvé ce qui, à son avis, était « *un honneur rendu au maire le plus extrémiste de la Cisjordanie* », et s'était fermement opposé aux revendications présentées par le maire de Ramallah auprès du général Weizman. Après cet incident, le général Hagoel aurait fait savoir qu'il était prêt à démissionner de l'armée, et manifesté son intention de se présenter sur la liste du Likoud aux prochaines élections municipales à Jérusalem.

Des militants du Goush Emounim (bloc de la foi, champion de nouvelles implantations en Cisjordanie) ont manifesté, mercredi, leur soutien au général Hagoel, devant le domicile de l'officier. — F. C.

● *M. Pinhas Rosen*, qui fut l'un des rédacteurs de la déclaration d'indépendance d'Israël, est mort, mercredi 3 mai, à Jérusalem, à quelques jours du trentième anniversaire de l'Etat juif. (*A.F.P.*)

APRÈS L'ATTAQUE CONTRE LES « CASQUES BLEUS » FRANÇAIS

Les divisions des Palestiniens au Sud-Liban risquent de dégénérer en affrontements armés

De notre envoyé spécial

Tyr. — « *L'attentat dont a été l'objet le colonel Salvan est un crime ; c'est aussi un complot contre la révolution palestinienne.* » L'homme qui s'exprime en ces termes est chargé par le chef de l'O.L.P., M. Arafat, de retrouver et de ramener les groupes qui ont déclenché l'attaque contre le P.C. du contingent français à Tyr, puis tendu l'embuscade où le colonel Salvan a été grièvement blessé. Il tient cependant à garder l'anonymat.

Les incidents de la journée de mardi sont considérés par ses proches collaborateurs comme un défi direct à l'autorité de M. Arafat de la part du Front du refus, auquel se sont joints des éléments « durs » du Fath. Le chef de l'O.L.P. avait pris les devants en procédant, il y a deux semaines environ, à un « *nettoyage préventif* » concernant une centaine d'hommes, qui avait provoqué de sérieuses frictions au sein du Fath.

La tension reste vive à Tyr. Les éléments armés ont pratiquement disparu de la voie publique, sans doute sur l'injonction du commandant de l'O.L.P. Le barrage établi à l'entrée de la ville et qui avait interdit le passage des « casques bleus » a été supprimé. De son côté la FINUL (Force intérimaire des Nations unies au Liban) a allégé ses patrouilles mercredi, « *dans un souci d'apaisement* », au moment où les palestino-progressistes enterraient leurs morts de la veille, qui seraient plus nombreux que les quatre victimes annoncées officieusement par l'O.L.P.

Le déroulement des incidents

Il est maintenant possible de reconstituer le déroulement des événements tragiques de mardi.

Tout a commencé à 18 h. 10, alors que le colonel Salvan avait réuni à son P.C. les représentants de toutes les organisations palestiniennes et libanaises pour leur expliquer, une fois de plus, la mission reçue de l'ONU et comment il entendait l'exécuter, en particulier en ce qui concerne l'interdiction des infiltrations d'éléments armés vers le sud. Ayant été informé de l'attaque d'un camion de ravitaillement de la FINUL à 5 kilomètres au nord-est de Tyr, le colonel Salvan interrompait aussitôt la réunion et prenait la tête d'une forte patrouille motorisée en direction du lieu de l'embuscade, envoyant d'autres patrouilles dans toutes les directions.

Au fur et à mesure de leur progression, les colonnes de « casques bleus » étaient prises sous un feu nourri qui impliquait la participation de plusieurs centaines d'hommes. Le colonel Salvan regagnait alors la caserne de Tyr qui, entre-temps, avait été soumise à un bombardement intense.

A la suite de la dure riposte des troupes françaises de l'ONU, le commandant Tamraz, officier du Fath, qui s'efforçait déjà d'arrêter les tirs, se présenta à la porte de la caserne et demanda un cessez-le-feu, priant le colonel Salvan de l'accompagner pour qu'ensemble ils rétablissent le calme. L'officier français accepta et quitta la caserne, debout à l'arrière de la Toyota du commandant palestinien, après avoir donné son gilet pare-balles à l'un de ses adjoints, le capitaine Menegaux, envoyé dans un secteur également très « chaud » pour faire cesser les combats. Les tirs étaient à ce moment sporadiques. A peine avaient-ils franchi 800 mètres que le véhicule du colonel Salvan et la jeep d'escorte furent pris sous un feu nourri ainsi qu'une autre jeep des « casques bleus » sénégalais, qui arrivait à ce moment sur les lieux venant de Beyrouth.

Les témoignages des officiers français, d'une part, et sénégalais, de l'autre, rendent justice au commandant Tamraz et à ses hommes. Ils ont tout fait pour sauver le colonel Salvan et les soldats français et sénégalais. Selon le commandant sénégalais Charles Nelson, deux Palestiniens ont trouvé la mort en aidant ses hommes. L'embuscade visait donc au même titre les éléments du Fath coopérant avec la FINUL que la FINUL elle-même.

Du côté des « casques bleus », on déplore en définitive trois morts : deux Français et un Sénégalais, et neuf blessés, dont quatre ont été hospitalisés, y compris le colonel Salvan. La vie de ce dernier, qui a été transporté, mercredi après-midi, à l'Hôtel-Dieu de France, à Beyrouth, n'est pas en danger.

Les parachutistes français sont amers. Ils ont certes pris bonne note de l'appel du colonel Salvan leur demandant de ne pas « *chercher à se venger* », et, officiellement, leur mission est inchangée. Mais plus d'un a relevé devant nous le manque de détermination de l'ONU, se plaignant de l'absence de directives claires et affirmant être mis devant des faits accomplis. « *Il y a deux cents officiers de la FINUL qui se dorent au soleil à Naqoura, à la frontière israélienne. Seul le colonel Salvan était à la tâche* », nous dit l'un deux.

Dans les orangeraies de la route côtière, à Ras-El-Aïn (10 kilomètres au sud de Tyr), plus de cent fedayin ont réussi à s'infiltrer derrière les lignes françaises et se trouvent, depuis trois jours, entre celles-ci et les lignes sénégalaises. Après avoir mené une première chasse à l'homme, qui avait permis d'arrêter et de désarmer un groupe de cinq infiltrés, le détachement français a reçu l'ordre du commandant de l'ONU de ne plus passer à l'action tant que les fedayin resteront sur place et ne bougeront pas eux-mêmes. Ce sont donc maintenant les lignes sénégalaises que les Palestiniens doivent traverser, s'ils veulent aller plus au sud. « *Ce sera ou le retrait de ces hommes ou la bataille ; j'espère qu'ils ne s'attaqueront pas aux Sénégalais, sinon ce sera le carnage* », nous a dit le colonel Koné, détendu mais très déterminé, bien que ne disposant plus que de vingt-deux hommes. « *Nous avons un dispositif en profondeur et sommes en connection avec les Français juste en face.* » Ses soldats, tout en étant prêts à en découdre, sont aussi détendus que lui et ravis de parler le wolof avec d'anciens émigrés libanais au Sénégal, nombreux dans la région.

Les perspectives qui se dessinent au Sud-Liban, après ces graves événements, paraissent lourdes de conséquences pour les Palestiniens, qui, pour la première fois, se trouvent confrontés au danger d'affrontements internes. Ils risquent également de se heurter aux troupes de l'ONU qui auraient reçu l'ordre de durcir leurs positions, ce qui est probable après le vote du Conseil de sécurité portant les effectifs de la FINUL à six mille hommes.

LUCIEN GEORGE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A RENDU HOMMAGE AU CONTINGENT FRANÇAIS

Au cours du conseil des ministres du mercredi 3 mai (*nos dernières éditions du 4 mai*), M. Giscard d'Estaing a « *rendu hommage à la manière dont notre contingent s'acquitte d'une mission difficile dans le cadre du mandat confié par le Conseil de sécurité à la Force intérimaire des Nations unies au Liban, et dont l'unique objet est de contribuer à la sécurité et à l'intégrité du Liban* ».

A l'issue du conseil, M. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, confirmant les pertes subies par le contingent français, a jugé « *regrettable* » qu'il ait été « *pris sous le feu d'éléments irresponsables et qu'on nous affirme incontrôlés* ».

● *Les deux « casques bleus » français tués mardi soir 2 mai au Liban* sont l'adjudant Jean-André Santini, du 3e régiment parachutiste d'infanterie de marine, et le caporal Christian Marie, du régiment d'infanterie de chars de marine, a annoncé officiellement le ministère de la défense.

Par 12 voix et 2 abstentions

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ APPROUVE L'AUGMENTATION DES EFFECTIFS DE LA FINUL

Le Conseil de sécurité a approuvé mercredi soir 3 mai par 12 voix et 2 abstentions (U.R.S.S. et Tchécoslovaquie) l'augmentation de quatre mille à six mille hommes des effectifs de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL). La Chine n'a pas participé au vote.

La résolution, présentée par l'Inde et la Bolivie, demande également à Israël d'achever, sans aucun nouveau délai, son retrait de tout le territoire libanais.

Elle déplore enfin les attaques contre les « casques bleus » et « *exige* » un respect absolu de la force de l'ONU par toutes les parties au Liban.

Le représentant de l'U.R.S.S., M. Troyanovsky, a précisé qu'il était opposé au renforcement des effectifs de la FINUL, mais qu'il s'abstiendrait en raison de la position des Etats arabes favorables à ce projet. « *La seule tâche de la FINUL*, a-t-il dit, *est d'assurer le retrait inconditionnel d'Israël.* »

A Jérusalem, le porte-parole du ministère des affaires étrangères a déclaré : « *La preuve était désormais faite que les pressions exercées sur Israël pour qu'il évacue sans délai le Sud-Liban n'étaient pas justifiées.* »

Dans les milieux politiques israéliens on souligne que les derniers et graves développements au Sud-Liban ne modifient pas essentiellement les plans d'évacuation de la « ceinture de sécurité », d'une profondeur de 3 à 10 kilomètres qu'Israël continue d'occuper au Sud-Liban, le long de la frontière.

Les Israéliens, en effet, étaient décidés, avant même ces développements, à ne procéder à une évacuation totale qu'après s'être assurés que les forces de l'ONU auraient les effectifs, les moyens et la détermination de s'opposer, par les armes si nécessaire, au retour des fedayin dans les villages qu'ils occupaient au Sud-Liban avant l' « opération Litani ». — (*A.F.P.*)

LE LIEUTENANT-COLONEL VIARD PREND LE COMMANDEMENT DU CONTINGENT FRANÇAIS

(*De notre correspond. régional.*)

Toulouse. — Le général Lacaze, commandant la 11e division parachutiste, a annoncé que le successeur du colonel Jean-Germain Salvan, commandant le 3e régiment de parachutistes d'infanterie de marine de Carcassonne et le contingent des « casques bleus » français au sein de la Force intérimaire des Nations unies au Liban, est le lieutenant-colonel Dominique Viard, lui aussi du 3e R.P.I.M.A.

Le commandant de la 11e D.P. a tenu à rendre hommage aux parachutistes de sa division et aux autres éléments logistiques du détachement français qui, au nord de Tyr, « *doivent faire face à une situation statique et défensive à laquelle leur formation traditionnelle de troupes légères offensives ne les avait pas préparé* ». Il a indiqué que, selon l'un des derniers rapports que le colonel Salvan avait fait parvenir avant d'être blessé, les troupes palestiniennes visaient particulièrement les militaires français considérés par eux comme le « *fer de lance* » de la FINUL.

L. P.

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

● « EL MOUDJAHID » ET LES RELATIONS FRANCO-ALGERIENNES. — Rappelant le discours prononcé par le président Boumediène le 29 avril, le journal gouvernemental algérien écrit le 3 mai : « *Afin de couper court à toutes les spéculations diverses que suscitent les actions diplomatiques entre les deux pays, le chef de l'Etat a exprimé une nouvelle fois la disponibilité de l'Algérie à discuter de tous les problèmes avec son partenaire outre-méditerranéen et sa volonté d'améliorer et de développer les relations qui existent, sitôt cependant qu'auront été réglés les problèmes politiques et de sécurité que pose la présence française dans la région.* »

El Moudjahid souligne enfin que « *la question centrale posée au niveau du Nord-Ouest africain est toujours celle de la décolonisation du Sahara occidental* », qui, écrit-il, « *demeurera la source majeure de la crise qui y règne tant que le peuple sahraoui ne sera pas en mesure d'exercer son droit à l'autodétermination* ». — (*A.F.P.*)

Chili

● DES SYNDICALISTES DE SEPT PAYS ont exprimé mercredi 3 mai à Santiago « *leur plus énergique protestation contre la violente répression que subissent les travailleurs chiliens* », et contre l'action policière du 1er mai dans le centre de la capitale. Un certain nombre de personnes — six cents selon certaines sources, et parmi elles des syndicalistes étrangers — avaient été appréhendées alors qu'elles prenaient part à une manifestation interdite, à l'occasion de la fête du travail. Les signataires du communiqué appartiennent à des organisations syndicales de Colombie, de Costa-Rica, d'Espagne, de Finlande, de France, d'Italie et du Pérou. — (*A.F.P.*)

Colombie

● M. JUAN GONZALO RESTREPO, avocat connu pour ses opinoins conservatrices, a été nommé mercredi 3 mai ministre du travail. Il remplace M. Oscar Montoya, qui avait démissionné la semaine dernière à la suite d'un scandale dénoncé par une chaîne de télévision américaine qui l'avait accusé d'être lié à une puissante organisation de trafiquants de drogue. — (*A.F.P.*)

Grande-Bretagne

● LE NOUVEAU PRESIDENT du syndicat de la métallurgie, M. Terry Duffy, s'est déclaré favorable à l'instauration d'une année de congés payés tous les dix ans à tous les travailleurs, en plus des vacances actuelles, et afin de combattre le chômage dans le monde. « *Un effort concerté des Européens et des Américains est nécessaire*, a-t-il ajouté, *pour écourter la semaine, l'année et la durée totale de travail des salariés.* » — (*A.F.P.*)

Nigéria

● TROIS EDIFICES PUBLICS ont été détruits et plus d'une soixantaine de véhicules incendiés lors d'émeutes d'étudiants à Lagos les 29 et 30 avril, rapporte l'Agence de presse ghanéenne. — (*Reuter*)

[Selon les témoignages de voyageurs rentrés de Lagos en début de semaine, plusieurs milliers d'étudiants, rapidement débordés par des éléments incontrôlés venus des quartiers pauvres de la capitale, ont provoqué d'importants désordres dans la nuit du 29 au 30 avril dans l'île de Lagos et près de l'université, située sur le continent. Ils ont incendié des dizaines de véhicules, détruit plusieurs bâtiments administratifs, dont l'immeuble des douanes, et rançonné systématiquement les automobilistes. Les étudiants protestent contre la hausse du coût de la vie et des droits de pension sur les campus. Depuis deux semaines, les affrontements avec la police ont fait une douzaine de morts. Les trois principales universités ont été fermées le 21 avril (« le Monde » du 25 avril).]

Seychelles

● LES PARTIS ET ORGANISATIONS PROGRESSISTES DU SUD-OUEST DE L'OCEAN INDIEN ont décidé, samedi 29 avril, au terme de leur première conférence tenue à Victoria (*le Monde* du 29 avril), de créer un comité permanent de liaison et d'information qui siégera aux Seychelles. — (*A.F.P.*)

Turquie

● LA LEVEE DE L'EMBARGO AMERICAIN sur les armes destinées à la Turquie, proposée par M. Carter, a été approuvée, mercredi 3 mai, à Washington par la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants. Le Sénat ne discutera pas de cette question avant le début du mois de juin, ce qui repousse d'autant la décision finale. — (*A.F.P.*)

Uruguay

● LA SECTION BRITANNIQUE DE L'ORGANISATION AMNESTY INTERNATIONAL a lancé, mercredi 3 mai, un appel au président de l'Uruguay pour qu'il enquête sur les accusations de torture de prisonniers politiques dans ce pays. Selon Amnesty, douze personnes sont mortes sous la torture en Uruguay au cours des deux dernières années. « *La tragédie de l'Uruguay est que la torture est un procédé de gouvernement admis et routinier* », a déclaré M. David Simpson. — (*A.F.P.*)

Le Monde

politique



Le problème du désarmement et la délégation française aux Nations unies

Les précisions de M. Cot (P.S.) sur sa participation et les remarques du P.C. sur son absence

M. Jean-Pierre Cot, qui sera le seul représentant du parti socialiste et de la gauche dans la délégation française à l'Assemblée générale extraordinaire des Nations unies (voir nos dernières éditions du 4 mai), a précisé comment il concevait cette participation : il se considère en mission d'information et sa présence n'implique pas sa totale adhésion aux thèses du gouvernement français sur le désarmement.

Le parti communiste, qui n'avait pas définitivement écarté l'éventualité de sa participation, mais qui la liait à l'assurance que la France présenterait des propositions constructives sur le désarmement, marque sa surprise devant la nomination, selon lui hâtive, de la délégation et considère que cette procédure limite la portée de l'ouverture politique vers l'opposition.

La composition de la délégation

Président : M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères ;

Vice-président : M. Pierre-Christian Taittinger, sénateur de Paris (P.R.), chargé de mission pour les problèmes de désarmement ;

Membres : MM. Maurice Schumann, sénateur, ancien ministre des affaires étrangères (R.P.R.), Maurice Arreckx, député du Var, maire de Toulon (P.R.), Pierre Bernard-Reymond, député des Hautes-Alpes (U.D.F.), Henri Caillavet, sénateur du Lot-et-Garonne (Gauche dém.), Roger Chinaud, député de Paris (P.R.), président du groupe de l'U.D.F. de l'Assemblée nationale, Jean-Pierre Cot, député de Savoie (P.S.), Pierre-Bernard-Cousté, député du Rhône (R.P.R.), Roland Nungesser, député du Val-de-Marne (R.P.R.), Jacques Leprette, représentant permanent de la France au Conseil de sécurité aux Nations unies, Jean-Marie Mérillon, directeur des affaires politiques au Quai d'Orsay, Yves Paniez, directeur adjoint des affaires politiques, Jacques de La Ferrière, chargé des affaires des pactes et du désarmement, Bertrand Dufourcq, actuellement ambassadeur à Brazzaville, Philippe Husson, représentant permanent adjoint de la France au Conseil de sécurité aux Nations unies.

M. COT : à titre d'information

M. Jean-Pierre Cot a précisé que les parlementaires membres de la délégation étaient là à titre d'information, pour prendre des contacts et faire connaître avec d'autres délégués les positions de leur formation d'origine. Il n'est donc pas question pour lui de s'exprimer au nom du gouvernement et sa présence aux Nations unies ne signifie pas qu'il approuve les thèses de M. Giscard d'Estaing.

« *Nous nous félicitons*, a-t-il déclaré, *que le gouvernement prenne enfin le désarmement au sérieux. Cela fait vingt ans qu'on ignore ce problème. Il est évident que le plan que nous proposons est très différent et je dirai beaucoup plus crédible que celui présenté par le président de la République.* »

M. Cot souligne, en particulier, la contradiction qui existe, la volonté affichée d'encourager le désarmement et le refus de participer aux différentes conférences sur cette question (sauf celle de l'ONU) et de signer les traités sur le désarmement ou le contrôle des armements. Le parti socialiste déplore aussi que la France se classe comme l'un des principaux pays vendeurs d'armes. M. Cot approuve l'initiative de M. Giscard d'Estaing de faire aux Nations unies et au nom de la France des propositions sur le désarmement, même s'il n'est pas entièrement d'accord avec leur contenu.

La position du P.C.

Dans la conférence de presse qu'il a donnée, mercredi matin, avant que la composition de la délégation française aux Nations unies soit rendue publique, M. Marchais avait expliqué que l'éventuelle participation de parlementaires communistes à cette délégation ne pouvait être envisagée qu'après l'entretien prévu à ce sujet avec M. Giscard d'Estaing. Il avait ajouté :

« *Je dois à la vérité de dire, après le débat qui a eu lieu à la commission des affaires étrangères, que, pour ce que nous en connaissons maintenant, il ne nous semble pas que les positions et les propositions que le président de la République est susceptible de faire à l'ONU soient de nature très constructive. Il semble, en effet, que le président de la République envisage tout au plus une modification des conditions de la négociation en faveur du désarmement. Mais nous ne trouvons pour le moment aucune proposition concrète visant à avancer effectivement sur la voie du désarmement. Or, toute la question est liée à des propositions constructives de la France en faveur du désarmement. Hors de là, il est exclu que nous cautionnions une politique qui ne permettrait pas d'avancer dans cette voie.* »

Surprise devant une telle hâte

M. André Lajoinie, membre du bureau politique du P.C.F., vice-président du groupe parlementaire communiste, a déclaré le 3 mai :

« *Nous venons d'apprendre avec surprise que le conseil des ministres d'aujourd'hui vient de désigner la délégation française à la session spéciale de l'ONU.*

» *Une telle hâte apportée à la désignation de cette délégation exclut donc a priori la participation d'un représentant du groupe parlementaire communiste.*

» *Une telle procédure réduit à ses justes proportions les proclamations sur l'* « *ouverture* » *et empêche notre groupe de remplir le rôle constructif qu'une formation de cette importance doit et veut jouer dans la définition et l'application de la politique de la France.* »

LE DÉBAT AU SEIN DU PARTI COMMUNISTE

M. Marchais : l'union se refera « par le bas »

Au cours de la conférence de presse qu'il a tenue le mercredi 3 mai, et dont *le Monde* a donné l'essentiel dans ses éditions du 4 mai, M. Georges Marchais a déclaré au sujet d'une éventuelle relance de l'union de la gauche :

« *Nous refusons les mini-programmes et nous fixons quelques orientations. Il faut développer les luttes de masse* « *en bas* ». *C'est à partir des luttes quotidiennes, dans leur diversité, c'est dans l'action* « *en bas* » *rassemblant tous ceux qu'elle concerne que se réalisera l'union de la gauche plus solide et plus durable dont notre peuple a besoin pour aller de l'avant. C'est à partir de la base, des luttes, que nous voulons reconstruire une union plus forte, plus large et plus efficace.* »

Interrogé sur la convention nationale du P.S., M. Marchais a ajouté :

« *Je n'ai pas de commentaires à faire. Je n'ai jamais utilisé l'invective à l'égard du P.S. et de ses dirigeants. Je ne tomberai pas dans la polémique nuisible. Tout au plus puis-je noter que dans le rapport Jospin on parle de Moscou, etc. Mais aucune relation des faits n'est effectuée. Si le parti socialiste était si sûr de lui-même, il relaterait les événements tels qu'ils se sont passés et en ferait juges ses adhérents (...). La plupart des adhérents socialistes ne situent sans doute pas bien les responsabilités du fait de la pression démentielle qui s'exerce. Mais la vérité triomphera.* »

M. Georges Marchais a annoncé qu'il se rendrait prochainement au Mexique, où il sera reçu par le président de la République du Mexique.

L'affaire de la brochure « Vivre »

Coût : 2 millions de francs pour le P.C.

M. Daniel Verdier, réalisateur et écrivain, membre du parti communiste, nous livre son témoignage sur l'affaire de la brochure Vivre, *éditée par le P.C. Les informations publiées à ce sujet dans* le Monde *daté 21 et 23-24 avril avaient été contestées par le bureau de presse du P.C.F.*

M. Daniel Verdier les confirme en répondant point par point au communiqué publié à ce sujet par son parti et ajoute, en précisant qu'il a évoqué cette affaire dans sa cellule et devant l'assemblée des militants de sa section, le 25 avril :

« On sait depuis belle lurette que le P.C.F. combat les atteintes aux libertés dans le « monde libre », et on sait aussi qu'il les combat depuis beaucoup moins longtemps et beaucoup plus mollement dans le pays du traité de Varsovie. Mais l'essentiel, sur ce dernier point, c'était l'évolution depuis quelques années. Or l'édifiante histoire de la brochure *Vivre* montre qu'en la matière la direction du parti a *fait un pas* « *en arrière* ».

» Il faut bien mettre en parallèle ce pas en arrière avec les autres, depuis un an : virage « de gauche » — plutôt qu'à gauche — rappelant la belle époque sectaire des invectives contre les sociaux-*démocrates* (quelles qu'aient été les responsabilités de la direction du P.S. non pas dans son « virage à droite », mais tout simplement dans les variations, suivant les situations et les rapports de force, de sa *nature réformiste* et encline aux concessions à la droite) ; graves atteintes à la renaissance de la toujours fragile démocratie dans le parti (fragile du reste partout ailleurs dans le monde), illustrées par la honteuse censure *que la direction du* parti impose à ses membres dans sa presse, dans *leur* presse (*l'Humanité*, s'indignant dans le même temps que le metteur en scène soviétique Lioubimov était interdit de *Pravda*, se comporte comme une *Pravda* aux couleurs de la langue française)... Enumération non limitative.

» Mais il y a plus grave.

« Un profond dégoût »

» *Le Monde* n'était pas suffisamment informé. La première version de la brochure a été pilonnée non pas après le tirage d'un million d'exemplaires, *mais d'un million* cent mille, et la seconde l'a été elle aussi, après trois cent mille exemplaires tirés.

» Coût minimum de l'opération, à raison de 1,36 F l'exemplaire (estimation basse), plus le pilonnage, plus l'arrêt et l'attente des *machines : 2 millions de francs, 200 millions d'anciens francs.*

» *Et* quand on sait le mal que nous avons, nous, militants, à recueillir *franc* après *franc*, sou après sou, centime après centime, les millions dont nous avons besoin pour financer nos campagnes électorales face aux fantastiques moyens de la droite (...), il me vient, à moi, communiste depuis vingt et un ans, trois fois chômeur pour mon action et mes idées, dix ans « permanent » du parti au salaire que l'on sait (il n'y a pas de quoi s'en goberger, camarade Althusser), un profond dégoût pour ceux qui ont fait cela (...)

» Et il faudra bien aussi, un jour — puisque nous réclamons de connaître, au nom de la démocratie, l'origine de l'argent de la droite, — que le parti communiste, mon parti, mais surtout parti qui n'appartient à personne sinon à ses six cent mille membres, et en même temps à ces millions de Français dont la déception, voire le désespoir, est d'autant plus profond que l'espérance a été grande et que leurs conditions de vie vont encore s'aggraver, il faudra bien que le parti communiste se démocratise assez, centralisme ou non, pour que des choses pareilles ne puissent se reproduire jamais plus. »

CORRESPONDANCE

Rire jaune

Le docteur Rubinstein, de Manosque, ancien membre du P.C.F., écrit :

M. Althusser nous fait rire jaune tout au long de son article. Il lui faut une pleine page du *Monde* pour démontrer que le *fonctionnement du P.C.F., malgré* les allégations de ses dirigeants, n'est pas démocratique. Et il semble brutalement avoir découvert que cela dure depuis longtemps.

Pourquoi, alors, est-il resté au P.C. ? Pourquoi n'a-t-il pas dit tout cela avant les élections, ce qui aurait peut-être été bénéfique à la clarification du débat entre P.S. et P.C., plus peut-être, qui sait ?

On nous dira qu'il reste parce qu'il espère toujours davantage de vérité marxiste au sein du P.C., parce qu'il n'était pas tactique de dire cela avant les élections, parce que les militants n'étaient pas prêts à entendre ce discours, etc.

En vérité, cela nous rappelle une démarche constante des intellectuels du P.C. qui découvrent *brutalement* que la Terre est ronde. Qu'on se souvienne de Garaudy, Desanti, Daix, Robrieux et tant d'autres, qu'il faudrait maintenant applaudir parce qu'ils appellent un chat un chat.

Tout cela est de la poudre aux yeux, et ne mérite pas le bruit qu'on en fait. Des intellectuels communistes entrent ou sortent du P.C., peu importe, tant que leur fonction *ne sera* pas critique au *moment* opportun, le P.C. continuera, inchangé, toujours aussi stalinien, aussi dogmatique, et sûr de détenir la juste ligne de droit divin... pardon, marxiste.

Confiance en Georges Marchais

Un médecin, membre du parti, qui demande à ne signer que de ses initiales, nous écrit :

En ce moment où le parti *communiste français est* sur la sellette, peut-être cette histoire illustrant le fonctionnement de la démocratie interne au parti pourrait vous intéresser. Ancienne *militante* et *toujours* adhérente au parti, j'ai connu le temps où Georges Marchais était secrétaire de la fédération Seine-Sud. Notre secrétaire de section, ouvrier intelligent et capable, était devenu permanent et avait été élu à *main levée, sur proposition* de la fédération, par la conférence de section. Mais ensuite, poussé par des problèmes familiaux, il s'est laissé tenter par des indélicatesses d'argent — emprunts *non remboursés*, collectes escamotées. Chez nous, aussi doué soit-il, on ne laisse pas « monter » un camarade capable de ces faiblesses. Il devait donc être remplacé ; il a été « *remis à la base* » *où il est depuis lors* resté, pardonné, mais jugé.

Il eût été facile — partout ailleurs on aurait procédé ainsi ! — d'obtenir sa démission sous un quelconque *prétexte* et de *faire* silence. *Mais non. Durant* les semaines précédentes, *tous les soirs et dans toutes les sections*, locales et d'entreprises, Georges Marchais *lui-même* est passé, *faisant de cette* pénible *histoire* une haute leçon de morale sociale, avec tact, fermeté et humanité.

Ce n'est qu'une histoire de personnes, mais cela peut vous expliquer qu'en dépit *de décisions* qui *semblent commandées* (élections sans vote secret) les militants communistes n'ont nullement, à la base, le sentiment de ne pas être respectés en tant qu'hommes et d'avoir des avis qui ne comptent pas. *C'est* beaucoup plus réel qu'une « tribune libre », dont chacun sait bien que le choix des lettres publiées est arbitraire !

Et aussi, vous faire comprendre l'admiration, la sympathie et la profonde confiance *dont bénéficie* Georges Marchais *auprès* de ceux qui l'ont vu dans des circonstances comme celle-là.

Dr C. F.

Le P.C.F. a commis des erreurs en mai 1968

estime un ancien responsable de l'U.E.C.

M. Dominique Vidal qui, en mai 1968, était l'un des responsables de l'Union des étudiants communistes, évoque dans *France-Nouvelle* du 2 mai ses souvenirs de cette époque. Il écrit :

« *Au début 1968, le P.C. et l'U.E.C. n'avaient pas bien perçu ce qui se passait dans certaines universités. Ce n'était pas faute, pourtant, d'avoir analysé la situation, décelé tous les indices de puissantes luttes à venir, pris des initiatives pour y contribuer.*

» *Mais les communistes étaient, à l'époque, engagés dans un difficile combat, politique et idéologique, contre le gauchisme. (...)*

» *Il n'en demeure pas moins que cette attitude négative initiale a favorisé ceux qui tentaient de dresser contre les communistes les étudiants en lutte. Et cette cassure a pesé lourd dans le mouvement lui-même, et encore longtemps après. (...)*

» *A cette erreur initiale s'en est ajoutée une autre : la difficulté, voire l'incapacité des communistes à débattre avec une fraction du mouvement qui, il est vrai, ne les portait pas dans son cœur. (...)*

» *Mieux écouter les autres aurait par exemple peut-être permis de ne pas céder à la tendance naturelle qu'ont les communistes de privilégier le quantitatif aux dépens du qualitatif, d'isoler le* « *vivre mieux* » *du* « *changer la vie* ». *(...) Mieux écouter les autres aurait aussi permis, par exemple, de se saisir plus tôt, bien plus tôt, de l'idée autogestionnaire, dans ce qu'elle a de meilleur, etc. Ces erreurs étaient-elles évitables ? Je ne sais. Toujours est-il qu'il eût notamment fallu, pour ne pas les commettre, appréhender dans toute sa richesse — ce fut l'un des actes majeurs du XXIIe congrès — le pluralisme de notre peuple, du mouvement populaire. (...)*

Pourquoi donc tant d'insistance ? C'est que ces erreurs de mai furent parfois répétées dans l'après-mai, y compris après et malgré le XXIIe congrès. Ce qui tendrait à démontrer qu'elles n'étaient pas seulement occasionnelles. Se pencher sur ces problèmes n'a donc rien de superflu. »

Libres opinions

Pour une nouvelle politique étrangère de la France

par CLAUDE BOURDET, RENÉ-VICTOR PILHES *et* ANTOINE SANGUINETTI

EN cette fin de siècle, les pays *du tiers-monde* et les puissances européennes dites « *moyennes* » *sont* devenus l'enjeu et les « objets » d'un *processus sans précédent* de mise sous tutelle engagé par les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique. Processus qui vise à établir un *nouvel ordre mondial*. En Europe, il s'agit, en fait, de maintenir le *statu quo* fondé à Yalta, lequel sert de prétexte à une *ingérence accrue des superpuissances* dans la vie des Etats.

Ce qu'on appelle la « crise » n'est rien d'autre que la manifestation visible, concrète, de cette entreprise redoutable et insidieuse. La France n'échappe pas, bien au contraire, à ce processus. Elle subit des agressions dont les conséquences, pour ses habitants, seront aussi graves et funestes que celles engendrées jadis et naguère *par les* conflits armés. Ces agressions ne sont pas seulement de nature économique. Elles frappent aussi au cœur de notre recherche, *de notre* technologie, de notre environnement, de *notre culture*.

Sous le prétexte *que pèse à l'Est la force de l'Etat soviétique, notre politique étrangère prend son parti* à l'Ouest de la domination germano-américaine. *De temps à autre*, des voix dénoncent cette *politique puis elles se perdent dans* le brouhaha d'idées reçues qu'on *s'efforce, par tous les moyens*, d'inculquer aux Français. Et notamment celle-ci : la France ne peut se replier sur elle-même, avancer seule, s'opposer à ses puissants alliés. Ainsi est entretenue une intoxication mortelle : entre une politique de facilité, de résignation, d'abandon et le choix stupide, chimérique de l'autarcie, il n'y aurait *place* pour aucune solution qui préserverait les intérêts vitaux de la France et ménagerait son avenir. *La politique* étrangère de notre pays consiste donc à s'aligner invariablement sur les positions *américaines*, le plus souvent relayées en Europe de *l'Ouest par l'Allemagne fédérale*.

⁂

On dit à la France ce qu'elle doit ou non fabriquer et vendre, les secteurs industriels qu'elle doit développer ou supprimer, les ordinateurs, les avions, les machines, les médicaments qu'elle doit produire ou acheter. On désigne à la France les pays du tiers-monde qu'elle doit ou non soutenir. Quant aux Français, ils sont maintenus dans un état à *mi-chemin de l'hypnose et de l'ignorance. Tout* est mis en œuvre pour *les persuader que les affaires mondiales, les relations* internationales, *leur sont désormais inaccessibles tant elles sont incompréhensibles au commun des mortels, tant est fatal et inéluctable* le cours qu'elles prennent. Inquiets *et désarmés*, ils apprennent que des organisations, des institutions, des réunions débattent des questions dont dépendront leur sort et celui des générations futures. Ils assistent, désorientés, à l'incohérence organisée du système monétaire, aux manipulations étranges du dollar, aux déplacements fulgurants et spéculatifs de capitaux énormes, aux fluctuations ténébreuses des prix du pétrole et des matières premières, etc.

Ces Français s'accoutument à l'idée que des êtres mystérieux et quasi désincarnés, investis de la mission supérieure de guider les peuples, ont acquis un pouvoir écrasant et irréversible. Cette idée les décourage, les dissuade de toute révolte, les détourne lentement, mais inéluctablement, des valeurs de la démocratie. Le conseil des gouverneurs du Fonds *monétaire international, la Commission trilatérale, les* « *sommets* » *occidentaux, représentent à leurs yeux autant de cités interdites, autant d'enceintes hermétiques dont il serait vain de percer les secrets ou de forcer les lourdes portes capitonnées. Les grands moyens d'information modernes s'emploient à accentuer* ce caractère occulte qui plaît à « ceux qui savent », qui sert les desseins de « ceux qui dirigent » les affaires de l'Occident.

Evidemment, il existe en France des forces et des intérêts qui trouvent avantage à appliquer aveuglément les instructions des maîtres multinationaux. C'est pourquoi ils collaborent. Et une telle attitude n'est pas nouvelle. En échange de cette collaboration, ces forces et ces intérêts obtiendront le maintien de leur domination et de leur prééminence dans la société française. Leur conception mondialiste s'accommode allégrement d'une France qui, vers l'an 2000, serait devenue le paradis de l'hôtellerie et de la sous-traitance. Ces forces et ces intérêts ont accepté à l'avance qu'il en soit ainsi. Ils conduisent une politique étrangère qui le montre à l'évidence. Que ce soit en Europe, en Afrique ou ailleurs, *ils privilégient* des relations avec *des régimes éphémères sans tenir compte* des intérêts à terme *de la France et de sa tradition de liberté.* Simultanément, ils abandonnent *aux Américains, aux Soviétiques ou aux* Allemands des pays auxquels *nous rattachent l'histoire et la culture.*

⁂

Une association pour une nouvelle politique étrangère s'est *constituée dans le but d'expliquer aux Français que, sans nier le moins du monde la nécessité d'une interdépendance économique, qui est un signe des temps, une indépendance bien comprise de la France était à la fois possible et vitale. Que les mécanismes régissant l'économie mondiale et occidentale n'étaient nullement mystérieux.* Que si la France *renonçait à tout espoir d'indépendance, un jour* viendrait — peut-être proche — où elle ne *pourrait même* plus choisir librement ses institutions et son gouvernement. Cette association disposera de tous les moyens souhaitables pour étudier sérieusement les principaux dossiers que, jusqu'ici, on a volontairement rendu hermétiques au peuple français. Ces dossiers (industrie, agriculture, technologie, défense, culture, monnaie, libertés et droits de l'homme, mécanismes des décisions internationales, etc.), seront portés à la connaissance des citoyens par les voies les plus diverses : colloques, carrefours, conférences, publications, etc.

Les hommes et les *femmes* qui composent l'association ont en *commun une conviction* profonde, étayée par la réflexion, l'analyse *des faits*, l'*expérience* : l'indépendance n'est point, comme on cherche à le *faire croire insidieusement, une idée irréaliste*, étriquée, nationaliste, *réactionnaire. Elle peut être, au contraire, une idée* éminemment progressiste, tendue *vers l'avenir, qui implique avant tout que les* Français reprennent en main les affaires de *leur pays*, et *qui* les concernent directement dans leur quotidien, qu'ils sauvent et *régénèrent* leur démocratie. Et que la France maintienne sa *souveraineté* dans des domaines essentiels.

Exiger des gouvernants, et en connaissance de cause, une nouvelle politique étrangère, représentera un grand pas dans cette voie, la seule susceptible de ménager à la France une place *honorable et juste* dans le monde de l'an 2000. Une voie qu'il est *urgent d'ouvrir, d'explorer*, puis de proposer à tous les pays qui *souffrent* et souffriront des mêmes maux.

Principaux membres fondateurs de l'association : général Jean Becam, Claude Bourdet, Pierre Dabezies, Andrée Jallon, Alain Joxe, Georges Montaron, Didier Motchane, Jean-Marie Muller, René-Victor Pilhes, Nicole Questiaux, amiral Antoine Sanguinetti, Jean-Pierre Vigier...

Adresse : 21, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris. *(Pour adhésions ou renseignements.)*

POUR LA CÉLÉBRATION OFFICIELLE DU 8 MAI

L'Amicale des juifs anciens résistants, dans un communiqué, déclare « *se joindre à tous les patriotes qui demandent que le 8 mai 1945 soit célébré officiellement par notre gouvernement* » et souhaite de ce fait « *du succès à la veillée solennelle qui aura lieu le 8 mai, à 21 heures, devant le Panthéon* ».

La Fédération des officiers de réserve républicains et la Fédération des sous-officiers de réserve républicains, réclamant que le 8 mai soit fête nationale, déclarent dans un communiqué : « *Refuser cette commémoration, c'est vouloir oublier la signification même du 8 mai 1945, les alliances qui l'ont rendu possible, la nature de l'ennemi dont il consacrait l'écrasement, l'élan populaire dont il a été l'aboutissement et les sacrifices consentis.* »



DÉFENSE

L'idéologie dominante

(Suite de la première page.)

Les échelles de valeurs sont autres, les critères de réussite et de jugement sont numériques. Matériel, physique, statistique, le malaise prête à médication ; esthétique, moral, il est refoulé.

Le même regard doit être porté sur le futur. Ce n'est pas seulement celui des écologistes ou du Club de Rome, dont il n'est pas sûr que toutes les pétitions soient aussi informées qu'elles devraient l'être. C'est surtout une réflexion sur les fins de l'espèce dans l'univers, sur les chances de la personne dans l'espèce. C'est donc la réinvention petit à petit du primat de l'esprit sur les accumulations prétendues biens et services. C'est la découverte que notre civilisation qui prétend tellement à sa propre conduite et à son autorégulation est sans doute l'une des plus aveugles sur elle-même et sur son parcours que la terre ait jamais portées.

L'idéologie dominante en Europe occidentale est celle qui, en termes soigneusement non-politiques, réprime — à la racine de nous-mêmes — tout discours de la sorte, tout regard de cette qualité. Répression apparemment peu coercitive, nullement de droit public, qui commence en nous-mêmes, et qui a pour agents nos façons de vivre, de parler, de penser. Nos comportements, nos réactions sont conformistes ; nous avons perdu dans le fond tout goût pour un changement vrai ; nous acceptons ce qui existe, et c'est notre désespérance secrète de ne jamais avoir prise sur cette réalité pour la changer qui parfois fait monter — dans les sondages préélectoraux — de quelques points le souhait pieux d'autre chose.

Analyser cette idéologie dominante qui a des répondants en chacun de nous, mais qui a aussi publiquement, collectivement, politiquement, ses thèmes, ses mécanismes, ses alliés et ses profiteurs, c'est apparemment être bien loin du débat politique au sein de la gauche et surtout du P.C., ou de la perspective qui va très vite nous envahir des prochaines présidentielles. C'est, cependant, réfléchir sur les conditions de tout changement en France, donc de toute conduite de nos affaires.

BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT.

Les violences du 1er mai

« AUTONOMES » DE QUI ?

On a connu les « gauchistes Marcellin », célèbres jusque dans les rangs de la police, d'où ils étaient souvent issus. On a connu les « inorganisés Poniatowski », mettant à sac les Champs-Elysées sous l'œil désintéressé des forces de l'ordre. Va-t-on maintenant connaître les « autonomes Bonnet » ? La C.G.T. prétend déjà avoir la réponse à cette question.

Il faut bien reconnaître que l'inertie des forces de police face aux scènes de déprédation et de pillage dont fut l'occasion la manifestation syndicale du 1er mai a de quoi surprendre. Certes, les responsables du maintien de l'ordre expliquent que les opérations d'encadrement de manifestations sont le fait d'unités constituées (police parisienne, C.R.S., gendarmes mobiles) n'agissant que dans le strict cadre des ordres donnés par l'échelon supérieur. Cette responsabilité, ajoute-t-on, a depuis longtemps échappé aux commissaires de police, territorialement compétents, pour passer entre les mains des préfets, voire directement du cabinet du ministre. D'où un allongement très sensible des délais de transmission des ordres, les unités engagées sur le terrain attendant parfois durant de longues minutes les consignes d'intervention.

Mais les systèmes de transmission sont-ils seuls en cause dans ces retards ? — J. Sn.

LES TRAVAUX DU CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 3 mai, au Palais de l'Elysée sous la présidence de M. Giscard d'Estaing (nos dernières éditions du 4 mai).

La convention franco-syrienne, le statut des îles Wallis et Futuna, le statut des entreprises, l'augmentation du SMIC *(lire page 19)*, les travaux du conseil des ministres de la Communauté sur les problèmes agricoles, européens, la réunion du Fonds monétaire, la situation au Liban (lire page 5) et la composition de la délégation française à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies consacrée au désarmement (lire page 6), tels ont été les sujets abordés par les ministres.

● *Un intergroupe de l'U.D.F.*, « ouvert à tous les sénateurs qui soutiennent le président de la République », a été créé au Sénat, à l'initiative des groupes de l'Union centriste et de l'Union des républicains indépendants. Le bureau provisoire est présidé par M. Adolphe Chauvin (Un. centr., Val-d'Oise), qui sera aidé dans sa tâche par M. Philippe de Bourgoing (P.R., Calvados).

PRECISION. — Pour tout renseignement concernant le mouvement Temps nouveaux, qui vient de réunir son premier congrès à Paris *(le Monde* du 3 mai), s'adresser 6, rue Jules-Guesde, 91270 Vigneux-sur-Seine, tél. 942-14-60.

DANS LE CENTRE ET LE SUD-OUEST DE LA FRANCE

Le nouveau plan de mobilisation de l'armée de terre sera testé avec la prochaine convocation d'une division de 4 000 réservistes

Quatre mille réservistes — cadres et soldats, — dans le centre et le sud-ouest de la France, seront rappelés sous les drapeaux en septembre prochain par l'état-major de l'armée de terre qui veut, ainsi, expérimenter son nouveau plan de mobilisation. C'est la première fois qu'un exercice de cette ampleur est organisé. Convoqués pour une période de six jours, les réservistes seront habillés, équipés et encadrés par des officiers et sous-officiers rappelés pour participer à une manœuvre d'ensemble d'une division en terrain libre dans la région de Sarlat (Dordogne).

Le nouveau plan de mobilisation, en préparation, devrait aboutir à doubler, en moins d'une semaine, les effectifs de l'armée de terre et les porter à environ six cent mille hommes. Il est fondé sur l'idée qu'un affrontement armé marquerait le paroxysme d'une aggravation, lente mais progressive dans le temps, d'une crise internationale et que les troupes françaises sont seulement en deuxième ligne, derrière les troupes de l'OTAN, d'une défense alliée en Centre-Europe.

Au terme de ce plan de mobilisation, les quinze grandes unités d'active et d'appelés, qui forment dès le temps de paix ce qu'il est convenu d'appeler le corps de bataille, sont renforcées par quatorze grandes unités de réserve principalement chargées de la protection des *« points sensibles »* nationaux et de la réduction des commandos adverses infiltrés, parachutés ou débarqués sur le sol national. A ces forces d'active et de réserve s'ajouteront deux brigades logistiques, constituées de cadres de métier et de mobilisés pour organiser — en direction des corps d'armée à l'avant du dispositif militaire — le ravitaillement (munitions, carburants et vivres) stockés à l'arrière.

Ces vingt-neuf grandes unités ont été baptisées divisions blindées (environ 7 000 hommes pour 530 blindés) ou divisions d'infanterie (entre 6 900 et 6 400 hommes pour 490 blindés). Mais, en réalité, ces divisions rappelleraient plutôt les anciennes brigades du précédent corps de bataille, auxquelles on aurait rajouté un millier d'hommes et accru sensiblement la puissance-feu des chars.

Des exceptions

Les divisions blindées sont composées, chacune, de deux régiments de chars (108 AMX-30), deux régiments mécanisés (40 AMX-30) un régiment d'artillerie (24 pièces tractées de 155) avec leurs unités de soutien. Quant aux divisions d'infanterie, elles réunissent, chacune, trois régiments d'infanterie (montés sur les véhicules de l'avant blindés et des camions) et un régiment blindé (avec des automitrailleuses et des blindés AMX-10).

A ce dispositif sommairement décrit, il existe deux exceptions : la 9e division d'infanterie de marine, en Bretagne, et la 11e division parachutiste, dans le Sud-Ouest, dont les moyens et les effectifs sont supérieurs parce que les missions de ces deux unités les conduisent à participer à un conflit européen et à des affrontements plus limités dans des pays d'outre-mer qui réclament l'assistance française.

En cours d'élaboration, le nouveau plan de mobilisation pose en principe que chaque grande unité — à l'exception des trois divisions blindées stationnées en République fédérale d'Allemagne — donnera naissance par « dérivation » à une division d'infanterie et que l'ensemble des écoles de l'armée de terre permettra de constituer, au total, quatre divisions d'infanterie renforcées d'un régiment de chars chacune.

La « dérivation » est l'opération par laquelle la division d'active, jouant le rôle d'un centre mobilisateur qui gère dès le temps de paix les matériels et les effectifs de réserve, crée, à la demande du gouvernement, une division de rappelés sur son propre modèle. La division « jumelle » de réserve est commandée par l'officier général adjoint du général commandant la division d'active et ses cadres, de l'ordre de huit cent cinquante à mille officiers et sous-officiers de réserve, sont instruits et entraînés par les cadres de métier de la division d'active.

85 % des effectifs

Si l'on exclut les rappelés issus de la moitié du dernier contingent libéré qui viendront compléter — à raison de 23 % des forces — les unités de combat du corps de bataille, on estime que les réservistes formeront 85 % des effectifs de la division d'infanterie « dérivée » et que les 15 % restants seront des professionnels issus de l'encadrement de la division d'active qui la parraine.

Pour l'ensemble des grandes unités constituées à la mobilisation, la nouvelle formule mise au point par l'armée de terre devrait se traduire par une légère augmentation (+ 1 %) de l'encadrement en officiers, mais par une diminution des sous-officiers (— 6 %) et des soldats (— 3 %).

Cette conception sera donc testée, en vraie grandeur, en septembre prochain, avec la convocation des réservistes (deux cents officiers, six cents cinquante sous-officiers et trois mille cinq cents hommes du rang) qui composeront la 115e division d'infanterie en manœuvres pour six jours dans le Sarladais. La 115e division d'infanterie sera « dérivée » de la 15e division d'infanterie d'active dont le P.C. est à Limoges, avec des garnisons à Souges, Périgueux, Albi et Brive.

Ses effectifs de réservistes proviennent, essentiellement, des anciens appelés du contingent, qui ont servi dans les régiments de la 15e division d'infanterie, et des cadres qui se sont retirés dans la même région ou à moins de 200 kilomètres de leur affectation militaire. Ce sera, du même coup, un exercice de mobilisation régionale ou locale qui devrait représenter, néanmoins, un effort financier important, puisque 20 % environ du budget de l'instruction collective des réserves lui sont consacrés. Les régiments de mobilisation exécuteront des missions de défense territoriale proches de celles qui leur seraient confiées en temps de guerre.

Un parent pauvre

On devrait mesurer, à cette occasion, l'intérêt ou les inconvénients de la nouvelle formule qui, par rapport à la précédente, est censée rapprocher davantage le réserviste du corps dans lequel il est éventuellement mobilisable jusqu'à des âges différents selon sa spécialité et ses charges de famille. En particulier, les délais d'exécution importent beaucoup, ainsi que le degré d'absentéisme des réservistes convoqués.

Mais, quelle que soit la formule retenue, le succès ou l'échec de la mobilisation dépendra surtout des moyens financiers et de la qualité des matériels alloués à des unités longtemps considérées comme un parent pauvre. Il dépendra aussi de la rénovation du service militaire sur lequel le système de convocation verticale de ces grandes unités de réservistes demeure fondé.

Des précédents — ceux de 1939, par exemple — ont laissé des souvenirs mitigés dans la mémoire collective des Français. En revanche, les réussites d'une mobilisation « à l'israélienne » semblent ouvrir la voie à une réforme qui, pour être acceptée de l'opinion, devra encore démontrer qu'elle peut réellement s'intégrer dans une politique de défense nationale basée, jusqu'à preuve du contraire, sur la dissuasion nucléaire.

JACQUES ISNARD.

Vingt-neuf grandes unités obtenues par « dérivation »

REGION MILITAIRE	ACTIVITE	MOBILISATION
Ire (Paris)	Une division blindée	Une division d'infanterie
IIe (Lille)	Deux divisions d'infanterie	Deux divisions d'infanterie
IIIe (Rennes)	Une division d'infanterie	Une division d'infanterie
IVe (Bordeaux)	Deux divisions d'infanterie	Deux divisions d'infanterie
Ve (Lyon)	Deux divisions d'infanterie	Deux divisions d'infanterie
VIe (Metz)	Quatre divisions blindées	Deux divisions d'infanterie (auxquelles s'ajoutent, probablement, deux brigades logistiques et les forces de franchissement du Rhin)
Forces françaises en Allemagne	Trois divisions blindées	
Ecoles militaires		Quatre divisions d'infanterie

OUTRE-MER

DE SI PETITES ILES FRANÇAISES

I. — Qui connaît les Marquises ?

Jacques Brel est peut-être en train de faire plus pour la renommée des îles Marquises que quelques siècles d'histoire. D'elles, il a fait son refuge et une chanson : « Veux-tu que je te dise : gémir n'est pas de mise aux îles Marquises... » Mais qui connaît les Marquises, partie intégrante du Territoire de la Polynésie, donc du territoire national ? A l'écart des grands axes, marginales même par rapport à Tahiti, elles n'ont guère fait parler d'elles, jusque-là, qu'à l'occasion d'une expérience de survie tentée par Georges de Caunes sous le patronage de l'O.R.T.F. en 1962, ou lorsque les chercheurs du Bureau de recherches géologiques et minières pensèrent à un des atolls déserts pour réaliser des expériences nucléaires souterraines.

Pierre Vallincland, qui vit aux Marquises depuis de nombreuses années déjà, raconte d'abord l'histoire de cet archipel « découvert » à la fin du seizième siècle par le navigateur portugais Alvaro de Mendana de Neyra.

par PIERRE VALLINCLAND

Il pleut à Taiohaé (îles Marquises) en cet été 1977. Les cérémonies d'inauguration de la nouvelle cathédrale vont-elles avoir lieu ? Le gouverneué viendra-t-il ? Non, il est à Paris où il prend part aux discussions sur le nouveau statut d uterritoire. La fête attendue depuis des mois ne va-t-elle pas être retardée ? La politique, la pluie : dans cet archipel, l'une et l'autre sont peu connues. Mais où sommes-nous ?

Excepté quelques rares voyageurs, une poignée de gendarmes et de fonctionnaires, quelques familiers du Musée de l'homme, deux douzaines d'écrivains, chercheurs ou boursiers du Bishop Museum (1), et un petit lot de marins de la « Royale », qui connaît vraiment les îles Marquises ?

Voici bientôt cent quarante ans, alors que balbutiait l'Entente cordiale, la Monarchie de juillet envoya dans cette partie du Pacifique quelques vaisseaux et un amiral. Et aussi des maîtres-charpentiers, des maçons, des carriers, bref des « spécialistes », capables de construire des fortins ou de tailler un escalier dans des blocs de basalte. Il y avait alors déjà deux cent cinquante ans — à trois ans près — que Alvaro de Mendaña de Neyra, l'un des premiers découvreurs du Pacifique, avait, pour le compte du marquis de Mendoza, vice-roi du Pérou, découvert le sud de l'archipel et baptisé ces îles des noms des filles de son maître : la Dominica, Santa Christina, Santa Magdalena (2). L'éparpillement des îles dans l'immensité du Pacifique préserva ce groupe des contacts étrangers pendant près de deux siècles. Le capitaine Cook, passant par là à la fin du dix-huitième siècle, n'en aperçut, au sud, qu'un îlot inhabité. Le navigateur français Marchand, en 1791, ne relâcha qu'à Nuku-Hiva dont il prit, très théoriquement, possession. Un monolithe de basalte, fâcheusement peint en blanc, porte encore témoignage à Taiohaé, en bord de mer. Ivan Krusenstern, en 1804, ne fit qu'une halte assez brève, laissant en héritage un couple de caprins qui depuis lors ont prospéré et contribué au déboisement et à la sécheresse des lieux.

Le lointain pouvoir central

Avec Marchand, la France de Louis-Philippe avait jeté son dévolu trop au nord. C'est plus au sud, vers Tahiti, les îles Cook, et plus à l'ouest vers les Fidji et la Calédonie que les cartes politiques allaient s'échanger un peu plus tard. Excentrées, les Marquises allaient retrouver la noble et sombre léthargie dont elles ne sont pas vraiment sorties en cette année 1977. Les missions anglicanes et presbytériennes elles-mêmes ne daignèrent pas s'intéresser à cet archipel qui, selon des estimations, comptait à l'époque quelque 40 000 habitants. Six à sept fois plus qu'aujourd'hui. Même les bâtiments — préfabriqués en France — de la résidence du commissaire royal furent transférés à Tahiti. Le Second Empire faisait de cette dernière île le centre des Etablissements français d'Océanie à une époque où la guerre de Sécession, aux Etats-Unis, favorisait — pour une brève période — la culture du coton en Polynésie.

Dans cette demi-indifférence du lointain pouvoir central et face à une population déroutante, tantôt docile, tantôt rebelle, la Mission catholique des pères et frères de Picpus entreprenait avec passion d'apporter à l'archipel, ignoré alors des protestants, un ordre moral que les habitudes ancestrales et l'isolement d'abord, les baleiniers, coureurs de santal et autres marins de passage ensuite ne facilitaient guère.

Au début, et jusqu'à l'Empire libéral, l'aide du gouvernement fut largement et ouvertement dispensée à la Mission catholique. Et ce d'autant plus volontiers que les pouvoirs publics n'avaient ni l'envie ni les moyens d'administrer eux-mêmes la population autochtone. Il apparut toutefois rapidement que cette administration était une nécessité. La première délégation, toute civile, fut confiée à Mgr Dordillon qui occupa les fonctions de directeur des « affaires indigènes ».

Dans la décennie qui devait, en Europe, voir l'écrasement de l'Autriche à Sadowa et préparer celui de la France à Sedan, la population des Marquises allait souffrir cruellement des épidémies importées (variole surtout et syphilis) et d'une forme nouvelle d'alcoolisme, lui aussi importé auquel il était plus facile et plus dangereux de s'adonner compte tenu du caractère fastidieux des pratiques traditionnelles locales fondées sur la fermentation des sèves naturelles, cocotier et bananier essentiellement.

En même temps, l'empire libéral exportait jusqu'au Pacifique les débuts d'un anticléricalisme qui allait s'épanouir sous la IIIe République. La lune de miel entre la mission et l'Etat était finie. S'ouvrait une longue période de querelles. Certes, l'isolement insulaire — que l'on n'évoquera jamais assez, et qui sévit encore à ce jour, — l'énormité des distances, la lenteur du courrier, l'absence de télégraphe et de moteurs, ne pouvaient que pousser la Mission, dans un milieu ethnique encore indocile, à installer une emprise temporelle appuyée et à se laisser tenter par l'installation d'une sorte de théocratie. Les abandons de souveraineté de l'Etat n'avaient en fait que favorisé cette tendance. Encore que, parallèlement, Paris n'abandonna jamais le dessein de supprimer toute autre autorité que la sienne. Un important contingent de gendarmes (dont certains demeuraient en poste dix ou quinze ans) servait cette entreprise. Les « Résidents », représentant le gouvernement — c'étaient souvent des magistrats, parfois des médecins, plus rarement des administrateurs — étaient pris entre les doléances de la population, la puissance des gendarmes, la méfiance de la mission et les incompréhensions de Tahiti. Dépourvus de tout moyen d'action économique ou financière, ils ne songeaient souvent qu'à écourter un séjour, dont les charmes étaient pour le moins incertains.

La guerre froide avec la Mission

La marine nationale n'échappait pas à certaines tâches ingrates, venant, par exemple, de Tahiti pour des opérations d'intimidation dans telle vallée où un missionnaire avait été malmené, voire égorgé. Pourtant, elle conservait un rôle d'arbitre relativement confortable, dispensée qu'elle était de l'usure du quotidien. Si une place particulière doit être faita dans la période qui va de 1865 à 1930 à l'opiniâtreté de la Mission et aux querelles qui en sont nées, c'est parce que de cette époque datent ces données qui pèsent encore de nos jours sur la vie de ces îles. La guerre froide entre l'Etat et elle est devenue, plus tard, une paix méfiante et aujourd'hui une paix courtoise. Mais il manque encore la chaleur. Dans le Pacifique de l'Ouest et du Sud-Ouest, les luttes d'influence des diverses missions religieuses entre elles prolongent, de manière feutrée mais certaine, la fameuse *« guerre des Missions »* du siècle dernier. Toute analyse qui oublierait cet élément serait incomplète. De même, il est impossible d'ignorer le rôle joué dans les événements des cinquantes dernières années par l'obstination missionnaire au sein d'une population déroutée et à côté d'une administration inconstante et fragile.

C'est dans ce contexte, à partir des années 1930, qu'allait s'ouvrir ce que l'on a appelé le « sauvetage marquisien » puisque la population de ces îles, qui avait été évaluées à plusieurs dizaines de milliers d'êtres, en début du dix-neuvième siècle, s'était réduite à deux mille et paraissait vouée à la disparition.

(1) Fondation savante à capitaux en grande partie privés spécialisée dans la recherche sur la zone du Pacifique et dont le siège est à Honolulu.

(2) Aujourd'hui, ces îles sont respectivement dénommés Hiva-Oa, Tahuata et Fatu-Hiva. Ce sont des noms marquisiens évoquant de façon symbolique certaines parties de la maison traditionnelle.

Prochain article :

ENTRE LA FIDÉLITÉ ET LE PARTICULARISME

Le Monde

société

Après la condamnation de trois violeurs par les assises des Bouches-du-Rhône

« Le drame du viol a connu ici une régression »

DÉCLARE Me GISÈLE HALIMI

Aix-en-Provence. — *Six années de réclusion criminelle pour Serge Petrilli, quatre ans d'emprisonnement pour Albert Mouglalis et Guy Roger : c'est ce qu'ont décidé, mercredi 3 mai, les jurés de la cour d'assises des Bouches-du-Rhône après une heure trente de délibérations. Serge Petrilli a été reconnu coupable de viol et ses deux amis coupables de tentative de viol. La circonstance aggravante de viol en réunion n'a pas été retenue, tandis que les circonstances atténuantes ont été accordées aux trois accusés. M. Jean Perfetti, avocat général, avait requis* « pas moins de sept années de réclusion criminelle pour Serge Petrilli et six années pour les deux autres ».

De notre envoyée spéciale

« *Cette femme, la maman d'un des garçons, je la comprends* », disait la mère d'Anne Tonglet en voyant Mme Mouglalis en larmes devant son fils qu'on arrêtait à l'audience. « *Mais pourquoi ont-ils fait ça et pourquoi dire que « mes » filles mentent ?* » Pourquoi surtout, pendant deux jours, a-t-on insisté pour continuer de faire des deux victimes des accusées, encourageant ainsi le climat de tension et d'agression qui se développait aux abords du palais ? « *Une telle atmosphère de haine et d'agressivité est intolérable* », faisait remarquer le professeur Alexandre Minkowski qui venait de témoigner pour Anne et Aracelli. « *Ces femmes,* avait-il dit, *parlent de leur expérience de cette nuit-là, comme je peux parler des tortures subies pendant la Résistance. Comme en moi, quelque chose en elles a été brisé pour la vie.* »

La mère d'Anne, elle aussi, devait raconter, le plus calmement possible en dépit de son émotion, comment elle était arrivée peu après les faits, appelée par sa fille aînée, comment elle avait vu « ses » filles à l'hôpital, « *comme des petites bêtes épouvantées... Je les reconnaissais à peine* ». La dignité de cette femme, qui n'était pas venue pour crier vengeance, mais pour qu'on reconnaisse à sa fille le droit à son identité, n'a pas empêché les menaces, les insultes à son égard et contre « *toutes ces gouines, putains et mal baisées qui viennent se plaindre d'être violées* ». Par deux fois, Me Gisèle Halimi a été bousculée. Elle et une autre jeune femme ont reçu des coups de poing; on a craché au visage d'une femme, menacé des journalistes. Les avocats de la défense se sont plaints eux aussi d'avoir été bousculés et traités de « *machos, défenseurs de violeurs* ».

La salle d'audience n'a pas échappé à ces passions, devenant le lieu d'une espèce de psychodrame social. La défense a voulu faire de ce procès l'affrontement de Paris et du terroir avec « *les avocats descendus de Paris pour nous donner des leçons* », celui des « *notables du seizième, témoins de la partie civile contre le: pêcheurs de Morgiou, témoins de la défense* », et, sans le dire, celui des femmes contre les hommes. « *Messieurs les jurés,* dira Me Gilbert Collard, *la solitude a changé de camp, les femmes, autrefois, étaient seules devant la justice, leur parole n'était pas reconnue ; aujourd'hui, ce sont des hommes qui sont seuls devant vous.* »

La solitude, peut-être, avait « *changé de camp* », mais pas le mépris. On essayait de faire juger deux femmes pour les choix de leur vie : lesbiennes, naturistes, « libérées ». Ces femmes disaient avoir subi « *le saccage, l'anéantissement* »; un psychiatre, un de leurs professeurs, venaient décrire « *leur état de choc* », « *l'atteinte à leur psychisme* », « *leur inaptitude à retrouver la joie* ». Après la répression sociale — Anne, enseignante, a été mutée dans un autre établissement scolaire lorsqu'on a appris l'affaire, — on demandait encore contre elles la réprobation sociale.

« *Le drame du viol a connu ici une régression,* expliquait Me Halimi. *Un certain nombre de femmes ont été exagérément optimistes. On pensait cette question au moins réglée : le viol était un crime. Il y avait donc pour nous une nécessité de déplacer le problème, de poser la question de la répression et de construire l'avenir. Nous n'avons pas pu nous faire entendre et élever le débat.* »

Régression aussi « *sur ce que les femmes ont subi lorsqu'elles déposaient plainte et que nous croyions qu'elles ne subiraient plus, ces « vous-l'avez cherché, sinon provoqué, ou alors mal vécu.* » Régression enfin de ramener encore le débat à la thèse du « consentement ». « *Comment une femme qui ne veut pas être violée doit-elle le dire à son violeur potentiel. La résistance initiale de ces jeunes femmes n'a été contestée par personne. Si, par peur de mourir, les femmes cèdent, est-ce cela qu'on appelle le consentement ?* »

JOSYANE SAVIGNEAU.

Mme Brigitte Gros et vingt-huit sénateurs proposent des mesures contre le viol

Mme Brigitte Gros, sénateur des Yvelines (non inscrit) et vingt-huit sénateurs appartenant à toutes les formations de la majorité (ils sont tous de sexe masculin et leur moyenne d'âge, a calculé Mme Gros, est de soixante-deux ans), ont déposé le 2 mai, sur le bureau du Sénat, une proposition de loi « *en vue de protéger les femmes contre le viol* ».

« *Le viol,* note Mme Brigitte Gros, *est sans doute le seul cas, dans la pratique judiciaire, où la présomption d'innocence joue pleinement en faveur de l'inculpé, la victime étant au contraire présumée coupable, ou pour le moins suspecte.* »

Les mesures envisagées portent sur l'humanisation de l'accueil des victimes, la prévention, la rapidité et la publicité de la répression du viol.

Il serait créé un « *office central pour la protection de la femme* ». Cet office coordonnerait les recherches et la répression des agressions sexuelles commises contre les femmes. Il étudierait également, en collaboration avec les ministères intéressés, les mesures propres à assurer la prévention de tels actes de violence.

Au niveau de chaque commissariat, une femme ayant au moins le grade d'inspecteur de police assurerait la liaison avec les médecins et psychologues chargés de procéder aux examens et aux constatations nécessaires. Au niveau de chaque cour d'appel, un substitut du sexe féminin animerait un service d'accueil des femmes victimes de violences sexuelles. Pour compléter ces efforts d'humanisation, les délais d'instruction des affaires de viol seraient limités. Le huis clos ne pourrait plus être requis que si la victime elle-même en faisait la demande.

Enfin, dans un but de dissuasion et d'exemplarité de la peine, les tribunaux devraient avoir la faculté d'ordonner la publicité des jugements de condamnation.

JEUNESSE

LES LOISIRS DES ENFANTS

Les Pionniers de France réclament la reconnaissance officielle de leur action

Les Pionniers de France viennent de réunir, à Gennevilliers (Hauts-de-Seine), leur cinquième congrès. Trois cent quatre-vingt-sept délégués y ont examiné les moyens d'améliorer leur action en faveur des loisirs des enfants des « travailleurs ».

Nés en 1945 sous le nom d'Union des vaillants et vaillantes, les Pionniers de France affirment grouper cinquante-quatre mille adhérents de six à quinze ans, auxquels s'ajoutent cinq à six mille jeunes de seize à dix-huit ans, responsables des mille trois cents groupes que compte le mouvement.

Celui-ci est surtout implanté dans les grandes cités de banlieue, où les possibilités de loisirs sont rares. Il organise les activités le samedi et le dimanche, mais aussi pendant les « petites vacances » (Toussaint, Pentecôte), celles qui posent le plus de problèmes aux parents salariés. Le mouvement, qui possède plusieurs centres de vacances, propose, l'été, un certain nombre de séjours à la mer ou à la montagne. Son budget annuel est de l'ordre de 3 250 000 francs.

Malgré ses protestations réitérées, il n'a jamais bénéficié de subventions du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports (aujourd'hui ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs). Cette situation est d'autant plus surprenante que l'action qu'il mène en faveur des loisirs pour enfants et des adolescents est une des priorités du VIIe Plan.

« A l'école de la vie »

La reconnaissance officielle de l'utilité de cette action bute en réalité sur le refus de se soumettre à l'inspection générale à laquelle procède systématiquement le ministère avant d'attribuer une subvention. Association agréée par la jeunesse et les sports, les Pionniers estiment offrir suffisamment de garanties et refusent tout préalable. A l'origine de cette querelle, apparemment sans solution, réside l'appartenance au P.C.F. de militants et de dirigeants du mouvement (il n'existe pas de lien organique avec le parti), appartenance qui continue de lui valoir la méfiance des pouvoirs publics, soucieux de préserver une certaine « laïcité ».

Après le Mouvement de la jeunesse communiste de France et la C.G.T., les Pionniers de France viennent de prendre leurs distances avec leur fédération internationale. Ils ont renoncé, le mois dernier, à la présidence du Comité international des mouvements d'enfants et d'adolescents (CIMEA) dont le siège est à Budapest, présidence qu'ils assuraient depuis la création de ce comité, il y a vingt ans. Ils continuent cependant à siéger à la direction.

Les Pionniers se réfèrent, dans leur analyse, à la Déclaration des droits de l'enfant adoptée en 1959 par l'Assemblée générale des Nations unies. Cette Déclaration, selon eux, met en relief « *le droit au jeu, au savoir et à l'épanouissement dans la société* ». « *Loin de bénéficier de ces principes,* déclare le mouvement, *les enfants de la France d'aujourd'hui sont de plus en plus meurtris et perturbés par les secousses d'une crise profonde.* » Cettes crise se manifeste notamment par une diminution de la disponibilité des parents, mais elle n'est pas inéluctable ; elle est la conséquence de notre société économique basée sur le profit.

Tout en affirmant que la solution réside dans des changements profonds, les Pionniers pensent qu'il est possible d'améliorer cette situation par un effort éducatif axé sur une approche concrète de la société et par un apprentissage de la responsabilité et de la liberté. C'est le sens de la formule à laquelle ils se réfèrent souvent : « *A l'école de la vie.* » C'est aussi le sens des conclusions de leur congrès qui insiste notamment sur les loisirs « actifs » et sur la nécessité pour les groupes du mouvement de s'enraciner davantage dans la vie de leur quartier.

B. L. G.

★ Pionniers de France, 23, rue de l'Union, 93300 Aubervilliers. Tél. : 352-29-59.

DIFFICULTÉS FINANCIÈRES, DIVERGENCES SUR LES MÉTHODES

Crise au centre pour toxicomanes « Pierre-Nicole »

Une solution financière paraît en vue au Centre d'aide aux toxicomanes de la rue Pierre-Nicole, à Paris (5e), dont le déficit a atteint 1 million de francs en deux ans et où la totalité du personnel est menacée de licenciement au 31 mai. Récemment, le ministère de la santé et de la famille et la direction de l'action sanitaire et sociale (DASS), de Paris, ont accepté d'examiner les mesures pour renflouer l'établissement et prolonger ses activités. Malgré ce dénouement heureux, des divergences subsistent sur les méthodes thérapeutiques et font peser un risque sur le bon fonctionnement du centre.

Ouvert en 1974, le centre de la rue Pierre-Nicole est le seul centre de post-cure urbain existant en France. Il reçoit en permanence une douzaine de personnes, grands toxicomanes en majorité, pour une période transitoire entre le sevrage et le retour à la vie normale.

Jugées indispensables à la restructuration de la personnalité, des règles précises président à son fonctionnement : sorties strictement limitées, horaires fixes, préparation des repas, travaux d'entretien, etc. Comme le notent les responsables, cette observation des règles de vie permet au toxicomane de trouver progressivement son identité et le prépare à affronter à nouveau le monde extérieur « en adulte responsable ».

Composée de deux médecins psychiatres vacataires et de huit éducateurs et psychologues permanents (dont deux stagiaires), l'équipe thérapeutique assiste le toxicomane pendant cette période de recouvrement de sa personnalité. Au terme de son séjour au centre, limité impérativement à quatre mois, elle l'aide à trouver un logement et un emploi et s'efforce, après son départ, de le « suivre » quelque temps.

Sur les deux cents résidents des quatre années écoulées, la moitié, selon les responsables, se seraient définitivement tirés d'affaire. Malgré une apparente rigueur, l'équipe thérapeutique a su nouer des rapports de confiance avec la plupart des drogués. Loin de ressembler à une prison, le centre de la rue Pierre-Nicole fait plutôt songer à un pensionnat. En dépit de heurts inévitables, il y règne une atmosphère bon enfant qui explique pour partie les résultats obtenus.

Géré par la Croix-Rouge, le centre est financé par la DASS de Paris, sur la base de 294,75 F par jour et par malade. Ce système, calqué sur celui des hôpitaux, est totalement inadapté à un établissement comme celui-ci, où les soins proprement dits représentent peu de chose au regard des dépenses que nécessitent les méthodes en vigueur : pécule pour les résidents, démarches en vue de leur réinsertion, activités diverses. A lui seul, le million de francs de déficit entraîné par cette politique représent l'équivalent du budget annuel.

Contrairement à d'autres établissements, le centre de la rue Pierre-Nicole n'est pas dirigé par un médecin mais par un directeur administratif. En annonçant les licenciements et en laissant planer la menace d'une fermeture, la Croix-Rouge espérait attirer l'attention des pouvoirs publics sur cette anomalie et inciter ceux-ci à réexaminer le montant de la subvention. Les assurances qu'elle a reçues du ministère et de la DASS montrent que ce calcul n'était pas faux.

Querelles

La solution qui semble s'esquisser ne règle cependant pas les divergences qui opposent l'équipe thérapeutique et la direction. Ces divergences ne sont pas sans rappeler les querelles qui divisent périodiquement les partisans des méthodes « libérales » et ceux qui, par tempérament ou par conviction scientifique, prônent davantage de rigueur.

Outre qu'il ne cache pas son goût pour la discipline, le docteur Pierre Charbonneau, directeur par intérim du conseil départemental de la Croix-Rouge parisienne, n'est pas convaincu de l'efficacité des centres de post-cure urbains, où, dit-il, les dangers de rechute sont importants. Il leur préfère les établissements où les anciens drogués peuvent « *à la fois travailler et mener une vie sportive et au grand air* ». Ce point de vue est en partie partagé par le directeur administratif, M. Jean-Pierre Gener, que des querelles de personnes ont récemment opposé, en présence de malades, à certains membres de l'équipe soignante.

Les propositions de la direction, en contradiction avec les méthodes en vigueur rue Pierre-Nicole, ne semblent pas recueillir l'assentiment du ministère de la santé et de la famille. Suivant en cela un récent rapport de l'inspection générale des affaires sociales, celui-ci souhaite le maintien du centre sous sa forme actuelle. Malgré ce précieux renfort, un climat dommageable à l'équilibre des résidents continue de régner dans l'établissement. Une solution pourrait cependant être trouvée grâce à la nomination d'un médecin-directeur qui aurait à la fois la confiance de l'équipe thérapeutique et de la Croix-Rouge.

BERTRAND LE GENDRE.

★ Centre Pierre-Nicole, 27, rue Pierre-Nicole, 75005 Paris Téléphone : 325-75-03.

UNESCO

L'Organisation adopte de nouvelles procédures d'examen des violations des droits de l'homme

De nouvelles procédures, destinées à rendre plus efficace l'action de l'UNESCO dans l'examen des plaintes concernant l'exercice des droits de l'homme qui lui sont adressées ont été approuvées, vendredi 28 avril, par consensus au conseil exécutif de l'organisation.

Les nouvelles dispositions prévoient que l'UNESCO peut examiner aussi bien des cas individuels que des questions relatives à des violations « *massives, systématiques ou flagrantes* » des droits de l'homme. Celles-ci sont la conséquence soit d'une politique contraire aux droits de l'homme, pratiquée par un Etat, soit d'une accumulation de cas individuels.

Le conseil exécutif était appelé auparavant à connaître, par l'intermédiaire d'un comité spécial, des plaintes concernant l'exercice des droits de l'homme.

Pour être considérées comme recevables, les plaintes touchant le: violations de droits de l'homme dans les domaines de l'éducation, de la science, de la culture et de l'information doivent être compatibles avec les principes de l'organisation, la charte des Nations unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les autres instruments internationaux pertinents.

Une autre condition de leur recevabilité est qu'elles ne soient ni « *manifestement mal fond.* » ni anonymes. Toutefois, elles n'ont pas besoin d'émaner directement des victimes, car elles peuvent être présentées par « *toute personne ou groupe de personnes ou organisation non gouvernementale* » qui a une connaissance digne de foi des violations alléguées.

Après réception d'une communication, le directeur général doit demander à l'auteur s'il ne voit pas d'objection à ce qu'elle soit portée à la connaissance du gouvernement concerné et du comité compétent du conseil exécutif et à ce que son nom soit divulgué. Une fois que l'intéressé a donné son accord, le gouvernement sera informé de la plainte et invité à y répondre, le comité du conseil exécutif se réunira alors en séance privée pour décider avant tout de la recevabilité des communications.

Le comité agira ensuite « *de façon à contribuer à faire prévaloir une solution amiable destinée à favoriser la promotion des droits de l'homme qui relèvent des domaines de compétence de l'UNESCO* ».

Dans un troisième temps, le comité présentera au conseil exécutif un rapport confidentiel contenant des recommandations.

Saluant les nouvelles procédures comme un événement marquant, M. Torres (Etats-Unis) a déclaré qu'elles ouvraient aux individus un libre accès à l'UNESCO. M. Koutakov (U.R.S.S.) a dit que ces procédures assuraient une base solide à l'action de l'UNESCO dans le domaine des droits de l'homme et il s'est félicité de la disposition qui prévoit l'examen des violations massives et flagrantes. Les règles adoptées, a-t-il précisé, interdisent toute ingérence dans les affaires intérieures des Etats et n'autorisent pas l'UNESCO à s'ériger en un organisme judiciaire international.

SCIENCES

A Cap-Canaveral

Le lancement du satellite européen O.T.S. est reporté

De notre envoyé spécial

Cap-Canaveral. — Le lancement du satellite européen expérimental de télécommunications O.T.S. (Orbital Test Satelitte) prévu pour ce jeudi 4 mai, à 18 h. 57, heure locale (vendredi 5, à 0 h. 57, heure de Paris) est reporté d'au moins quarante-huit heures, en raison de difficultés techniques découvertes mardi et mercredi. Les responsables de la NASA, qui lancent O.T.S. pour le compte de l'Agence spatiale européenne (ESA) pourraient fixer, dès jeudi, une nouvelle date de lancement.

Après l'échec le 13 septembre dernier du lancement du premier modèle de vol d'O.T.S. — échec dû à l'explosion de la fusée américaine Delta-3914 — les équipes de la NASA du centre spatial Kennedy font preuve d'une extrême prudence : après le semi-échec du lancement d'un autre satellite européen, GEOS, en avril 1977, et la perte récente du satellite Intelsat-IV et de deux satellites militaires, leur crédibilité serait gravement mise en défaut si, par malheur, le deuxième O.T.S. finissait comme son prédécesseur, dans les eaux de l'Atlantique.

Mardi 2 mai, les équipes de la NASA testant les équipements qui permettent, du sol, le contrôle du lancement, ont découvert un certain nombre d'anomalies. Elles sont, très probablement, dues à la foudre qui, le 1er mai, semble avoir manqué de peu le pas de tir : des phénomènes électrostatiques ont en effet pu créer, le long des câbles, des surtensions qui ont endommagé les équipements électroniques. Mercredi, après la découverte de nouveaux problèmes, le compte à rebours était arrêté et l'on décidait de procéder à un certain nombre de mesures pour vérifier si les équipements électroniques de la fusée et du satellite n'avaient pas souffert eux aussi. Des équipes de techniciens ont travaillé toute la nuit de mercredi à jeudi.

En fin de matinée les responsables de la NASA devaient juger de la nécessité de procéder à des vérifications complètes ; si c'est le cas, le lancement d'O.T.S. pourrait être reporté d'une semaine. Sinon, il pourrait avoir lieu samedi 6 mai, à 18 h. 57.

O.T.S., dont la mise en exploitation a, aujourd'hui, près d'un an de retard, devrait permettre à l'ESA de démontrer sa capacité à développer des satellites commerciaux de télécommunications. Il pourra notamment assurer simultanément la transmission de 4 600 canaux téléphoniques et d'une chaîne de télévision en couleur (*le Monde* du 13 septembre 1977).

XAVIER WEEGER.

ÉDUCATION

SÉCURITÉ ET LIBERTÉ DE CIRCULATION DANS LES RÉSIDENCES UNIVERSITAIRES

Le président de la FRUF redoute des atteintes aux droits des étudiants

De notre correspondant

Grenoble. — Le président de la Fédération des résidences universitaires (FRUF), M. Daniel Mollier-Sabet, a protesté, au cours d'une conférence de presse, le 2 mai, à Grenoble, contre les risques de limitation de « la liberté de circulation dans les résidences universitaires ».

Plusieurs incidents graves ont marqué, au cours des dernières années, la vie dans certaines résidences universitaires de Grenoble : à la suite de plusieurs altercations avec des résidents, le directeur de la résidence Berlioz, sur le campus de Saint-Martin-d'Hères, était décédé, en mai 1977, d'une crise cardiaque ; plus récemment, le veilleur de nuit du « home des étudiantes », situé en ville, a reçu un coup de poignard en défendant une résidente qu'un individu tentait d'agresser. Plusieurs tentatives de viol ont été signalées depuis quelques années.

Après ces incidents, une réunion spéciale du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) aurait mis en cause le principe de la liberté de circulation dans ces résidences. Cette liberté aurait, selon le président de la FRUF, été qualifiée « *d'excessive* » et « *d'abusivement utilisée* » dans les conclusions d'une réunion nationale « *des intendants de CROUS* ». M. Mollier-Sabet s'est déclaré inquiet « *de la tentation de certains de voir dans des mesures autoritaires et restrictives au plan des libertés un moyen de mettre fin à l'insécurité* ».

Selon le président de la FRUF, qui a donné plusieurs exemples, ces libertés seraient déjà remises en cause par les règlements.

M. Mollier-Sabet a dénoncé les tentatives faites dans certaines résidences pour retirer aux étudiants et à leurs associations la gestion des équipements et des crédits collectifs, et enfin les obstacles mis au fonctionnement des conseils de résidence, qui — quand ils existent — n'ont qu'un rôle consultatif. « *Les résidents refusent d'être confinés dans la situation de « clients bien sages » de cités-casernes. Ils refusent qu'on réglemente leur vie à la mode du siècle dernier. Leur admission en résidence n'enlève rien à leur qualité de personnes majeures et jouissant de tous leurs droits* », a-t-il déclaré.

Il préconise, pour lutter contre l'insécurité, l'installation de serrures « *fiables* » à toutes les portes, l'augmentation du nombre des veilleurs, et des équipements conformes aux règles de sécurité. Enfin, en cas de délit, la FRUF estime que la police doit pouvoir intervenir, mais seulement à l'appel du conseil de résidence ou dans des conditions expressément définies par celui-ci.

Des rencontres nationales des résidents en cité auront lieu, les 20 et 21 mai à Poitiers, à l'initiative de la FRUF, et elles développeront ces revendications.

CLAUDE FRANCILLON.

[A la direction du Centre national des œuvres universitaires (CNOUS) à Paris, on affirme ignorer la tenue d'une réunion des intendants, « qui n'aurait en tout état de cause aucun rapport avec l'administration ». La commission d'accueil du CNOUS a effectivement étudié la question de la sécurité dans les cités universitaires comme le demandent d'ailleurs l'ensemble des syndicats du personnel, mais à aucun moment il n'a été question de supprimer la libre circulation dans ces cités, déclare-t-on au CNOUS.]

JUSTICE

Appel à minima après les condamnations des manifestants du 1er mai

Après les condamnations, mardi 2 mai, en audience de flagrant délit, de sept personnes interpellées au moment des incidents du défilé du 1er mai, le parquet du tribunal de Paris a décidé de faire appel *a minima (nos dernières éditions)*. Dans un communiqué, le ministère de la justice indique que les peines prononcées sont « *insuffisantes, compte tenu de la volonté délibérée des prévenus de porter atteinte aux personnes et aux biens* ».

A propos de ces incidents, M. Pierre-Charles Krieg, député R.P.R. de Paris, demande au ministre de l'intérieur dans une question orale « *quelles mesures effectives et efficaces il compte prendre pour éviter le retour d'incidents de la gravité de ceux qui se sont déroulés boulevard Beaumarchais à l'occasion du traditionnel défilé du 1er mai* ». M. Krieg ajoute que, « *si les organisateurs de semblables manifestations ne sont plus à même d'en assurer le service d'ordre, la seule solution envisageable sera de les interdire purement et simplement, à tout le moins dans des lieux où elles ne servent maintenant plus que de prétextes au désordre et aux vols* ».

D'autre part, la C.G.T., dans un communiqué, « *dénonce vigoureusement la campagne menée contre les organisateurs de la manifestation du 1er mai à Paris, prenant appui sur les violences et les saccages qui l'ont suivie, pratiques qui sont étrangères au mouvement syndical.*

» *Des hommes connus de ce ministère ont recruté, organisé et encadré les équipes de prétendus « autonomes » chargées de provoquer les forces de l'ordre, de jouer aux casseurs et de voler dans les magasins éventrés* ».

Pour la C.G.T., « *le but poursuivi est de tenter de discréditer les organisateurs de la manifestation* », mais il est « *aussi dans une volonté de la droite de limiter le droit de manifestation* ».

LA R.F.A. RATIFIE LA CONVENTION EUROPÉENNE SUR LA RÉPRESSION DU TERRORISME

La République fédérale d'Allemagne a ratifié, mercredi 3 mai à Strasbourg, la convention européenne sur la répression du terrorisme. Ce texte a déjà été signé par dix-huit des États membres du Conseil de l'Europe, à l'exception de Malte et de l'Irlande. Dix-sept États l'avaient signé le 27 janvier 1977, puis l'Espagne le 27 avril dernier, après son adhésion le 24 novembre 1977. Il avait été ratifié par la Suède et l'Autriche. La ratification par l'Allemagne de l'Ouest entraîne la mise en vigueur de cette convention, car le dépôt de trois instruments de ratification est exigé.

Cette convention s'appliquera donc à ces trois pays à compter du 4 août prochain, un délai de trois mois étant nécessaire pour sa mise en vigueur. Cette convention vise à faciliter l'extradition des auteurs d'actes particulièrement graves comme les détournements d'avions, les prises d'otages et les attentats (*le Monde* des 12 novembre 1976 et 28 janvier 1977). Les conditions de son élaboration avaient été vivement critiquées.

L'ÉVASION DU « ROI DU HASCHISCH »

(De notre correspondant.)

Le Caire. — *Après bien des efforts, la police égyptienne était parvenue à s'emparer de Badr Elchafi, agile trafiquant de drogue surnommé « le roi du haschisch ». Ses filières, ayant leur point de départ au Levant, étaient réputées seules capables d'échapper au strict système de surveillance militaire qui sépare Égyptiens et Israéliens au Sinaï. Dans sa villa de la banlieue résidentielle de Meadi on avait découvert pour l'équivalent de 2 millions de francs de stupéfiants.*

Ces jours derniers, enfermé dans ce que la presse du Caire appelle une cage, « le roi du haschisch » était jugé par la cour d'assises. Condamné aux travaux forcés à perpétuité, on allait donc le conduire au bagne de Tourah, proche de la capitale, entouré d'une nuée de policiers.

La voiture cellulaire se faisant trop longuement attendre, quelqu'un dans la cohue proposa d'accompagner « le roi du haschisch » à sa prison dans un véhicule privé. Avant même que les policiers aient eu le temps de répondre, le futur bagnard était monté sans se presser — « le plus naturellement du monde », *diront des témoins — dans une voiture et avait disparu.*

On ne l'a toujours pas retrouvé. — J.-P. P.-H.

● *Un « anti-antinucléaire » condamné à Grenoble.* — Le tribunal correctionnel de Grenoble a condamné, mardi 2 mai, M. Christian Perroncel, à un an d'emprisonnement dont neuf mois avec sursis, pour avoir, le 28 juin 1977, lancé une grenade offensive contre un local municipal à l'intérieur duquel était réuni le comité régional contre la centrale nucléaire de Creys-Malville. En plus des 800 F de dommages et intérêts, M. Perroncel devra payer 6 394 F de réparation à la ville de Grenoble.

● *Hold-up au Club Méditerranée.* — Quatre hommes déguisés en ouvriers et armés de fusils ont vidé, mardi 2 mai, les coffres-forts du Club Méditerranée de Playa-Careyes (Mexique). Après avoir maîtrisé les employés, les quatre malfaiteurs se sont emparés d'une somme d'un million de pesos (près de quatre cent dix mille francs). Plusieurs hold-up et cambriolages avaient déjà été commis, en 1977, dans des centres du club, à Corfou, Vittel, Saint-Moritz, Playa-Blanca (Mexique) et en Calabre.

SPORTS

FOOTBALL

POUR BATTRE L'AUSTRIA DE VIENNE (4-0) EN FINALE DE LA COUPE DES COUPES

Une mi-temps a suffi a Anderlecht

Pour le public parisien, le Royal Sporting Club d'Anderlecht restait le champion des matches amicaux. Les plus anciens spectateurs du tournoi de Paris n'oublient pas les démonstrations réussies dans les années 60 par Paul Van Himst et ses coéquipiers, émules des footballeurs brésiliens, entraînés par l'apôtre en Europe de la défense en ligne et du « une-deux », le Français Pierre Sinibaldi. Les plus jeunes se souviennent encore la saison dernière du quart d'heure époustouflant de la nouvelle vedette néerlandaise du club, Robby Rensenbrink, rentré en jeu couvert de bandages par suite d'une blessure des ligaments croisés, pour réussir deux buts et un solo qui sauvèrent in extremis le tournoi de la médiocrité.

Depuis le mercredi 3 mai, les Parisiens savent aussi que le R.S.C. Anderlecht, venu disputer au Parc des Princes sa troisième finale consécutive de la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de Coupe, est devenu un des plus redoutables compétiteurs du continent.

On devinait le football autrichien en plein renouveau. Pour la première fois depuis 1958, il figurera en Argentine parmi les seize qualifiés pour la Coupe du monde. On attendait avec curiosité cet Austria de Vienne, le premier club de son pays parvenu en finale d'une compétition européenne. De fait, à défaut d'avoir trouvé de dignes successeurs de Mathias Sindelar, ce Mozart du *Wunderteam* des années 30, qui reste, un demi-siècle plus tard, un modèle inégalé pour tous les avants-centres, les Autrichiens pouvaient séduire le public par leur grande correction en première mi-temps — six coups francs seulement sifflés contre eux — et leur souci de pratiquer un bon jeu collectif autour de leur jeune vedette Herbert Prohaska.

Jamais pourtant, une équipe aura autant maîtrisé une finale européenne qu'Anderlecht, mercredi soir. Jamais peut-être les Belges n'ont paru aussi proches, par instants, du grand Ajax d'Amsterdam ou de la sélection néerlandaise de la Coupe du monde 1974, pour leur maîtrise collective, l'impression de puissance qu'ils dégagent, leurs changements de rythme et ces courses d'appel incessantes qui offrent tant de possibilités au possesseur du ballon que celui-ci paraît avoir du génie.

Si on ajoute que le capitaine d'Anderlecht, le Néerlandais Robby Rensenbrink, auteur de deux buts, comme l'arrière droit Van Binst, ne se contente plus de ressembler comme un frère jumeau à son compatriote Johan Cruijff, mais pourrait devenir son successeur au firmament des footballeurs dans moins d'un mois en Argentine, on comprendra que la résistance des Autrichiens, déjà K.O. à la mi-temps, n'ait pas dépassé un quart d'heure.

GÉRARD ALBOUY.

● *En match de préparation à la Coupe du monde*, l'Argentine a battu l'Uruguay par 3 buts à 0, le 3 mai, à Buenos-Aires.

● *Dans la nuit du mardi 2 au mercredi 3 mai*, des inconnus ont pénétré à l'intérieur du stade municipal de Toulouse, où se disputera le 11 mai, à guichets fermés, la rencontre de football France-Iran. Les murs du stade ont été recouverts d'inscriptions à la peinture rouge « *Iran-Argentine : même fascisme* », tandis que la pelouse était décapée au désherbant.

La préparation du « Mundial »

LES JOURNALISTES C.G.T. PRÉOCCUPÉS DE LEUR SÉCURITÉ EN ARGENTINE

A trois semaines du début de la Coupe du monde de football, le Syndicat des journalistes C.G.T. a adressé une lettre à M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, et une à M. Thomas J. de Anchoréna, ambassadeur d'Argentine en France, au sujet de la sécurité et des conditions de travail des journalistes français, accrédités pour cette compétition.

Le Syndicat des journalistes C.G.T. demande qu'une permanence de l'ambassade soit installée d'une part au centre de presse, d'autre part à l'hôtel où le plus grand nombre de journalistes français seront hébergés, permanence qui devrait jouir du statut d'exterritorialité et être en état d'intervenir pour résoudre les différends éventuels avec les autorités argentines et assurer la sécurité des journalistes français.

Dans sa lettre à l'ambassadeur d'Argentine à Paris, le Syndicat des journalistes C.G.T. pose cinq questions aux autorités gouvernementales argentines concernant les conditions de travail.

Il demande : « *Quelles mesures ont été prises pour permettre la libre circulation des journalistes séjournant en Argentine pendant la Coupe du monde ? Si le gouvernement argentin garantira le libre accès des journalistes à toutes les sources d'information ? ; Quelles mesures ont été prévues pour assurer l'utilisation normale de l'ensemble des moyens de transmission, sans contrôle sur les textes ? Si le gouvernement argentin peut assurer à tous les journalistes accrédités qu'ils pourront rester pendant la durée de la compétition en Argentine sans aucune exclusion ? Ce qu'il compte faire pour garantir la sécurité des journalistes accrédités ?* »

MÉDECINE

UNE ENQUÊTE DE « QUE CHOISIR ? »

Trente et une erreurs (sur trente-deux tests effectués) ont été commises par des laboratoires privés

La revue *Que choisir ?*, organe de l'Union fédérale des consommateurs, publie dans son numéro de mai, une enquête sur la qualité des laboratoires — privés — d'analyses médicales. Le principe de l'enquête reste conforme à une méthode de « tests clandestins » qui a consisté, en l'occurrence, à faire faire le même examen sur des échantillons provenant du même malade, dans différents établissements. Comme dans les articles précédents, publiés dans la même revue et portant sur des questions de santé, d'importantes variations dans les résultats ont été constatées.

Selon *Que choisir ?*, trente et une « erreurs » ont été ainsi dénombrées sur trente-deux tests effectués. L'article précise les conditions dans lesquelles l'expérience a été organisée.

Trois tests ont été sélectionnés. Dans le premier cas, il s'agissait d'un examen bactériologique de selles, dans lesquelles un germe pathogène *(Salmonelle typhi murium)* avait été introduit artificiellement. Neuf laboratoires sur dix, d'après l'article, n'ont pas identifié le germe.

Le second était un examen bactériologique des urines, « ensemencées » comme précédemment par un germe infectant *(Proteus Morgani)* : trois laboratoires sur neuf ont bien identifié le germe. Le dernier test est un examen hématologique (taux de prothrombine) fait à partir d'un échantillon de sang provenant d'un malade hospitalisé.

Un seul résultat s'écarte franchement des autres (six essais ont été effectués). L'article de *Que choisir ?* n'est pas signé et son texte ne mentionne pas les noms des personnes qui ont participé à l'organisation et à la critique de l'expérience. En revanche, le nom et l'adresse des laboratoires soumis à l'enquête figurent en face de chaque résultat.

⁂

Comme la première enquête publiée par le même journal, celle-ci a provoqué une vive indignation dans le milieu professionnel visé.

Le Syndicat des pharmaciens biologistes (APDILA) indique que « *la publication de cette enquête correspond à un mouvement de fond semblable à celui qui, il y a quelque temps, visait déjà à déconsidérer l'exercice libéral de la médecine* ».

Il s'étonne également des conditions de l'enquête pour laquelle des prélèvements ont pu être effectués dans des laboratoires hospitaliers publics et demandent « *si ceux-ci ont été complices ou dupes des enquêteurs de* Que choisir ? »

⁂

Pour sa part, le Syndicat national des directeurs de laboratoires de biologie médicale déclare : « *Le dénigrement systématique des professions libérales et plus particulièrement ces derniers temps, des professions de santé, est-il le fait du hasard ou d'une orchestration savante ?*

» *Les techniques de contrôle, telles qu'elles sont décrites par un rédacteur anonyme sont dénuées de toute valeur scientifique.*

» *En effet, l'absence d'indications sur les méthodologies employées et les protocoles de recueil, de conservation et de partage des « échantillons » ouvre la porte à toutes les erreurs.* »

Les différents organismes représentatifs rappellent qu'un contrôle de qualité inter-laboratoire est en cours d'installation (en hématologie, un tel système fonctionne depuis plusieurs années). Une loi rendant un tel contrôle obligatoire avait été votée en 1975, mais ses modalités d'application restent à définir par un décret. Un porte-parole du ministère de la santé a qualifié « d'imminente » la parution de ce texte.

En même temps que celui de Buenos-Aires

UN CONTRE-CONGRÈS DE CANCÉROLOGIE AURA LIEU A PARIS EN OCTOBRE

Un contre-congrès international de cancérologie sera organisé à Paris le 5 et 6 octobre, au même moment que le congrès officiel qui doit se tenir à Buenos-Aires (Argentine), du 5 au 12 octobre. Cette initiative a été prise par les docteurs Louise Harel et Jean-Claude Salomon, qui veulent faire de cette manifestation l'occasion d'un échange de très haute qualité scientifique, sur le thème : « *Perspectives de la recherche fondamentale et clinique sur le cancer* ».

L'idée du boycottage du congrès mondial de cancérologie est largement partagée par de nombreux chercheurs anglo-saxons. Deux Prix Nobel américains, les professeurs David Baltimore et Howard Temin, avaient eux-mêmes suggéré depuis un an, dans plusieurs articles de la revue *Science*, l'organisation d'une manifestation parallèle.

En France, un vaste mouvement en faveur du boycottage s'est organisé, sur l'initiative de chercheurs des centres de recherches en cancérologie de Villejuif. *Le Monde* du 3 mai s'est fait l'écho des divers appels et prises de position, notamment du professeur André Lwoff, Prix Nobel de médecine, qui a déclaré « *difficile à comprendre et à admettre que des médecins et des chercheurs apportent par leur présence une caution morale à un pays où règne l'assassinat et la torture* ».

CARNET

Naissances

— Michel et Anne-Marie PIN ont la joie d'annoncer, avec Marianne, la naissance de

Raphaëlle,

le 22 avril 1978 à Paris.

Décès

— Montouliers, Muret, Paris, Dijon.

Mme Pierre Cabanes,
M. et Mme Jean-Claude Cabanes et leurs enfants,
Le professeur et Mme Michel Broyer et leurs enfants,
Le docteur et Mme Lionel Chauve et leurs enfants,
M. et Mme Jean Cabanes et leurs enfants,
M. et Mme Eugène Cabanes et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre CABANES,

rappelé à Dieu à l'âge de soixante-dix ans.

Les obsèques ont eu lieu à Montouliers, le samedi 29 avril 1978.

— M. Daniel Cans,
Le docteur et Mme Philippe Jacot et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Verunica et leur fille,
M. Philippe Cans,
M. et Mme Roger Cans et leur fils,
font part du décès de

Mme Daniel CANS,
née Laure Pinhède,

leur épouse et mère, survenu le 3 mai 1978.

La cérémonie religieuse aura lieu samedi 6 mai, à 9 heures, au temple de l'Eglise réformée, 3, rue Hoche, à Versailles.

23, rue de la Bonne-Aventure, 78000 Versailles.

— Mme René Farines,
M. et Mme Jean Farines et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. René FARINES,
président-directeur général de la Société Europierre,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance,

survenu le 27 avril 1978, à Lyon, à l'âge de soixante-six ans.

Les obsèques ont été célébrées le 2 mai 1978, en l'église Saint-Pierre de Besançon.

59, rue des Granges, 25000 Besançon.

— M. et Mme Jacques Hentschel, leurs enfants et petite-fille,
M. et Mme Jean Hentschel, leurs enfants et petit-fils,
M. et Mme Edouard Jaupart et leurs enfants,
M. et Mme Hervé Petit-Dutaillis,
M. et Mme Georges Petit-Dutaillis,
Mme André Sayn,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Albert HENTSCHEL,
née Charlotte Petit-Dutaillis,

survenu le 2 mai 1978, à Neuilly-sur-Seine, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée dans l'intimité familiale le vendredi 5 mai 1978, à 9 heures, en l'Eglise Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Grenoble, Paris.
M. et Mme Albert, Charles Jacquet et leur fils Serge,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Albert JACQUET,
née Germaine Kuhry,

survenu le 30 avril 1978.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

62, rue Brancion, 75015 Paris.

— Mme veuve Joseph Marcus,
Mlle Ariette Marcus,
M. et Mme Philippe Gutmann et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Blanc et leur fils,
Mme Riveline et Me Riveline,
ont la grande douleur de faire part du décès de leur belle-fille, mère, grand-mère, sœur et belle-sœur,

Mme veuve Robert MARCUS,
née Georgette Krekovitch,

survenu le 3 mai 1978, dans sa soixante-douzième année.

Les obsèques auront lieu vendredi 5 mai 1978, à 14 h. 30 précises. On se réunira à la porte principale du cimetière du Montparnasse.

— Madeleine Moget, son épouse,
Béatrice et Jean-Loïc Baudet,
Michèle Moget,
Dominique et Jean-Pierre Cohen, ses enfants,
Jean-Christophe, Fabienne, Jérôme, Sébastien, Elsa, ses petits-enfants,
Toute la famille et ses amis,
qui l'ont entouré de leur affection fidèle, ont la douleur de faire part du décès de

Jean MOGET.

Une messe sera dite en l'église Saint-Sulpice (chapelle de la Sainte-Vierge), le vendredi 5 mai, à 8 h. 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Bois-le-Roi (77).

Cet avis tient lieu de faire-part.

20, rue du Tournon, 75006 Paris.

— M. et Mme Pierre Théobald, Fabrice, Corinne, Marie-Ange,
M. et Mme Rémi Paoli, Muriel, Josick, Pierre-Henri,
M. Séverin Paoli,
Mlle Séverine Paoli,
Les familles Paoli, Rossi, Orsini, Tarramasco, Azémar,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Ange-Dominique PAOLI,
née Angeline Rossi,

leur mère, grand-mère et tante, survenu à Paris, le 1er mai 1978.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 5 mai, à Solaro di Fiumorbo (Haute-Corse).

Remerciements

— La famille du

lieutenant-colonel André POUPÉE,

profondément touchée des nombreuses marques de sympathie qui lui ont été témoignées et dans l'impossibilité de répondre individuellement, remercie très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à sa grande peine.

1, rue des Noyers, 67590 Schweighouse-sur-Moder.

Anniversaires

— Urtaca (Corse).

Le septième anniversaire du décès, le 7 mai 1971, de

Joseph-Marie BONAVITA,
agrégé de l'Université,
auteur de « U Pane Azimu » (« Contes et nouvelles de mon île »),

est rappelé à tous ceux qui gardent fidèlement son souvenir.

— Le 5 mai 1977 mourait

Lucien FEYDEL.

Pour ce premier anniversaire, une pensée est demandée à son intention.

— Pour le neuvième anniversaire de sa mort, une pensée affectueuse est demandée à tous ses amis pour

Maurice LEMOINE.

Messes anniversaires

— Le secrétariat des princes fait part de la célébration d'une messe anniversaire solennelle qui sera dite par le révérendissime abbé de Solesmes, à la mémoire de

S.A.R. le duc de PARME,

et en présence de S.A.R. Mme la duchesse de Parme, dimanche 7 mai, à 9 h. 15.

Abbaye de Solesmes (Sarthe).

Cérémonies religieuses

— Les anciens du 22e bataillon de marche nord-africain organisent, grâce à l'obligeance de S.E. Si Hamza Boubakeur, recteur de l'Institut musulman, une cérémonie à la mémoire de tous les camarades musulmans morts pour la France de 1940 à 1945, dans les champs de bataille en Afrique, en Italie et en France. L'office religieux aura lieu le vendredi 5 mai, à 14 h. 30, à la mosquée de Paris, rue Quatrefages (5e), métro Monge, autobus 67 et 89. Présence des délégations avec leurs drapeaux.

Les anciens du 22e bataillon de marche nord-africain organisent une messe à la mémoire des morts de ce bataillon, qui sera dite par le Père Jean Starcky, le samedi 6 mai 1978, à 18 h. 30, en l'église Saint-Louis-des-Invalides.

Visites et conférences

VENDREDI 5 MAI

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 15 h., devant l'église, rue Sainte-Cécile, Mme Bouquet des Chaux : « Boileau et l'église Saint-Eugène ».

CONFERENCES. — 20 h. 30 : 11 bis, rue Keppler : « Remèdes théosophiques à l'angoisse » (Loge unie des théosophes) (entrée libre).

20 h. 45, 26, rue Bergère, M. Robert Masson : « Les causes des maladies allergiques » (L'homme et la connaissance).

ARCHÉOLOGIE

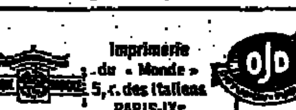
UN TRÉSOR DÉCOUVERT PRÈS DE TYR ?

Beyrouth (U.P.I.). — Les troupes israéliennes auraient découvert et emporté un trésor archéologique mis au jour fortuitement à huit kilomètres au sud-est de Tyr (sud du Liban) au cours de travaux de terrassement faits au bulldozer. C'est ce qu'annonce un journal de Beyrouth, qui précise que ce trésor, trouvé dans une tombe, comprend des objets en or, en argent et en bronze ainsi que des statuettes et des pièces en céramique.

Selon un journal libanais, les objets dateraient de l'époque d'Hiram, le roi phénicien qui, au dixième siècle avant notre ère, a procuré à Salomon le bois de cèdre nécessaire à la construction du temple de Jérusalem. Un monument, dit « tombe d'Hiram », est d'ailleurs situé près de l'endroit de la découverte.

Interrogé sur cette affaire, l'émir Maurice Chehab, directeur général des antiquités libanaises, a fait remarquer que la zone entourant la « tombe d'Hiram » est effectivement riche en vestiges archéologiques, mais que le monument lui-même est de l'époque romaine (et donc postérieur de mille ans environ à Hiram). L'émir Maurice Chehab a également précisé que les vestiges de cette zone sont en général d'un intérêt moyen mais que la destruction, par les Israéliens, d'un seul d'entre eux, ou la réalisation par ceux-ci de fouilles nouvelles seraient suffisantes pour que le Liban porte plainte contre Israël devant les Nations unies. Cette plainte serait beaucoup plus énergique, bien évidemment, si cette affaire de trésor était confirmée.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire des journaux et publications : no 57437.

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 064



HORIZONTALEMENT

I. Un contretemps n'est pas fait pour l'arrêter. — II. Découragent des maîtres ; Arrive à bon port. — III. Participe ; Qu'on ne saurait raisonnablement réclamer. — IV. Allège considérablement ; Extrait de Ravel. — V. Points ; Entrer dans la chicane. — VI. Etait familier à Cincinnatus ; Sont mesurés aux intelligences précoces. — VII. Tendu en guise de sacrifice ; Fait faire la grimace quand il est élevé. — VIII. A souvent rapproché l'homme de la bête. — IX. N'agit pas à la légère ; Ce qu'il reste de nombreuses promesses. — X. Ses parties sont rarement égales ; S'opposent. — XI. Bien reçus.

VERTICALEMENT

1. L'éternel retour ; Ne laisse pas échapper. — 2. Marche souvent au pas ; Devise. — 3. Pronom ; Surveillées par des cerbères. — 4. On devait la consulter à longueur de journée ; Porte des lunettes. — 5. Son invention connut un développement impressionnant ; En soie. — 6. Evoquent un ancien Empire ; Vérifiés. — 7. Fait défaut au Sahel ; Travaille dans les champs. — 8. Démentirent ; Ne s'embarqua pas sans espèces. — 9. Titres anciens ; S'usaient les genoux dans les Rocheuses.

Solution du problème n° 2 063

Horizontalement

I. Epée ; Amer. — II. Louve ; Otà. — III. Ou ; Aspics. — IV. Classés. — V. Ue ; Eon ; Or. — VI. Arrêts. — VII. Iode ; Toit. — VIII. Enormes. — IX. Nantie ; Râ. — X. Ers [lentilles]. — XI. Dévisagés.

Verticalement

1. Elocution. — 2. Poule ; Ave. — 3. Eu ; Aden. — 4. Evasèrent. — 5. Essor ; Oies. — 6. Pénétrera. — 7. Mois ; Tom. ; S.G. — 8. Etc ; Osier. — 9. Raser ; Tsars.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 4 mai à 0 heure et le vendredi 5 mai à 24 heures :

La dépression qui s'étendait jeudi matin de l'Espagne à l'Irlande se déplacera vers le nord-est, et elle se situera vendredi sur la France. Sur sa face orientale, un courant de sud très humide et relativement chaud donnera un temps très nuageux avec de nombreuses pluies qui prendront souvent un caractère souvent orageux.

Les précipitations seront parfois intenses, notamment dans les régions s'étendant de la Méditerranée au Massif Central et au sud des Alpes. Les orages, assez nombreux, seront localement violents et accompagnés de fortes rafales de vent.

Ce mauvais temps, qui traversera la plus grande partie de notre pays d'ouest en est, affectera encore vendredi soir les régions s'étendant de la Provence à l'Alsace et à l'est du Bassin parisien.

A l'arrière, les vents tourneront à l'ouest, puis au nord-ouest, et les températures amorceront une baisse sensible. Les nuages resteront d'abord abondants, donnant des averses parfois orageuses, mais quelques éclaircies apparaîtront par place, notamment près des côtes de l'Atlantique.

Le jeudi 4 mai, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 011,6 millibars, soit 758,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 3 mai ; le second, le minimum de la nuit du 3 au 4) : Ajaccio, 17 et 8 degrés ; Biarritz, 20 et 14 ; Bordeaux, 19 et 11 ; Brest, 18 et 9 ; Caen, 20 et 10 ; Cherbourg, 18 et 10 ; Clermont-Ferrand, 20 et 7 ; Dijon, 19 et 10 ; Grenoble, 21 et 10 ; Lille, 17 et 7 ; Lyon, 21 et 10 ; Marseille, 18 et 12 ; Nancy, 18 et 9 ; Nantes, 20 et 10 ; Nice, 17 et 10 ; Paris-Le Bourget, 19 et 11 ; Pau, 19 et 12 ; Perpignan, 19 et 9 ; Rennes, 20 et 10 ; Strasbourg, 18 et 9 ; Tours, 19 et 8 ; Toulouse, 18 et 12 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 26.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 22 degrés ; Amsterdam, 12 et 5 ; Athènes, 23 et 13 ; Berlin, 16 et 3 ; Bonn, 18 et 6 ; Bruxelles, 17 et 8 ; Iles Canaries, 23 et 16 ; Copenhague, 18 et 6 ; Genève, 17 et 10 ; Lisbonne, 16 et 8 ; Londres, 18 et 11 ; Madrid, 14 et 10 ; Moscou, 15 et 11 ; New-York, 17 et 15 ; Palma-de-Majorque, 22 et 9 ; Rome, 19 et 11 ; Stockholm, 13 et 0.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du jeudi 4 mai 1978 :

DES DECRETS

● Portant relèvement du salaire minimum de croissance en métropole et dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion.

loterie nationale — Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TERMINAISON	FINALES et NUMEROS	GROUPES	SOMMES A PAYER (F.)
1	1	tous groupes	50
	2 731	tous groupes	2 550
	09 591	tous groupes	10 050
	17 861	groupe 2	10 050
		autres groupes	2 050
	32 171	tous groupes	10 050
	79 931	tous groupes	10 050
	91 331	tous groupes	10 050
2	352	tous groupes	200
	17 862	groupe 2	10 000
		autres groupes	2 000
	33 172	tous groupes	10 000
3	03	tous groupes	200
	433	tous groupes	200
	8 493	tous groupes	1 000
	17 863	groupe 2	10 000
		autres groupes	2 000
	46 323	tous groupes	10 000
4	84	tous groupes	100
	17 864	groupe 2	10 000
		autres groupes	2 000
5	95	tous groupes	100
	355	tous groupes	200
	475	tous groupes	200
	4 115	tous groupes	1 000
	6 825	tous groupes	1 000
	9 755	tous groupes	1 000
	17 865	groupe 2	10 000
		autres groupes	2 000
	16 715	groupe 3	100 000
		autres groupes	2 000
6	76	tous groupes	100
	786	tous groupes	500
	4 136	tous groupes	1 000
	15 886	tous groupes	10 000
	17 866	groupe 2	10 000
		autres groupes	2 000
	06 146	groupe 1	100 000
		autres groupes	2 000
7	7	tous groupes	50
	6 527	tous groupes	1 050
	17 867	groupe 2	10 050
		autres groupes	2 050
7	59 987	tous groupes	10 050
8	538	tous groupes	200
	748	tous groupes	200
	0 598	tous groupes	1 000
	5 048	tous groupes	1 000
	17 868	groupe 2	10 000
		autres groupes	2 000
	65 598	tous groupes	10 000
9	199	tous groupes	200
	0 929	tous groupes	2 500
	83 029	tous groupes	10 000
	00 799	groupe 5	100 000
		autres groupes	2 000
	66 789	groupe 4	100 000
		autres groupes	2 000
	17 869	groupe 2	2 000 000
		autres groupes	20 000
0	70	tous groupes	100
	040	tous groupes	200
	970	tous groupes	300
	1 340	tous groupes	1 000
	9 100	tous groupes	1 000
	13 260	tous groupes	10 000
	17 860	groupe 2	10 000
		autres groupes	2 000
	54 210	tous groupes	10 000
	39 970	groupe 2	100 300
		autres groupes	2 300

TRANCHE DU MUGUET
TIRAGE DU 3 MAI 1978
PROCHAIN TIRAGE
LE 10 MAI 1978
78 à PARIS (8ème) Espace Cardin 22è

LOTO — TIRAGE No 18 : 17 19 27 28 30 40 — NUMERO COMPLEMENTAIRE 48

PROCHAIN TIRAGE LE 10 MAI 1978 VALIDATION JUSQU'AU 9 MAI APRES-MIDI

Transports

La S.N.C.F. « ajuste » ses tarifs

Les usagers du rail, dans leur naïveté, avaient cru comprendre que l'augmentation des barèmes ferroviaires au 1er mai se résumait en un relèvement de 15 % du tarif kilométrique. La société nationale, comme elle en a l'habitude, a saisi cette occasion pour se livrer, subrepticement, à d'autres « ajustements » tarifaires.

Ainsi, tout récemment, au moment du renouvellement de leur « carte d'abonnement à libre circulation », les voyageurs ont eu la désagréable surprise de constater que son prix avait été relevé de... 25 %, tout comme la carte demi-tarif. La fidélité au rail se paie très cher...

Pour la S.N.C.F. les choses sont très claires : ces cartes étaient trop bon marché. Leur prix est, en effet, calculé sur un nombre moyen de déplacements. Or, ce nombre ayant augmenté, il convenait de corriger la distorsion entre l'utilisation de ces titres de transport et leur coût, en clair de relever le forfait consenti.

Dans la foulée, la S.N.C.F. en a profité pour supprimer les billets « bon dimanche » (réduction de 30 %) et « fin de semaine » (réduction de 20 %) vendus au départ de Paris et de certaines grandes villes de province pour des gares situées dans un rayon de 80 à 100 kilomètres.

Là encore, la société nationale affiche sa bonne conscience. Ces facilités tarifaires étaient, paraît-il, peu utilisées par les voyageurs, peut-être parce que mal connues. D'autre part, ces clients au rabais encombraient certains trains occupés par des clients plein tarif.

Vraiment la S.N.C.F. a de bien curieuses manières de se comporter à l'égard de sa clientèle. La vérité ne serait-elle pas toujours bonne à dire, surtout lorsqu'il s'agit de la *« vérité des prix »* ?

J.-J. B.

Éducation

Les centres d'information et d'orientation de l'académie de Paris

Voici la liste des centres d'information et d'orientation (scolaire et universitaire) de l'académie de Paris, où le public peut consulter un conseiller d'orientation :

— *1er, 2e, 3e et 4e arrondissement* : mairie du 3e, 2, rue Spuller, tél. : 887-56-20 ;

— *5e arrondissement* : INETOP, 41, rue Gay-Lussac, tél. : 033-83-94 ;

— *6e arrondissement* : mairie, 78, rue Bonaparte, tél. : 325-94-21 et 633-89-24 (section scolaire) ; 16, rue Suger, tél. : 325-14-82 (antenne universitaire) ;

— *7e arrondissement* : mairie, 116, rue de Grenelle, tél. : 551-79-10 ;

— *9e et 10e arrondissement* : 11, rue des Ecluses-Saint-Martin (10e), tél. : 206-27-27 ;

— *11e arrondissement* : mairie, place Léon-Blum, tél. : 700-54-02 et 700-01-39 ;

— *12e arrondissement* : 70, rue de Picpus, tél. : 345-70-27 ;

— *13e arrondissement* : mairie, place d'Italie, tél. : 331-19-53 et 336-21-54 ;

— *14e arrondissement* : annexe mairie, rue Mouton-Duvernet, tél. : 639-51-70 et 168, boulevard du Montparnasse, tél. : 325-60-20 ;

— *15e arrondissement* : mairie, 31, rue Péclet, tél. : 828-02-96 et 828-02-32 ;

— *16e arrondissement* : mairie, 71, avenue Henri-Martin, tél. : 504-18-11 ;

— *17e et 8e arrondissements* : mairie du 17e, 16, rue des Batignolles, 75840 Paris Cedex 17, tél. : 522-55-95 ;

— *18e arrondissement* : 97, rue Championnet, tél. : 606-56-59 ;

— *19e arrondissement* : 15-17, rue Henri-Ribière, tél. : 607-38-42 ;

— *20e arrondissement* : 9, rue Henri-Poincaré, tél. : 636-79-82.

Il est prudent de téléphoner pour s'assurer des jours et heures d'ouverture. Pour connaître les adresses des C.I.O. de chaque département, il est possible de se renseigner dans les mairies et les établissements scolaires.

Service national

LES INCORPORATIONS A COMPTER DU 1er JUIN

Le service d'information et de relations publiques des armées précise que la fraction de contingent incorporable à compter du 1er juin 1978 comprendra :

— les jeunes gens dont le sursis ou le report d'incorporation arrivera à échéance le 1er juin 1978 ;

— les jeunes gens volontaires pour être appelés le 1er juin 1978 et qui, à cet effet, ont, avant le 1er avril 1978, déposé une demande d'appel avancé ou fait parvenir leur résiliation de sursis ou de report d'incorporation ;

— les jeunes gens non titulaires d'un sursis ou report d'incorporation nés au plus tard le 27 mai 1959, recensés avant les première et deuxième tranches trimestrielles de la classe 1979.

Toutefois ceux de ces jeunes gens qui seront destinés à la marine et qui ont accepté un décalage de leur appel seront incorporés, dans la limite des besoins, à partir du 3 juillet 1978.

Ceux qui désirent servir outre-mer ou être affectés dans la formation de l'armée de terre ou de l'armée de l'air de leur choix peuvent obtenir la certitude de recevoir satisfaction, dans la limite des places disponibles, en contractant un engagement d'au moins dix-huit mois (s'adresser au corps de troupe ou base aérienne désiré ou au centre de documentation de l'armée de terre ou à l'antenne de documentation Air le plus proche, dont la gendarmerie peut fournir l'adresse).

Les jeunes gens qui se considèrent comme les soutiens de leur famille et qui n'ont pas été dispensés peuvent demander l'attribution d'allocations d'aide sociale pendant la durée de leur service actif (s'adresser à la mairie). En outre, ceux dont l'épouse est enceinte lors de leur appel peuvent obtenir que cet appel soit différé jusqu'à la naissance de l'enfant (s'adresser au bureau du service national).

Salon

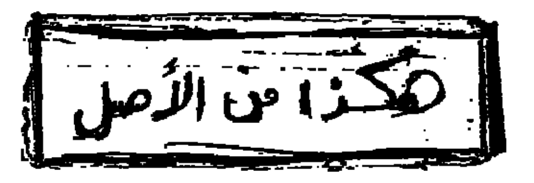
● *Le Salon de Paris se tiendra du 5 au 15 octobre 1978.* — Le soixante-cinquième Salon de l'automobile et du motocycle de Paris aura lieu du 5 au 15 octobre 1978 au Parc des expositions de la porte de Versailles.

Il comprendra les sections suivantes couvrant 115 000 m2 :

Voitures particulières avec leurs équipements et accessoires ; véhicules industriels avec leurs carrosseries spéciales et leurs équipements ; motocycles (à l'exclusion des cyclomoteurs).

La dernière exposition des véhicules industriels date de 1974. En 1977 les voitures particulières n'ont pas été présentées.

Désormais, voitures et véhicules industriels exposeront donc tous les deux ans les années paires. Tous les deux ans les années impaires auront lieu le Salon du cycle et du motocycle et le Salon Equip'auto.





Joseph Delteil ou l'éloge de la folie

L'écrivain Joseph Delteil, un des auteurs — connus - méconnus — les plus singuliers de la littérature contemporaine, est mort le mois dernier à Montpellier, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans (1). Alain Ferrari, qui l'a bien connu, nous a adressé ce témoignage.

RARES, dans notre vingtième siècle, sont les livres inspirés. Nous pouvons les compter sur les doigts d'une main. Je placerai parmi eux *Jésus II* et *François d'Assise*, qui semblent avoir été écrits dans les transes, et sous la dictée. Provoqués, mais aussi provocants, provocateurs : ces bouquins enfantins sont des bouquins de combat. Ils cherchent — tel l'*Hypérion* d'Hölderlin — à mobiliser l'individu. N'entendez-vous pas leur appel ? Au moins, ne pouvez-vous les lire assis, sagement, au coin du feu, au creux d'un lit. Il vous faut, après plusieurs pages, vous lever, bouger, saisir les phrases à pleines mains, déclamer à pleine bouche des chapitres entiers. Vous voici plus vif, plus gai, plus homme enfin. Des mots, de simples mots — mais pas débarbouillés, hirsutes, débridés, des mots venus d'ailleurs, du moi profond, et liés par des fils multiples, des rapports mystérieux, au visible et à l'invisible — ont réussi à mettre en route non seulement votre cervelle, mais toute la machine de votre corps.

Celui qui a chanté, à travers tant de biographies passionnées, l'étroit embrasement du rêve et de l'action se devait, un jour ou l'autre, de préciser ainsi son rôle d'écrivain. « De l'art à l'homme », voilà le chemin. C'est la voie des grands créateurs de ce temps. Chaplin, par exemple. Il y a une saison pour l'amusement, la cabriole, pour la découverte et l'affirmation de soi. On joue avec le public comme le chat avec la souris, comme le matador avec le taureau. Il y a une saison, enfin, pour l'apostolat, les prises de position nettes, la jolie croisade, voire le prêche. Au discours du barbier juif dans *le Dictateur* correspondent les dernières œuvres romanesques de Delteil. Servir à quelque chose, être utile aux hommes ! A partir de *Jésus II*, il s'agit pour Delteil de pousser le lecteur dans ses derniers retranchements, de lui lancer une invitation pressante. Invitation à lutter contre le mal — hypocrisie et guerres. Invitation à la « vraie vie ».

Jésus II et *François d'Assise* sont deux manuels donc, deux manuels de la « vraie vie » selon Delteil. Le premier : court, fulgurant, génial. Le second : davantage serein, « réaliste », dévidant avec ampleur l'écheveau d'une vie, de l'enfance à la mort. Delteil s'y montre un grand visuel. Dans le dernier chapitre — le plus beau sans doute de notre auteur, — je note : de François, malade et épuisé, réfugié chez les clarisses, « *le pauvre aveugle ne voyait rien, qu'un jeu de coiffes* ». Plus loin : « *Il se gava de figues, on ne sait pourquoi.* »

(1) Voir l'article de Paul Morelle dans le *Monde* du 13 avril 1978.

Ce trait quasi-naturaliste annonce la mort de François. Il m'évoque l'art du Moyen Age, et l'ultime séquence de *Monsieur Verdoux* (le verre de rhum du condamné). Plus loin encore : « frère Jacqueline » arrive à la Portioncule pour assister François dans ses derniers instants. Elle porte un large panier. D'un regard, François, qui agonise, la remercie. Il la remercie d'avoir exaucé son vœu, de lui avoir apporté, en cette heure suprême, « *une truite arc-en-ciel... un brin de persil bien feuillu.* » Jacqueline, sans mot dire, tire de son cabas « *un linceul de cilice, le coussin pour la bière, la cire à cierges, l'encens* ». Je ne peux lire cette page sans pleurer.

Mais j'ai quelque coupable préférence pour ce sacré *Jésus II*, si méprisé par la critique (1947), si prophétique : d'aucuns y voient aujourd'hui une prémonition de mai 1968 un lucide tableau de cette seconde moitié du siècle. De quoi s'agit-il ? D'une réhabilitation du fou. « *J'appelle fou*, annonce Delteil, *qui dans ce monde artificiel reste naturel.* » Le fou est aussi homme d'action : il fait ce qu'il rêve de faire. « *Impossible n'est pas fou !* » Que veut dire ? Attention, danger !

ALAIN FERRARI.

(Lire la suite page 13.)

VIENNE ET WITTGENSTEIN

● *Un véritable hara-kiri intellectuel.*

CONTRAIREMENT à ce que son titre pourrait suggérer, le *Tractatus logico-philosophicus* n'est pas l'ouvrage d'un alchimiste du quinzième siècle, mais l'une des œuvres les plus importantes de la philosophie du vingtième. Publié en allemand en 1921, traduit en anglais dès 1922, il n'est accessible en français que depuis 1961.

Il est peut-être la fin de la philosophie, un véritable hara-kiri intellectuel, puisque Ludwig Wittgenstein y démontre, à partir d'une reconstruction logique du langage, l'impossibilité de formuler des propositions d'ordre métaphysique et d'assurer à la morale ou à l'esthétique des fondements intellectuels.

Les philosophes britanniques considèrent donc Wittgenstein comme l'un des leurs. Il est habituel en Grande-Bretagne d'analyser les propositions du type « *Je pense donc je suis* » comme des calembours philosophiques particulièrement pervers ou sophistiqués. Pourtant, avant de vivre à l'université de Cambridge en universitaire taciturne, austère, amateur de musique et de vieux westerns, Wittgenstein est né autrichien en 1889.

C'est justement l'importance de son milieu viennois d'origine pour la formation de sa pensée qu'entreprennent de restituer Allan Janik et Stephen Toulmin dans *Wittgenstein, Vienne et la modernité*, livre éblouissant d'intelligence et de clarté. Janik et Toulmin pensent que Wittgenstein a été, d'une certaine façon, récupéré et déformé par les Britanniques.

La Vienne des années 1900, capitale d'un empire multinational sur le point d'éclater ; ce n'est pas seulement des valses et des pâtisseries. C'est aussi l'une des civilisations les plus brillantes d'Europe. C'est également l'hypocrisie bourgeoise, l'hystérie sexuelle des patients de Freud. Cette capitale est le lieu d'une réaction intellectuelle et artistique austère contre la culture baroque et boursouflée de l'empire des Habsbourg.

Arnold Schönberg cherche, par la composition dodécaphonique, à simplifier l'harmonie trop complexe de Strauss, Reger ou Mahler. Adolf Loos veut dépouiller l'architecture de l'ornementation proliférante qui fait ressembler les habitations bourgeoises à des boutiques de brocanteurs. Même mouvement vers le dépouillement chez des peintres, des écrivains, des critiques littéraires. Pour Janik et Toulmin, le *Tractatus* fait partie de cette réaction puritaine. Il rejette l'argumentation métaphysique, morale et esthétique, comme d'autres œuvres rejettent l'ornementation gratuite. Tout chez Wittgenstein suggère une volonté d'ascétisme : ainsi l'usage qu'il fait de sa fortune, largement distribué aux artistes et aux intellectuels.

En Grande-Bretagne, le refus de la métaphysique et des jeux du langage philosophique est surtout l'effet d'une tendance naturelle au « bon sens » de la culture nationale. Moore, Russell, Ayer, tous — à des degrés divers — critiques du langage philosophique, ne sont, au fond, que les traducteurs techniques de l'attitude spontanée des intellectuels d'outre-Manche, instinctivement hostiles à l'obscurité savante. La civilisation germanique favorise, au contraire, les jeux du langage. Elle a la passion de l'argumentation métaphysique, reflet d'une formidable anxiété. Les Britanniques, eux, ne font pas de métaphysique parce qu'au fond cela ne les intéresse pas ; leur attitude trahit une certaine tranquillité d'esprit.



★ Dessin de LEVINE.

Le *Tractatus* ressemble plus à un arrangement douloureux qu'à un mépris naturel de l'obscurité philosophique. Chez Wittgenstein, le refus de la métaphysique a la qualité psychologique d'un suicide, hypothèse confirmée par l'histoire tragique de sa famille, puisque ses trois frères aînés ont mis fin volontairement à leurs jours. Humainement, Wittgenstein est plus l'héritier de Kirkegaard et de Schopenhauer que de Locke et de Hume. A Cambridge, il conseillera à ses étudiants d'abandonner simplement la philosophie.

Ce qui intéressait Wittgenstein, ce n'était pas tellement la logique pour elle-même, mais la définition des frontières du langage, pour sentir, contempler au-delà de ces limites l'indicible.

Le Tractatus s'achève par une phrase étrange, que comprennent mal les empiristes britanniques : « *Ce dont on ne peut parler, il faut le taire.* »

EMMANUEL TODD.

★ *WITTGENSTEIN, VIENNE ET LA MODERNITE*, d'Allan Janik et Stephen Toulmin, traduit de l'américain par Jacqueline Bernard, Presses Universitaires de France, collection « Perspectives critiques », 239 p.

NOUVEAUTÉS

LE COQ DE BRUYERE. — *Michel Tournier glisse, dans ce recueil de contes et de récits, ses thèmes favoris ; par exemple : l'Ogre du Petit Poucet était-il un hippie ?* (Gallimard, 312 pages, 49 F.)

JEANNE GUYON. — *Françoise Mallet-Joris livre le bilan de dix années de recherches et d'études sur Jeanne Guyon, écrivain passionné de la fin du dix-septième siècle, qui haranguera les foules et passera dix ans à la Bastille. Une main tendue à travers les siècles.* (Flammarion, 586 p., 75 F.)

ARABIES. — *Au cours d'une série d'entretiens avec Mirèse Akar, Jacques Berque, professeur au Collège de France, décrit, à travers les étapes cruciales de sa vie, les chatoiements du monde arabe.* (Stock, 312 p., 39 F.)

LES FEMMES DE LA PLUIE. — *En même temps que* la Dépêche *(Balland), Suzanne Prou donne ce roman nostalgique, où la saison des pluies enferme une petite communauté d'Européens en Extrême-Orient dans le simulacre d'un passé révolu.* (Calmann-Lévy, 192 p., 39 F.)

EUMESWIL. — *Ernst Junger renoue ici avec l'utopie et le symbolisme d'Heliopolis. Le « second Faust » du grand écrivain allemand.* (La Table Ronde, 416 p., 63 F.)

LE DON DE HUMBOLDT. — *Le plus autobiographique des romans de Saül Bellow, prix Nobel de littérature en 1976.* (Flammarion, 504 p., 50 F.)

« Nuit glacée », votre histoire d'amour

● *Pa Kin, un grand romancier chinois proche de Fitzgerald et d'Hemingway.*

ON commence à parler de Pa Kin en France, et c'est plus que justice. Parce que Pa Kin est, avec Lu Hsun et Mao Dun (*Minuit* a été publié en 1972) l'un des romanciers chinois les plus importants du deuxième tiers de ce siècle. Parce qu'il a été à trois reprises jeté aux oubliettes par le régime en place : du temps du Kouomintang ; tout de suite après l'arrivée des communistes au pouvoir ; au plus fort de la révolution culturelle enfin — et parce qu'il a survécu et que le gouvernement chinois actuel a fini par lui rendre la place qui lui est due. Pourquoi encore ? Etiemble a préfacé son livre — c'est une garantie [rien de ce qui est Etiemble ne nous est indifférent —] et quelques intellectuels européens bien inspirés ont même proposé, il y a quelque temps, de lui décerner le prix Nobel. Enfin, nous sommes si friands de (re) découvertes, qu'un écrivain à peu près ignoré dont on peut dire, d'un coup, qu'il tient une place majeure parmi les romanciers de sa génération, du Brésil au Japon, Terre-de-Feu comprise, c'est un plaisir qu'on se donne avec une certaine délectation, entre gens de littérature.

Et toutes ces raisons sont bonnes : on parle enfin de Pa Kin, bravo ! On traduira peut-être un jour sa grande trilogie, *la Famille*, encore bravo ! Mais que la forêt ne nous fasse pas oublier l'arbre, la gloire bien méritée de l'auteur, la beauté fulgurante et douloureuse du livre qui nous est aujourd'hui offert. Dire que *Nuit glacée* est un chef-d'œuvre ? Si le chef-d'œuvre est aussi le livre qui nous atteint au plus profond, au plus sérieux de nous-même, le morceau de vérité, la tranche de vie, le cri d'amour et de désespoir qui vous donne envie, à vous aussi, de crier — et puis, à la fin quand même, d'aimer — alors, *Nuit glacée* est bien de ces chefs-d'œuvre-là. L'un de ces romans qu'on referme en se disant que l'amour c'est plus beau que l'amour. Que les petits riens de tous les jours, mais rien : un homme qui tousse, une femme qui l'aime bien mais qui supporte mal tout cela — l'eau bouillante qu'on boit parce qu'on n'a plus de thé, la belle-mère jalouse, rien quoi, ce qu'il faut tenter de vivre — ça peut vous faire une histoire à vous tuer de désespoir, avec rien au bout, sinon l'espoir. Comme les dernières lignes de *Tendre est la nuit* ou de *l'Adieu aux armes* : il ne reste vraiment rien, et, pourtant, on a envie d'essayer encore de croire.

PIERRE-JEAN RÉMY.

(Lire la suite page 13.)

Lorelei, de Maurice Genevoix

TENDRE QUI-VIVE

LA vie rend à Maurice Genevoix l'amour qu'il lui porte, en lui assurant une vieillesse spectaculairement féconde et renouvelée. A quatre-vingt-cinq ans passés, et un demi-siècle après son Goncourt, l'auteur de *Raboliot* a étonné, en 1976, en donnant à ce qui se voulait un adieu — *Un jour* — l'allégresse très moderne d'un hymne au monde sensible. Voici maintenant que, à l'âge où d'autres gémissent et s'affolent, il publie le roman de formation le plus juvénile de la saison, frémissant comme un premier livre, et doublé d'un document d'époque : le regard que les jeunesses allemande et française portaient sur leurs natures et leurs cultures respectives à la veille de 1914.

De Jean Mistler et Marcel Brion à Michel Butor et Michel Tournier, il existe chez nous une riche tradition du voyage initiatique outre-Rhin. Le séjour en Forêt-Noire que raconte *Lorelei* n'est pas celui d'un futur germaniste érudit et captivé, mais d'un bachelier du Val-de-Loire, Julien, seulement soucieux de se perfectionner dans la langue de l'« ennemi héréditaire ».

Sa découverte d'amateur n'en est que plus prenante. Les sens et les sentiments y jouent le rôle habituel des livres. L'amitié, en particulier, guide les regards. Un étudiant de Heidelberg, Gunther, prend dans le cœur de Julien la place qu'y tenait avant le voyage la douce Blonde. Rien là d'ambigu. Plutôt le symbole de la fascination-répulsion que les deux pays ont toujours éprouvée l'un pour l'autre. D'un côté, le Teuton romantique à la joue balafrée et au regard de glace, à la fois nocturne et réaliste, à la « stimmung » divagante, impérieuse ; de l'autre, le petit cartésien des bords de Loire, que le délire farouche des Novalis, des Kleist et des Hölderlin, sans l'envahir, laisse vide, en dérive.

A travers des balades à vélo d'étudiants en vacances, et juste ce qu'il faut de stéréotypes, les génies des deux pays reprennent vis-à-vis l'un de l'autre leur vieille danse amoureuse et inquiète... en attendant (car, bien sûr, on ne pense qu'à 1914 tout proche) de se mettre en joue...

LES différences entre les deux nations ne tiennent pas seulement aux mentalités. D'un bord du Rhin à l'autre, le paysage change d'âme. Il faut toute la finesse descriptive de Maurice Genevoix pour percevoir et suggérer ce qui distingue les rivages du Main de ceux de la Loire. Les feuillages des arbres de même essence semblent différer. On dirait qu'en France la nature se laisse embrasser du regard et de la raison, gageant une certaine harmonie immanente, au lieu qu'au pays de Werther elle cesse d'être « en face », elle enveloppe l'homme, impose une communion ineffable et bientôt désespérée.

par Bertrand Poirot-Delpech

L'expérience du jeune Julien apparaît comme la réplique intuitive, limitée, des réflexions de spécialiste sur l'Allemagne romantique : on songe notamment à celles de Marcel Brion, dont va paraître sous peu le deuxième tome consacré au *Voyage initiatique*. (Albin Michel.)

MAIS *Lorelei* ne se limite pas à un roman de la dissemblance franco-allemande. C'est d'abord un livre de l'éveil. Qu'elle soit allemande ou française, la nature met les personnages dans une extase tout adolescente. La moindre irisation de lumière leur semble une caresse, un ruissellement. Un verre de cidre aux pêches, la coulée de l'air frais sur les fronts après les côtes à vélo, cet été où ils se sentent plongés « jusqu'au cou », tout leur est dégustation.

Pour faire partager ce baptême lustral, Maurice Genevoix se surpasse dans l'art de l'instantané. Un rayon traverse des branches, un essieu craque contre une ornière, des lointains ou des voix perdues dessinent les lignes de fuite et le tableau est campé, dans sa perfection fugitive et comme dédiée à celui qui en jouit. Jusqu'aux termes un peu rares — personnellement, j'ai appris cette fois-ci *frouements, foulques, bourdaines* et *grisoler* — qui associent les plaisirs de la chasse aux mots à ceux de la promenade en sous-bois.

L'APPROCHE de 1914, en fond de décors, renforce l'intensité des moments de plaisir. Quelque danger ne messied pas à la volupté de l'éphémère. Les avant-guerres rayonnent toujours d'on ne sait quelle beauté supplémentaire, celle des fins de bal guettées par l'aube, des dernières valses sous les lustres, de toute menace.

Avant de troquer le canotier de la Belle Epoque contre le casque de poilu, et les guinguettes contre les tranchées, les jeunes gens de *Lorelei* se saoulent du bonheur de vivre. La vue d'un bébé cygne dans le Neckar suffit à les transporter d'aise. « *Qu'on est bien ! On vit !* », clame l'un. « *On se sent fondre*, jubile l'autre, *toute la chair devient âme et toute l'âme devient chair !* » Cette boulimie sensorielle et le fait d'« *exulter* » — maître mot du livre — ne sont pas loin de se changer en lucidité, en véritable certitude.

CETTE sensibilité de feuille au vent appartient en propre à Maurice Genevoix. Mais encore fallait-il retrouver l'exact tremblement qui définit l'adolescence. L'auteur y parvient sans une fausse note. On dirait vraiment un premier livre. Les êtres y ont la susceptibilité palpitante qu'on garde rarement après la vingtième année, les brusqueries de chatons au panier, d'oisillons chamailleurs, la propension aux élans, aux retraits soudains, l'inaptitude à l'indifférence, ce rire au bord des larmes que va couvrir atrocement le canon...

Que cette espèce de *tendre qui-vive* soit réinventé par un écrivain qui en a passé quatre fois l'âge tient du prodige, et ajoute à notre ravissement.

★ LORELEI, de Maurice Genevoix, le Seuil, 236 p., 42 F.

la vie littéraire

Ecrit pour Jankélévitch

Les élèves de Vladimir Jankélévitch seraient-ils nostalgiques ? Les voilà qui remettent une nouvelle dissertation... On ne saurait les en blâmer : *Ecrit pour Jankélévitch*, réalisé sous la direction de Brigitte Imbert-Vier et publié chez Flammarion, est un livre alerte et élégant. Tandis que Catherine Clément salue le rhapsode, Michel Serres, venu renforcer la troupe des disciples, trouve dans la thermodynamique un contrepoint à la réflexion existentielle du philosophe musicien, qui lui inspire cet aphorisme : « *Ça marche parce que ça ne marche pas.* » Puisse cet hommage contribuer à faire connaître une des pensées les plus attachantes de notre temps. — M. C.

Les Editions sociales se plaignent du Festival de Nice

Les Editions sociales viennent de se voir refuser la projection, dans la salle de l'audiovisuel du Festival de Nice, du film *Monopolivre, du grand livre au petit écran*, monté par le groupe Organon (Patrick Morelli), autour duquel elles voulaient organiser « un débat pluraliste sur les problèmes du livre et de la lecture ».

M. Marc Blancpain, après avoir vu le film, l'a jugé irrecevable, comme étant « un réquisitoire contre Hachette » qui contrevient de ce fait à l'esprit du festival.

Les Editions sociales nient cette interprétation de leur spectacle et, soutenues par des écrivains et des éditeurs dont elles communiquent les signatures, envisagent de le projeter sur leur stand, où, dit M. Blancpain, elles ont la liberté, sinon la possibilité, de le faire (vendredi 12 mai, 17 h. 30). Elles le projetteront également au comité d'entreprise de *Nice-Matin* le 15 mai, à 14 h.

Quant à M. Marcel Caille, auteur de *les Truands du patronat* et de *L'assassin était chez Citroën*, il pourra présenter ses livres dans le cadre des « Journées thématiques » sur le roman policier, mais non dans le cadre des rencontres auteurs-éditeurs qui sont réservées à des écrivains couronnés par des prix littéraires.

D'Alma-Tadema à Cecil B. De Mille

En 1968, le *Suday Times* publiait un article intitulé « Le peintre qui a inspiré Hollywood » ; on y apprenait que les films à grand spectacle de Cecil B. De Mille devaient beaucoup à la vision de l'Antiquité du peintre victorien Alma-Tadema (1836-1912) et que certaines des scènes de *Cléopâtre* ou des *Dix Commandements* étaient littéralement calquées sur ses tableaux. Voilà qui aurait réjoui Sir Lawrence Alma-Tadema, lui qui aimait à dire : « Si vous voulez savoir à quoi ressemblaient les Grecs et les Romains dont vous avez fait vos maîtres pour ce qui est du langage et de la pensée, alors venez vers moi. Car je peux non seulement montrer ce que je pense, mais aussi ce que je sais. »

L'album que consacre à Sir Lawrence Alma-Tadema un historien américain, Vern Swanson, aux Editions du Chêne (144 p., 65 F), rend justice à celui qui fut considéré de son vivant comme une sorte de dieu de l'art. — R. J.

Voyages chamaniques

Particulièrement intéressée par l'ethnographie religieuse, Eveline Lot-Falck (1918-1974), titulaire de la chaire d'histoire des religions à l'Ecole des hautes études, n'eut de cesse de mieux comprendre, de mieux décrire, le chamanisme sibérien.

Aussi, les rédacteurs de l'excellente revue *Ethnographie*, fondée il y a cent dix-huit ans et publiée aux Editions Gabalda (90, rue Bonaparte, Paris), lui ont-ils dédié un numéro spécial consacré précisément aux « Voyages chamaniques » (numéro double 74-75). Ce recueil d'études très spécialisées s'ouvre sur un article important du professeur Leroi-Gourhan concernant l'existence éventuelle du chamane dans la préhistoire. Résultant d'une collaboration entre savants français, soviétiques, bulgares et mongols, ce numéro traite, entre autres, des chants chamaniques lapons, du culte du forgeron chez les Bouriates ou des noms des chamanes en mongol. Quant aux joueurs d'échecs, ils trouveront dans la contribution d'Assia Popova : *la Chevauchée nocturne du cavalier invisible*, une recherche singulière sur les origines possibles de ce jeu. R. J.

Le roman des régions

Quand la Normandie était aux Vikings (1), *Quand les rois de France étaient en Val de Loire* (2)... L'idée de cette collection revient à Pierre Miquel, qui est garant de son sérieux historique. Son but ? Saisir une région de France à un moment où son histoire est particulièrement intéressante, plus, souvent, que celle du royaume, qu'elle surpasse alors en puissance ou en rayonnement.

Ainsi, nous promet-on Toulouse au temps des comtes de Fer, le Limousin des grands intendants, la Provence du roi René et la Bourgogne des ducs. Chaque ouvrage, en somme est le roman d'une région, d'autant plus que, préférés aux historiens de profession, des écrivains d'imagination sont chargés de la tâche. Cela donne, au moins pour les deux volumes parus, d'excellents livres de civilisation (3). — G. G.-A.

(1) Michel Planchon.
(2) Claude Launay.
(3) Fayard.

Le Prix des Sept aux « Ruines de Paris » de Jacques Réda

Le Prix des Sept a été attribué pour la seconde fois, le mercredi 3 mai. Le choix du jury s'est porté sur Jacques Réda pour son livre *les Ruines de Paris* (Gallimard). (Voir l'article de Monique Pétillon dans « le Monde des livres » du 11 novembre 1977.)

Rappelons que le Prix des Sept, fondé et doté par le romancier Boris Schreiber, rapporte au lauréat 70 000 F.

Jacques Réda, qui est d'abord le poète d'*Amen*, est un écrivain qui introduit une dimension onirique dans le quotidien le plus précis (nos dernières éditions du *Monde* daté 4 mai).

vient de paraître

Romans

GASTON BONHEUR : *Le Soleil oblique*. — Les aventures contemporaines de Marceau, « soldat » de bonne foi et déserteur de l'Occident décadent. (Julliard, 408 p., 45 F).

NICOLE DE BURON : *Vas-y maman*. — Les tribulations cocasses d'une femme moderne en butte aux choses de la vie. (Flammarion, 222 p., 30 F).

Poésie

MUSTAPHA CHELBI . *La chute vers le sommet*. — Un recueil de vers d'un poète tunisien, préfacé par Etiemble. (Caractère, 7, rue de l'Arbalète, 75005 Paris ; 82 p.)

Littérature

DENIS ROCHE : *Notre antéfixe*. — Portraits de l'artiste et de sa compagne fixés grâce aux œuvres de M. Remington et de M. Niepce et en divers lieux, grâce à la rapidité des moyens de transports modernes... (Textes - Flammarion, 143 p., 45 F).

Littérature étrangère

TOM ROBBINS : *Même les cow-girls ont du vague à l'âme*. — La veine picaresque et farfelue de la jeune littérature américaine actuelle. Traduit par Philippe Mikriam Mos. (Balland, France Adel. 350 p., 55 F).

ANDRÉ BRINK : *« Un instant dans le vent*. — Par l'auteur de *Au plus noir de la nuit*, interdit en Afrique du Sud dès sa publication en 1974, qui condamnait les rigueurs de l'apartheid. Traduit de l'anglais par Robert Fauques-Duparc. (Stock, « Le cabinet cosmopolite », 320 p., 55 F).

THOMAS TRYON : *Fedora*. — L'écrivain américain, auteur notamment de *la Fête du maïs*, met en scène des stars déchues d'Hollywood. Traduit de l'anglais par Colette-Marie Huet. (Albin-Michel, 480 p., 59 F).

LEONORA CARRINGTON : *la Débutante*. — Contes et pièces de l'écrivain et peintre proche des surréalistes. Traduit par Yves Bonnefoy, Jacqueline Chenieux, Geneviève et Henri Parisot. (Flammarion, collection « L'âge d'or », dirigée par Henri Parisot. (322 p., 60 F.)

Critique littéraire

GARDNER DAVIES : *Mallarmé et le rêve d'Hérodiade*. — Cette étude resitue le poème dans le contexte de l'œuvre de Mallarmé. (José Corti, 302 p., 84 F.)

Linguistique

ROBERT LAFFONT : *Le Travail et la Langue*. — Essai de construction pratique d'une linguistique matérialiste (Flammarion, 300 p., 85 F).

Art

PICABIA : *Ecrits II*. — Ce second tome réunit les écrits du peintre publiés de 1921 à sa mort en 1953. Edition établie par Olivier Revault d'Allonnes avec le concours de Dominique Bonisson (Belfond, 382 p., 69 F).

Mémoires

JORGE SEMPRUN : *Autobiographie de Federico Sanchez*. — Les Mémoires politiques de l'écrivain et scénariste, prix Femina 1969, ou sa lutte dans la clandestinité espagnole, comme dirigeant du P.C.E., exclu par Santiago Carrillo en 1965. Traduit de l'espagnol par Claude et Carmen Durand. (Le Seuil, 320 p., 49 F.)

YVONNE SADOUL : *Tels qu'en mon souvenir*. — L'épouse du capitaine Jacques Sadoul, qui travailla pour la IIIᵉ Internationale, livre ses souvenirs sur les célébrités qu'elle a rencontrées. De Lénine à Erich von Stroheim. (Grasset, 255 p., 45 F.)

Mémoires du sergent Bourgogne, 1812-1813. — Préfacé par Jean Tulard, introduit et annoncé par Marcel Spivak, le témoignage vif et direct d'un sergent de la garde impériale sur la campagne de Russie. (Hachette, 414 p., 58 F.)

Histoire

GEORGES CASTELLAN. — *Une cité provençale dans la Révolution*. — Chronique de la ville de Vence en 1790. Un spécialiste de l'Allemagne se tourne vers sa Provence. (Flammarion, 316 p., 78 F.)

ERNEST LAVISSE : *Louis XIV*. — Réédition de la partie centrale de l'*Histoire de France, des origines jusqu'à la Révolution*. — Expression historiographique achevée et célèbre du nationalisme républicain du début du siècle. (Tallandier, deux volumes, 594 p. et 732 p., 86 F et 97 F.)

DIMITRI T. ANALIS : *les Balkans 1945-1960*. — Sous-titrée *la Prise du pouvoir*, une étude sur les pays balkaniques, dont les forces profondes ont souvent inspiré une politique « instinctive et irrationnelle » en réponses aux partages de Moscou et de Yalta. (PUF, 270 p., 75 F.)

Pamphlet

ROBERT BEAUVAIS : *les Tartufes de l'écologie*. — Traits d'esprit, mauvais esprit et coq-à-l'âne sont les armes de l'auteur de *Pigeon vole* pour fustiger ses contemporains. (Fayard, 216 p., 35 F.)

Société

PHILIPPE SAINT MARC : *Progrès ou déclin de l'homme ?* — L'auteur de *Socialisation de la nature* pose les bases d'un « humanisme écologique ». (Stock, « Monde ouvert », 415 p., 49 F.)

Science-fiction

Futurs au présent. — Anthologie de la nouvelle science-fiction française par Philippe Curval. (Denoël, 311 p., 16,50 F.)

Psychanalyse

GUY ROSOLATO : *la Relation d'inconnu*. — Par l'auteur des *Essais sur le symbolique*, un recueil d'études psychanalytiques sur la relation originelle à la mère. (Coll. « Connaissance de l'inconscient ». Ed. Gallimard, 280 p., 63 F.)

Sciences humaines

GEORGES VIGARELLO : *le Corps redressé*. — Une investigation des techniques de manipulations physiques et des processus idéologiques qui les gouvernent. (Ed. Jean-Pierre Delarge, 394 p., 90 F.)

MICHEL BERNARD : *Quelles pratiques corporelles maintenant ?* — Un dossier et un débat sur les principales pratiques actuellement en cours dans les lieux éducatifs. (Ed. Jean-Pierre Delarge, 288 p., 49 F.)

FRANÇOIS LAPLANTINE : *la Médecine populaire des campagnes françaises aujourd'hui*. — La permanence de pratiques obscures sur lesquelles viennent buter trois siècles de rationalité. (Ed. Jean-Pierre Delarge, 248 p., 59 F.)

CHARLES LICHTENTHAELER : *Histoire de la médecine*. — De la magie des origines aux thérapeutiques contemporaines. (Fayard, 612 p., 95 F.)

en poche

« Histoire de la Palestine »

EN juillet 1915, le comité Bunsen du Foreign écrit dans un rapport : « *La Palestine doit être considérée comme une région dont la destinée sera l'objet de négociations spéciales.* » Le 2 novembre 1917, c'est la déclaration Balfour, projet de l'établissement des juifs en terre de Palestine. Cette déclaration a été assez ambiguë pour susciter une situation de haine et de violence entre les communautés arabe et juive. « *Cette haine, créée de toutes pièces,* écrit Lorand Gaspar, *est l'œuvre de l'Occident.* » Il est juste de le rappeler ; l'information est faite de telle manière qu'on a tendance à l'oublier.

L'holocauste des juifs, la division et l'irresponsabilité des régimes arabes, le jeu des grandes puissances, aboutiront à la proclamation de l'Etat d'Israël et à l'expulsion des populations palestiniennes de leurs terres vers l'exil, la misère et l'errance.

La guerre de Palestine pouvait commencer : en trente ans, quatre guerres ouvertes, plusieurs massacres et de nouvelles occupations de territoires. « *Là où nous nous établissons, là seront nos frontières* », a dit Mme Golda Meir. C'est sur cette violence faite à des hommes nus et dépossédés, reclus dans le mépris que l'histoire de la Palestine se construit aujourd'hui. Les Palestiniens refusent d'être les nouveaux Peaux-Rouges de l'histoire.

La réédition — remise à jour — de la remarquable *Histoire de la Palestine* de Lorand Gaspar — qui est aussi un grand poète — s'imposait. Ce livre est un instrument indispensable pour comprendre ce qui se passe dans cette région meurtrie.

TAHAR BEN JELLOUN.

★ HISTOIRE DE LA PALESTINE, de Lorand Gaspar, « Petite collection » Maspero, 269 pages, 18 F, vol. double.

● Parmi les rééditions : *Concert baroque*, récit d'Alejo Carpentier (Folio) ; *Tout compte fait*, quatrième volume des Mémoires de Simone de Beauvoir (Folio).

en bref

● A L'OCCASION DU DIXIEME ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE JACQUES CHARDONNE, France-Culture diffusera le samedi 6 mai, de 14 h. 5 à 16 h. 10 : « le Souvenir de Jacques Chardonne », de Ginette Guitard-Auviste.

● TROIS CHAINES DE RADIO organisent leur prix littéraire annuel :

— Radio-Monte-Carlo situe son opération pendant le Festival international du livre de Nice, du 12 au 17 mai. Les responsables de la chaîne ont demandé tout d'abord aux romanciers, qui ont reçu au cours des dix dernières années le prix Goncourt, de désigner chacun l'auteur qui, à leur avis et à leur place, aurait mérité d'être lauréat. Les auditeurs confronteront leur sélection (tiercé du livre) à celle des prix Goncourt réunis en un déjeuner littéraire, le samedi 13 mai en Principauté de *Monaco* et qui servira de référence pour choisir le gagnant ;

— A R.T.L., après la sélection d'un jury de personnalités, un second jury, composé de deux cents « lecteurs-types » élira le lauréat du prix R.T.L. - Grand public ;

— A France-Inter, un jury d'auditeurs (douze femmes et douze hommes) désignera le « Livre-Inter 1978 » les 9 et 10 juin.

● POUR LE BICENTENAIRE DE LA MORT DE VOLTAIRE, une exposition retraçant les pérégrinations de ce « voyageur de l'Europe » se tient dans l'orangerie du château de Sceaux.

Au gré des faveurs et des disgrâces que valut à Voltaire sa franchise de plume, l'exposition cerne les courants qui se sont exercés dans l'Europe des lumières, d'Angleterre aux Pays-Bas, de Prusse en France... et en Bastille, ou en Suisse. (Jusqu'au 5 juillet, sauf mardi, lundi matin et vendredi matin.)

poésie

« Les Fontaines de l'âme »

● *La maîtrise d'Angela Ghelber.*

ANGELA CROITORU GHELBER, poétesse roumaine résidant en France, a publié aux éditions L'Age d'homme, dans la collection « Le bruit du temps », dirigée par Vladimir Dimitrijevic et Jil Silberstein, un recueil de poèmes intitulé *les Fontaines de l'âme*. *Le Monde* du 10 mars 1972 avait publié quatre poèmes de cet auteur remarqué par Patrick de La Tour du Pin. Dans la préface posthume de l'actuel ouvrage, celui-ci s'étonne de voir une Roumaine manier avec tant d'aisance la langue française et suggérer avec un tel bonheur « *l'indicible du mystère de la vie* ». Il exprime à Angela Ghelber sa « *complicité poétique et spirituelle* ».

Voici les derniers vers d'une *Ode à la lumière* dont l'inspiration semble curieusement rejoindre à la fois Baudelaire et Teilhard de Chardin :

Quand la paix règne en mon âme
Dallée de tes rayons comme un [forum antique,
Quand les pensées aux fronts [larges
S'y promènent à pas lents sous [ses portiques
Je t'adore, sainte lumière,
Qui nourrit mon âme,
Qui me remplit,
Qui me consume,
Qui me dissout
Et qui m'absorbe,
Me rend impersonnelle,
Et me disperse comme une poussière de vie dans les espaces
Et me donne la secrète communion avec la source innommable [de l'être !

HENRI FESQUET.

★ LES FONTAINES DE L'AME, d'Angela Ghelber, 25 F. Editions L'Age d'homme. Traduit du roumain par l'auteur.

Une rumeur élégiaque

● *Un livre frémissant d'E. Hocquard.*

ET d'abord cette photographie, glacée, pâlie, d'une cité maritime : un lieu se dessine, ville blanche et indigo, naissant au regard « *dans l'explosion de la chaux et des feuillages* ». C'est de là, de cette image figée et solaire, que surgit la « rumeur » de ce livre frémissant où flotte un rêve de villes mortes, de sites portuaires ensablés, d'anciens comptoirs saccagés.

Dans *Album d'images de la villa Harris*, « *le travail élégiaque est figure de ce retrait* », de cet enlisement. Laconique, fragmentée, la langue simule ce déclin, ce reflux vers l'inaccompli. Et c'est bien l'absence que décrivent les étendues blanches du livre, ses pages parfois presque intactes, avec deux mots, une ligne, une trace : empreintes que le texte lacunaire nous restitue, mais en pure perte, comme des fragments colorés d'anciennes fresques murales dont le modèle serait irrémédiablement perdu.

Pourtant une présence s'esquisse, fragile comme le bruissement de l'air à travers les feuilles, tremblée comme les images que tamisent entre les cils les yeux à demi fermés. Une femme, une maison. Bâtie « comme une ville morte », une parole module un récit d'herbe, de vent, d'attente indéfinie. De dix-huit ans d'une vie — blessure, amour, plainte, éblouissement — ne reste que le reflet dans des phrases inachevées. Des fêtes de la villa Harris ne subsiste qu'un carré de murs blancs où l'herbe pousse entre les pierres.

MONIQUE PETILLON.

Fragment

« *Sans voix, la nuit, elle écoutait. Rien. Le vent. La chute du vent sur la pierre en l'absence du vent. Et maintenant. N'écoute plus. Regarde. Tomber les feuilles. Ne les entend pas. Mais ses yeux. Devenus plus grands. Comme accoutumés à l'obscurité.* »

★ ALBUM D'IMAGES DE LA VILLA HARRIS, d'Emmanuel Hocquard, Hachette, 103 p., 29 F.

portrait

La « Deltheillerie » en images

UN livre-portrait, un livre-souvenir, un livre d'intimité, de sérénité, de sentiment qui nous dit, en images, comment vivait Joseph Delteil, où il travaillait, ce qui l'entourait, celle qu'il aimait, ce qu'il mangeait, la saveur de sa vie à la Deltheillerie.

Pour parler de cet homme qui *inimaginable, où le facteur Cheval galoperait à l'aise »*... L'image recrée, sans mise en scène, l'ordre du désordre et explore inlassablement les murs, les trésors, les mains serrées, l'étoffe râpée du vêtement, l'eau bénite près du rhum Negrita, la vitamine B 12 tout contre *Jésus II*, les vignes menacées par les tours des banlieues, l'œil noir du maître des



aimait si passionnément les mots, le photographe Bob Ter Schiphorst a réussi le prodige de trouver des équivalences avec des photos habitées, des photos amies, qui ne cherchent jamais ni à surprendre ni à violer, mais à saisir l'insaisissable Delteil. Nous ne sommes jamais des voyeurs, mais des intimes dans le « vivoir » de cette métairie languedocienne dont l'écrivain disait que c'était *« un chef-d'œuvre de rococo, un bric-à-brac* lieux, où affluent les choses qui existent.

Conçu comme un hommage à Joseph Delteil vivant, ce très précieux livre témoigne de l'art de vivre de celui qui répéta toute sa vie : *« L'homme est sur la terre non pour le travail, mais pour le plaisir et le bonheur. »*

NICOLE ZAND.

★ Joseph Delteil, album photo par Bob Ter Schiphorst. Format 25 × 25. Editions Laurens C.L.T. 90 F.

Éloge de la folie

(Suite de la page 11.)

Delteil emploie les mots non comme des ustensiles, mais comme des « signes magiques ». Il faut les lire dans leur triple sens. Or donc, après avoir fabriqué l'homme, Dieu resta songeur, et comme effrayé. *« Que manquait-il à sa création irisée, quelle couronne, quel point final ? »* Il manquait le fou ! Une fois jailli du néant, le fou reçoit de Dieu une mission : réveiller l'homme. Eh oui ! sans un peu de folie, quel individu prendrait conscience de lui-même ? Quel jean-foutre deviendrait un héros ? Jésus II, évadé de l'asile de X..., va vivre, en quatre chapitres brûlants, l'histoire exemplaire du fou dans notre société.

Chapitre Ier : l'apostolat. Jésus II, à grandes enjambées, choisit ses disciples : *« Tout ce qui a faim, soif, désir, brûlure, signe, chimère, levain, chaleur, humeur, vent, grand pied, dent longue, mâle rage, salive drue, poumons incarnats, reins d'or, tous les fous, tous les fous : — Bons pour le service !... Mobilisation générale de l'âme ! En avant ! »*

Chapitre II : la croisade. Nos fous parcourent le globe, luttant contre le Mal, non pas par la prière, oh ! non, mais directement, avec leurs poings, ivres de beauté et de sagesse. C'est l'échec, évidemment. Jésus perd ses disciples dans un bordel.

Chapitre III : Jésus se demande s'il ne faut pas, à toute croisade digne de ce nom, un chef. La politique, voilà la clé ! Il examine avec fièvre toutes les formes de gouvernement. Il bondit à Rome, pour secouer le pape. Mais celui-ci, *« blanc de blanc, dans la peinture jusqu'au cou »*, ne se laisse point entraîner. *« Je suis vieux*, dit le pape tout papu. » — *« Ah ! si j'étais pape*, soupire Jésus » ; et le Saint-Père : *« Ah ! si j'étais fou ! »*

Jésus, dans le dernier chapitre, trouve *« le suprême recours, le pire, mais le seul... le maquis de l'âme. La mystique »*. Il rencontre le vieil Adam. Tandis que sur la Terre la guerre atomique fait rage, les deux compères arpentent le paradis. Ceux qui ont pu échapper au massacre se cachent là, sous des peaux de bêtes. S'animaliser ?

« — Je suis l'homme ! dit Jésus.

— Fais-toi âne, dit l'âne. »

Avoir découvert le « secrétissime secret » n'empêche pas Jésus d'être « un vaincu comme les autres ». Dans ses bois de la Galaube, il est tué, *« sous prétexte de guerre civile »*, par la milice et la maréchaussée.

La paix à laquelle nous invite Delteil n'est point aisée, ni confortable. Ses derniers romans — en même temps qu'ils sont empreints d'une plus exigeante sagesse — sont ceux où s'exprime aussi, plus nettement, la cruauté. Au problème de la souffrance, Delteil n'apporte pas la réponse d'un penseur ou d'un philosophe, mais celle d'un poète qui aime le monde d'un amour plus que mondain. Humaniser la nature, humaniser le ciel, ne pas tuer, voilà les seuls principes.

« Allons, les enfants de l'œuf,
Le soleil sent le soulier.
Haut le verbe et haut l'encrier,
Chantons-leur un monde neuf ! »

ALAIN FERRARI.

lettres étrangères

Le Christ et le diable en Russie

● ***Les messages spirituels de Gogol et de Boukharev.***

LA publication simultanée du *Gogol* d'André Siniavski, du *Boukharev* d'Elisabeth Behr-Sigel et d'un fragment du *Journal* de la seconde femme de Dostoïevski, réjouira le public de langue française qui s'intéresse au destin spirituel de la Russie. *« Nous sommes tous sortis du* Manteau *de Gogol. »* La fameuse phrase de Dostoïevski exprime en effet, non seulement une filiation d'ordre esthétique, mais, plus profondément, une dette de caractère religieux.

∴

Le classicisme apollinien et les harmonies légères de Pouchkine appartiennent encore au dix-huitième siècle. C'est Gogol qui opère la décisive rupture avec Voltaire et Goethe, et qui libère la littérature russe des bandelettes où la momifiait l'humanisme européen. Gogol est le premier à avoir pressenti les crises convulsives et les affrontements chaotiques qui allaient bouleverser la Russie.

Gogol, c'est l'irruption du Christ dans la littérature russe. Oui, le Christ. Mais par seulement le Christ. Un des meilleurs livres écrits sur Gogol, celui de Merejkowski, s'intitule : *Gogol et le Diable* (1). Plus récemment, Paul Evdokimov, dans *Gogol et Dostoïevski ou la descente aux enfers* (2), a mis en lumière la signification démoniaque, antéchristique, de certains livres de Gogol. Ces imposteurs que sont Khlestakov du *Revizor*, Tchitchikov des *Ames mortes*, *le Nez* (dont l'absence de visage est l'exact négatif de l'icône du Christ) contiennent en germe *les Démons* de Dostoïevski et *l'Apocalypse de notre temps* de Rozanov. Toute la littérature prophétique russe a sa source chez Gogol.

« La négation du diable est une idée française, une idée frivole », déclare Lebedev, un des personnages de Dostoïevski, dans *l'Idiot*. Siniavski montre très bien la « frivolité » avec laquelle l'intelligentsia russe a, en son temps, accueilli le message spirituel de Gogol. L'auteur des *Méditations sur la divine liturgie* est un « Pascal russe », selon le mot de Tolstoï, mais un Pascal que n'aurait pas protégé l'affectueuse admiration des messieurs de Port-Royal. Un Pascal dont la conversion a été accueillie par la dérision et l'insulte.

Amis, ennemis, tout le monde s'est déchaîné contre lui. Les uns expliquaient le christianisme de Gogol par la flagornerie envers l'empereur Nicolas Ier ; les autres par l'impuissance et l'onanisme. Les plus indulgents le traitaient de mystificateur ; les plus hostiles de psychopathe. Siniavski attribua à « la naïveté de la foule » l'accusation de fanatisme religieux portée contre Gogol. La naïveté, soit, mais aussi le refus du miroir.

« De quoi riez-vous ? C'est de vous-mêmes que vous riez ! », lance le gouverneur au public dans *le Revizor*. Ce que les gens ne supportent pas chez Gogol, c'est sa lucidité implacable. En 1844, il écrit de Rome à son ami le slavophile Aksakov : *« J'appelle le diable par son nom, je ne lui donne pas un magnifique costume à la Byron, je sais qu'il ne porte qu'un frac de merde, et que sur sa superbe il convient de chier une bonne fois. C'est tout. »*

Les contemporains de Gogol faisaient une confiance trop enthousiaste au pouvoir de la raison et au progrès de la science pour n'être pas choqués par ce pessimisme antihumaniste et ne pas y voir une attitude réactionnaire. Aujourd'hui, nous savons que Gogol ne se trompait pas, lorsqu'il annonçait que la mort de Dieu entraînerait promptement la mort de l'homme. André Siniavski, qui a subi dans sa chair l'oppression cadavérique des modernes marchands d'âmes mortes, était plus que quiconque apte à le saisir de l'intérieur, et c'est ce qui rend si captivante la lecture de son livre.

∴

Quelqu'un au moins a compris, du vivant de Gogol, le sens de son engagement religieux : c'est Boukharev. Presque inconnu en Occident, Boukharev est une des figures les plus étonnantes du dix-neuvième siècle russe. Le beau livre d'Elisabeth Behr-Sigel devrait permettre à Boukharev de sortir enfin de la clandestinité qui, jusqu'alors, a été son lot. Même en Russie, son influence s'est toujours exercée de façon souterraine, sauf peut-être au début de ce siècle, fugitivement, lorsque les artisans de la renaissance religieuse russe, Rozanov, Florenski, Boulgakov, saluèrent en lui leur maître à penser.

Le titre du principal ouvrage de Boukharev, *l'Orthodoxie dans ses rapports avec le monde contemporain*, résume bien la nature de son combat. Comme Gogol, Boukharev a vécu tragiquement la rupture entre l'Eglise orthodoxe et l'intelligentsia russe. Des dizaines d'années avant Dostoïevski et Berdiaeff, il avait senti que le mystère de l'Incarnation, tel que l'Eglise l'a formulé par le dogme de Chalcédoine sur la double nature, divine et humaine, du Christ, était l'unique réponse que la Russie contemporaine pouvait préférer à la tentation nihiliste et totalitaire. A la « bestialo-humanité », dont il prévoyait, prophétiquement, le règne à venir, il opposait la « divino-humanité ». Est-il besoin de souligner l'actualité d'un tel choix ? La pensée de Boukharev est plus vivante et nécessaire que jamais. Il faut lire Elisabeth Behr-Sigel.

Ce ne peut être une femme pour son mari étant donné l'état présent de la Russie, tel est le titre d'une lettre de Gogol dans cette *Correspondance* qui scandalisa si fort les milieux intellectuels. Ce titre conviendrait bien, *cum grano salis*, au journal intime que la deuxième femme de Dostoïevski, la jeune Anne Snitkine, tint en 1867, année de leur mariage.

Dans ce *Journal*, dont on publie aujourd'hui la seconde partie, la première ayant paru en 1972 dans un ouvrage collectif intitulé *Dostoïevski vivant* (3), il apparaît en effet qu'être la compagne d'un écrivain de génie n'est pas une sinécure. Mme Dostoïevski, qui ignore le mot, ne parle pas de phallocratie, mais c'est de cela qu'il s'agit. *« Pourquoi est-il égoïste à ce point ?* s'étonne-t-elle. *Je suis navrée de trouver chez Fedia les défauts que j'avais toujours redoutés chez un futur mari... »* Ce *Journal*, parfois drôle, parfois émouvant, se lit avec beaucoup d'intérêt. Il est regrettable que l'édition française soit fragmentée en deux volumes, publiés chez des éditeurs différents, et que le préfacier de la seconde partie affecte d'ignorer l'existence même de la première.

GABRIEL MATZNEFF.

(1) Gallimard, 1939.
(2) Desclée de Brouwer, 1961.
(3) Gallimard, 1972.

★ DANS L'OMBRE DE GOGOL, d'Abram Tertz (André Siniavski), éditions du Seuil, traduit du russe par G. Nivat, 346 p., 65 F.

★ ALEXANDRE BOUKHAREV, d'Elisabeth Behr-Sigel, éditions Beauchesne, 164 p., 87 F.

★ JOURNAL, d'Anne Dostoïevski, éditions Stock, 275 p., 39 F.

« L'Écotopie » : un rêve américain ?

● ***Comment des Etats de l'Ouest américain, après sécession, se recyclèrent dans l'écologie.***

A NOTRE époque de mutants, l'ouvrage d'Ernest Callenbach sur l' « Ecotopie » fera sourire un peu tristement, certes, car, depuis les événements qu'il relate, nous avons appris à vivre avec un masque à gaz et à nous baigner dans une mer d'huile. Il faut plutôt le lire comme *les Voyages de Gulliver*, c'est-à-dire, avec tendresse pour un temps où l'homme, pour peu qu'il y mît du sien, croyait encore à son avenir. On se souvient, en effet, de ce mois de mai 1999, période historique s'il en fût : pour la première fois depuis la sécession de 1980 des Etats de Washington, d'Orégon et de Californie du Nord, le nouveau pays, l'Ecotopie, acceptait de recevoir un journaliste américain, William Weston, envoyé spécial du *Times Post*. Ernest Callenbach, qui connaît bien les milieux radicaux américains, a rassemblé sous une forme romanesque les reportages et les notes de voyage de William Weston. On imagine sans peine l'étonnement et l'angoisse d'un New-Yorkais quittant une ville déjà surpeuplée et atteinte de nuages toxiques, qui découvre un pays recouvert de forêts, aux rivières limpides et une population paisible.

L'Ecotopie avait largement amorcé sa révolution écologique. Quelques camions circulaient encore, mais ils étaient déjà considérés comme des objets de musée. L'essentiel du transport était assuré par ces extraordinaires trains à propulsion magnétique, qui se déplaçaient à 360 km-h et, dans les villes, par des petits trams électroniques. La bicyclette — cet instrument à deux roues, dont l'unique exemplaire est soigneusement protégé dans notre Musée des transports antiques — était redevenue la « petite reine » dont la selle semble avoir marqué le narrateur dans ses chairs vives ! Des chapelets de cyclistes se faufilaient entre les piétons dans les rues d'un San Francisco sillonné de ruisseaux.

En fait, l'Ecotopie avait mis alors en pratique les théories des écologistes des années 1960 à 1970. On devine l'émoi que leur application avait soulevé aux Etats-Unis, engagés dans une course à la consommation dont nous savons maintenant vers quelle série de catastrophes elles entraînèrent notre planète. Pour s'opposer aux éventuelles réactions de son puissant voisin, l'Ecotopie avait placé des mines atomiques dans les grandes villes des Etats-Unis. Cet épisode peu connu de l'indépendance écotopienne permet désormais de comprendre pourquoi les Américains admirent finalement la sécession.

D'emblée, les Ecotopiens, vêtus de costumes en peau de bêtes ou en tissu de cotonnade rustique, n'inspirèrent guère William Weston. Il fut « choqué » par le comportement « vulgaire » de ces êtres qui laissaient libre cours à leur émotions et à leurs sentiments, tantôt pleurant à chaudes larmes, tantôt prenant à témoin le voisinage de leurs querelles de ménage. La vie communautaire avait succédé déjà à la vie de famille, il est vrai, et les causes d'affrontement étaient réduites, le sport, pratiqué sans esprit de compétition. Des jeunes gens armés de lances éprouvaient leur courage et épuisaient leur agressivité dans des jeux de guerre. Quant à l'Etat, il poussait vers zéro le potentiel militaire. Ce glissement progressif vers le pacifisme était-il à l'honneur des femmes qui dirigeaient la politique du gouvernement sous la houlette de la perspicace Vera Allwen ? Weston l'affirme, et l'on ne serait pas loin de le croire s'il n'y avait eu dans l'histoire des chefs d'Etat féminins non dépourvus d'agressivité. Cette question mériterait un examen plus large par ordinateur.

Quoi qu'il en soit, les femmes avaient acquis l'égalité réelle des droits, progrès sensible dans une société encore primitive ; rappelons, en effet, que nous ne sommes qu'en 1999.

L'Ecotopie paraissait, cette année-là, dominée par deux impératifs : le recyclage et l'autogestion. Même la mort, qui n'effrayait plus, était considérée comme l'ultime et normale opération de recyclage. Ce qui était pris à la Terre, la grande prêtresse, la mère, lui était restitué. Le narrateur relève d'ailleurs une sorte de culte païen autour de l'arbre qui foisonnait et qui était devenu la matière première.

Les impôts étaient prélevés par les collectivités locales. A elles d'en restituer une partie à l'Etat pour les travaux d'intérêt collectif et reconnu comme tel par tous. Les entreprises fonctionnaient en autogestion. Dans les écoles, chaque professeur n'avait qu'une dizaine d'élèves. Le système hospitalier géant avait été brisé en petites unités et le mandarinat rejeté ; une gentille infirmière s'occupait du moral et du physique d'un seul malade. On note une curieuse méthode médicale, appelée « massage thaïlandais », et qui semble accélérer le rétablissement du patient.

Le chapitre sur l'art écotopien est bref ; tout le monde le pratiquait. Selon Weston, la semaine de travail de vingt heures n'était pas étrangère à ce déploiement artistique inégalé.

La sexualité s'exerçait sans entraves, en un mélange de liberté et d'animalité, qui, toutefois, ne rebutèrent qu'un temps le chroniqueur. L'Ecotopienne refusait seulement que l'amant prît son sein pour une mamelle maternelle, au grand dam de Weston, qui y vit une sorte d'atteinte au rêve du mâle américain. L'amour existait en tout cas. Weston l'y rencontra, grâce à une Marissa Nuage, au charme et au naturel quasiment subversifs. Ce qui expliquerait pourquoi le journaliste ne revint jamais aux Etats-Unis.

On lit cet ouvrage avec de la nostalgie pour une époque révolue, pour un pays qui avait découvert un certain art de vivre — encore que primitif, — et qui demeure mystérieux à bien des égards. On peut ironiser sur ce que fut cette « nouvelle conquête de l'Ouest », mais on peut aussi rêver. Si cette entreprise avait réussi à l'échelle planétaire, serions-nous obligés aujourd'hui de changer la cartouche de notre masque à gaz toutes les heures, et nos enfants de vivre sous cellophane jusqu'à l'âge de la puberté ?

BERNARD ALLIOT.

★ ECOTOPIE, d'Ernest Callenbach, traduit de l'américain par Christiane Thiollier, Stock 2, 322 p., 38 F.

« Nuit glacée », de Pa Kin

(Suite de la page 11.)

Rapprocher Pa Kin de Fitzgerald et d'Hemingway : folie ! Mais il importe avant tout de lire *Nuit glacée* hors de son contexte « Chine », comme un de ces grands livres révélateurs de la sensibilité d'une génération. Que l'action se déroule à la veille de la capitulation japonaise, dans un Chingking qui hésite entre la débâcle et le suicide sur place, soit : qu'on nous dépeigne sans concession, mais avec quelle tendresse, un monde de petits intellectuels chinois ratés surpris par la modernité comme par la révolution, soit ; qu'on nous montre enfin une Chinoise « d'aujourd'hui » face aux structures familiales traditionnelles, soit encore. Mais mettez entre parenthèses, on vous en suppliera, ce décor, ces personnages à peine « typés » — et il vous reste votre histoire d'amour. La plus belle : celle de *Tendre est la nuit*. Le couple qui lentement se défait, alors que l'un, l'époux, donne, donne, donne éperdument ; et que l'autre, l'épouse, voudrait tant donner — mais ne peut plus. Face à *l'Idiot*, au prince Muichkine, éperdu de bonté, il n'y a que la fuite, même si on sait que rendre cet amour et cette bonté, c'est aussi une forme de rédemption.

Rédemption ? Nous leur parlerons d'amour quand ils auront mangé ! Quand on crève de faim, qu'on attend les Japonais d'un jour à l'autre et qu'un collègue de bureau vous offre le billet d'avion qui vous sauvera la vie, peut-on hésiter bien longtemps, alors même qu'on aurait un saint pour mari ! On en crève de peine, mais on prend le billet d'avion. On en crève, mais on quitte le saint qui agonise. On abandonne Chingking, la misère, la famille ossifiée dans ses conventions absurdes. On va, on court, on vole, vers la liberté : on sera femme enfin. Sur le mari laissé derrière, trop bon, si bon, on verse sa larme : mais c'est si beau, si bon, la liberté...

Ce que Pa Kin nous a raconté, c'est l'amour de ce mari. Histoire d'un amour exemplaire : Shuënn, humilié et offensé, prince Muichkine qui tend l'autre joue, va mourir en silence, accablant de bonté, bénissant son amour perdu. Et puis la libération arrive, et la fin de cette misère et de tout : la famille, la belle-mère jusqu'à l'enfant indifférent. Mais il ne reste rien. Debout dans les ruines, une femme est libre. Elle est revenue : autour d'elle, des cendres, à peine des souvenirs. Mais elle a un travail et probablement un autre homme : c'est la liberté, non ? Elle a quinze jours de congé pour en prendre la mesure de cette liberté-là. *« Ainsi va le monde, mon ange, et ce n'est pas sa faute. »* Pa Kin, romancier du désespoir lucide, pose pourtant la question entre les lignes : la faute à qui, alors ? Qu'on entende cette voix qui murmure une langue si proche qu'on s'étonne à chaque mot de tant la reconnaître. Chez Pa Kin, la Chine est loin ; notre roman à nous, ethnocentristes que nous sommes, juste au coin de la rue, au bout d'une traduction plus vraie que nature.

PIERRE-JEAN REMY.

★ NUIT GLACEE, de Pa Kin, Gallimard. Traduit du chinois par M.-J. Lalitte, 322 p., 49 F.

Mai 68 entre témoignages, histoire

Deux tentatives de bilan

● ***Un examen au stéthoscope.***

DIX ans après le choc, la soudaine explosion de mai 1968 ne cesse décidément pas de surprendre ou d'émerveiller. Quelle signification précise faut-il accorder à cette effervescence où Marx, Lénine, Trotski, Bakounine et quelques autres ressortirent d'un seul coup de leur tombeau, avec tout le vieux bric-à-brac romantique de 1917, tandis qu'autour d'eux tourbillonnaient les enfants échevelés d'une société de pain et de jeux à l'américaine ?

Fondée pour *« ceux qui veulent vivre consciemment les problèmes de leur époque »*, la revue *Autrement* s'efforce en vain d'établir, au-delà d'un bilan aussi difficile qu'illusoire, la sensibilité d'une époque et un renouveau de l'action. Les articles souvent lourds, sans unité véritable, n'y réussissent guère. Quelques évidences filtrent cependant à travers la confusion. François Laplantine note ainsi que *« les enfants de mai 1968 sont aussi les cousins des enfants de Coca-Cola »*. Sans risques d'erreur, il pourrait ajouter leurs grands et leurs petits frères.

Dès le texte d'introduction, Henri Dougier remarque justement d'une plume cruelle : *« Depuis 1968... la révolution, ça se dit, ça ne se fait pas. »* Un auteur anonyme constate plus loin qu'à partir de là *« une frange non négligeable de la jeune génération... peut être tentée de transformer magiquement son désespoir en espérance illimitée, parfois simplement en prononçant le mot, afin qu'advienne la chose. »* En bon français, cela s'appelle de l'incantation !

M. François Laplantine évoque l'*« explosion torrentielle d'un désir social captif »*. La combinaison des deux phénomènes engendra les fameuses prises de parole, et avec elles peut-être l'une des plus prodigieuses projections de narcissisme de l'histoire contemporaine. Rarement, une génération s'ausculta, s'analysa, se regarda, s'admira d'un cœur si délicieusement ému. Contemporaine de la société du spectacle, elle conçut, consomma, la « révolution » comme un spectacle parmi les autres, à cette nuance près qu'il grise comme le meilleur « joint », mais entraîne moins de mal. La voilà bien, la terre inconnue du bonheur.



Les reproductions sont tirées des « Cinq cents affiches de mai 68 », Balland.

Cependant, les impulsions données à partir de mai s'étendirent, comme des ondes, vers les luttes pour l'avortement, l'écologie, l'autogestion, l'Occitanie, contre *le nucléaire, dix ou douze autres* causes ardentes et diffuses. La prolifération des foyers secondaires témoigne-t-elle sur la force réelle du feu initial ? Peut-être faudra-t-il encore dix nouvelles années avant d'en saisir le secret.

∴

Chacun dans son style et avec son tempérament, Jean-Claude Guillebaud, bien connu des lecteurs du *Monde*, et Michel Chemin, journaliste à *Libération*, n'attendent pas de vieillir davantage pour liquider lestement les illusions de tout un gauchisme. D'un réalisme narquois et courageux, leurs réquisitoires sont douloureux mais pudiques. Les autres textes de clercs plus solennels n'ont pas tous cette qualité-là.

Dans un ouvrage agréable à feuilleter, rempli d'illustrations vivantes, Alain Delale et Gilles Ragache abordent le même sujet dans un esprit plus orthodoxe. Au fil des pages, analyses et idées de 1968 renaissent avec la fraîcheur d'un miracle. Selon les auteurs, la contestation éclata dans une France malheureuse, envahie par les cités-dortoirs laides et monotones, où un prolétariat surexploité récupérait difficilement la fatigue des cadences infernales et oubliait le spectre du chômage devant la sempiternelle télévision. La misère de 1968 ne ressembla pourtant pas à celle de 1936, comme l'attestent de nombreuses photos.

Certes, nos auteurs n'osent pas tout à fait parler de « révolution », comme la mode s'en répandit pendant quelques semaines, mais assurent néanmoins : *« Le soulèvement populaire de mai a permis le développement d'une véritable « révolution culturelle », c'est-à-dire d'une révolution dans le domaine de la culture et les rapports sociaux quotidiens. »* Si le mot révolution signifie changement, pourquoi n'en subsiste-t-il donc plus rien ? Le même optimisme entraîne *Alain Delale et Gilles* Ragache à surestimer bien des événements. Le lecteur apprend ainsi qu'à Sochaux-Montbéliard, le 11 juin 1968, les grévistes *« remportent une victoire* militaire *sur les forces de répression »*. A midi, cependant, ils *« se dispersent et vont casser la croûte »*. Version syndicaliste de la guerre en dentelles, probablement.

La Sorbonne et l'Odéon comme si vous y étiez

L'ouvrage ne tire pas de cet incident-là, ni de quelques autres, toutes les leçons qu'il comporte. Il accuse donc les syndicats, et d'abord la C.G.T., d'avoir négocié trop vite avec le pouvoir et le patronat. Georges Séguy ne connaissait-il pas suffisamment bien ses troupes pour craindre de les voir partir à tout moment vers quelque grand casse-croûte historique, et ne préféra-t-il pas traiter avant la défection ? L'ouvriérisme à la mode chez les intellectuels interdit de poser la question. La réponse expliquerait certainement bien des mystères. Quoi qu'il en soit, ce livre ressuscite parfaitement l'esprit de l'époque. La Sorbonne et l'Odéon, comme si vous y étiez.

GILBERT COMTE.

★ AUTREMENT (73, rue de Turbigo, Paris), « Dix années de sacrilèges », nº 12, février 1978, 295 p., 40 F.

★ LA FRANCE DE 68, Alain Delale, Gilles Ragache, 238 p., Editions du Seuil, 69 F.

« L'Importune Vérité » *de Raymond Marcellin*

● ***Le ministre qui organisa le retour à l'ordre.***

« *LA volonté du pays, c'est l'ordre.* » Par cette affirmation en guise de conclusion de son *Importune Vérité*, M. Raymond Marcellin veut rappeler qu'il fut, pendant les six ans qu'il passa à la tête du ministère de l'intérieur, essentiellement un homme d'autorité.

Celui qui n'hésite pas — reprenant le mot de Clemenceau — à se glorifier du titre de *« premier flic de France »* retrace, dix ans après les événements de mai 1968, ce que fut, jusqu'en 1974, son règne place Beauvau. Mais alors qu'il fut cinq fois ministre sous la IVᵉ République et cinq fois aussi sous la Vᵉ, c'est son passage au ministère de l'intérieur qui a sans aucun doute le plus marqué ce ministre polyvalent entré en politique en 1946 et constamment réélu, depuis, dans le Morbihan dont il est aujourd'hui un sénateur assagi après en avoir été l'homme fort comme président du conseil général et maire du chef-lieu.

Nommé ministre de l'intérieur le 31 mai 1968 aussitôt après la reprise en main des affaires de l'Etat par le général de Gaulle, au retour de Baden-Baden, M. Raymond Marcellin est convaincu que le président de la République l'a choisi afin de disposer d'un homme énergique à un poste-clé. L'énergie, le courage, la fermeté, la résolution, sont autant de mots qu'emploie l'ancien ministre tout au long de ces Mémoires pour se décrire lui-même ou pour caractériser son action. Chargé de liquider les séquelles de mai 1968, M. Marcellin consacre de longs développements à son rôle de ministre de la police et à ses luttes aussi bien contre la subversion politique, contre le communisme et le gauchisme que contre l'espionnage, le gangstérisme et le trafic de la drogue. Pour lui la subversion guette partout l'Etat et la nation et la tâche du pouvoir est de la débusquer.

Mais son ouvrage est aussi parsemé de réflexions politiques, de dialogues avec de Gaulle ou Pompidou, de jugements sur les hommes et les événements qui en font une contribution à l'histoire contemporaine. Il note ainsi les étapes de la brouille qui s'est instaurée entre le chef de l'Etat et son premier ministre. Dès le lendemain des élections de juin 1968, Georges Pompidou se félicitant au conseil des ministres de les avoir gagnées, M. Marcellin note : *« Je vis que le visage du général de Gaulle prenait une expression sardonique de très mauvais augure. »* Il juge toutefois que de Gaulle a commis une *« erreur politique »* en renvoyant Georges Pompidou, car celui-ci l'aurait retenu de procéder au référendum fatal d'avril 1969. M. Marcellin a pourtant bien cru que de Gaulle renoncerait à cette consultation lorsque, en février de cette année-là, il avait reconnu devant son ministre que c'était bien là *« un piège à cons »* !

Eprouvant une grande sympathie pour Georges Pompidou, M. Marcellin dément que le remaniement gouvernemental effectué par celui-ci après les élection législatives de 1973 ait eu pour objet de préparer la candidature de M. Giscard d'Estaing à l'Elysée comme l'a affirmé M. Chaban-Delmas dans son livre *l'Ardeur*. L'ancien ministre de l'intérieur estime plutôt qu'il s'agissait de préparer une éventuelle candidature de M. Jacques Chirac qui franchira une étape supplémentaire dans sa *« mise sur orbite »* avec sa nomination en février 1974 a ministère de l'intérieur.

On peut regretter que M. Marcellin, qui appartenait lui aussi aux républicains indépendants, ne parle pas avec plus de précision du rôle et des ambitions de M. Giscard d'Estaing ni de la façon dont ses rapports s'étaient détériorés puis officiellement rétablis avec Georges Pompidou. On reste aussi sur sa faim après avoir lu les quelque vingt lignes consacrées à *« l'utilisation politique de l'affaire Markovic contre Georges Pompidou qui fut particulièrement abjecte »*.

Pudeur légitime, secrets d'Etat, souci de ne pas mettre en cause des acteurs encore en scène, l'ouvrage de l'ancien ministre de l'intérieur, qui pendant ces six années fertiles en événements politiques a été l'un des hommes les mieux informés de France, laisse sans réponse de nombreuses questions. Son auteur pense sans doute qu'il y a quand même des vérités inopportunes à dire.

ANDRÉ PASSERON.

★ L'IMPORTUNE VERITE, de Raymond Marcellin, Plon, 299 p., 48 F.

Contestation étudiante et grève ouvrière

● ***Des lueurs nouvelles sur ces journées qui ébranlèrent l'Etat.***

L'UN des premiers à paraître des livres annoncés pour le dixième anniversaire de 1968, *Mai retrouvé*, de Jacques Baynac, porte en sous-titre « Contribution à l'histoire du mouvement révolutionnaire du 3 mai au 16 juin 1968 ». Et c'est bien en effet d'une contribution à l'histoire en même temps que d'un témoignage qu'il s'agit.

Gauchiste alors, l'auteur, qui avait vingt-huit ans, a pris personnellement une part active au mouvement dont il connaissait de longue date la plupart des inspirateurs et des animateurs. Il cite de nombreux militants, tantôt en donnant leur vrai nom, tantôt en les dissimulant derrière des pseudonymes dont on serait parfois fort étonné aujourd'hui de savoir qui ils cachent. Le récit de son itinéraire personnel est allègre, direct et franc, sans emphase ni vanité. Il parle de ce qu'il a vu, rapporte ce qu'il a entendu, dit tout bonnement : *« J'y étais. Ce fut ainsi »*, sans chercher à se mettre en valeur ni à démontrer, à plaider. Beaucoup d'informations, quelques révélations, pas de témoignages de seconde main, aucune recherche de l'effet. Avec lui, on voit, on entend, on y est.

Mais Jacques Baynac est aussi un historien de *la Terreur sous Lénine* (Sagittaire 1975), de *Ravachol et ses compagnons* (Editions du Chêne 1976), le portraitiste de *Kamo, l'homme de main de Lénine* (Fayard, 1972), le chroniqueur de *la Bande à Baader* (Champ libre, 1972), l'auteur du scénario du film de Francis Reusser, *le Grand Soir*, couronné à Locarno et à Hyères en 1976. Il verse cette fois au dossier de mai d'intéressants documents inédits. Il s'agit principalement d'éléments tirés des archives du Comité d'action travailleurs-étudiants, le CATE, installé pendant les journées de mai à Censier et dont l'action se poursuivit ailleurs jusqu'en février 1969.

L'une des grandes questions demeurées depuis dix ans en suspens a trait, on le sait, à l'existence d'une liaison, d'une coopération entre les jeunes ouvriers et employés qui furent souvent à l'origine du déclenchement des grèves et les groupuscules révolutionnaires étudiants. Pour les uns, les deux mouvements se développèrent de façon entièrement indépendante et distincte, sans relations entre eux. C'est quasi fortuitement que la grève, spontanément déclenchée, prit le relais de la contestation et vint donner à ce qui n'était qu'un chahut un peu poussé et prolongé le caractère d'une crise nationale. Pour d'autres, il existait quelque part des chefs d'orchestre clandestins, des meneurs et des agitateurs professionnels, envoyés par Pékin, les Palestiniens, les guérilleros cubains et financés par le K.G.B. ou la C.I.A., on ne sait trop, qui inspiraient la stratégie et conduisaient la manœuvre. Et pour chacune des deux versions, on avance des preuves.

Jacques Baynac n'apporte certes pas une réponse exhaustive et définitive, mais il fournit de nouveaux éléments de réflexion. A Censier, peu visité par les journalistes et les curieux, qu'attirait bien davantage le happening permanent de la Sorbonne et de l'Odéon, rares sont ceux qui ont pu dépasser les amphithéâtres du rez-de-chaussée, où on prenait la parole comme jadis on avait pris la Bastille.

Or, au troisième étage, sévèrement gardés, dissimulés par le spectacle du délire verbal, les CATE agissaient en silence. C'est là que nombre de jeunes militants ouvriers venaient inspirer les tracts que rédigeaient et imprimaient les étudiants et qui seraient ensuite diffusés dans les entreprises. Là que se prenaient les contacts, que s'établissaient les liaisons, que s'élaborait la tactique pour susciter et répandre la grève, la conduire hors de l'emprise des syndicats et en particulier de la C.G.T.

Une contribution à l'histoire

Un comité d'organisation, un centre de liaison doté de fichiers, collationnant les rapports, disposant d'émissaires, constituait un dispositif de coordination et d'action qui ne remporta pas que des succès, mais dont l'efficacité fut parfois réelle. On en ignorait jusqu'à l'existence, et les précisions, les documents réunis par Jacques Baynac sont bien, comme il l'annonçait, une contribution à l'histoire. S'il ne faut pas exagérer l'importance des CATE, du moins ne pourra-t-on désormais se contenter d'ironiser sur la mythologie ouvriériste des enragés de mai, nier toute relation autre qu'accidentelle entre la révolte étudiante et la grève ouvrière.

Ainsi ce *Mai retrouvé* apporte-t-il, après dix ans, et alors qu'on pouvait croire que tout avait été dit, des lueurs nouvelles sur ces journées qui ébranlèrent la Vᵉ République et l'Etat.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

★ MAI RETROUVE, par Jacques Baynac, Robert Laffont, 304 p., 48 F.

De la Gauche prolétarienne à « la Cause du peuple »

● ***Et le combat cessa...***

UN anniversaire chasse l'autre. Ce mois de la Vierge croule sous les pères : qui n'a pas fait son mai ? Le Dantec, à son tour, se souvient.

La densité d'un livre se mesure à la richesse des échos qu'il éveille. C'est le cas pour ces *Dangers du soleil*.

L'auteur, né en 1943, fils d'instituteurs bretons et communistes, devient centralien. Plus anxieux de faire la révolution que de faire carrière, il glissera « logiquement » d'Althusser à Mao.

En effet, en ces années 1960, si l'on veut repartir à zéro, il ne reste que la Chine, où la révolution culturelle proclame *« le droit à la révolte contre l'Etat et le parti »*. Va pour la Chine.

Le Dantec et ses camarades y découvriront leur règle d'or : que la révolution, au fond, c'est comme la brasse papillon, c'est en la faisant qu'on apprend à la faire.

La guerre civile tout seul

Reste à rejoindre les masses. Une centaine d'intellectuels vont donc « s'établir ». Des agrégés se font O.S. Greffe ou simple flirt ? Nous n'en saurons pas grand-chose, puisque survient la bourrasque de mai...

Passons. Le propos de Le Dantec n'est pas tant ce mois singulier que ses prolongements pratiques, à savoir comment continuer le combat, bradé à Grenelle par le P.C.G.T. Lui et ses amis vont fonder pour cela un mini-groupuscule qu'ils appelleront modestement la Gauche prolétarienne.

La gloire, c'est de devenir un sigle. Très vite, la G.P. fera parler d'elle. Par son journal : *la Cause du peuple*. Et par ses actes.

La G.P. a pour horizon et pour espoir la guerre civile en France. Utopique ? Pas pour des volontaristes. Pour l'avoir, cette guerre, le plus simple est encore de la déclarer aux patrons. C'est chose faite dès 69. Démarre toute une série d'actions spectaculaires : séquestrations de patrons, fauche chez Fauchon, détournement d'un certain Guichard, alors ministre de l'agriculture, tribunaux populaires... La répression suit. A l'époque, Marcellin ne badinait pas. En 70, Le Dantec se retrouve à la Santé pour un an. La G.P. est dissoute. Reste *la Cause du peuple*. La diffuser relève du délit de « reconstitution de ligue dissoute », excellent prétexte pour embastiller les militants. Mais que faire, dès lors que ce sont Sartre et Beauvoir qui diffusent ? *La Cause du peuple* continuera donc, mais le mouvement va s'essouffler, très banalement. On ne peut se tenir à la crête indéfiniment. Surtout, il n'est pas si facile de faire la guerre civile tout seul, ou presque. C'est chic de proclamer : « On a raison de séquestrer les patrons ». Mais c'est qui, « on » ?

Et puis, et puis, les modes se démodent. Courant 71, d'autres revendications apparaissent, celles des « homosexuels », des « je veux vivre en communauté », des écologistes à peine naissants et — surtout — des femmes, qui laissèrent « sans voix » nos maos. Ils sont déjà en retard d'une guerre.

« Jouer les Zorro »

Ils l'admettent, non sans déchirures. Ils sauront arrêter l'aventure à temps, très précisément après l'assassinat de Pierre Overney, en février 72.

Nogrette, cadre chez Renault, est alors enlevé par le « bras armé » de l'ex-G.P. Il sera relâché indemne. Ses ravisseurs ne veulent pas prendre le droit de s'ériger en vainqueurs, ni décider à la place du peuple. Nogrette ne sera heureusement ni Schleyer ni Moro.

Jouer les Zorro quatre ans, c'est joli, mais tout de même... Viennent les dissensions finales, l'enlisement... Pour quelques-uns, c'est l'heure du suicide. Pour les autres, le temps des bilans. Pour Le Dantec, c'est le moment de vérité. Il en rabat. Il dévalue. Il lâche la Chine pour sa chère Bretagne. Comme Zazie, il a vieilli, vite.

Nous avons vieilli. Dix ans, déjà... La révolution est toujours en liste d'attente. Les travailleurs, à l'usine : du moins ceux qui ne chôment pas. Et les patrons patronnent. Mais en suivant Le Dantec, nous comprenons mieux cette histoire si proche. L'histoire de ceux qui disaient, au nom des opprimés, « ON A RAISON DE SE REVOLTER ». De ceux qui prétendaient accoucher l'Histoire, au nom de leur générosité, de leur révolte et de leur bon plaisir.

Certes, il arrive à Le Dantec de penser plus haut que sa tête, et sa lucidité se mélange sympathiquement les abattis. N'est pas maître penseur qui veut. Mais il est sincère, toujours. Touchant, parfois. Il s'interroge :

« Aurais-je la force d'échapper à l'amertume en constatant que notre histoire partagée apporte à certains — toujours les mêmes au fond, et j'en suis — position, célébrité et même fric, tandis que la piétaille s'en sort comme d'habitude, avec coups et blessures ? »

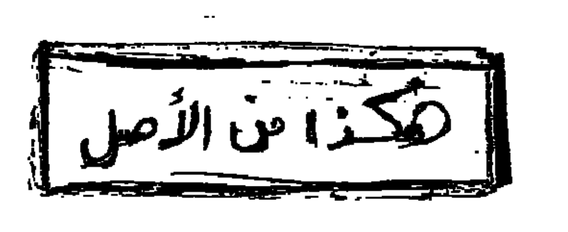
C'est l'état de la question.

Et les autres, les anciens combattants, que font-ils à présent ? Ils tricotent leurs *Mémoires*. Il n'y a pas de sot métier. Candide cultive ses périodes. Du coke au feutre, un titre pour Lévi-Strauss.

Alleluia : notre raisonnable pays a su échapper à Baader et aux Brigades rouges. Echapper belle. Il a exilé Cohn-Bendit, expulsé Croissant, moyennant quoi, c'est calme, par chez nous, non ? Les propos prolotent, les intellectuels tartinent. Tout est en ordre.

CLAUDE COURCHAY.

★ LES DANGERS DU SOLEIL, par Le Dantec, Presses d'aujourd'hui, 289 p., 52 F.



histoire et littérature

Mai 1968 a-t-il eu une influence directe sur la littérature ? Comme tout ce qui concerne cette période d'effervescence, on en discute, et les avis sont opposés. En témoignent l'article de Bertrand Poirot-Delpech, pour qui mai 68, en dépit des quelques romans qu'il a fait naître ou à qui il a servi d'épisode ou de décor, n'aurait mis fin qu'au point virgule, et celui de Claude Courchay qui, lui, voit apparaître un style nouveau : « le style karaté » qu'il s'essaie à définir et à illustrer, aussi bien par des précurseurs de mai que par des héritiers.

Dix ans, c'est peu, pour écrire l'histoire littéraire...

La fin du point-virgule

LA littérature profite parfois aux révolutions. Rarement l'inverse. 89 a moins nourri le *roman du XIX*e que l'épopée impériale. La Commune a donné une chanson, *le Temps des cerises*, et 36 : *Prosper Youp-La-Boum*. Quant à 1917, académisme et miradors, voilà le bilan.

Il est vrai que 68 n'était pas une révolution. Pour Clavel un signe du Saint-Esprit ; une partie de jambes en l'air, selon Mauriac ; mais pas de ces remuements qui font ensuite un plein chapitre de manuel. Des cortèges enfumés, la Sorbonne barbouillée de rouge à lèvres, un général envolé, un coup de pouce au SMIG, un radieux week-end de Pentecôte, le triomphe des radios périphériques : il en faut davantage pour secouer dans ses profondeurs l'art immémorial des mots.

Il y a bien eu des friselis en surface ; 68 a servi de décor ou de thème à quelques romans traditionnels — *Fleur d'agonie*, de Christine de Rivoyre, *Printemps au parking*, de Christiane Rochefort, *Derrière la vitre*, de Merle, *la Perte et le Fracas*, de Clavel. Aucun n'est mémorable. Nathalie Sarraute a tiré de l'événement un tropisme — *Vous les entendez ?* — et Curtis un pastiche — *La Chine m'inquiète*. Les anciens ont raconté romantiquement leurs déconvenues — Bizot, Bleskine, Le Bris, Le Dantec, Linhart. Bien.

Mais rien, dans l'écriture, dont on puisse dire à coup sûr : c'était avant ou après mai. Avant ou après Kafka, Dada, Céline, oui ; avant ou après la rue Gay-Lussac, honnêtement pas. L'anathème contre Claudel, Aragon ou Sartre a duré le temps des slogans d'abribus. Le respect du *style bachoteur et* des règles de l'édition capitaliste est revenu avec l'essence du 30 mai. On a assez dit que la révolte s'enracinait dans le dix-neuvième siècle de Fourier et de Rimbaud. Ajoutez-y Reich, Marcuse et Debord, pour les idées, Artaud pour l'exemple calciné. Mais l'art ne s'en laisse pas conter par les événements comme les tribuns. Il se donne le temps du tri. Sa durée est celle des monuments, non des peintures à la bombe.

Le « nouveau roman » mort ce mois-là ? Il ne battait déjà plus que d'une aile, chacun de ses champions ayant repris sa voie propre. La prose frappée d'électrochoc et rendue à la vie ? Il aurait fallu que la plume changeât de main. Or on a pris les mêmes et on a recommencé, avec plus de tics que jamais, et à peine moins de ponctuation. Seuls les guillemets ont subi un petit coup de vieux. On n'écrit plus : « *Bonsoir* », mumura-t-elle, mais : « *Elle a dit bonsoir* ». Autre perdant, le plus grand peut-être : le point-virgule cher à Paulhan, grâce à quoi la phrase respirait un brin, s'excusait, après vous je vous en prie... Le graffiti, qui est sans doute le plus exact reflet littéraire de mai, a eu sa peau.

Cédons au mythe universitaire des classements précoces, et admettons avec Courchay que la fin du point-virgule, ce qu'il appelle le style karaté - fer rouge, son style à lui, quoi ! date du joli mai. Ça sera commode pour découper cette fin de siècle en anti-sèches et l'apprendre aux enfants des écoles. Mais la généalogie des œuvres de l'esprit obéit moins aux bousculades de rue qu'aux œuvres elles-mêmes. L'air du temps, surtout le zéphyr de mai, touche moins les livres que le vieux parfum sûri des bibliothèques.

Un des textes anniversaires les plus fidèles et symptomatiques, c'est finalement *Oui Mai* de Guegan : il tire au lecteur, en ne parlant nulle part d'il y a dix ans, un pied de nez bien dans la manière des manifs surprises de 68. L'insolence du bon plaisir !

Soyons justes : mai a eu le don des raccourcis. Sous la voûte de la Sorbonne, là où on lisait le poignant : « *Je suis un con !* », un anonyme avait barbouillé : « *Je voudrais écrire, mais quoi ?* ». C'était résumer toute la littérature d'aujourd'hui.

BERTRAND POIROT-DELPECH.



Aujourd'hui, deux romans

MÊME plus le temps de s'aimer ! C'est un monde ! De Nanterre à la Sorbonne, les enfants jouent à la révolution. Sur le tandem qui sillonne les champs de bataille, deux garçons et une fille commentent à perdre haleine le cours des événements. Cela donne : « *J'ai envie de faire la fête. — La quoi ? — La fête. — C'est la Commune. — Tention aux Versaillais ! — Faut être taillé spécial pour passer sa journée dans un car avec du grillage sur les carreaux.* » De loin en loin, bang et rebang ! une grenade vient interrompre ces discours. Hélas ! ils reprennent aussitôt, dans la pire tradition des Trois Mousquetaires. Encore les héros de Dumas tiraient-ils à l'épée plus souvent qu'à la ligne. Leurs successeurs postillonnent dans le vide. Autant en emportent les fumigènes !

★ TANDEM 68, de Côme Decardone, Editions A.T.P., 231 p., 8, rue Saint-Marc, 75002 Paris.

Une utopie de Jacques Sternberg

Tenté et déçu par mai 1968, Jacques Sternberg offre à l'histoire une seconde chance. En 1986, elle va mener à son terme le grand chambardement esquissé dix ans plus tôt. L'échec aura porté ses fruits. D'abord, fini le verbiage qui a tué dans l'œuf les promesses de jadis. Halte aux intellectuels juste bons à « *restructurer le monde, voter des motions, distribuer des options* ». Adieu à la politique, « *la gauche comme la droite qu'unit un même respect pour la sécu, les allocucu, les impôts, la force de frappe, le nucléaire et la fumée des usines* ». Place aux saboteurs qui travaillent en silence. Ils commencent par démolir les voitures, incarnation du mal absolu, puis s'attaquent aux industries, aux banques, aux administrations. En quelques semaines, ils ont paralysé le pays. De son bateau où il file le parfait amour avec une compagne surnommée Brise, le narrateur voit d'un œil ravi les citadins déserter les villes, les gouvernements s'effondrer, l'économie s'arrêter, le système rendre l'âme. Pour comble, voici l'homme délivré de l'obligation de gagner son pain. Des voyageurs ont, en effet, ramené d'Amérique un arbuste, baptisé le Véfour par un gastronome belge, dont les fruits rappellent « *le steak tartare, le cœur de palmier et le crustacé* ». Il n'y a plus qu'à se laisser vivre, qu'à se prélasser sur les plages en attendant le remède miracle qui vaincra cet ultime fléau : la mort.

Mais un jour une flottille d'extra-terrestres pointe à l'horizon. Il va falloir défendre l'utopie contre les envahisseurs, ce qui lui porte un coup fatal. Ainsi se referme la radieuse parenthèse du printemps 1986. On en veut à Sternberg de couper brutalement le cou à sa fable et à nos espoirs. Ce Véfour, quelle magnifique invention ! Pourquoi ne pas en gaver les assaillants et partager avec eux les douceurs du farniente dans le meilleur des mondes ?

GABRIELLE ROLIN.

★ MAI 86, de Jacques Sternberg, Ed. Albin Michel, 250 p., 39 F.

Un ton nouveau

LES grandes secousses entraînent toujours une sensibilité autre. L'écriture n'échappe pas à ce phénomène. Elle porte témoignage. Elle se transforme, comme une voix qui mue.

Après mai, un nouveau style parvient à naître, c'est-à-dire une nouvelle approche du monde, de nouveaux accents. C'est, bien sûr, un style contre, bref, dur. A un certain niveau de dégoût, il ne reste que le cri. Il s'oppose à la prolifération obscène de la littérature à l'encan. Le verbe s'est fait cancer. Le nouveau style est un fer rouge. Il ne se laisse pas cerner. C'est une combustion vive. Il dit toujours plus et autre chose. C'est un style de résonance : il joue sur les longueurs d'onde. Il ne cherche ni à plaire ni à rassurer. Ce n'est pas un tranquillisant. C'est un style inquiet, mal à l'aise, en cavale.

Il s'agit, en un mot, du style karaté : rapide, efficace, il vise à faire passer le maximum d'émotions par le minimum de palabres. Il fonce, il n'explique pas. Il suppose que son lecteur n'est pas un débile léger, qu'il est vif et qu'il en sait pas mal. L'opposition *forme* - fond ? Il tend justement à ce point de fusion où les deux ne forment plus qu'un. Où l'idée à exprimer fait nécessairement corps avec son support, comme l'Esprit-Saint avec la Colombe.

A la limite, il tendrait à se passer des mots. Il manie la litote, l'ellipse, le raccourci. Il indique, coupe, court, frappe et fuit. C'est un style guérilla. Il harcèle et s'évanouit. L'isoler ? Difficile. Il est d'abord ailleurs. Trop pressé pour être précieux, trop fier pour faire la retape, c'est une ligne d'horizon.

Il répond cas par cas à des nécessités précises. Nous ne pouvons en donner que quelques exemples.

Au commencement était Ehni, et sa *Gloire du vaurien* (Bourgois) parue en 1964, mais oui ! Plus tard, sa pièce, *Que ferez-vous en novembre ?* annoncera directement mai. Quant à *la Gloire*, ce mélange de rapidité, de culture, d'émotion cachée sous une futilité apparente est passé à l'époque trop inaperçu.

Plus près de nous, il y a Annie Ernaux et ses *Armoires vides* (Gallimard).

Précisons que, dans les deux cas, il s'agissait de premiers romans, c'est-à-dire du moment où la bête pousse son premier cri. Ensuite, elle apprend à faire le beau, et à tenir compte du milieu. Darwin pas mort. Il faut bien vivre.

Ou alors, pour en faire à sa tête, il faut avoir les moyens. Comme Françoise Xénakis, dans *le Temps usé* (Balland), son énième roman.

Autre chose : le *Kurwenal* (Laffont) de Navarre. Ce n'est pas un cri du cœur : Navarre est le contraire d'un amateur. Justement. Il sert son récit avec rigueur, à l'économie. Ni trop ni trop peu. Il sait garder un ton juste. Il sait aussi nous parler, avec simplicité, de l'homosexualité. Mai ne s'est pas contenté de donner la parole aux murs. Les minorités l'ont prise.

Dans un genre que certains considèrent encore comme mineur, le roman policier, faut-il rappeler cette étonnante réussite de Manchette, *Nada* (« Carré Noir », Gallimard). Pas un gramme de graisse. Une remarquable leçon d'écriture. C. C.

DÉLIVREZ LES LIVRES

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Illustrations du style « karaté »

RENÉ EHNI

Sous la plume de René Ehni, Manfred, mal remis de la guerre d'Algérie, a tenté de vivre en cultivant la futilité. Sa fuite en avant va s'achever.

Un peu plus tard en se bichonnant, il mit en marche le fameux transistor noir, plat comme une tablette de chocolat. Et tout d'un coup il entendit la voix d'Anna Sten *Und immer in der Zeit der Rosen, Hab ich zu sterben stahls gemeint*. Quelle merveille, Anna, depuis le temps. Brusquement un faible bruit d'explosion. Le transistor était foutu. Ça c'est un signe ma vieille, c'est un signe ! Il rit comme un fou. Le printemps dégringolait des toits et se ruait dans la chambre par la fenêtre ouverte, les marronniers secouaient leur tête, Paris et la vie étaient neufs, sans mémoire. « Ce que j'ai pu déconner. » Etait-il *vraiment* heureux maintenant ? Oui, il était *vraiment* heureux. Il s'habilla en vitesse, il allait être en retard. Il portait une sémillante veste en madras achetée à New-York (il avait vu le modèle dans *Esquire* ou *Play Boy*, il était allé le chercher à New-York, le bateau qu'il avait monté à Conscience ! « Je dois voir un directeur de galerie pour mes collages. » Conscience avait fait semblant de marcher, son côté amour maternel, baveux). Il tournait devant la glace de l'entrée. Il se voyait rigoler il entendit sa voix. Implorante. Geignarde. « Non ! Pas maintenant ! » La main tenait le revolver Manni opérait sa catharsis.

(La Gloire du vaurien, Julliard, 1964, puis Bourgois.)

ANNIE ERNAUX

Annie Ernaux raconte l'avortement dans la solitude d'une fille d'origine populaire. Partagée entre deux cultures, elle pense à son passé.

Je n'ai jamais pleuré, je n'ai pas été malheureuse les premiers jours. Je ne reconnaissais rien, c'est tout. L'ennui de papa et de maman, des blagues, je savais bien qu'ils ne s'envoleraient pas et de toute façon, ils ne s'occupaient pas beaucoup de moi. A quatre heures et demie, papa serait là avec son vélo. Le manque de liberté, comme on dit, ne pas faire ce qu'on veut, se lever, s'asseoir, chanter, ça ne me gênait pas. Au contraire. Studieuse qu'ils ont toujours dit. J'ai essayé tout de suite de bien faire tout ce que la maîtresse disait de faire, les bâtons, les bûchettes, le vocabulaire, de ne pas me faire remarquer. Je n'ai jamais eu envie de me sauver, même pas de traîner dans la cour quand la cloche était sonnée. Celles qui le faisaient, j'avais envie qu'elles soient punies. Jamais pensé à l'école buissonnière. Il y avait quelque chose de bizarre, de pas descriptible, le dépaysement complet. Rien de pareil à l'épicerie-café Lesur, à mes parents, aux copines de la cour. Il y avait des moments où je croyais retrouver quelque chose, le jardinier, par exemple, quand il passait sous la fenêtre de la classe, en bleus avec son veston sale, ou bien l'odeur du hareng près du réfectoire, un mot, mais c'était plutôt rare. Ça ne paraissait pas vrai, c'était le jardinier de l'école, le hareng de l'école. Même pas la même langue.

La maîtresse parle lentement, en mots très longs, elle ne cherche jamais à se presser, elle aime causer, et pas comme ma mère. « *Suspendez votre vêtement à la patère !* » Ma mère, elle, elle hurle quand je reviens de jouer « *fous pas ton paletot en bouilchon, qui c'est qui le rangera ? Tes chaussettes en carcaillot !* » Il y a un monde entre les deux.

(les Armoires vides, Gallimard.)

FRANÇOISE XENAKIS

Françoise Xénakis nous parle de son angoisse face à cette mémoire-passoire toujours prête à la trahir.

Ces mots sans cesse engrangés. Ticket de métro, programme, coin de journal.

Panique quand je n'ai rien pour noter.

Ou je suis en train de parler et le mot qui dira l'idée est là, parfait, auréolé quasiment, et il s'échappe parce que pas noté et moi passoire qui n'ai jamais su rien retenir.

Ça me rend enragée parfois de devoir répondre, sourire. Si j'ouvre la bouche mes mots vont...

« En prendrez-vous encore ? » Mimique du regard, peut-être esquisser un non avec mes lèvres ? Ça y est il est foutu le camp et je ne sais déjà plus ce qu'il disait.

(Le Temps usé, Balland.)

YVES NAVARRE

Peint par Yves Navarre, Pierre est un photographe, en reportage au Liban. David et Sarah sont ses amis. Tristan, son chat.

Pierre se lève et prend la place du chef. Il veut guetter. Il attend. Au bout de la vallée, un drame. Un si beau pays, vous savez ! Mais lequel, où ? Pour Pierre, c'est à quatre heures d'avion. C'est tout. Boulot. Clic, clac, et en dix-sept ans, même pas une balle perdue. Les lèvres de David, la peau de Sarah. J'aurais bien caressé Tristan. A Paris, la gauche prend le pouvoir. Mais les poubelles sont toujours les mêmes. Pierre pense qu'il faudra noter tout ça. Les lieux communs. Toujours les mêmes. A les répéter on finira peut-être par les entendre. Le coup des lunettes de Léon Blum.

(Kurwenal, Laffont.)

J.-P. MANCHETTE

J.-P. Manchette dans Nada *décrit l'épopée d'un groupe terroriste. Treuffais, prof dans un cours privé, va être contacté pour participer à l'enlèvement de l'ambassadeur des Etats-Unis à Paris.*

Treuffais lui avait tourné le dos et montait dans sa 2 CV. de l'autre côté de la rue. Le jeune professeur de philosophie sortit vivement de Bagneux, rejoignit la porte d'Orléans et enfila les boulevards extérieurs en direction de l'Ouest. Il se trouvait en danger de perdre son emploi. L'élève Ducatel se plaindrait à son papa d'avoir été insulté. Le père Ducatel s'en ouvrirait à M. Lamour, directeur du cours, une gueule de fausse couche, soit dit en passant.

— Vous feriez mieux de vous appeler monsieur Bouillon, déclara Treuffais, s'adressant à son levier de vitesse. Vous pourriez donner votre nom à votre institution : le Cours Bouillon.

Le feu passe au vert.

— Tout ça, je m'en branle, ajouta Treuffais.

On klaxonna derrière lui. Le jeune homme se pencha par la vitre ouverte.

— Cauchons de Vrounzais ! cria-t-il. On fous a pien engulés en garante. On fous engulera engore !

Un cyclomotoriste en veste de cuir abandonna aussitôt sa machine pour se ruer vers la 2 CV. Treuffais claqua peureusement la vitre. Le cyclomotoriste cogna du poing la tôle de la portière. Il ressemblait à Raymond Bussières.

— Sors de là, petit con ! criait-il

Treuffais dépila son couteau à cran d'arrêt et ouvrit la portière. Il pointa la lame en direction de l'intrus.

— *Me kill you !* grogna-t-il avec un accent négro-hollywoodien. *Me make* bretelles *with your* intestins !

Le salarié comprit le sens général de la chose, bondit en arrière, se prit les pieds dans son Solex et se cassa la gueule. Treuffais démarra, riant, passa le feu orange et se rua solitairement sur le boulevard Lefebvre.

— *Sono* schizo, observa-t-il Et polyglotte. *Primoque in limite Pyrrhus exultat !*

(Nada, Carré Noir.)

Autres livres

D'autres livres ont été publiés à l'occasion du dixième anniversaire de mai 1968 :

● DE L'AUTRE COTE DES BARRICADES, d'André Gaveau (Jean-Claude Simoën, 236 p., 42 francs).
Le témoignage simple et direct du commissaire Gaveau qui commandait les policiers au quartier Latin pendant les troubles de mai-juin.

● ONDES DE CHOC, MAI 68 A L'O.R.T.F., d'André Astoux (Plon, 252 p., 45 francs).
André Astoux fut appelé à la tête de l'O.R.T.F. par le général de Gaulle. A ce titre, il raconte les démêlés de l'Office avec le pouvoir pendant les événements. Il fut, peu après, démis de ses fonctions avec l' « hommage » du gouvernement. Outre son témoignage, André Astoux propose un plan pour une information indépendante.

● HOTEL DE L'AVENIR, de Jean-Marc Salmon (Presses d'aujourd'hui, 290 p., 52 F.).
Un essai serein par un ancien du « 22 mars », à partir d'un « journal des sans-voix », interviews anonymes d'ouvriers et d'étudiants. A travers un inventaire des idées de mai 1968 et un commentaire sur les courants qui s'en inspirent aujourd'hui, l'auteur prend rendez-vous avec l'avenir.

● LES ANNEES ORPHELINES, de Jean-Claude Guillebaud (Le Seuil, 110 p., 25 francs).
Après dix années d'illusions perdues et de révolutions trahies de par le monde, Jean-Claude Guillebaud, reporter au Monde, *au terme d'une analyse féroce, pose la question : pourquoi la mort de tant d'espérances ? (Lire dans le* Monde *du 22 avril la critique de Claude Roy.)*

● LES LAURIERS DE MAI OU LES CHEMINS DU POUVOIR (1968-1978), numéro spécial de la revue *les Révoltes logiques* (Solin, 135 p, 25 F.).
Un quadrillage politico-syndical sur l'après-mai. Les nouveaux philosophes, Libération, *le « nouvel homme socialiste », l' « Etat syndical », etc., sont interpellés par un collectif qui souhaitait « être partout et nulle part »...*

● MAI 68, MAI 78, de Patrick Poivre d'Arvor, photographies de l'agence Gamma (Seghers, 127 p., 59 F.).
Un album de photographies liées par le commentaire d'un journaliste de la télévision. De Paris à Belfast, en passant par New-York, la crise de civilisation des dix dernières années a ébranlé les fondements du monde occidental.

● LA CHIENLIT C'EST MOI, de Siné (Balland, 110 p., 39 F).
L'un des dessinateurs les plus corrosifs, Siné, a réuni les dessins qu'il publia notamment dans l'Enragé, *et une série de textes qu'il écrivit à « chaud » en mai et juin 1968. Une férocité peu égalée.*

● L'ENRAGE, collection complète des douze numéros introuvables, mai-novembre 1968 (Jean-Jacques Pauvert, 62 F).
Edité par Jean-Jacques Pauvert — ce qui lui valut deux plaintes de M. Marcellin, ministre de l'intérieur, pour « injures publiques envers la police », — l'Enragé *fut créé par Siné et Wolinski. Cette feuille satirique, mise en vente en pleine manifestation lors de sa première parution, fut lancée comme un pavé. L'esprit méchant.*

● LES 500 AFFICHES DE MAI 68 (Balland, 220 p., 59 F).
« L'imagination au pouvoir », « les Beaux-Arts sont dans la rue », fleurirent sur les murs de mai 68. Les affiches, réunies par Vasco Gasquet dans cet album, étaient devenues des armes efficaces. De la subversion comme l'un des beaux-arts.
(Les dessins illustrant cette double page ont été extraits de cet ouvrage.)

Le Monde

culture

LE JOUR DU THÉATRE

Culture et/ou loisirs

Les représentants des professions de l'action culturelle se sont réunis le 2 mai à Reims pour s'accorder sur une action commune en vue de faire abroger le décret du 13 avril, plaçant certaines activités des maisons de la culture et des centres d'action culturelle sous la tutelle du ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs. Ils ont souligné que cette mesure avait été prise sans aucune concertation, qu'elle supprimait leur identité et compromettait le fonctionnement de la décentralisation. Ils ont décidé de solliciter une audience auprès du premier ministre et invité la Fédération du spectacle à se joindre au mouvement.

M. Lamblin, maire (P.C.) de Reims, a donné lecture d'un communiqué par lequel les maires des quatorze villes où sont implantées des maisons de la culture demandent au gouvernement de rapporter sa décision et de prévoir des moyens financiers supplémentaires pour que leurs activités puissent être menées dans de bonnes conditions. D'autre part, M. Lamblin et les divers organismes présents se sont élevés contre le non-renouvellement du contrat de M. Alain Guy, directeur de la maison de la culture de Reims. — (Corresp.)

C'était il y a dix ans.

Une famille ouvrière et des enfants qui refusent leur héritage, refusent de se couler dans le temps de leurs parents, où travail, loisirs, amour sont programmés. C'était en 1968.

C'était *est la première pièce de Charles Tordjmann, codirecteur du T.P.L. avec Jacques Kraemer, qui en assure la mise en scène et interroge :* « Où conduit la solitude révolutionnaire ? Le temps a passé, la norme a fait tomber la fièvre, mais la « maladie » est là, latente. » *La pièce interroge les rapports de l'histoire et de l'individu. Avec Jean Ristat, elle dit :* « J'ai mal de l'amour inachevé et qu'on tait — Des corps divisés et qu'on enferme. »

★ Le spectacle se joue jusqu'au 13 mai à Thionville, du 18 mai au 2 juin à Metz, du 5 au 9 juin à Longwy.

Théâtre Amour et Pénurie

Puis il faut, le moment venu, tendre une toile blanche sur les cintres malades de nos hangars et patiemment y accrocher nos angoisses, nos envies, nos contraintes... Calicots de la mémoire quotidienne. Le Théâtre du Jarnisy, troupe professionnelle installée en Lorraine, présente du 5 au 7 mai, à Woippy (agglomération de Metz), et le 8, à Montigny-les-Metz, Liebtango ou Parlers d'amour, *de Bernard Beuvelot, mise en scène de Jacky Pellegrini.*

Entente cordiale en Autriche

Renouant avec une tradition inaugurée au milieu du dix-huitième siècle, un théâtre de langue française ouvrira ses portes à l'automne à Vienne. Cette initiative est le résultat des efforts déployés par les autorités autrichiennes et viennoises depuis environ deux ans. Jean-Louis Barrault a accepté de diriger les premiers pas de cette entreprise aux côtés de M. Schafranek, directeur de l'English Theater, né il y a quinze ans. Pour ses débuts, le théâtre français de Vienne donnera trois spectacles d'une durée de deux à trois semaines en novembre 1978, en février et en mai 1979. Il se produira dans la salle de l'English Theater qui prendra à sa charge tous les frais de production, grâce à la subvention annuelle de 2 millions de shillings (environ 600 000 francs) qu'il reçoit de la ville Vienne.

Le choix des œuvres se fera en Autriche, en liaison avec les étudiants et les lycéens, mais les répétitions auront lieu à Paris, dans les locaux de la compagnie Renaud-Barrault. Les acteurs seront français. Cependant, a précisé Jean-Louis Barrault, si des acteurs autrichiens parlant le français désirent participer à un spectacle, ils seront les bienvenus. — (Corresp.)

■ Le premier prix de piano au concours international d'exécution musicale Maria-Canals, à Barcelone, a été décerné à un jeune Français, Bernard Ascoli, âgé de dix-neuf ans, aveugle depuis sa petite enfance.

Théâtre

« LES FOURBERIES DE SCAPIN » par les Tréteaux du Midi

Les Tréteaux du Midi, centre dramatique voyageur, car il couvre tout le Languedoc-Roussillon, vient de reprendre les *Fourberies de Scapin* dans la mise en scène de son directeur, Jacques Echantillon. Troisième version après celle qu'il a réalisée pour la Comédie-Française et celle qu'il a emmenée en Amérique latine.

Cette fois, on a l'impression que Jacques Echantillon veut en finir avec la pièce. Il la casse comme avec un marteau-piqueur, il la fracasse en petits morceaux intercalés entre des rafales de gags, et l'ensemble compose un film burlesque, une sorte de « bathing beauties » parlant. L'action est déplacée au bord de la mer, dans un sautillement de canotiers, *d'ombrelles et de maillots rayés.* Le valet Silvestre (Michel Lebret) vend des glaces.

Scapin (Jean Lescot) est maître-nageur et Jacques Echantillon se construit une impayable image de Géronte acrobate crasseux, presque ignoble. Mais il ne faut chercher aucun point de vue psychologique ou social. Les personnages désincarnés sont des figures de bandes dessinées, les rouages d'une machine pétaradante, entraînée par les effets de rupture. Le spectacle est un enchaînement rapide de dingueries sèches qui déclenchent irrésistiblement le rire.

On sent là une sorte d'impatience, d'exaspération. Et on n'a même pas à se demander pourquoi Jacques Echantillon monte une pièce pour la secouer à ce point. Il en expose les raisons dans un impromptu-prologue qui raconte avec naïveté bon enfant et assez schématiqe les contradictions dans lesquelles est empêtré le centre : faiblesse des subventions qui ne sont pas du tout en rapport avec les dimensions de la région, conflit avec les troupes de l'A.J.T. (Action pour le jeune théâtre du Languedoc-Roussillon), qui s'estiment lésées, difficultés avec des pouvoirs publics dont la politique culturelle est pour le moins hésitante, avec des municipalités qui n'ont pas les moyens de leurs ambitions ou dont le seul *souci est de « faire remplir les salles »...* Créer dans ces conditions devient un casse-tête épuisant.

« Nous sommes arrivés en 1975, dit Jacques Echantillon, *et la situation nous a imposé un travail qui est celui de la « décentralisation de papa ». Nous n'avons pas l'intention de nous laisser tirer en arrière. Il est indispensable que notre circuit soit réduit et que nous puissions consacrer plus de temps à la recherche de textes et à notre pratique théâtrale ».*

COLETTE GODARD.

★ En tournée jusqu'au 26 mai.

Danse

Les modulations de Murray Louis

A peine le rideau s'est-il ouvert sur les danseurs aux maillots de couleurs détonantes qu'un sentiment de bien-être et d'euphorie submerge la salle. L'œil s'attendrit, les muscles fatigués s'apaisent et l'on se prend à sourire *dans le noir devant le jeu souple* des corps, l'harmonie des mouvements et la drôlerie des enchaî*nements.*

La référence à l'élément liquide s'impose. Toute la troupe se déplace vivement dans l'espace ; elle s'y laisse couler, remonte en surface, ondoie, se déploie comme les poissons dans la rivière. Les stries *de lumière, les passages* du clair à l'obscur *accentuent* encore cette atmosphère aquatique. Les *modulations subtiles et fluides* de la danse conviennent parfaitement à « Schubert », ballet récent (1977) qui exalte les respirations du « Quintette en ut majeur ». La fraîcheur d'âme du musicien.

« Index » date de 1973 ; on y sent fortement l'influence de Nikolaïs qui a d'ailleurs conçu une partition électronique et des éclairages violents *bien* en rapport avec le thème du ballet : les névroses engendrées par la civili*sation urbaine. Ici l'humour de* Murray Louis devient grinçant ; les *mouvements* se précipitent, les gestes se dérèglent. Transformés en écorchés par les soins de Frank Garcia, les danseurs se *livrent* à une suite d'entrées, un peu burlesques, un peu macabres, d'un intérêt inégal mais toujours d'une grande intensité rythmique.

Le grand moment de la soirée reste l'apparition de Murray Louis lui-même dans un solo malicieusement intitulé « Déjà vu ». C'est une démonstration d'équilibre, de souplesse, un décorticage musculaire sur l'égrenage à la guitare *d'airs archi connus de Tarrega,* Scarlatti et Albeniz. On y prend la mesure de l'immense talent du danseur.

Murray Louis peut pratiquement faire ce qu'il veut de son corps. Sa maîtrise, ses dons de comédien *l'apparentent à Buster Keaton* ou au mime *Marceau* ; il a leur fausse *impassibilité et leur tendresse* un *peu mélancolique, mais il possède* de surcroît un sens de l'espace et un don de la composition chorégraphique exceptionnel. Venu tard à la danse, ce fils d'un boulanger de Brooklyn formé par Hanya Holm, disciple de *Mary Wigman, avant de collaborer pendant vingt* ans avec Nikolaïs, compte parmi les novateurs de la modern dance.

Aujourd'hui où il n'est question que de redécouverte du corps, de langage gestuel ou autres formules du genre, il faut l'avoir vu pour comprendre ce qu'est vraiment un corps expressif.

MARCELLE MICHEL.

★ Théâtre de la Ville, 20 h. 30.

Musique

CRÉATION D'UN OPÉRA DU NORD ?

Y aura-t-il bientôt un opéra du Nord ? Lors de la récente réunion des Amis de l'art lyrique de Lille, M. Pierre Mauroy, député et maire socialiste de la ville, a annoncé la création, avant l'automne, d'un syndicat intervilles de Lille, Roubaix et Tourcoing et sera ouvert aux autres grandes cités de la région.

A la vérité, la situation des deux scènes lyriques lilloises appelle une profonde transformation. Avec son théâtre d'opérettes, le Sébastopol, et son opéra, la ville de Lille qui, pour être au cœur d'une agglomération d'un million d'habitants, ne compte cependant elle-même que 200 000 habitants, supporte une charge énorme : quelque 15 millions de francs. Les spectacles sont nombreux, mais le répertoire n'est guère renouvelé, et l'on assiste à la fois à un appauvrissement de la qualité et à une réduction de la clientèle.

Le directeur des deux scènes, M. Alex Vanderdonckt, partant à la retraite, la municipalité a envisagé, avant de désigner son successeur, une restauration complète du théâtre lyrique à Lille. Elle a demandé à M. Jean-*Claude Casadesus,* directeur de l'Orchestre philharmonique de Lille, un rapport et un projet pour l'opéra. Ce rapport, qui écarte *totalement* la scène consacrée à l'opérette, pose des conditions qui semblent nettement au-delà des possibilités financières de la ville, puisqu'il suppose une augmentation très sensible de la subvention. Aussi s'oriente-t-on vers un opéra du Nord qui, à l'exemple de l'opéra du Rhin, pourrait servir toute la région Nord-Pas-de-Calais. Si, dans un proche avenir, les trois villes de Lille, Roubaix et Tourcoing parviennent à définir une action commune, un grand pas aura été franchi...

GEORGES SUEUR.

■ *Soixante-dix candidats ont été* retenus à l'issue du Concours national de voix qui a eu lieu au mois d'avril. L'épreuve finale de cette sélection, organisée par M. Bernard Lefort, futur administrateur de l'Opéra, se disputera à Paris à la fin du mois de mai.

■ Le grand prix du treizième concours de piano de l'Institut musical européen a été attribué à une Allemande, Inge Rosar.

Cinéma

« UN PAPILLON SUR L'ÉPAULE » de Jacques Deray

A Barcelone, un marin de passage, *homme tranquille s'il en fut, entend* des gémissements dans une chambre d'hôtel voisine de la sienne. Il entrouvre la porte de cette chambre. Geste innocent, geste fatal. A cet instant précis, son existence bascule, se transforme en *cauchemar.*

L'homme a perdu connaissance. Il se réveille dans une clinique. Clinique ou bien asile ou bien prison. Un médecin prétend le soigner. Un malade cajole un papillon qu'il croit posé sur son épaule. Qui sont ces gens ? Et, plus tard, dans Barcelone, *qui est cette inconnue attachée à* ses pas ? Que signifient ces coups de téléphone, ces rendez-vous énigmatiques ? Que signifient ces morts ? L'homme a la certitude qu'on le prend pour un autre. Mais comment échapper à cet « autre » ? Comment *faire reconnaître sa véritable identité ?* Voilà maintenant qu'on lui réclame une mallette qu'il n'a jamais *possédée. Voilà que sa femme disparaît.* La police refuse de l'écouter. Et les agents consulaires de son pays lui conseillent de se calmer, de se taire, lui rappelant qu'« *il est toujours dangereux de vouloir trop comprendre* ».

Curieuse, cette histoire (écrite par Jean-Claude Carrière et Tonino Guerra) déconcertante cette aventure *qui balance entre Kafka et James* Hadley Chase. S'agit-il d'une fable sur le destin, sur ces brusques dérapages que le hasard provoque parfois dans nos vies ? D'un apologue *sur l'angoisse de l'homme moderne,* sur les dangers qui menacent sa liberté et sa sécurité ? Est-il vrai qu'autour de nous des forces secrètes se combattent, dont il peut arriver que nous soyons les victimes ? Comme il existe des polices « parallèles », *existe-t-il un « monde parallèle »* générateur d'obscurs conflits ?

Autant de questions que fait naître ce *film* à la fois limpide et mystérieux, ce récit implacable dont les clés demeurent cachées. Loin de chercher à justifier les péripéties de *l'intrigue, Jacques Deray en souligne* la singularité par la précision, la clarté, l'évidence de sa mise en scène. Mise en scène *remarquablement* maîtrisée (l'une des meilleures qu'ait signées le réalisateur), qui introduit la logique à l'intérieur d'un uni*vers apparemment déréglé. Logique* de l'absurde que l'on retrouve dans la folie et les rêves, mais qui semble *déterminer ici des événements* bien réels.

C'est une excellente idée que d'avoir *confié* à Lino Ventura *le rôle* de l'homme traqué, ballotté, manipulé par des ennemis sans visage et sans nom. Son désarroi contraste *avec sa robustesse physique. De* sa panique naît le suspense. En parfait accord avec le style de Deray, son jeu évite à ce film, qui frôle l'invraisemblance, le piège du fantastique.

JEAN DE BARONCELLI.

★ Voir Les films nouveaux.

Jazz

Max Roach sans nostalgie

Quand vient un artiste important, les concerts du Stadium déménagent du bar Totem à la patinoire, qui permet d'accueillir un public près de dix fois supérieur en nombre. Pour Max Roach et son quartet, l'immense patinoire n'était pas trop grande pour contenir tous les *admirateurs*, anciens ou récents, de ce batteur, compositeur, arrangeur, qui n'a cessé, au fil des années, d'aller de l'avant, dût-il rencontrer les pires obstacles. La mort de Clifford Brown, trompettiste aujourd'hui légendaire, fut, en 1956, une mutilation telle pour *le célèbre* quintette de *Max* Roach, qu'on aurait pu la croire insurmontable.

C'était mal connaître la détermination qui anime ce musicien ; si d'autres *formations*, comme celles d'Art Blakey ou de Horace Silver, prirent alors la relève, Max Roach attira *de* nouveau l'attention avec sa *Freedom Now Suite*, qu'il enregistra avec la chanteuse Abbey Lincoln, *et qui exprime*, à l'aube de la musique pop, l'indignation de voir considérés comme des héros des artistes qui n'ont fait que caricaturer une expression musicale noire dont les auteurs sont morts dans l'indifférence. Aujourd'hui, au New *Muse de Brooklyn ou au sein du* C.B.A., sorte de coopérative d'artistes new-yorkais, il enseigne la musique et trouve parfois le temps d'effectuer une tournée.

Il a opté, depuis plusieurs années, pour la forme du quartet, qui lui permet de mettre en valeur son drumming multiple, en même temps qu'il satisfait son goût pour une musique « *dure* », *aux contrastes délibérément* accentués. Ce type de formation, qui réussit aux plus brillants, rend le travail difficile pour les autres : si les deux souffleurs, Cecil Bridgewater et Billie Harper, sont des solistes plus qu'honnêtes, ils n'étaient pas, à la différence du bassiste Calvin Hill, suffisamment à la hauteur pour damer le pion au leader. Très décontracté, les *yeux fixés sur chacune des pièces* qu'il frappe, celui-ci mène un combat extraordinaire contre son instrument. L'ensemble produit un jazz pur, résolument contemporain et si largement accueilli qu'il *ne* laisse place enfin à aucune forme de nostalgie.

PAUL-ÉTIENNE RAZOU.

★ Max Roach Quartet : *The Load Star*, HDP 910, distribution Soulposters.

D'autres concerts

Au Totem : *le 9 mai, Frank Lowe ; le 11, René Urtreger ; le 17, Butch Morris ; le 18, Jacques Berrocal, Itaru Oki ; le 19, Art Ensemble of Chicago.* — A la Tanière : *les 5, 6 et 7, Jacques Berrocal, Nu Creative Methods, Michel Potage, Françoise Achard.* — Au CIM : *le 6, Al Levitt ; le 13, Michel Roques - Tete Montoliu.* — Au Musée d'art moderne de la Ville de Paris : *le 18, Art Studio.* — A Campagne-Première : *Bloom, du 19 au 27.* — A l'Espace Cardin : *le 7, Cat Andersone et Sam Woodyard ; le 16, Anthony Braxton* — A la Vieille Grille : *les 13 et 14 mai, Maris-Mechali.* — En province. A Angoulême : *le 5, Mal Waldron, Jacques Thollot, Chris Mac Gregor ; le 6, Lol Coxhill, Raymond Boni, Frank Lowe.* — A Mantes : *le 17, Charquet and Co ; le 18, Cat Anderson et Claude Bolling.* — A Avignon : *le 30, Champion Jack Dupree.* — A Metz : *les 12 et 13, Capon-Escoudé.* — A Douai : *le 11, Daniel Humair.* — A Dijon : *le 5, le Workshop de Lyon.* — A Longwy-Haut : *le 19, Mike Westbrook, Henry Cow, Frankie Armstrong.*



Notes

Cinéma

« One two two, 122 rue de Provence » de Christian Gion

Au 122 de la rue de Provence, à Paris, s'élevait, avant la guerre une « maison » célèbre. Les propriétaires y offraient, paraît-il, des dîners où l'on faisait et défaisait les gouvernements, *où des ministres côtoyaient* des policiers, des truands et des escrocs. L'un de ces policiers était Bony, l'un de ces truands Carbone, l'un de ces escrocs Stavisky.

Sur fond de lupanar et d'intrigues politiques, Christian Gion décrit la convergence de deux ambitions. Lui, (Francis Huster, excellent) est un jeune Rastignac qui brigue le pouvoir. Elle (Nicole Calfan, séduisante à souhait) une pensionnaire du « One Two Two » qui rêve d'en devenir la patronne. Tous les deux atteindront leur but, mais ce sera au prix d'un amour qu'ils auraient pu partager.

Tout cela n'est pas passionnant. Ce n'est pas non plus ennuyeux. Les *messieurs d'un certain âge* retrouveront dans le film le décor de leurs frasques de jadis. Les plus jeunes constateront qu'il fallait à leurs pères beaucoup d'artifices pour s'encanailler. Les allusions aux événements de l'époque restent évidemment purement anecdotiques, pour ne pas dire vaudevillesques. Il y a des jeux de miroirs suggestifs, les demoiselles sont joliment déshabillées, le charme « rétro » n'est pas oublié... Bref, un film aimable, sans prétention et sans danger, un spectacle luxueux, raffiné, élégant, à l'image du temple de la polissonnerie dont Christian Gion chante la gloire défunte. — J. B.

Mercury, Paramount-Maillot, Paramount-Marivaux, U.G.C.-Opéra, U.G.C.-Danton, Miramar, Mistral, Moulin-Rouge, Paramount-Galaxie, Convention-Saint-Charles, U.G.C.-*Gare de Lyon, 3 Secrétan.*

« Le beaujolais nouveau est arrivé » de Jean-Luc Voulfow

On pourrait dire que la réussite du premier film de Jean-Luc Voulfow (adapté du roman de René *Fallet) se mesure au désastre évité.* Mais c'est plus subtil, plus intéressant. Comme un cadeau qui ne correspond pas à la forme du paquet, on a là une surprise *bien gaie*, réalisée avec les éléments de la France éternelle.

L'astuce du réalisateur, et sa poésie, c'est de s'être conduit en pirate de l'air du temps, d'avoir déjoué les « a priori » et récupéré les traditions pour mieux les détourner. Des bistrots *en panne de beaujolais,* Michel Galabru et Jean Carmet, frimeurs débrouillards partis chez une comtesse chercher du vin, les rencontres *insolites* (Pierre Mondy en mari tyrannisé), des carambolages et des agents de police benêts : la liste entière y est, la vulgarité en moins. *Car rien de ce que l'on attend n'arrive.* Dans ce film, quelqu'un sur un vélomoteur peut tourner autour d'un bassin plein d'eau sans tomber dedans... *quel soulagement !*

Le monde de Jean-Luc Voulfow est ainsi, à l'envers. Au lieu de charger les dialogues et les apparences, il *suggère, procède par ellipses, tisse* des amitiés sous une histoire bête, sous des dehors insignifiants. Michel Galabru et Jean Carmet viennent de nulle part, ne font rien dans leur vie et en sont presque vrais. On les a enfin respectés : ils jouent bien. *Accompagnés d'un travailleur immigré* qui est là soi-disant pour récupérer ses chaussures, ils promènent une grande tendresse. Et un coq, aussi.

CLAIRE DEVARRIEUX.

Musique

Le Concertgebouw d'Amsterdam

La venue à Paris du Concertgebouw d'Amsterdam est, certes, un événement, car cet admirable orchestre ne nous avait pas rendu visite depuis vingt-deux ans. Mais nous attendions de lui autre chose que ces interprétations solides, puissantes, dépourvues d'originalité, des « Première symphonie » et « Septième symphonie » de Beethoven, qui ont, certes, fait crouler de bravos le Théâtre des Champs-Elysées archi-comble, mais ne laisseront rien de mémorable, d'autant que l'orchestre, peu habitué à sortir *de sa salle aux sonorités magiques,* ne semblait pas retrouver ici sa fluidité et son fondu habituels. Pourquoi ne pas avoir apporté des œuvres telles que les « *Symphonies* » de Bruckner et de Mahler, où il excelle sous la direction de Bernard Haitink, ce grand chef à la silhouette de paysan blond ?

Vladimir Ashkenazy interprétait le « Quatrième concerto » avec une *tendance fâcheuse à accélérer dans* les soli sans marquer l'œuvre de sa griffe comme un Kempff ou un Brendel. Mais rien n'empêchera les orchestres de recourir à Beethoven pour assurer leur succès, ni les foules de s'y précipiter. Quelle fraîcheur attendre d'instrumentistes qui viennent de le jouer à Amsterdam et ne joueront que lui pendant les dix-neuf concerts de leur tournée aux Etats-Unis ?

JACQUES LONCHAMPT.

★ Second programme Beethoven, ce jeudi, au Théâtre des Champs-Elysées, avec la *Symphonie héroïque* et le *Troisième concerto*, par Ashkenazy.

Photo

Andrew Sherwood aux Ateliers Aujourd'hui

Daniel Abadie a fait un choix de photos d'Andrew Sherwood prises entre 1963 et 1978, qu'il présente dans les Galeries contemporaines, au *Centre Georges-Pompidou.* Sherwood a un univers menu, mais personnel, qui s'impose sans tapage. Il en va de la solitude, de personnages isolés sur des quais de gare, dans des appartements à moitié vides : il ne reste qu'à soulever un rideau et à regarder par la fenêtre. La solitude tient bon, même en couple ou en famille. Sherwood photographie des amis, des célibataires qui trempent le bout de leurs doigts dans le bocal de leurs poissons rouges, des inconnus, rencontrés dans les couloirs du métro, sur les banquettes des cafés. Il prend les jeunes couples d'aujourd'hui, un peu artistes, au saut du lit ou devant leur petit déjeuner, écrasés par les gestes qu'on doit refaire sans joie.

Sherwood fait des photos tristes qui ressemblent à la vie, au désespoir adolescent ou marginal. Les tirages sont de petit format et les visiteurs ne manquent pas de faire remarquer la beauté des cadres, aux tiges fines de bois brut.

HERVÉ GUIBERT.

★ Centre Georges-Pompidou. Ateliers Aujourd'hui. Jusqu'au 8 mai.

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 19 h. 30 : G.R.T.O.P.
Comédie-Française, 20 h. 30 : les Femmes savantes.
Chaillot, Gémier, 20 h. 30 : Dans la jungle des villes.
Petit Odéon, 18 h. 30 : la Nuit et le Moment ; 21 h. 30 : Rousseau.
T.E.P., 20 h., films : l'Enfance de Maxime Gorki ; Dernière sortie avant Roissy.
Centre Pompidou : Autoportraits des minorités.

Les salles municipales

Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Semaine internationale de guitare; 20 h. 30 : M. Louis Dance Cy.

Les autres salles

Aire libre, 20 h. 15 : Parade.
Antoine, 20 h. 30 : Raymond Devos.
Arts-Hébertot, 20 h. 30 : Si t'es beau, t'es con.
Atelier, 21 h. : la Plus Gentille.
Cartoucherie, Théâtre de la Tempête, 20 h. 30 : Si l'été revenait.
Centre culturel du XVIIe, 20 h. 30 : les Troyennes.
Cité internationale, la Galerie, 21 h. : l'Intervention ; grande salle, 21 h. : Dialogues d'exilés.
Comédie des Champs-Elysées, 21 h. : le Bateau pour Lipaïa.
Epicerie-Théâtre, 20 h. 30 : Michaël Kohlhaas.
Fontaine, 21 h. : Y a des jours comme ça.
Gymnase, 21 h. : Coluche.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Il Teatrino, 20 h. : le Bluff ; 22 h. : Louise la Pétroleuse.
La Bruyère, 21 h. : Louise Michel.
Le Lucernaire, Théâtre noir, 18 h. 30 : les Eaux et les Forêts ; 20 h. 30 : Punk et punk et colegram ; 22 h. : la Gioconda. — Théâtre rouge, 18 h. 30 : les Ecrits de Laure.
Madeleine, 20 h. 30 : Trois lits pour huit.
Marigny, 21 h. : Miam-Miam.
Michel, 20 h. 30 : Lundi la fête.
Michodière, 20 h. 30 : les Rustres.
Moderne, 21 h. : la Nuit des tribades.
Montparnasse, 21 h. : Peines de cœur d'une chatte anglaise.
Mouffetard, 20 h. 30 : Punk-Rats.
Œuvre, 21 h. : Dom Juan.
Orsay, I, 18 h. 30 : Quilapayun ; 20 h. 30 : le Rhinocéros.
Palais des arts, 20 h. 45 : Anne Vanderlove.
Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux folles.
Plaisance, 20 h. 45 : Turandot.
Renaissance, 21 h. : le Journal d'un fou.
Studio-Théâtre 14, 20 h. 30 : Zazoni le rose-croix.
Théâtre Adyar, 20 h. 30 : les Mystères de Paris.
Théâtre du Marais, 20 h. 30 : les Rêves de Pariatev.
Théâtre Marie-Stuart, 19 h. : les Femmes à poils ; 20 h. 45 : Gotcha ; 22 h. 30 : Fragments d'un discours amoureux.
Théâtre de Paris, 21 h. : Hôtel particulier.
Théâtre Paris-Nord, 20 h. 45 : l'Etoile.
Théâtre 347, 20 h. 30 : la Ménagerie de verre.
Troglodyte, 21 h. : l'Amythocrate.
Variétés, 20 h. 30 : Boulevard Feydeau.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 20 h. 45 : le Grand Ecart ; 22 h. : la Femme rompue ; 23 h. 15 : B. Vitse.
Café d'Edgar, I, 20 h. 15 : la Surprise ; 21 h. 30 : Popeck ; 23 h. : les Autruches. — II, 22 h. 15 : Deux Suisses au-dessus de tout soupçon.
Café de la gare, 20 h. 30 : M. Sergent.
Campagne-Première, 19 h. : les Fantasticks ; 21 h. 30 : P. Chatel.
Coupe-Chou, 20 h. 30 : le Petit Prince ; 23 h. 30 : Francis Perrin.
Cour des Miracles, 20 h. 30 : A. Burton ; 21 h. 30 : France Léa ; 22 h. 30 : C. Kursner.
Le Fanal, 18 h. : le Président.
Le Lucernaire, 21 h. : J. Antonin ; 22 h. 30 : A. Faure-Mayol. — II, 22 h. 30 : E. Piaf parmi nous.
La Mama du Marais, 19 h. 45 : Help, Mumy, help ; 20 h. 45 : Zezette ; 22 h. : Kuillères-valises.
La Mûrisserie de bananes, 21 h. : J.-C. Vannier ; 22 h. 15 : les Etoiles.
Petit Bain - Novotel, 22 h. 30 : Spectacle Boris Vian.
Petit Casino, 21 h. : Du dac au dac ; 22 h. 30 : J.-O. Monteils.
Petits-Pavés, 21 h. : Flash dingue ; 22 h. : M. Fontenay ; 22 h. 30 : J. Aveline.
Le Plateau, 20 h. 30 : A. Sachs ; 21 h. 45 : R. Favey.
Le Point Virgule, 20 h. 30 : Ah ! les p'tites femmes; 21 h. 30 : Un après-midi d'automne ; 22 h. 30 : Horizon Graffiti.
Quatre-Cents-Coups, 19 h. : Flic frac; 20 h. 30 : l'Autobus ; 21 h. 30 : la Goutte ; 22 h. 30 : Qu'elle était verte ma salade.
La Soupape, 21 h. : la Dame au bidule ; 22 h. 30 : M. Lalet.
Le Splendid, 22 h. 15 : Amours, coquillages et crustacés.
La Vieille Grille, I, 20 h. 30 : Agrupacion musica ; 22 h. : C. Astier ; 23 h. : J. Coutureau. — II, 20 h. 30 : C. Ricard ; 21 h. 45 : Plurielle ; 23 h. : Bayou sauvage.

Les théâtres de banlieue

Breteuil, château, 18 h. : R. Milosi, violon, et I. Mathis, piano (Mozart, Schubert, Beethoven, Sarasate).
Bures-sur-Yvette, M.J.C., 21 h. : la Célestine.
Clichy, ARC, 20 h. 30 : le Monte-plats.
Suresnes, Centre Léo-Lagrange, 20 h. 30 : Castelhanis.
Villejuif, théâtre R.-Rolland, 21 h. : Graeme Allwright.
Vitry, théâtre J.-Vilar, 21 h. : Ensemble chorégraphique de Vitry.

Chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Ce soir on actualise.
Deux-Anes, 21 h. : Le con t'es bon.
Dix-Heures, 22 h. : le Troisième Tour.

Jeudi 4 mai

La danse

Théâtre de la Porte-Saint-Martin, 21 h. : Fiesta flamenca.
Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 : Compagnie de danse contemporaine Watercress.
Centre Mandapa, 20 h. 30 : Danse post-contemporaine.

Les concerts

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h. 30 : orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. : B. Haitink, sol. : V. Ashkenazy (Beethoven).
Notre-Dame de Paris, 17 h. 45 : Frederik Tulan (Haendel, Bellini).
Hôtel de Sully, 18 h. : orchestre de chambre de Transylvanie (Vivaldi, Rossini, Corelli).
Eglise Saint-Germain-l'Auxerrois, 17 h. : Ensemble instrumental de Saint-Germain-l'Auxerrois et chorale R. Miravet (Pergolèse).

Jazz, pop', rock et folk

Palais des arts, 18 h. 30 : Compagnie Bernard Lubat.
American Center, 21 h. : Edition spéciale.
Théâtre du 28-Rue-Dunois, 20 h. 30 : D. Levaillant et Abracadabra Group.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, 15 h. : l'Evangile selon saint Matthieu, de P.P. Pasolini ; 18 h. 30 : Lancelot du Lac, de R. Bresson ; 20 h. 30 : le Fleuve sauvage, d'E. Kazan ; 22 h. 30, Le jeune cinéma allemand : le Fiancé, la Comédienne et le Maquereau, de J.-M. Straub et D. Huillet.

Les exclusivités

ADIEU A ELVIS (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
L'AFFAIRE MORI (It., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Ermitage, 8e (359-15-71) ; V.f. : Rex, 2e (236-83-93), Rotonde, 6e (633-08-22), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19).
A LA RECHERCHE DE M. GOODBAR (A., v.o.) (**) : Quintette, 5e (033-35-40), Luxembourg, 6e (633-97-77), Balzac, 8e (359-52-70), Colisée, 8e (359-29-46) ; V.f. : Impérial, 2e (742-72-52), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Fauvette, 13e (331-56-86).
L'AMOUR VIOLÉ (Fr.) (*) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
L'ANGE ET LA FEMME (Can.) (*) : La Clé, 5e (337-90-90).
ANNIE HALL (A., v.o.) : Studio-Médicis, 5e (633-25-97), Galerie Point-Show, 8e (225-67-29).
L'ARGENT DE LA VIEILLE (It., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86).
ATTENTION... LES ENFANTS REGARDENT (Fr.) (*) : Capri, 2e (508-11-69), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Les Tourelles, 20e (636-51-98).
LE BAL DES VAURIENS (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), Elysées Point-Show, 8e (225-67-29), Marignan, 8e (359-92-82) ; V.f. : Français, 9e (770-33-88), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).
BARBEROUSSE (Jap., v.o.) : Grands-Augustins, 6e (633-22-13).
LA BARRICADE DU POINT DU JOUR (Fr.) : Palais des Arts, 3e (227-62-98), Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42) (h. sp.).
LE BEAUJOLAIS NOUVEAU EST ARRIVE (Fr.) : A.B.C., 2e (236-55-54), U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), Quintette, 5e (033-35-40), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Marignan, 8e (359-92-82), Balzac, 8e (359-52-70), Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90), Nations, 12e (343-04-67), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Cambronne, 15e (734-42-96), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LE BOIS DE BOULEAUX (Pol., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
BRANCALEONE (It., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86).
LA CHAMBRE VERTE (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62), Biarritz, 8e (723-69-23), U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59), Olympic, 14e (542-67-42).
CINQ LEÇONS DE THEATRE D'A. VITEZ : Palais des Arts, 3e (272-62-98) (h. sp.).
COMMENCEZ LA REVOLUTION SANS NOUS (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82).
COMMENT ÇA VA ? (Fr.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98) ; Le Seine, 5e (325-95-99) ; La Pagode, 7e (705-12-15).
LE CRABE-TAMBOUR (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
LE DERNIER AMANT ROMANTIQUE (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvet, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
DIABOLO MENTHE (Fr.) : Cinéac-Italiens, 2e (742-72-19) ; Lord-Byron, 8e (225-04-22) ; J.-Renoir, 9e (874-40-75).
ELLES DEUX (Hong., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
EMMANUELLE (Fr.). (**) : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount-Galaxie, 14e (580-18-03); Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
L'EPREUVE DE FORCE (A., v.f.) (*) : Capri, 2e (508-11-69) ; v.o. : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34); Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17).
EQUUS (A., v.o.) : Cinoche-Saint-Germain, 6e (633-10-82).
L'ETAT SAUVAGE (Fr.) : Panthéon, 5e (033-15-04) ; Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72) ; Bosquet, 7e (551-44-11) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 9e (770-84-64) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
LA FIEVRE DU SAMEDI SOIR (A., v.o.) (*) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ;Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LA FRANCE DE GISCARD (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14).
FREDDY (Fr.) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
LA GUERRE DES ETOILES (A., v.f. : Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Haussmann, 9e (770-47-55).
HOTEL DE LA PLAGE (Fr.) : Le Paris, 8e (359-53-99).
L'INCOMPRIS (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).

Les films nouveaux

L'EAU CHAUDE, L'EAU FRETTE, film canadien d'André Forcier : La Clef, 5e (337-90-90) ; Studio Cujas, 5e (033-89-22) ; La Pagode, 7e (705-12-15).
LA VIE, T'EN AS QU'UNE, film français de Denis Guedj : Le Seine, 5e (325-95-99) ; La Pagode, 7e (705-12-15).
MAI 68 PAR LUI-MEME, films collectifs (trois programmes) : Saint-Séverin, 5e (033-50-91).
LES NOUVEAUX MONSTRES, film italien de M. Monicelli (v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Gaumont-Rive-Gauche, 6e (548-26-36) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00); Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; (v.f.) : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
OMBRE DE SOIE, film canadien de Mary Stephen : Olympic, 14e (542-67-42), à 18 h. (sf S. et D.).
LE CERCLE INFERNAL, film américain de Richard Loncraine (*) (v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; (v. f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
UN PAPILLON SUR L'EPAULE, film français de Jacques Deray : Richelieu, 2e (233-56-70); Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
OUTRAGEOUS, film américain de Richard Benner (v.o.) : Studio-Alpha, 5e (033-39-47) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; (v.f./v.o.) : Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; (v.f.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).
UN VENDREDI DINGUE, DINGUE, DINGUE, film américain de Gary Nelson (v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; (v.f.) : Rex, 2e 236-83-93) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64); Napoléon, 17e (380-41-46).

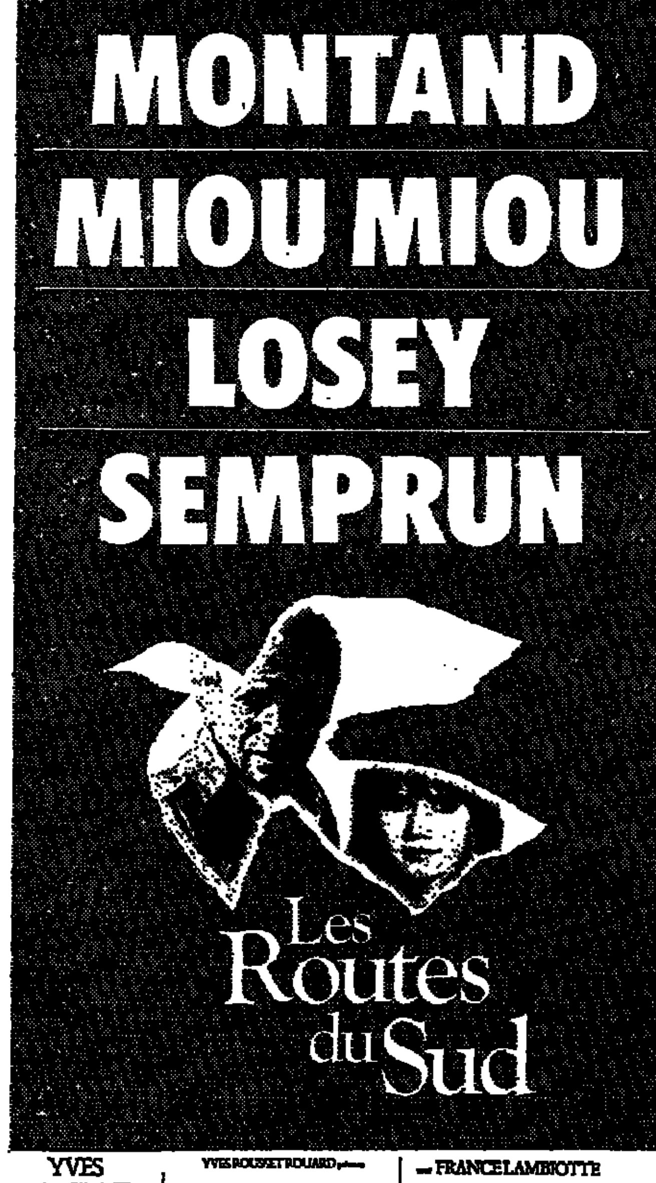
IPHIGENIE (Grec, v.o.) : Cinoche-Saint-Germain, 6e (633-10-82).
JAMAIS, JE NE T'AI PROMIS UN JARDIN DE ROSES (A., v.o.) (*) : Vendôme, 2e (073-97-52) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; Murat, 16e (288-99-75) ; v.f. : U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
JESUS DE NAZARETH (It.) (1re et 2e partie) v.f. : Madeleine, 8e (073-56-03).
JULIA (A.) v.o. : St-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Studio Raspail, 14e (320-38-98).
LA JUMENT VAPEUR (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
MAIS QU'EST-CE QU'ELLES VEULENT (Fr.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
LA MAITRESSE LEGITIME (It.) (**) v.o. : Ermitage, 8e (359-15-71).
NOS HEROS REUSSIRONT-ILS... ? (It.) v.o. : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).
LE NOUVEAU CARTOON A HOLLYWOOD (A.) v.o. : La Clef, 5e (337-90-90) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
L'ŒUF DU SERPENT (A.) (*) v.o. : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83) ; Studio Dominique, 7e (705-04-55) sauf mar. ; v.f. : St-Ambroise, 11e (700-89-16).
ONE, TWO, TWO, 122, RUE DE PROVENCE (Fr.) (*) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90), U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Mercury, 8e (225-75-90) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) : Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Moulin-Rouge, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
POURQUOI PAS ? (Fr.) (**) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12).
QUI A TUE LE CHAT ? (It.) v.o. : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
LA RAISON D'ETAT (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U. G. C. Danton, 6e (329-42-62) ; George-V, 8e (225-41-46) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (770-20-89) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64); Murat, 16e (288-99-75); Secrétan, 19e (206-71-33).
RENCONTRES DU IIIe TYPE (A.) v.o. : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
LE ROTI DE SATAN (All.) (*) v.o. : Studio Git-le-Cœur, 6e (326-80-25); Olympic-Entrepot, 14e (542-67-42).
LES ROUTES DU SUD (Fr.), Boul' Mich, 5e (033-48-29) ; Publicis-St-Germain, 6e (222-72-80), Paris 8e (359-53-99), Publicis Champs-Elysées 8e (720-76-23) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37); Paramount-Bastille, 12e (343-79-17); Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Gaîté, 14e (326-99-34), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention-St-Charles, 5e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
SALE REVEUR (Fr.) : Omnia, 2e (233-39-36) ; Styx, 5e (633-08-40) ; Impérial, 2e (742-72-42) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; PLM-St-Jacques, 14e (589-68-42).
STAY HUNGRY (A. v.o.) : Racine, 6e (633-43-71) : Mac-Mahon, 17e (380-24-81).
LA TERRE DE NOS ANCETRES (Finl., v.o.) : Studio Logos, 5e (033-26-42).
LE TOURNANT DE LA VIE (A., v.o.): U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
VA VOIR MAMAN, PAPA TRAVAILLE (Fr.), Colisée, 8e (359-29-46).
VERA ROMEYKE N'EST PAS DANS LES NORMES (All., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), H. Sp.
LA VIE DEVANT SOI (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Studio Galande, 5e (033-72-71) ; Marbeuf, 8e (225-47-19).
VOYAGE A TOKYO (Jap., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
VOYAGE AU JARDIN DES MORTS (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99), H. Sp.
LA ZIZANIE (Fr.), Marignan, 8e (359-92-82) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

Les festivals

CHATELET-VICTORIA (v.o), 1er (508-94-14) : 13 h. : la Mort d'Alexandre, 14 h. 15 : le Dernier Tango à Paris ; mer., jeu., ven., sam., à 16 h. 20 : Taxi Driver ; dim., lun., mar., à 16 h. 20 : Lenny, 18 h. 10 (+ ven., à 24 h.) : Au-delà du bien et du mal, 22 h (+ sam., à 24 h.) : Cabaret.
J.-L. GODARD : Châtelet-Victoria, 1er, 20 h. 15 : A bout de souffle, 22 h. : Pierrot le Fou ; ven. et sam., à 24 h. : Une femme mariée ; Le Seine, 5e (325-95-99), 14 h. 30 : A bout de souffle. 16 h. 30 : Alphaville.
STUDIO 28 (v. o.), 18e (606-36-07) : les Chercheuses d'or.
C. CHAPLIN (v.o.), Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07) : le Dictateur.
M. DIETRICH (v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78) : Désir.
JAZZ ON MOVIES (v.o.) : Action La Fayette 9e (878-80-50).
TATI : Champollion, 5e (033-51-60) : Jour de fête.
FELLINI-PASOLINI (v.o.) : Acacias, 17e (754-97-83), 15 h. : Casanova, 17 h. 20 : Fellini-Roma, 19 h. 30 : Satyricon, 22 h. : les Mille et Une Nuits.
BOITE A FILMS (v.o.), 17e (754-51-50) : I, 13 h. : Easy Rider, 14 h. 45 : Frankestein Junior, 16 h. 45 : New-York, New-York, 19 h. 15 : Repérages, 21 h. : Cabaret, ven. et sam., à 23 h. 20 : Un après-midi de chien ; II, 13 h. : la Horde sauvage, 15 h. 30 : le Lauréat, 17 h. 30 : les Damnés, 20 h. : Mort à Venise, 22 h. 15 : Phantom of the Paradise, ven. et sam., à 24 h. : Délivrance.
WESTERNS : Classiques et Renouveau (v.o), Olympic, 14e (542-67-42), mer. : les Collines de la terreur, jeu. : la Revanche d'un homme nommé Cheval, ven. : John McCabe, samedi : les Proies, dim. : l'Appât, lun. : Vandez arrive, mar. : Vera Cruz.
IIIe SEMAINE DES CAHIERS DU CINEMA (v. o.) : Action République, 11e (805-51-33), mer. : la Vocation suspendue, Child is Waiting, France, mère des arts, des armées et des lois ; jeu. : l'Exécution du traître à la patrie, Public Ennemy, Allemagne, année zéro ; ven. : la Structure du cristal, Capricci, Young and Innocent ; sam. : les Amants crucifiés, Une vie, un auteur : M. Mizoguchi, Ceddo ; dim. : Tableaux vivants, camouflages, les Belles Manières ; lun. : Flammes, Chili Impressions, la Jungle plate ; mar. : Journée vidéo.







ARTS ET SPECTACLES

Expositions

Madrid fête les quatre-vingt-cinq ans de Miro

Le 20 avril dernier, Joan Miro a fêté ses quatre-vingt-cinq ans, dans son atelier de Palma-de-Majorque. Ce jeudi 4 mai, une grande rétrospective de son œuvre s'ouvre à Madrid. Cent trente toiles venues du monde entier ont été accrochées au Musée d'art contemporain de la capitale. Vingt-deux d'entre elles sont toutes récentes : le célèbre artiste catalan les a terminées le mois dernier. Environ deux cents gravures et lithographies sont exposées d'autre part dans les salles de la direction du patrimoine national.

Tel est l'hommage, grandiose et tardif, que le gouvernement madrilène rend à un peintre qui, comme Picasso, s'était servi de son art pour défendre la cause républicaine pendant la guerre civile, mais qui, contrairement au maître de Vallauris, n'a pas connu l'exil puisqu'il est rentré en Catalogne dès 1940 et s'est fixé aux Baléares à partir de 1956.

Très actif, mais de santé précaire (il a été victime d'infarctus et souffre d'un pied), Miro doit être présent à l'inauguration de l'exposition, qui durera jusqu'au 23 juillet, et à laquelle assistent M. Josep Tarradellas, président de la Généralité de Catalogne, et le ministre de la culture, M. Pio Cabanillias.

La rétrospective est représentative de chacune des époques de l'artiste, depuis les années de jeunesse (les premières toiles datent de 1914) jusqu'à aujourd'hui. La majorité de la production d'avant 1940 a été prêtée par des musées ou des collectionneurs étrangers. Souvent, c'est le peintre lui-même qui a dû solliciter le prêt. Il y a là des toiles du Musée d'art moderne et de la Fondation Guggenheim de New-York, du musée d'art de Philadelphie, du musée Albright-Knox de Buffalo, du Musée d'art moderne de Paris, de la Fondation Maeght, de collections privées anglaises, suisses, françaises (de la collection d'André Breton, notamment). Plusieurs œuvres de la toute première jeunesse — « *les Miro d'avant Miro* » disent les organisateurs — ont une saveur d'inédit, car elles proviennent de la collection de l'auteur. Une trentaine de toiles appartiennent à la Fondation Miro de Barcelone.

« *Miro est un peintre unique*, dit M. Francesco Vicens, directeur de la Fondation Miro de Barcelone. *Il n'a copié personne, et personne n'a pu le copier. Souvent, à Barcelone, je vois arriver des productions de faussaires. Elles sont facilement reconnaissables. Leurs auteurs copient en effet un élément d'une toile, puis un élément d'une autre toile, mais jamais ils ne sont capables d'*« *inventer* » *un Miro. A l'inverse de Picasso, qui a été un créateur multiforme dont le génie s'est étendu de façon horizontale, Miro a creusé au même endroit. Il s'est approfondi sans cesse, il a fait un travail vertical. Il faut souvent des années à Miro pour peindre un tableau. Il peut avoir cinquante toiles en cours en même temps. Il les laisse mûrir pendant des mois, voire des années, puis les termine tout à coup en vingt-quatre heures.* »

Exemple de générosité, de désintéressement rarissime, selon M. Francesco Vicens : la Fondation Miro, financée par le peintre, alimentée par ses collections personnelles, et dont il a refusé qu'elle soit un temple dédié à son art pour en faire un centre d'études de l'art contemporain, un lieu de rencontre des jeunes créateurs.

CHARLES VANHECKE.

PRESSE

L'Assemblée du Conseil de l'Europe et la protection de la liberté de la presse

De notre correspondant

Strasbourg. — La protection de la liberté de la presse se range parmi les préoccupations de l'Assemblée du Conseil de l'Europe qui, sur rapport du libéral danois, M. Arne Christiansen, vient de proposer la mise à l'étude d'une série de mesures adaptables à chaque pays pour mieux en assurer le respect. L'Assemblée se prononce pour la première fois en faveur de l'adoption « *de législations nationales restrictives sur les monopoles et concentrations de presse* » en soulignant que « *la liberté de la presse ne peut être garantie seulement par les règles de la libre entreprise* ». Pour la première fois aussi, elle met en cause le pouvoir de la publicité sur le contenu rédactionnel.

Pour l'audio-visuel, l'Assemblée souhaite la multiplication des canaux de diffusion indépendants afin de « *casser les monopoles* ». Elle plaide surtout pour la mise en place de « *statuts du personnel de rédaction, des moyens de communication de masse* » — sans prononcer le mot de sociétés de rédacteurs — qui contribueraient à garantir la liberté d'expression et de commentaires des journalistes devant les tentatives des propriétaires ou des syndicats visant à les limiter. Dans une première version de la recommandation, la commission politique avait insisté sur les dangers pour la liberté de la presse pouvant provenir de l'attitude malthusienne des syndicats devant l'introduction des technologies nouvelles dans l'imprimerie. Cette formulation a été édulcorée dans le texte définitif qui fait appel à la notion d'équilibre entre les intérêts des syndicats et ceux des employeurs en ce domaine.

M. Gabriel Péronnet (radical) est intervenu en faveur du droit de réponse — déjà reconnu par la loi — à la radio et à la télévision pour les particuliers comme pour les personnes morales. L'exercice de ce droit, a noté l'orateur, est réduit à sa plus simple expression : de 1975 à 1977 onze demandes de droit de réponse ont été présentées. Quatre seulement ont été acceptées, mais après des délais tels que les réponses n'avaient plus de portée, a indiqué M. Péronnet. La diffusion électronique ne connaissant pas de frontières, le droit de réponse du citoyen ou de la personne morale ne peut être fondé que sur une base européenne, sinon des attaques ou des mises en cause par-delà les frontières resteraient impunies puisqu'elles pourraient jouer de différence dans les législations nationales. Dans cet esprit, M. Péronnet devait demander la mise à l'étude par les services du Conseil de l'Europe d'une convention européenne de la liberté de la presse et de l'audiovisuel.

J.-C. HAHN.

LA LIBERTÉ D'INFORMATION ET LA PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE DE L'UNESCO

M. Amadou M'Bow, directeur général de l'UNESCO, intervenant mercredi devant le conseil exécutif, s'est félicité des résultats de la récente conférence de Stockholm des agences de presse, soulignant « *la volonté de dialogue* » qui s'y est manifestée.

La politique de l'UNESCO, a déclaré M. M'Bow, vise à créer « *les conditions réelles d'une véritable liberté, garante d'une information à double sens, objective et équilibrée, qui permette à chaque peuple de faire connaître comment il ressent sa condition et conçoit sa contribution à l'évolution de l'humanité* ».

M. M'Bow a, d'autre part, souhaité que le conseil exécutif précise les mesures à prendre pour atteindre un large consensus, lors de la prochaine conférence de novembre, sur le projet de déclaration concernant « *l'emploi des moyens d'information en vue du renforcement de la paix, de la compréhension internationale et de la lutte contre le racisme* ».

● *A l'Ecole supérieure de journalisme de Lille*, les épreuves de sélection pour 1978 auront lieu du 3 au 7 juillet. Les inscriptions, prises jusqu'au 30 juin, sont réservées aux titulaires d'un diplôme du premier cycle de l'enseignement supérieur, spécialement aux titulaires d'un DEUG de droit, sciences économiques, administration économique et sociale, langues vivantes appliquées. La durée des études est de deux années. Pour tous renseignements, s'adresser à la secrétaire générale de l'E.S.J., 67, boulevard Vauban, 59046 Lille Cedex. Tél. : (20) 54-48-21 ou 54-87-64.

RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 4 MAI

CHAINE I : TF 1

18 h. 45, Comment faire ; 18 h. 50, Feuilleton : Le village englouti ; 19 h. 5, Une minute pour les femmes (voiture volée) ; 19 h. 10, L'enfance de l'art ; 19 h. 40, Eh bien... raconte ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Série : Ce diable d'homme : Voltaire, de C. Brulé, mus. de J. Loussié, réal. M. Camus (premier épisode : Le scandale et le bâton), avec D. Manuel, C. Dauphin, G. Caillaud et N. Garcia.

François Arouet étudie chez les jésuites, découvre la passion et décide de se faire appeler Voltaire.

21 h. 30, Magazine d'actualités : L'événement.

L'automobile de demain aux Etats-Unis ; Israël, trente ans après ; les pavillons de complaisance et le Liberia ; la chute de la maison Boussac.

22 h. 30, Journal.

22 h. 35, FILM : L'AGRESSION, de G. Pires (1974), avec J.-L. Trintignant, C. Deneuve, C. Brasseur, R. Charlebois

Victime, sur la route des vacances, d'une agression qui a coûté la vie à sa femme et à sa petite fille, un homme cherche à se venger de jeunes motards en lesquels il a cru reconnaître les coupables.

Le mécanisme d'une escalade de la violence. Réalisation brillante, habile, un peu complaisante envers ce qu'elle prétend dénoncer.

CHAINE II : A 2

18 h. 25, Dessins animés ; 18 h. 40, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 20, Charlie Chaplin ; 19 h. 45, Top-club (Sacha Distel) ; 20 h., Journal.

20 h. 35, Série : Emile Zola ou la Conscience humaine (2e épisode : J'accuse) de S. Lorenzi d'après le roman d'A. Lanoux, avec J. Topart, F. Maistre, P. Crauchet.

22 h. 40, Légendaires, de P. Dumayet, Ph. Alfonsi et P. Pesnot : de l'autre côté de la plaine, réal. Y. Gauthier.

L'envoûteur, l'envoûté et le leveur de sorts dans le Calvados.

23 h. 10, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Téléfilm : « L'Arbre et le Petit Garçon », de M. Chateau et J. Doyen ; 19 h. 30, Le maître du temps : Jean-Baptiste Schwilgue (productions FR 3-Alsace) ; 19 h. 40, Tribune libre : le Mouvement des radicaux de gauche ; 20 h. Les jeux.

20 h. 30, FILM : LA BATAILLE D'ANGLETERRE, de G. Hamilton (1969), avec L. Olivier, T. Howard, N. Patrick, M. Caine, C. Jurgens, K. More

La résistance héroïque de la R.A.F. aux assauts des chasseurs-bombardiers lancés par Hitler sur l'Angleterre en août-septembre 1940. Monumentale reconstitution historique, à la gloire d'hommes qui ont sauvé leur pays.

22 h. 15, Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « De la vie d'un vaurien », de J. von Eichendorff, adaptation R. Barthe ; 19 h. 25, Biologie et médecine.

20 h., « Le mystère de la charité de Jeanne d'Arc », de C. Péguy, avec E. Riva, E. Weisz, C. Pinet, réal. J. Rollin-Weisz ; 22 h. 30, Nuits magnétiques... Asic, ma mère, par G. Drecq.

FRANCE-MUSIQUE

19 h., Jazz time ; 19 h. 45, Eveil à la musique ; 20 h., Thèmes variés... Evolution des sonorités des orchestres... L'école russe : Moussorgski, Scriabine ; 20 h. 30, Entrée de jeu avec François Lengellé, clavecin : « Fantaisie et fugue en la mineur BWV 904 », « Trois Préludes et fugues, du clavecin bien tempéré », « Concerto en do majeur BWV 984 », « Ouverture à la française BWV 831 » (J.-S. Bach) ; 22 h. 30, France-Musique la nuit... Planétarium imaginaire... Pluton : Varese, Dukas, Berlioz ; 23 h., Actualité des musiques traditionnelles ; 0 h. 5, Les chantres et les mystiques du soleil : Rameau, Mozart, Stockhausen, Haendel, Louvier.

VENDREDI 5 MAI

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 25, Faire : l'électricité ; 12 h. 35, Midi première ; 13 h., Journal ; 13 h. 35, Emissions régionales ; 14 h. 5, Télévision scolaire ; 14 h. 25, Emission pédagogique : Cousons cousines ; 17 h., Télévision scolaire ; 17 h. 55, A la bonne heure ; 18 h. 25, Un, rue Sésame ; 18 h. 50, Comment faire ? : l'électricité ; 18 h. 55, Feuilleton : Le village englouti ; 19 h. 15, Une minute pour les femmes : la Croix-Rouge ; 19 h. 45, Eh bien... raconte ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Au théâtre ce soir : les Œufs de l'autruche, d'A. Roussin, mise en scène A. Roussin, avec A. Roussin, S. Renant, C. Parisy.

Un fils homosexuel, l'autre gigolo, voilà de quoi transformer un père de famille traditionaliste en autruche.

21 h. 55, Magazine : Expressions.

Des tableaux dans la ville ; Roberto Benzi ; le B.T.C., ou une aventure bouclée ; Cézanne ; Théâtre clefs en main.

23 h. 10, Journal.

CHAINE II : A 2

13 h. 35, Télévision régionale ; 13 h. 50, Série : Malaventure... Aux innocents les mains pleines (2e épisode) ; 14 h., Aujourd'hui madame : le cinéma des téléspectatrices ; 15 h., Feuilleton : La mission Marchand (6e et dernier épisode) ; 16 h., Aujourd'hui magazine : les loisirs ; 17 h. 55, Fenêtre sur... La mémoire courte : Jean Cau ; 18 h. 25, Dessins animés ; 18 h. 40, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top-club (Sacha Distel) ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Série : Les brigades du Tigre (Bandes et contrebande).

21 h. 35, Emission littéraire : Apostrophes : Itinéraires de femme.

Avec Mmes F. Mallet-Joris (Jeanne Guyon), *F. Parturier* (Calamité, mon amour), *S. Prou* (la Dépêche), *Y. Sadoul* (Tels qu'en mon souvenir), *P. Finaly* (Tropique du Valium) *et F. d'Eaubonne* (les Bergères de l'Apocalypse).

22 h. 45, Journal ; 22 h. 50, Télé-club : La grande peur de la montagne, d'après C.-F. Ramuz, par P. Cardinal (redif.).

Superstitions, avalanches et catastrophes pour les personnages d'une œuvre peu connue de l'auteur de l'Homme sans qualité.

CHAINE III : FR 3

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Emissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : la LICA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, Magazine : le Nouveau Vendredi (Forza Bastia), réal. F. Warin.

Ou comment les Corses vivent le football.

21 h. 30, Série documentaire : la révolution nucléaire, de H. Champetier et Cl. de Givray. (L'atome pacifique) ; 22 h. 30, Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie : Jean Le Gac (et à 14 h., 19 h. 55, 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales, avec L. Shild et S. Nair ; 8 h., Les chemins de la connaissance... Le monde du poète M. Piazzola ; à 8 h. 32, Triomphe et misère de l'enfant ; 9 h. 7, Matinée des arts du spectacle ; 10 h. 45, Le texte et la marge ; 11 h. 2, Le journal de Cosima Wagner (Siegfried Wagner) ; 12 h. 45, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama, avec E. Copfermann ;

13 h. 30, Musique extra-européenne ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Le Clos du roi », de M. Scipion ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... Les Français s'interrogent sur « la parade sexuelle », avec R. Chauvin ; 16 h., Pouvoirs de la musique ; 18 h. 30, Feuilleton : « De la vie d'un vaurien », de J. von Eichendorff, adaptation R. Barthe ; 19 h. 25, Les grandes avenues de la science moderne : la marée noire ;

20 h., Les maîtres du roman populaire français de 1918 à 1950, par P. Dupriez et S. Martel ; 21 h. 30, Musique de chambre : S. Slavtcheva, pianiste (Schumann) ; J. Dumont, violoniste, et H. Puig-Roget, piano (Schubert) ; le Trio de Chicago (Beethoven) ; 22 h. 30, Nuits magnétiques... Asic, ma mère, par G. Drecq.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Le matin des musiciens... Verdi et Shakespeare : Verdi, Puccini, Mendelssohn ; 12 h., Chansons : sortilèges du flamenco ; 12 h. 40, Jazz classique ;

13 h. 15, Stéréo service ; 14 h., Radio scolaire ; 14 h. 15, Divertimento : Ziehrer, Hruza, Bauer, J. Strauss ; 14 h. 30, Triptyque... Prélude : B. de Boismortier, Haydn ; 15 h. 32, Musiques d'ailleurs... La Roumanie ; 17 h., Postlude : Schumann, Honegger, Loucheur ; 18 h. 2, Musiques magazine ; 19 h. 45, Thèmes variés : Evolutions des sonorités et orchestres : Debussy, Ravel, Stravinski ;

20 h. 30, Da Capo... Felix Weingartner dirige Beethoven : « Fidelio », ouverture, par l'orchestre philharmonique de Londres ; « Symphonie n° 2 », par l'Orchestre symphonique de Londres ; 21 h. 20, Orchestre symphonique de la radio de Sarrebruck, dir. G. Sinopoli, avec K. Wittlich, piano ; « Daphnis et Chloé », deuxième suite (Ravel), « Concerto pour piano et instruments à vent » (Stravinski), « Sixième Symphonie pathétique » (Tchaïkovski) ; 23 h. 15, France-Musique la nuit... Da Capo... Felix Weingartner dirige Beethoven : Sonate « Hammerklavier » opus 1[illegible] en si bémol majeur ; 0 h. 5, Les chantres et les mystiques du soleil : Beethoven, R. Strauss, Penderecki, Vivaldi, Taira, Xenakis, Radulescu.

CORRESPONDANCE

Zola et ses deux femmes

En réponse à la déclaration de Jean Topart, qui joue le rôle de Zola dans l'émission de Stellio Lorenzi et Armand Lanoux, « Emile Zola ou la conscience humaine », et qui notait, dans le Monde *daté 23-24 avril, « son côté lâche et menteur entre ses deux femmes », nous avons reçu la lettre suivante de M. Alexandre Baillot, de Lhommaizé (Vienne) :*

D'après les déclarations de Mme Zola, que j'ai connue au début du siècle, son mari ne lui a jamais caché ses relations extra-conjugales avec Jeanne Rozerot. Car Zola aimait beaucoup les enfants et souffrait de la stérilité de sa femme. Mme Zola a été très compréhensive en adoptant Jacques et Simone. Lors de son voyage en Angleterre, accompagnée par l'éditeur Fasquelle, pour rendre visite à son mari exilé après l'affaire Dreyfus, Mme Zola offrit une place à la concubine, mais celle-ci, discrète, préféra rester avec ses enfants.

LISEZ

« le Monde des philatélistes »

Une radio privée italienne pour la Corse.

● Une radio commerciale privée destinée à la Corse est en cours d'installation à Livourne, en Toscane (Italie). Des autorisations ont déjà été accordées par le gouvernement italien à cette station qui disposera d'un émetteur de 500 watts. Un réémetteur, installé dans l'île italienne d'Elbe, permettra la réception sur la côte orientale de la Corse (Bastia, cap Corse), et éventuellement sur la côte occidentale (Calvi, Balagne). Cette station, qui émettra en modulation de fréquence en langues française et corse, n'aura aucune vocation politique et sera axée sur la vie régionale.

● *M. Robert-André Vivien*, député R.P.R. du Val-de-Marne, a été reconduit à la présidence de l'intergroupe d'étude des problèmes de l'information à l'Assemblée nationale, qui comprend cent quarante-sept députés. Cinq commissions ont été mises en place, chargées respectivement de la presse écrite (prés. : M. Yves Lancien, R.P.R.), de l'audiovisuel (prés. : M. Roland Nungesser, R.P.R.), de l'information publicitaire (prés. : M. Alain Bonnet, M.R.G.), des relations publiques (prés. : M. Jean Boinvilliers, R.P.R.), des activités cinématographiques (prés. : M. Jacques Baumel, R.P.R.).

هكذا من الأصل

Le Monde économie-régions

LE SALAIRE MINIMUM ET LES NÉGOCIATIONS SOCIALES

L'augmentation du SMIC : 1,08 % en pouvoir d'achat

LES SYNDICATS : ce n'est pas plus que le salaire ouvrier moyen

En décidant de fixer le taux horaire du SMIC à 10,45 francs, le conseil des ministres a opté pour l'hypothèse basse d'une revalorisation en pouvoir d'achat du salaire minimum. L'augmentation du SMIC, qui passe de 10,06 F à 10,45 F — soit 1 813 francs par mois pour une durée hebdomadaire de quarante heures — est de 3,87 %. L'accroissement du pouvoir d'achat qui en résulte est de 1,08 % et non pas de 1,2 % (voir ci-dessous), comme l'a déclaré le premier ministre (compte tenu d'une hausse des prix de 2,76 % d'octobre 1977 à mars 1978).

Selon les syndicats, cette décision ne se traduit pas *« par un relèvement exceptionnel du SMIC supérieur à la progression moyenne des salaires puisque le SMIC aura progressé de 9,1 % de juillet 1977 au 1er mai 1978 (10,45 F au lieu de 9,58 F), alors que le taux du salaire horaire ouvrier moyen durant une période équivalente s'est accru de 9,5 % du 1er avril 1977 au 1er janvier 1978 »*.

Le relèvement du SMIC ne s'inscrit pas non plus, du moins à première vue, dans la politique qu'avait annoncée M. Barre lors de la campagne électorale. Dans son intervention à TF 1 le 21 février dernier, lors de l'émission « l'Evénement », le premier ministre avait déclaré, au sujet de la fixation progressive du SMIC à 2 400 francs : *« Je dis* [que le SMIC atteindra] *dans le courant de la législature 2 400 F, qui ne seraient pas en monnaie de singe. »* Cet engagement signifiait en principe que, d'ici à 1983, le SMIC devrait être relevé en pouvoir d'achat de 6,2 % en moyenne par an.

En annonçant une progression en trois étapes cette année (1er mai, 1er juillet, 1er septembre), M. Barre ne s'est certes pas engagé à relever le pouvoir d'achat de 2 % à chacune des trois étapes. Mais après le retard qui vient d'être pris (1,08 % seulement en mai) le pas à faire risque d'être encore plus difficile lors des étapes suivantes. A moins que le premier ministre n'ait décidé, comme il l'a laissé entendre, de reporter l'application de ses engagements en fin d'année, en donnant d'ici là toutes chances aux partenaires sociaux de régler par eux-mêmes ce difficile problème. Ce que peut signifier le propos de M. Boulin (voir ci-dessous).

Selon des évaluations puisées à des sources différentes, le nombre des personnes concernées directement par l'augmentation du SMIC serait de l'ordre de 800 000. Celui des salariés dont le niveau de rémunération est proche du SMIC et qui, en conséquence, bénéficieront indirectement de sa majoration pourrait ainsi s'élever à 1 500 000 francs environ. Sans compter les centaines de milliers de travailleurs dont le salaire est égal ou inférieur au SMIC, en raison de leur statut particulier ou de la faible durée de leur travail.

LE CENTIME ENLEVÉ AUX « SMICARDS »

Les membres du gouvernement ne sauraient-ils plus compter ? En fixant le nouveau taux horaire du SMIC à 10,45 F (au lieu de 10,06 F auparavant), ils ont majoré le salaire minimum de 3,87 % et non pas de 4 %, comme ils l'ont annoncé. L'accroissement du pouvoir d'achat du SMIC n'est pas de 1,20 % comme l'ont indiqué M. Barre et le communiqué officiel du conseil des ministres, mais simplement de 1,08 %. Erreur de calcul ?

Pas vraiment. En réalité, le projet de communiqué du conseil des ministres prévoyait un SMIC à 10,46 F ; les experts du gouvernement avaient donc raison de chiffrer l'accroissement du pouvoir d'achat à 1,20 % (en arrondissant). Mais le conseil des ministres a décidé d'abaisser de 1 centime le SMIC envisagé ; il l'a fixé à 10,45 F au lieu de 10,46 F. Sur la feuille du communiqué remis à la presse, le chiffre de 6 centimes a été biffé (mal d'ailleurs) et remplacé par un 5.

Pour quelles raisons ? Arrondi (en baisse) le montant du SMIC ? Apporter un caillou supplémentaire à la lutte contre l'inflation par les coûts ? Laisser une marge de discussion un peu plus grande au patronat et aux syndicats ?... On ne sait. Toujours est-il qu'en enlevant 1 centime aux « smicards » les ministres ont oublié de rectifier leurs calculs en pourcentages. Et laissé dans leur communiqué un progrès de 1,20 % en pouvoir d'achat, désormais faux. Mais pourtant abondamment cité par les voix officielles...

LA C.G.T. : le gouvernement poursuit ses pratiques antérieures.

« Au moment même où entrent en application des majorations des tarifs publics de l'ordre de 15 à 20 %, déclare, de son côté, la C.G.T., *et où satisfaction est donnée à l'exigence du C.N.P.F. de libéraliser les prix, le gouvernement montre sa volonté de poursuivre sa politique d'austérité à sens unique et de maintenir le salaire minimum interprofessionnel à un niveau très bas, insuffisant pour assurer des conditions de vie décentes. Alors qu'il multiplie ses déclarations sur la négociation, le gouvernement poursuit purement et simplement ses pratiques antérieures. »*

LA C.F.D.T. : décision contraire aux engagements officiels.

« La C.F.D.T. constate que le premier acte posé par le gouvernement [depuis les élections] *est contraire à ses propres engagements »*, déclare cette centrale dans un communiqué. Elle estime que *« le taux de salaire horaire ayant progressé de 9,5 % depuis la revalorisation du SMIC intervenue en juillet 1977, c'est au minimum de ce pourcentage que le SMIC aurait dû être augmenté. En fixant le SMIC unilatéralement à 10,45 F de l'heure, soit 1 811 F par mois pour quarante heures, le SMIC a augmenté de 9,1 % depuis juillet 1977, soit moins que la progression des salaires »*.

M. BOULIN : tenir compte des négociations sur les salaires minimaux par branche.

La hausse du SMIC doit être replacée *« dans le contexte des négociations qui s'ouvrent entre syndicats et patronat »*, a déclaré mercredi soir 3 mai aux journalistes M. Robert Boulin, ministre du travail et de la participation. Ces négociations devraient aboutir à la fixation, dans chaque branche professionnelle, de salaires minimaux réels et à une revalorisation du travail manuel. Pour M. Boulin, le relèvement des bas salaires passe davantage par cette augmentation des salaires réels que par l'action sur le seul SMIC.

« Le gouvernement attendra l'issue des négociations C.N.P.F.-syndicats pour regarder à nouveau l'éventuelle nécessité d'agir sur le pouvoir d'achat du SMIC », a ajouté le ministre. La prochaine augmentation en juillet ne devrait donc pas, a dit le ministre, *« aller au-delà de ce que prévoit la loi »*.

M. POPEREN (P.S.) : une véritable dérision.

M. Jean Poperen, secrétaire national du P.S., député du Rhône, a estimé, mercredi 3 mai : *« Les décisions du conseil des ministres concernant le SMIC sont une véritable dérision. Ainsi confirmation est apportée que pour la grande masse des salariés, ce sera la stagnation et plus probablement le recul de leur pouvoir d'achat (...). Plus que jamais le combat contre les injustices sociales est prioritaire et ceux qui espèrent que le P.S., parti des travailleurs, pourrait l'oublier, en seront pour leurs frais. (...)*

» En même temps, les salariés réfléchiront non sans amertume à certaines querelles qui furent faites au parti socialiste pendant la campagne électorale : le P.S. avait bien raison d'avertir que, sous prétexte d'exiger tout tout de suite, on risque de ne rien avoir du tout. Nous y sommes, et chaque jour apparaît plus lourde la responsabilité des dirigeants communistes qui, par sectarisme antisocialiste, ont maintenu la droite au pouvoir. »

La rencontre C.N.P.F.-C.F.D.T.

Une confrontation serrée et sérieuse

A l'issue d'un long entretien de plus de trois heures, qualifié de *« complet et méthodique »*, mercredi après-midi 3 mai, entre les dirigeants du C.N.P.F. (MM. Ceyrac, Chotard et Neidinger) et une délégation de la C.F.D.T. conduite par M. Edmond Maire, secrétaire général, les responsables des deux parties ont fait part d'une grande réserve sur leurs travaux, avec des motivations très différentes. Pour le président du C.N.P.F., M. Ceyrac, cette attitude répond à la volonté de ne pas jeter toutes les cartes sur la table, alors que d'autres rendez-vous sont prévus avec la C.G.C., la C.G.T., F.O. et la C.F.T.C. ; et aussi par le souci de ne pas donner une importance trop grande à une organisation syndicale réputée *« difficile et insaisissable »*. Pour le leader de la C.F.D.T., qui s'est déclaré *« très réservé »* sur les résultats de l'entretien, l'expression révèle non pas une déception, mais une appréciation qui se veut réaliste sur les chances d'aboutir à de réelles négociations.

En fait, comme l'ont expliqué d'autres syndicalistes présents au rendez-vous, la porte qui s'est ouverte il y a quelques semaines à Matignon à l'annonce de négociations avec le patronat reste entrebâillée : le C.N.P.F., craint-on à la C.F.D.T. ne veut pas ou ne peut pas, recommander à ses fédérations professionnelles un programme trop précis d'améliorations sociales. C.N.P.F. et C.F.D.T., qui commencent seulement à entrer dans le concret, mesurent, de part et d'autre, les obstacles à surmonter. Un processus est toutefois engagé et les cédétistes, qui ont décidé d'adopter la pratique du : *« Il faut faire avec ce qu'on a »*, reviendront au C.N.P.F. en prévenant d'ores et déjà leurs adhérents qu'aucun miracle n'est à attendre sans une mobilisation vigoureuse des salariés.

Abandonnant les grandes déclarations, patronat et C.F.D.T. se sont livrés, mercredi, à une confrontation serrée, mais sérieuse. Après cette première étape, on semble disposé, des deux côtés, à franchir les suivantes rapidement, sans se faire de politesses et sans plonger dans l'illusion.

« Nous avons eu un échange de vues méthodique et complet sur tous les problèmes évoqués par la lettre de M. Barre, a déclaré M. Ceyrac. *Nous avons procédé à une confrontation de nos points de vue. »* Sur les bas salaires, le président du C.N.P.F., qui a précisé que *« le SMIC était un instrument à utiliser avec beaucoup de prudence »*, a confirmé son souhait d'aboutir à des discussions pour un salaire minimum garanti branche par branche. Sur la durée du travail, le C.N.P.F. a indiqué que *« la loi de 1936 ne lui paraissait plus répondre aux aspirations des salariés et aux besoins des entreprises »*. Il est prêt à *« discuter de ce problème avec la vision la plus large »*. M. Ceyrac s'est déclaré favorable à une réforme de la loi de 1950 sur les conventions collectives. Il n'envisage nullement — il a insisté sur ce point — un développement du pouvoir syndical. *« Mais nous essaierons,* a-t-il ajouté, *les uns et les autres d'aller aussi loin que possible. »*

Les réserves de M. Maire

« La délégation cédétiste, a dit M. Maire, *a exprimé très complètement tous les problèmes prioritaires des travailleurs et présenté des propositions sur l'endroit, les délais et les moyens à prendre pour aboutir rapidement avant les vacances à des résultats. Nous avons rappelé aussi notre refus de la politique actuelle de libéralisme sauvage, accélérée par les dernières décisions gouvernementales, mais aussi notre volonté de négocier pour infléchir cette politique. »*

« Le patronat, a continué M. Maire, *n'a pas été clair sur le contenu de ses propositions. La marge est étroite, les limites de discussion sont réelles dans la mesure où le C.N.P.F. n'entend pas faire pression sur les fédérations patronales pour aller assez loin. » « Cependant,* a ajouté le leader de la C.F.D.T., *il est apparu que des discussions pourront s'ouvrir dans les branches professionnelles à la fois sur les bas salaires, les classifications, la réduction de la durée du travail et son aménagement, encore que le patronat ait plus parlé d'aménagement que de réduction et que des négociations « au sommet », pourront démarrer sur l'indemnisation du chômage et les modalités de la retraite à soixante ans. Mais au total, nous sommes très réservés. Un appel à la mobilisation s'impose beaucoup plus que jamais. »*

M. Edmond Maire s'est montré plus précis dans la soirée, en réponse aux questions des auditeurs à l'émission de France-Inter « Le téléphone sonne ». Il a dit que la C.F.D.T. refusait de limiter la discussion sur la réduction du temps de travail à la proposition patronale d'un temps annuel à moduler en cours d'année ; ce qui équivaudrait, selon lui, à revenir sur les garanties de la loi des 40 heures. Il a annoncé que la C.F.D.T. agirait pour empêcher les discussions par branches d'atomiser le mouvement syndical et d'aboutir à des disparités injustifiées de secteur à secteur.

Il a souligné l'écart qui existait entre l'offre initiale de négociations, faite par M. Barre, et la fixation unilatérale par le gouvernement d'un très faible relèvement du SMIC, puis par la proposition patronale d'éclatement et de limitation des discussions. *« Il faudra une intense mobilisation des travailleurs pour faire aboutir les revendications »*, a-t-il ajouté. En réponse à une question, M. Maire a confirmé qu'il versait, *« pour être en accord avec sa conscience civique »*, une cotisation au P.S., mais que cela n'avait aucune incidence sur son activité syndicale et sur les choix de la C.F.D.T., *« qui sont exclusivement déterminés par les décisions démocratiques de la Confédération »*.

POINT DE VUE

Les professions libérales ou les inconnus dans la maison

par ALAIN TINAYRE (*)

INTERROGEZ l'homme de la rue : « Qu'est-ce que la profession libérale ? » Dans le meilleur des cas, on vous répondra : « Je ne sais pas. »

Le meilleur. Car si, par malheur, on croit « savoir », on sait généralement mal, et l'on donne des définitions à faire frémir : « des vestiges d'une société surannée ; des nababs, des parasites... des fraudeurs »... Les réflexes — conditionnés ou non — sont, sur ce sujet, devenus tels que personne ne s'avise qu'ils appartiennent au médiéval, voire au néolithique, et que la caricature qu'ils suscitent n'a plus rien à voir avec l'original.

Et pourtant, les mêmes interlocuteurs, dans le même temps, vous chanteront avec lyrisme les louanges de *leur* médecin, le dévouement de *leur* avocat, la compétence de *leur* expert-comptable : l'emploi spontané du possessif étant d'ailleurs le meilleur témoignage de la confiance accordée.

Vérité en deçà des « idées reçues », erreur au-delà ? Pourquoi, tout à la fois, cet excès d'honneur et cette indignité ? Au nom de quoi le président de la République vante-t-il auprès des avocats, des médecins, des architectes, la vertu de l'exercice libéral, et, dans le même temps, lorsqu'il consulte les forces vives de la nation, refuse-t-il de les recevoir ?

Qui sont donc — tous masques levés — ces « inconnus dans la maison », décriés mais adulés, ignorés mais nécessaires ? Que faudra-t-il pour qu'on les entende et qu'on les comprenne ?

⁂

D'abord, il faut savoir que la profession libérale, cela existe ; et que cela existe de la manière autonome.

A côté du salariat, du commerce et de la fonction publique, elle constitue, dans nos sociétés occidentales — et singulièrement dans la structure sociale de la France de 1978, — une catégorie professionnelle particulière ; on est même tenté de dire : une « relation du travail » spécifique et « différente ».

Elle se distingue par l'indépendance totale de celui qui l'exerce à l'égard de toute subordination, qu'elle soit juridique (ce n'est pas un salarié), économique (ce n'est pas un commerçant) ou politique (ce n'est pas un fonctionnaire).

Elle comporte, de ce fait, une éthique et une discipline autonomes, et des impératifs de liberté de choix, de secret, de responsabilité individuelle (même en cas d'exercice en groupe), de rémunération non spéculative, qui en font une véritable modalité originale de ce lien fondamental qui unit l'homme à son métier.

Or on ne doit pas oublier — et aujourd'hui moins que jamais, alors que ces préoccupations sont celles mêmes du chef de l'Etat et du gouvernement — que c'est par ces moyens que la profession libérale ménage cette relation humaine, ce dialogue entre deux êtres de chair, ce service indépendant, spontané et responsable, qui demeurent, dans le monde qui est le nôtre, nécessaires à la survie.

En outre, se faisant, grâce à ce statut particulier, et dans chacun de ses secteurs — santé, justice, environnement, — le défenseur de l'homme, offrant dans cette perspective des garanties que personne d'autre ne propose, elle constitue, face aux pesanteurs administratives et bureaucratiques, un contrepoids nécessaire sans lequel serait l'écrasement sous le fardeau des structures.

Oasis d'humanité, facteur d'équilibre social — peut-être aussi, dans une certaine mesure, « contre-pouvoir » politique, — la profession libérale est donc une nécessité de la vie moderne, non pas pour le confort intellectuel de ceux qui l'exercent, mais dans l'intérêt prioritaire de ceux qui en usent : autrement dit, du « consommateur » ; c'est-à-dire de chacun de nous.

Cela étant, qu'on ne se méprenne point : le professionnel libéral n'a plus rien de commun avec cette image de sybarite, désuète et irritante, qui, pourtant, inexplicablement, traîne encore dans trop d'esprits.

Ils sont des travailleurs comme les autres

Certes, comme dans tous les secteurs sociaux — mais ni plus ni moins, et peut-être moins que plus, — ils comptent parmi eux quelques extrêmes, excessifs, voire choquants, sur lesquels on braque les projecteurs avec une complaisance qui révèle l'arrière-pensée.

Mais il faut savoir qu'ils ont aussi leur prolétariat, dont on parle moins, mais qui, pour être plus discret, ne mérite pas moins d'intérêt que ses homologues...

Ils ont surtout la masse considérable de leurs « modestes », acharnés, courageux, qui prennent des risques que personne ne viendra garantir — chômeurs sans indemnités — et qui gagnent difficilement et honnêtement leur vie, sans rien ignorer des fins de mois acrobatiques et des angoisses de l'avenir.

Et dont personne ne parle jamais.

Tous ensemble, ils sont plus de cinq cent mille, et si l'on songe à leur environnement familial, qui double ou triple ce chiffre, on voit qu'il s'agit d'un secteur nombreux, puissant...

... Et tout aussi digne d'intérêt que ses homologues ouvriers, cadres, commerçants ou fonctionnaires.

Enfin, si l'on veut bien ne pas oublier qu'ils sont aussi des donneurs d'emploi et des investisseurs — tous facteurs dont on croit savoir qu'on ne les tient pas pour inutiles à l'équilibre économique et social...

... Alors on ne comprend plus.

⁂

Car enfin :

L'U.N.A.P.L. (1), qui regroupe aujourd'hui, à travers ses fédérations adhérentes, deux cent mille d'entre eux, et qui constitue désormais leur unique — et hautement représentative — centrale syndicale, a suivi avec attention les prises de positions gouvernementales et politiques de ces derniers mois.

Elle pensait, dans sa candeur naïve, que l'on allait peut-être enfin — l'incitation électorale aidant — s'intéresser à ces cinq cent mille Français, au moins comme on l'avait fait pour les travailleurs manuels, les cadres ou les artisans. Elle ne demandait pas plus...

Et c'était facile : leurs revendications étaient connues. On les tenait pour raisonnables. On les savait urgentes et, souvent, affaire de survie.

Or, le « programme de Blois », le « discours de Verdun-sur-le-Doubs », ont passé, sans que l'on s'avise de parler d'eux.

Au lendemain des élections, le chef de l'Etat faisait connaître sa décision légitime d'interroger les représentants des différents secteurs de l'économie.

On vit se succéder à l'Elysée les salariés, les patrons, les petites et moyennes entreprises, les cadres, les agriculteurs...

Mais, de professions libérales, point.

Pourquoi ?

Cette interrogation n'est pas pur jeu de l'esprit.

Au moment où le président de la République dit partir en guerre contre les citadelles bureaucratiques, on ne saurait comprendre qu'il ne mesure pas la force que, dans le sens même de cet objectif, représente la profession libérale dont la vocation est précisément de les combattre.

Il est clair que dans la société dure, anonyme, abstraite où la destinée nous fait vivre, elle apporte le « supplément d'humanité » dont l'homme a besoin pour ne pas mourir, sous le poids des structures, d'asphyxie, de tristesse, ou simplement d'ennui.

Alors, pourquoi ?

En tout cas, entendus ou non, compris ou méconnus, soutenus ou contrecarrés, les professionnels libéraux, groupés dans l'U.N.A.P.L., sont décidés à poursuivre leur mission sociale et humaine.

Ils sont désormais rassemblés. Leur cohésion syndicale n'a jamais été aussi forte. Leur taux de syndicalisation dépasse largement celui de tous les autres partenaires sociaux.

Ils ont pris conscience, par-delà l'hétérogénéité de leurs intérêts sectoriels, de leur unité profonde. Ils croient en leur commune spécificité ; dans l'intérêt supérieur du public qu'ils servent, ils sont décidés à la préserver.

Ils ont foi dans ce concept-clé d'« indépendance », qui tout à la fois les réunit et les distingue.

Et ils ont encore quelque chose de plus.

Détachés de leurs pesanteurs historiques, ayant pris désormais la mesure de leur « modernité », décidés à jouer le jeu de leur temps, ils se sont pris à croire en leur avenir.

Ils pensent que les valeurs qu'ils incarnent — d'indépendance, de liberté de l'acte professionnel, d'initiative, de responsabilité — correspondent en vérité aux aspirations les plus profondes du monde du travail tout entier.

N'offriraient-ils pas alors aux bâtisseurs du futur des pistes de recherche pour un nouveau droit social ?

Les professions libérales : des vestiges de la société bourgeoise du dix-neuvième siècle ?

Allons donc !

Un prototype pour le vingt et unième siècle.

(*) Avocat à la cour, président de l'Union nationale des associations de professions libérales.

(1) Union nationale des associations de professions libérales, 16, place de la Madeleine, 75008 Paris. Tél. : 073-65-28.

AFFAIRES

Le redressement de la Sereg ou ce qui a manqué à MECI

Fruit de multiples fusions et restructurations, héritière pour partie de la vieille Compagnie des compteurs, la société Sereg regroupe aujourd'hui les activités en Europe de robinetterie et de contrôle industriel du groupe Schlumberger. En 1973, ces diverses composantes, alors non restructurées, employaient trois mille cent cinquante personnes, connaissaient de sérieuses difficultés, et réalisaient un chiffre d'affaires de 285 millions de francs (30 % à l'exportation). En 1978 — alors que les effectifs sont revenus à deux mille huit cent cinquante personnes, — les ventes atteindront 630 millions de francs (40 % à l'exportation). Des bénéfices ont été dégagés en 1976 et 1977. Et ce, malgré la stagnation du marché français de la robinetterie. Aujourd'hui, la Sereg est l'un des cinq principaux constructeurs mondiaux de robinetteries pétrolière et nucléaire, le premier fournisseur en France de robinetterie industrielle, et l'un des grands du *contrôle* industriel (processus d'automatisation). Résolument optimiste son P.-D. G., M. Mitieus, estime être *« paré pour répondre tant à une crise qu'à un « boom » du marché »*.

« Nous avons investi en hommes, en usines et en études », explique M. Mitieus, lorsqu'on l'interroge sur les raisons de ce redressement. Au-delà de ces généralités, on constate que les responsables de la Sereg ont mis en application quelques principes de bon sens qui dépassent largement le cadre de cette entreprise et que l'on peut résumer ainsi :

● *Mise en place d'une équipe de direction « jeune et compétente »*, ce qui sous-entend le départ de la précédente.

● *Information régulière de tout le personnel* sur la marche de l'entreprise et ses objectifs.

● *Politique « prudente » de l'emploi.* Alors qu'en cinq ans le chiffre d'affaires a doublé, les effectifs ont diminué de trois cents personnes. Non par des licenciements collectifs, mais par un renouvellement restreint du personnel et centré essentiellement sur les ingénieurs et techniciens.

● *Développement d'un outil de production moderne*, où chaque usine (douze au total, dont dix en France) est spécialisée sur une technologie particulière et équipée des machines-outils les plus performantes ; 100 millions de francs ont été investis en quatre ans.

● *Maîtrise de la fabrication des produits de base essentiels.* Sereg a aussi racheté une aciérie dans l'Est et une chaudronnerie pour contrôler l'approvisionnement des matières premières indispensables à la fabrication des corps de vannes.

● *Large appel à la sous-traitance* pour les fabrications *« que tout le monde sait faire »* (montage de circuits imprimés dans le *« contrôle industriel »*) et qui nécessitent une main-d'œuvre non qualifiée.

● *Indépendance technologique.* Sereg n'a aucun brevet étranger. *Sa technologie ne doit* rien à celle de Schlumberger, la société française étant la seule au sein du groupe à s'intéresser à la robinetterie et au contrôle industriel.

● *Investissement régulier et important dans la recherche.* Sereg consacre entre 7 et 15 % de son chiffre d'affaires à la recherche et au développement afin d'avoir toujours *« dans ses cartons »* les produits de la prochaine génération.

Tout ceci aurait cependant été insuffisant si ne s'y était ajouté deux éléments essentiels : le volontarisme et l'argent. Les dirigeants de l'entreprise avaient une stratégie et s'y sont tenu. Les actionnaires ont joué leur rôle et investi dans une perspective à long terme. Schlumberger *« a cru en la Sereg, et nous a toujours supporté, même dans les moments difficiles »*.

Toutes choses qui ont manqué à l'un des concurrents de Sereg, la société MECI, qui lui damait le pion il y a quelques années encore dans le « contrôle industriel » et qui vient de déposer son bilan.

J.-M. QUATREPOINT.

RÉGIONS

Poitou-Charentes

Contestation dans la Vienne

L'autoroute coupe à travers bois

M. Raymond Barre l'a formellement promis aux élus locaux et aux instances régionales : l'autoroute A-10, qui doit dérouler son ruban de béton de Poitiers à Saint-André-de-Cubzac (Gironde), aux portes de Bordeaux, devrait être ouverte en 1981.

L'enquête publique a été menée sur le terrain en juin 1977. Le dossier est actuellement devant le Conseil d'Etat qui, dans les jours qui viennent, devrait déclarer l'ouvrage d'intérêt publique et permettre ainsi le démarrage des travaux. Mais il reste un gros point noir.

Le tracé, dessiné par les services de l'équipement en 1973, est un défi à la nature. Il coupe systématiquement tous les massifs forestiers sous prétexte que les bois sont moins coûteux à exproprier que les champs et surtout que les vignobles de Cognac. Parmi les dix forêts ainsi massacrées, la plus précieuse est celle de l'Epine, située à 12 kilomètres au sud-ouest de Poitiers.

Cette magnifique futaie de chênes de 625 hectares est la providence des Poitevins, dans une région fort peu boisée. Disposer, à dix minutes du centre de Poitiers (quatre-vingt-dix mille habitants), d'un espace vert que ses propriétaires ont le bon goût de ne pas clôturer, pouvoir y ramasser des champignons, admirer les chevreuils et les sangliers qui le peuplent, contempler le vol du rarissime aigle blanc dont l'envergure atteint 1,80 m et qui niche dans ces bois, n'est-ce pas une chance unique ? Mais qu'importe : l'autoroute passe au beau milieu de la forêt de l'Epine, y ouvrant une plaie de 60 mètres de large qui ne cicatrisera pas.

L'administration ne dit mot. Forte de l'appui de quelques cultivateurs qui préfèrent que l'on bétonne la forêt plutôt que leurs terres, elle en tient pour ses 60 mètres de trouée à travers les arbres. L'intérêt des agriculteurs est loin d'être négligeable et, si on choisit un nouveau tracé, l'administration doit prévoir, d'une manière ou d'une autre, le maintien de leur activité. Elle en a les moyens. Mais les nécessités de la production agricole peuvent-elles, dans ce cas prévaloir sur les intérêts d'une agglomération de quatre-vingt-dix mille âmes ? Les forêts péri-urbaines sont des « équipements sociaux » qu'il deviendra de plus en plus coûteux de reconstituer si, au nom d'une politique à courte vue, on les détruit aujourd'hui.

Au pied du mur

Or, avant même que les conseillers d'Etat aient débattu de cette affaire exemplaire, le service des routes fait piqueter « son » tracé dans le bois de l'Epine. Comme si l'avis futur du Conseil d'Etat n'avait aucune importance. Comme si les objurgations des associations, l'arsenal des lois protectrices votées depuis deux ans par le Parlement, les affirmations du président de la République et de son ministre de l'environnement n'étaient que paroles en l'air.

M. Michel d'Ornano, nouveau ministre de l'environnement et du cadre de vie, affirmait récemment en présentant son département à la presse : *« L'action des services de l'environnement ne doit plus intervenir comme un rattrapage, mais comme un préalable. La protection s'exercera avant que ne soient prises les décisions d'aménagement. Grâce au regroupement des services auquel nous procédons, nous aurons désormais les moyens de cette politique »*. Voici le ministre au pied du mur. Avec l'affaire du bois de l'Epine, il a une belle occasion de montrer l'efficacité de son « grand ministère ».

MARC AMBROISE-RENDU.

A PROPOS DE...

LES INVESTISSEMENTS DE LA S.N.C.F.

Le train oublie la France fragile

Les élèves de la promotion Malraux de l'Ecole nationale d'administration, auxquels la délégation à l'aménagement du territoire avait confié une étude sur le « rééquilibrage Est-Ouest », s'inquiètent de la construction d'une nouvelle ligne de chemin de fer entre Paris et Lyon, qui, « par ses effets psychologiques notamment, risque d'accroître un écart déjà sensible entre les régions que la S.N.C.F. qualifie de régions d'innovation — Ile-de-France et Rhône-Alpes — et l'Ouest de la France ».

Certes, entre 1970 et 1975, pour 24 %, les dépenses d'infrastructures de la S.N.C.F. ont été localisées en région parisienne, 35 % dans l'Est et 41 % dans l'Ouest. « Parce que le réseau des grandes lignes est bien distribué sur tout le territoire, *notent les auteurs du rapport*, le grand Ouest ne semble donc pas avoir été défavorisé. Mais, il s'agit là plus d'un héritage de l'histoire que d'une contribution présente de l'Etat ou de la société nationale. » *Dès 1983, un déplacement en train entre Paris et Marseille prendra moins de temps qu'entre Paris et Brest. Au regard d'un bon aménagement du territoire, le fait est peut-être dommageable.*

« Un mode de transport qui a acheminé, en 1975, 220 millions de tonnes de marchandises, transporté 660 millions de voyageurs et réalisé un chiffre d'affaires de 22 milliards de francs joue nécessairement un rôle dans l'aménagement du territoire », *remarquent les élèves de l'ENA. Ils regrettent que la politique proposée depuis 1969 à la S.N.C.F. vise avant tout* « la restauration de l'équilibre financier ».

Il n'existe pas de schéma ferroviaire public qui oriente les investissements de la S.N.C.F. Pourtant, le fait que l'équipement ferroviaire du territoire ne soit pas financé sur fonds budgétaires n'est pas incompatible, selon les auteurs du rapport, avec « une programmation pluri-annuelle et publique des efforts d'investissements ».

Autre anomalie : les calculs de rentabilité n'intègrent pas les avantages sociaux des équipements et traduisent seulement les préoccupations d'équilibre financier. Une norme de rentabilité a été fixée aux investissements ferroviaires. Elle est actuellement de 13 % pour les équipements de productivité. « Cette règle, *selon les élèves de l'ENA*, restreint, bien évidemment, les possibilités d'investir dans des zones de faible densité où l'équipement envisagé ne dégagerait pas une rentabilité suffisante. »

La S.N.C.F. considère la péréquation géographique de ses barèmes, qui lui est imposée, comme une charge d'aménagement du territoire évaluée, par elle, à quelque 60 millions de francs par an. En matière de transport de marchandises, une dépéréquation partielle a été introduite en 1962, qui consiste à moduler les tarifs selon les prix de revient des relations utilisées. Un système de « correctifs tarifaires » a été mis en œuvre au profit du Massif Central et de la Bretagne, que pénalisait un tel système.

Malgré tout, la Société nationale, qui jouit d'une certaine liberté commerciale, « peut abaisser ses tarifs jusqu'à 23 % du prix normal dans les zones à fort trafic, *constatent les auteurs du rapport*. Les départements de Bretagne et d'Auvergne s'estiment d'autant plus défavorisés qu'ils bénéficient moins de ces réductions commerciales ».

Les élèves de l'ENA, dans leurs conclusions, proposent notamment que soit admis le principe d'une dotation budgétaire à la S.N.C.F. pour favoriser la construction d'infrastructures ferroviaires d'aménagement du territoire, « que soit réalisé, sur la base de ce principe, un effort particulier à l'ouest en bonifiant le taux de rentabilité des équipements ferroviaires grâce à la transformation des correctifs tarifaires en subvention d'équipement ».

JACQUES DE BARRIN.

★ *Transports et aménagement du territoire. Réflexions sur le rééquilibrage est-ouest.* Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75007 Paris. Tél. : 261-50-10. Prix : 25 francs.

● *Les charges de Paris pour les transports.* — Le conseil d'administration du Syndicat des transports parisiens qui s'est réuni le 27 avril a donné un avis favorable au projet de décret de répartition des charges incombant aux collectivités locales pour les transports en commun. Paris devra payer 72 % du déficit.

Au cours de cette séance, le Syndicat des transports parisiens a également donné un avis favorable au programme d'investissements de la R.A.T.P. pour l'exercice 1979, qui se monte à 2 560 millions de francs d'autorisations de programme.

Ile-de-France

IMMEUBLES LEZARDÉS, AFFAISSEMENT DE LA CHAUSSÉE

Le maire de Paris commande une étude sur la stabilité des sols de la butte Montmartre

Une étude sur la stabilité des sols et des constructions de la butte Montmartre, dans le dix-huitième arrondissement de Paris, va être engagée par l'inspection générale des carrières, service dépendant de la mairie de Paris, et le B.R.G.M., bureau de recherches géologiques et minières, indique-t-on à l'inspection des carrières.

Un recensement de tous les phénomènes inquiétants — lézardes sur certains immeubles, ruptures de canalisations d'eau, affaissements de la chaussée — qui se produisent dans cette zone d'anciennes carrières de gypse va ainsi pouvoir être établi.

Outre l'établissement d'une carte géologique précise, l'étude portera sur la manière dont circule l'eau en sous-sol, sur la qualité des fondations des anciennes maisons et permettra de localiser les zones de risques. L'objectif, précise-t-on encore à l'inspection des carrières, est de proposer aux riverains une série de mesures susceptibles d'assurer la stabilité de leurs bâtiments. Le propriétaire d'un immeuble, rappelle-t-on, est propriétaire du sous-sol : si sa maison est située sur une carrière qui n'a pas été remblayée, il est tenu de le faire, sinon sa responsabilité serait engagée en cas d'accident.

Un quartier « fragile »

Pour l'inspection générale des carrières, les « *phénomènes d'instabilité* » qui ont été constatés dans ce quartier proviennent de la conjugaison de plusieurs facteurs défavorables : la mauvaise qualité des terrains superficiels de la Butte, ses pentes toutes raides, le manque d'entretien des canalisations d'évacuation d'eau, la vétusté des bâtiments, et surtout le fait que la plupart ont été construits sur des fondations peu profondes.

Pour leur part, des riverains mettent en cause les chantiers de plus en plus nombreux qui sont engagés sur la Butte — le Moulin de la Galette, la Folie Sandrin ou la reconstruction du Bateau-Lavoir, notamment. Ils s'inquiètent des divers projets de construction de parkings avenue Junot, rue Lamark ou square Willette. Dans ce quartier déjà naturellement « *fragile* », les chantiers, affirment-ils, ne font qu'aggraver la situation.

Ces mêmes riverains demandent l'arrêt de toute construction tant que les conclusions de l'enquête qui va commencer n'auront pas été rendues publiques. Une « Association pour la protection du sous-sol montmartrois » vient à cet effet d'être constituée. Elle a demandé en référé que des travaux de démolition et de construction prévue au 43, de la rue Gabrielle, ne soient pas engagés avant que les riverains aient obtenu des garanties suffisantes quant à la stabilité de leurs propres maisons.

L'inspection des carrières à qui sont soumis tous les permis de construire du quartier affirme, quant à elle, que toutes les précautions sont prises en cas de fouilles. En outre, déclare-t-elle, des puits de fondation très profonds sont imposés aux constructeurs. Les nouveaux bâtiments construits sur la Butte contribueraient donc plutôt à consolider le sol de la Butte.

● *Contre le bruit.* — Plusieurs dizaines de personnes, appartenant à des associations de défense de l'environnement, ont manifesté mercredi 3 mai, dans le dix-huitième arrondissement, afin de protester contre le bruit, « *principal fléau des Parisiens* ». D'autre part, dans un communiqué, l'association S.O.S.-Environnement demande aux pouvoirs publics de prendre plusieurs mesures pour améliorer de ce point de vue le confort des habitants de la capitale : revêtement des voies pavées par l'asphalte, respect strict des limitations de vitesse, contrôle technique des véhicules, interdiction de la traversée de Paris par les poids lourds de 23 heures à 6 heures, priorité absolue aux transports en commun et réduction de l'emploi de la voiture individuelle.

Pays de la Loire

CORRESPONDANCE

Une tour en moins à La Baule

M. Demozay, président de l'Association pour la protection et l'embellissement du site de La Baule-Escoublac, nous écrit :

La Cour d'appel de Rennes prend la décision sérieuse, mais sans ambages, de faire démolir une tour illégalement construite à La Baule-les-Pins. Quinze jours plus tard, le directeur départemental de l'équipement déclare au *Monde* (30 avril-2 mai) : *« La tour de La Baule ne sera vraisemblablement pas démolie. »* On reste confondu.

On pourrait croire qu'un représentant de l'Etat se doit d'appliquer la loi et se doit de dire qu'il l'appliquera quelle qu'en soit la rigueur. Apparemment tel n'est pas son propos. Son propos est même très exactement contraire.

Il nous explique en effet le détail d'un processus qui conduira à multiplier les tours. Suivons-le !

1) Le promoteur de la tour jugée illégale, se pourvoit en cassation pour faire annuler le jugement.

2) La réglementation en matière de lotissement est confuse : un autre jugement peut venir infirmer le premier.

3) Deux voies juridiques sont d'ailleurs possibles pour régulariser *a posteriori* la construction de la tour.

4) Ces points acquis et ces méthodes de régularisation mis en œuvre, il deviendra possible de construire à La Baule sur des terrains de plus de 5 000 m2 (c'est-à-dire sur tous les lotissements dont les parcelles peuvent être regroupées en terrains de plus de 5 000 m2). Des immeubles de 7 étages — deux fois la hauteur des arbres : La Baule - Les Tours !

Quant à ceux qui ne s'estimeraient pas satisfaits par une telle transformation des lieux, que leur reste-t-il à faire ? A se faire une raison ! Il n'est jamais arrivé en France, nous dit-on, qu'on fasse démolir une construction habitée.

Donc, bonnes gens ! Continuez, comme par le passé. Le temps de plaider (près de dix ans), l'immeuble sera construit et habité, donc on ne le démolira pas. Ce n'est pas un jugement de plus ou de moins qui changera le fait accompli. Loin de chercher à décourager le délit, l'Etat lui-même, en la circonstance, apporte le concours de ses conseils à ceux qui ont commis le délit et à ceux qui se proposeraient d'en commettre d'autres...

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

LE PROVENÇAL SUR QUATRE ROUES

Un disco-bibliobus — sans doute le premier du genre à circuler en France — vient d'être mis en service à Marseille sur l'initiative d'une « association de maintenance » d'inspiration félibréenne, le Roudelet Félibren dou Pichoun Bousquet (ledit Petit-Bosquet en question étant un quartier du douzième arrondissement de Marseille).

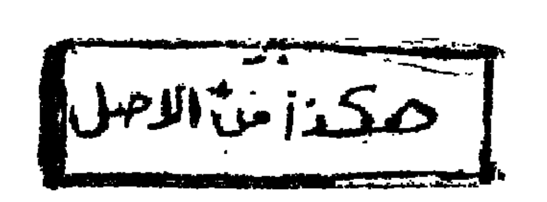
S'inspirant de ce qui existe déjà dans d'autres secteurs de l'information (muséobus, bibliobus, bus-information du service des espaces verts), le Roudelet Félibren a décidé de mettre la culture provençale (livres et disques) « sur roues » pour lui assurer une meilleure diffusion, faisant sien le fameux principe cher à Lagardère : « Si tu ne viens pas au provençal... »

« Notre souci, *explique M. Paul Rougier, président du Roudelet*, est de promouvoir une véritable croisade en faveur de la langue et de la musique régionales, concrétisées par les livres et les disques que leur rareté (ou leur prix) ont rendu pratiquement inaccessibles, surtout dans les secteurs ruraux. »

Grâce à une subvention du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Caisse d'épargne des Bouches-du-Rhône, le disco-bibliobus a été largement équipé en ouvrages classiques de la culture provençale, aussi bien littéraires que musicaux, auxquels s'ajoutent ceux proposés par des auteurs régionaux contemporains.

Le fonctionnement est simple. Le disco-bibliobus provençal se déplacera à la demande et sa zone d'action comprend outre Marseille et les Bouches-du-Rhône, le Vaucluse, les Hautes-Alpes et, dans un proche avenir, le Gard. Chacun pourra consulter sur place les ouvrages ou procéder à des auditions de la discothèque dans le cadre des associations ou groupements qui auront sollicité la venue du disco-bibliobus.

★ Roudelet Félibren dou Pitchoun Bousquet, 24, boulevard Debord, 13012 Marseille, tél. 52-39-38.



ÉNERGIE

Les États-Unis vont élaborer une « stratégie solaire nationale »

Le président Carter, célébrant la *« journée du soleil »*, le 3 mai, à Golden (Colorado), a annoncé tout un ensemble de mesures visant à encourager les Américains à utiliser le plus rapidement possible toutes les ressources de l'énergie solaire. *« Personne ne peut imposer un embargo sur la lumière du soleil, aucun cartel ne contrôle le soleil, son énergie est inépuisable »*, a souligné M. Carter.

Le coût de l'utilisation de l'énergie solaire a diminué, aux Etats-Unis, d'une façon spectaculaire : le prix des cellules photovoltaïques, par exemple, a baissé de cinquante fois depuis leur première utilisation lors d'un programme spatial.

M. Carter a annoncé que 100 millions de dollars allaient être dégagés, d'ici trois ans, pour équiper les bâtiments fédéraux avec des appareils solaires. Les fonds pour la recherche et le développement de cette source d'énergie (+ 63 % en 1977) vont encore être augmentés. Une *« stratégie solaire nationale »* sera mise au point par le secrétaire à l'énergie, M. James Schlesinger. — *(A.F.P.)*

BIBLIOGRAPHIE

« LES ÉNERGIES DU SOLEIL », de Pierre Audibert avec la collaboration de Danielle Rouard

Des cuisinières solaires de la communauté religieuse des Filles de la sagesse, en Haïti, à l'utilisation, en Inde, des bouses de vache pour satisfaire les besoins énergétiques des villages, c'est un complet panorama des « expériences » solaires à travers le monde que présente Pierre Audibert en collaboration avec Danielle Rouard, dans *les Energies du Soleil* (1).

Parce qu' *« à l'intérieur des mailles du réseau énergétique conventionnel les énergies nouvelles peuvent se faire une place, petite dans les pays industriels, grande dans le tiers-monde »*, une large place est accordée aux pays en voie de développement. Projets sages comme l'utilisation des pompes solaires pour faire jaillir l'eau souterraine, à Carbora, par exemple, aux portes du désert de l'Altar au Mexique, où la vie a repris autour des puits et des vergers. Projets plus fous comme à Qattara au nord-ouest de l'Egypte ; là, pour créer un immense lac dans une vaste dépression située à 80 kilomètres de la Méditerranée, en plein désert libyen on envisage de faire exploser quelques bombes atomiques pour creuser un canal. Une région de sables mouvants, à peine parcourue par quelques gazelles, deviendrait ainsi centre industriel, touristique et pétrolier.

Les auteurs des *Energies du Soleil* ne cachent d'ailleurs pas une certaine tendresse pour les idées les plus excentriques. Dire — ce qui est exact — que *« la seule filière rentable, de nos jours, c'est celle des chauffe-eau »* leur semble *« point de vue terre à terre, froidement calculateur, tout à fait décourageant »*. A peine quelques lignes sont ainsi consacrées au chauffe-eau pour signaler les difficultés du service après-vente et réclamer l'ouverture d'une *« école de plomberie solaire »*.

Mais qu'il s'agisse de remorquer des icebergs de l'Antarctique à la mer Rouge, de pomper — selon le rêve d'un professeur allemand — l'eau du fleuve Niger pour l'envoyer vers un champ immense de collecteurs solaires dans le Sahara afin de la chauffer à 380° et de là vers l'Europe par un *« pipe-line thermos »*, ou encore de concevoir, comme la C.G.E., une véritable *« base de vie solaire »*, et la description devient lyrique. *« Pour la première fois depuis longtemps*, écrit Pierre Audibert, *l'imagination scientifique se donne libre cours au lieu de rester dans le carcan des théories et des contraintes technologiques. »*

L'imagination est d'ailleurs confortée par la technique dans cet ouvrage qui est d'abord de vulgarisation. Vous n'ignorerez plus rien du fonctionnement des pompes, des divers types de centrales électriques solaires, des usines marémotrices, des éoliennes ou de l'utilisation de l'alcool comme succédané à l'essence. Tout y est expliqué avec précision. Certes l'économie reste en rade mais dans ce domaine nouveau — où les coûts changent de mois en mois — elle ne saurait être que spéculative.

Aussi le critère de rentabilité est-il bien vite écarté. *« Mieux vaut ne pas trop s'attacher à la question du prix pour établir des comparaisons entre les diverses sources d'énergie »*, estiment les auteurs des *Energies du Soleil*, qui semblent reprendre à leur compte l'affirmation d'un de leurs interlocuteurs selon laquelle *« toutes les sources d'énergie tendent à coûter le même prix, pour la bonne raison que, si une source est chère, on s'attache à réduire son coût, et si elle est bon marché, ceux qui en profitent en augmentent impunément le prix »*.

Qu'importe à Pierre Audibert et à Danielle Rouard que les *« zomes »* de l'architecte américain Steve Baer ne soient pas construits en série ou que la centrale solaire de l'espace — *« étranges papillons cosmiques tapissés de photopiles scintillantes »*, — dont le lancement est prévu pour 1990, ne soit jamais mise sur orbite. De ces mille métamorphoses du Soleil, seules quelques-unes verront le jour industriel. Mais du moins pourra-t-on dire : *« Un rêve solaire a traversé le siècle, quelque part au cours des années 80. »*

BRUNO DETHOMAS.

(1) *Les Energies du Soleil*, de Pierre Audibert, avec la collaboration de Danielle Rouard, le Seuil, collection « Points », 316 p., 20 F.

● *Le Vietnam signe deux contrats de recherche de pétrole avec des compagnies occidentales.* — Le premier a été attribué à la compagnie italienne AGIP. Il s'agit de deux « lots » sur le plateau continental. Le second contrat *off shore* a été adjugé à la compagnie ouest-allemande Deminex. Une mission d'Elf-Aquitaine — qui est en pourparlers avec les autorités vietnamiennes depuis plus d'un an — se trouve actuellement à Hanoï pour négocier l'attribution d'un périmètre d'exploitation. — *(A.F.P.)*

ÉTRANGER

Au Japon

La traditionnelle offensive de printemps des syndicats a échoué

De notre correspondant

Tokyo. — A peine deux millions de personnes ont répondu à l'appel des syndicats pour manifester à travers le Japon à l'occasion du 1er mai. Les organisateurs comptaient sur sept à dix millions de participants. Contrairement à l'anniversaire de l'empereur, le 29 avril, la fête du travail n'est pas une fête nationale. Quelques entreprises seulement donnent congé à leurs employés. Mais ce qui explique surtout cette faible participation, c'est la déception ressentie par les salariés, apparemment conscients de l'inadaptation de la lutte syndicale telle qu'elle est pratiquée au Japon.

Cette année, le 1er mai a consacré la défaite, après un mois de lutte, des syndicats qui demandaient 12 % d'augmentation des salaires. Ils ont dû accepter en moyenne, 5,4 %, selon les propositions du patronat à l'ouverture de la campagne. Cette majoration, qui varie selon les secteurs (+ 7,8 %, par exemple, pour l'automobile, ce qui constitue la hausse la plus faible depuis vingt ans), est inférieure au rythme annuel de l'inflation (environ 7 %).

Le Shunto — offensive syndicale de printemps — appartient au rituel depuis la guerre. Pendant un mois, les syndicats des chemins de fer et des postiers donnent le ton en organisant des grèves qui paralysent le pays et en avançant des propositions d'augmentation des salaires qui serviront de base aux autres secteurs industriels. Les employés du secteur privé apportent leur soutien à cette lutte et « font grève » à leur manière en exprimant leurs revendications sur des bandeaux rouges serrés autour du crâne, tout en continuant à travailler.

Cette offensive a, certes, des allures de sociodrame, avec ses marches derrière des bannières rouges, ses harangues hurlées au micro devant une foule d'hommes levant le poing — pendant la pause du déjeuner le plus souvent — devant les bâtiments de l'entreprise. A l'intérieur, le patronat tient ferme sur ses positions jusqu'au moment où, à la fin de l'offensive, apparemment « acculé » par les syndicats, il « lâche » quelques points supplémentaires. Au demeurant, syndicalistes et patrons savent d'entrée de jeu à quel niveau doit s'opérer le marchandage. On roule alors les drapeaux, on range les micros et les bandeaux pour l'année suivante, et on reprend le travail.

Tout le monde donne l'apparence d'avoir été satisfait d'un résultat qui aurait pu être atteint de toute façon en dépensant moins d'énergie. Mais l'important est que chacun ait joué son rôle : la lutte a été âpre, les syndicats ont semblé forts et le patronat est apparu finalement bon enfant. Il faut reconnaître que, en période de croissance rapide, comme ce fut le cas au Japon, le système a donné des résultats équitables, les augmentations de salaires suivant et parfois précédant les hausses du coût de la vie. Ce système avait en outre l'avantage de ne pas « troubler » la production tout au long de l'année.

Cette fois, en période de récession prolongée, le Shunto a montré ses faiblesses. Le patronat n'a pas changé d'un iota ses propositions de départ et les syndicats se sont essoufflés pendant des mois en marches et en meetings pour finalement les accepter sans rien obtenir de plus. Le gouvernement avait d'ailleurs donné le ton en adoptant une position intransigeante à l'égard du Syndicat des employés des entreprises publiques (Korokyo).

Suremploi

Moins que sa faiblesse, le syndicalisme a démontré qu'il n'était plus adapté à la réalité économique et sociale du Japon. Les syndicats japonais savaient qu'ils ne pourraient rien obtenir du patronat, car ils participent en fait à un « contrat social » qui les lie : le syndicat d'entreprise, conjugué au système de l'emploi à vie et de l'avancement selon l'ancienneté, bloque la lutte dès qu'apparaît le chômage. Or actuellement, selon les statistiques du ministère du travail, il y a 1,4 million de chômeurs, mais aussi deux millions de personnes en situation de sous-emploi. La mobilité sociale au Japon, restreinte par l'obscur sentiment du salarié d'appartenir à une firme, trouve sa contrepartie dans l'obligation de celle-ci de garder ses employés. Les syndicats, qui sont organisés dans le cadre de l'entreprise, n'ont jamais remis en cause cette situation (il n'est pas possible d'adhérer individuellement à un syndicat, si bien qu'une grande partie des salariés japonais sont inorganisés).

« Dans ces conditions, fait valoir le patronat, *les sommes qui auraient pu être consacrées à des augmentations de salaires sont attribuées aux employés en surnombre ; il est impossible d'envisager des majorations supérieures à celles que nous proposons. »* Encourageant un système qui privilégie l'emploi — ce qui est normal dans un pays où retraites et allocations de chômage sont pour le moins incertaines, — les syndicats n'ont rien à opposer à ce raisonnement. L'argumentation patronale est renforcée par le vieillissement des salariés (ceux qui sont âgés de trente-cinq à soixante-cinq ans représentent 30 % de la force de travail, 35 % en 1980) dont l'entreprise ne peut se séparer.

Chômage, suremploi, récession : autant de facteurs qui ont désorganisé la lutte syndicale. Contrairement au passé, *le Shunto* a été, cette année, une offensive dans le désordre. Gênées par les disparités entre les secteurs en régression et ceux qui marchent bien, les confédérations syndicales ont laissé leurs adhérents fixer leurs demandes. Les grèves ont été, pour la plupart, mal coordonnées. Certains syndicalistes, comme M. Ota, président de la confédération des industries chimiques, sont conscients, depuis quelques années déjà, de l'inadaptation des luttes syndicales du type *Shunto*. Il reste qu'il faudra sans doute du temps avant que le syndicalisme japonais change de méthode de lutte, car cela supposerait des modifications structurelles.

A court terme, l'échec de l'offensive de printemps risque de provoquer des contradictions d'un autre ordre. Dans un climat d'insécurité de l'emploi et du pouvoir d'achat, le plan du premier ministre, M. Fukuda, qui vise à relancer la consommation par des abattements fiscaux, risque de faire long feu. Les salariés préféreront sans doute conserver ce qu'ils épargneront sur leurs impôts plutôt que de le dépenser.

Ph. P.

● *Le Japon a exporté 4,62 millions d'automobiles au cours de l'année fiscale 1977* (se terminant en mars), soit 21 % de plus que l'année précédente, annonce l'Association des fabricants d'automobiles. Les livraisons de voitures japonaises ont augmenté notamment de 35,7 % aux Etats-Unis, de 44 % en Amérique latine et de 36,3 % dans le Sud-Est asiatique.

FORTE DIMINUTION DES RÉSERVES BRITANNIQUES EN AVRIL

Londres *(A.F.P.)*. — Les réserves monétaires de la Grande-Bretagne ont enregistré, en avril, une forte diminution de 3 282 millions de dollars, qui les a ramené à 17 038 millions de dollars. Cette réduction de plus de 16 % reflète principalement la faiblesse de la livre, qui s'est dépréciée en moyenne de 5 % au cours de ce mois, en raison du regain de popularité du dollar et de la déception causée par la dégradation de la balance commerciale britannique et par le contenu du budget. Il s'agit de la baisse des réserves la plus importante jamais intervenue en un mois.

La diminution, qui n'a pas eu d'effet sur les changes, comprend aussi deux remboursements anticipés de dettes, totalisant 1 243 millions (dont 943 millions au Fonds monétaire international). En revanche, un autre emprunt de 76 millions de dollars a été contracté. Sans ces opérations, la « saignée » eût été de 2 115 millions. A la trésorerie, on fait remarquer qu'à l'automne dernier les réserves avaient été gonflées par un afflux excessif de capitaux spéculatifs. Une mission du F.M.I. est attendue à Londres, le 11 mai, pour procéder à l'enquête annuelle sur la situation et les perspectives de l'économie britannique. La Grande-Bretagne avait prélevé 1,9 milliard de dollars sur la ligne de crédit de 3,9 milliards accordée en décembre 1976.

AUSTRALIE

● *Chrysler Australie a l'intention de supprimer mille cent emplois* dans son usine d'Adelaïde d'ici à la fin de 1979. Cette réduction importante des effectifs (environ 20 % du total) s'explique, selon la direction, par la crise du marché australien de l'automobile. Le « plan de restructuration » vise à réduire les pertes de la filiale du troisième constructeur américain qui ont atteint en 1977, 27,8 millions de dollars australiens (144,5 millions de francs environ).

ETATS UNIS

● *Les commandes reçues par les fabricants américains de biens durables* ont augmenté de 3,3 % en mars pour atteindre 69 milliards de dollars. Ces commandes avaient progressé de 2,5 % en février après avoir diminué de 5,9 % en janvier à cause du mauvais temps. Selon le département du commerce, l'augmentation de mars est largement imputable aux commandes passées aux chantiers navals et aux fabricants de matériel militaire. Les carnets de commandes se chiffraient quant à eux à 183,8 milliards de dollars, en hausse de 0,8 % par rapport au mois précédent. — *(A.F.P.)*

NIGER

● *Les Etablissements Schaeffer & Cie*, de Pfastatt (Haut-Rhin), qui gèrent déjà un groupe d'entreprises établies au Congo, en Côte-d'Ivoire et au Benin, viennent de prendre le contrôle d'un important établissement au Niger. Le groupe Schaeffer, aux termes d'une convention passée avec Niamey, a souscrit pour 51 % du capital social de 12 millions de francs de la nouvelle société, Sonitextil, dont la République du Niger détient les 49 % restants. En outre, le groupe français procédera à des investissements de l'ordre de 20 millions de francs et doit employer près d'un millier de personnes à Niamey, pour une production de 15 millions de mètres de tissus par an destinée à la clientèle africaine. — *(A.F.P.)*

MARCHÉS FINANCIERS

LONDRES

Effritement

Affecté par la baisse de Wall Street, le marché tend à se replier modérément. Seuls les pétroles sont bien orientés avec les mines d'or, sensiblement plus fermes elles aussi.

Or (ouverture) (dollars) 172 85 contre 170 45

VALEURS	CLOTURE 3 5	COURS 4 5
Beecham	648 ...	650 ...
British Petroleum	892 .	802 ...
Courtaulds	122 ..	122 ...
De Beers	337 ..	336 ...
Imperial Chemical	349 .	349 ...
Rio Tinto Zinc Corp	195 ...	198 ...
Shell	563 ...	565 ...
Vickers	178 ...	176 ...
War Loan 3 1/2 %	32 5/8	32 5/8
*West Driefontein	22 ...	22 1/2
*Western Holdings	28 1/2	28 1/4

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissement.

NEW-YORK

La baisse s'accélère

Sur la pression des ventes bénéficiaires, le mouvement de baisse s'est fortement accéléré mercredi à Wall Street et, dans un marché toujours très actif, l'indice des industrielles a cédé 11,34 points à 828,83.

Les échanges ont porté sur 37,55 millions de titres contre 41,40 millions la veille.

Ce repli, le second en importance de l'année enregistré sur le marché de New-York, était plus ou moins attendu. L'ampleur de la réaction technique observée après la hausse « forcenée » de ces derniers temps a toutefois dépassé les prévisions. D'après les spécialistes, elle est grandement imputable à la révision des évaluations sur l'inflation, qui, d'après le chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, pourra être difficilement contenue cette année à moins de 6,75 % ou 7 % au lieu des 6-6,25 % prévus.

Sur 1 808 valeurs traitées, 890 ont fléchi, 575 ont monté et 443 n'ont pas varié.

VALEURS	COURS 2 5	COURS 3 5
Alcoa	47 ...	45 3/4
A.T.T.	63 1/4	62 3/4
Boeing	45 7/8	45 3/4
Chase Manhattan Bank	31 1/8	30 3/4
Du Pont de Nemours	115 7/8	114 1/2
Eastman Kodak	58 3/4	52 ...
Exxon	47 7/8	47 5/8
Ford	50 3/4	49 7/8
General Electric	52 3/8	51 3/8
General Foods	29 3/4	29 3/8
General Motors	65 1/4	65 1/8
Goodyear	17 3/4	17 1/2
I.B.M.	266	263 1/2
I.T.T.	31 1/2	30 3/4
Kennecott	23 5/8	23 3/4
Mobil Oil	66 5/8	66
Pfizer	31 1/8	30 7/8
Schlumberger	71 3/8	70 1/8
Texaco	26 .	25 1/8
U.A.L. Inc.	26 1/2	26 5/8
Union Carbide	40 7/8	39 7/8
U.S. Steel	28 ..	27 1/4
Westinghouse	20 1/4	19 3/4
Xerox	49 5/8	48 3/8

● ERRATUM. — *Le yen coté à Paris.* Dans l'encadré paru page 29 (*le Monde* du 4 mai), annonçant la cotation, pour la première fois à Paris, de la devise japonaise, nous indiquions que, le 2 mai, le cours du yen avait été fixé à 2,055 francs pour 2 yens. Il fallait naturellement lire : 2,055 francs pour 100 yens. Ajoutons que, pour la première fois également, le yen a été officiellement coté le 3 mai à Amsterdam. Son cours s'est établi, ce jour-là, à 98,2 - 98,3 florins pour 10 000 yens.

● *Hausse des bénéfices des grandes banques américaines.* — La première banque américaine et mondiale, Bankamerica Corporation, et cinq autres banques majeures ont enregistré une hausse sensible de leurs bénéfices au cours du premier trimestre de 1978 : Bankamerica, + 23 % par rapport au premier trimestre 1977 ; Bankers Trust of New-York, + 34 % ; Manufacters Hanover Trust, + 6,3 % ; Continental Illinois, + 15 % ; Security Pacific, + 25 % ; Rocker National de San-Francisco, + 28,7 %. — *(A.F.P.)*

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

LA C.G.T. CONDAMNE LES SANCTIONS PROFESSIONNELLES POUR OPINIONS POLITIQUES PRISES EN TCHÉCOSLOVAQUIE

La C.G.T. vient de publier, le 3 mai, un communiqué condamnant la pratique des sanctions professionnelles en Tchécoslovaquie, telles qu'elle a pu en avoir connaissance à Prague, à l'occasion du récent congrès de la F.S.M. (Fédération syndicale mondiale). Elle avait alors appris que des personnes avaient été privées de leur travail pour avoir signé la Charte 77 ou refusé de condamner celle-ci (*le Monde* daté 23-24 avril 1978).

Lors d'une entrevue avec les syndicats tchécoslovaques, la délégation cégétiste a constaté que ces derniers *« considèrent justifiées des sanctions professionnelles sur une base politique »*. En *« complet désaccord »* avec de telles conceptions, la C.G.T. déclare qu'une société socialiste développée doit garantir des droits de l'homme très supérieurs à ceux qui sont reconnus dans le régime capitaliste ; que l'expression d'une opinion opposée ou différente ne saurait être considérée comme un délit ; que nul ne peut être lésé dans son travail du fait de ses opinions et que les syndicats doivent y veiller, comme le prévoit la déclaration universelle des droits syndicaux adoptée par le neuvième congrès de la F.S.M.

« Considérer le travail manuel comme une possible sanction pour les travailleurs d'autres professions est totalement étranger au rôle qu'attribuent au travail manuel la théorie et les idéaux mêmes du socialisme », conclut la C.G.T.

Le numéro du « Monde » daté 4 mai 1978 a été tiré à 522 895 exemplaires.

L'ENLÈVEMENT DE M. MORO ET SES CONSÉQUENCES

La démocratie chrétienne semble revenir sur son attitude de fermeté à l'égard des Brigades rouges

L' « état-major » de la démocratie chrétienne s'est réuni mercredi 3 mai à Rome. Il a souhaité que des « formes de générosité et de clémence cohérentes » soient trouvées par le gouvernement afin de régler de façon humanitaire l'affaire Moro. Le gouvernement démocrate-chrétien, toutefois, a réaffirmé clairement qu'il n'entendait pas transiger avec les Brigades rouges.

Plusieurs attentats ont été commis en Italie dans la nuit de mercredi à jeudi. Le plus important a détruit, en gare de Milan, une vingtaine de voitures de la firme Alfa Romeo, déjà visée par de précédentes explosions. A Rome, des inconnus ont incendié la voiture d'un magistrat. D'autres attentats ont été commis à Florence, Pise et Bologne.

De notre correspondant

Rome. — Fallait-il s'y attendre ? Sept semaines après l'enlèvement de M. Aldo Moro, un grand débat politique « à l'italienne » — subtil et embrouillé — est en cours à Rome. L'otage y participe par ses lettres, et les Brigades rouges par leur silence.

Entre la fermeté et la négociation, le parti socialiste propose une « *troisième voie* », celle d'une « *initiative autonome* » de l'Etat. Il part du principe que les terroristes n'ont aucun intérêt à assassiner M. Moro. Un geste de bonne volonté des autorités italiennes (*gracier certains condamnés mineurs*) leur permettrait de conclure cette affaire en sauvant la face.

Sourd aux critiques de ses partenaires, M. Bettino Craxi, secrétaire général du P.S.I., fait le siège de la démocratie chrétienne pour qu'elle fasse sienne cette proposition. Il a brandi les lettres de l'otage, accusé certains de vouloir la mort de M. Moro et menacé de porter le débat sur la place publique. En fin de compte, l' « *état-major de crise* » de la D.C. a publié, mercredi 3 mai, un communiqué. On serait tenté d'y voir une position moyenne entre la fermeté et la proposition socialiste — une « *quatrième voie* », en quelque sorte. « *La République*, est-il dit dans la déclaration des démocrates-chrétiens, *saura certainement trouver des formes de générosité et de clémence cohérentes avec les normes et les idéaux de la Constitution, face à la libération de M. Moro et à des comportements qui indiqueraient un tournant dans l'usage de la violence.* »

La démocratie chrétienne a surtout passé la main au gouvernement, lui demandant d'examiner les « *possibilités concrètes* » de donner suite à l'initiative socialiste, en collaboration avec les « *forces démocratiques* ». Le gouvernement (démocrate-chrétien homogène) ne peut rien décider, en effet, sans l'appui de la majorité, laquelle comprend les communistes et d'autres partisans de l'absolue fermeté. Discutée, jusqu'à présent, dans les partis et entre eux, l'affaire Moro concerne — enfin — le Parlement.

Nul ne semble juger que le temps presse. Le Parlement n'examinera pas l'affaire avant mardi prochain 9 mai. Le gouvernement a demandé au comité interministériel pour la sécurité de se réunir « *dans les prochains jours* ». D'ores et déjà, cependant, le président du conseil a réaffirmé sa ligne de conduite en des termes très nets : on ne peut imaginer « *la moindre dérogation aux lois de l'Etat* », qui serait une insulte « *à la douleur des familles qui pleurent les tragiques conséquences de cet acte criminel* ». La veuve d'un des accompagnateurs de M. Moro n'a-t-elle pas menacé de « *s'immoler par le feu si on libérait un seul de ces assassins* » ?

Le parti communiste se félicite de la *fermeté* gouvernementale, et juge « *positive* » l'attitude de la démocratie chrétienne, compte tenu des circonstances. Il souligne tous les obstacles juridiques et de principe que soulèverait le fait de gracier certains détenus, annonçant par avance qu'il n'avaliserait pas n'importe quelle « *proposition humanitaire* ». Le P.C.I. s'appuie sur la déclaration d'un éminent socialiste, M. Sandro Pertini, héros de la Résistance, ancien président de la Chambre des députés, qui a déclaré : « *J'ai toujours été contre toute tractation avec les Brigades rouges. Je ne veux pas assister pour la deuxième fois aux funérailles de la démocratie.* »

On ne voit toujours pas comment un « *acte de clémence* » pourrait éviter un minimum de tractations. Ce geste de l'Etat ne doit-il pas convenir aux ravisseurs ? A moins qu'il n'intervienne *après* la libération de M. Moro, comme semble le souhaiter la démocratie chrétienne. Mais pourquoi les Brigades rouges feraient-elles un tel cadeau à l'« *Etat impérialiste des multinationales* » ?

La lettre que M. Moro a adressée *le 30 avril au président de la République* — et dont une agence de presse a révélé le contenu — est d'ailleurs très nette. Faisant appel « *au sens de l'humanité et de la justice* » de M. Leone, l'otage lui demande de « *rendre possible une tractation juste et humanitaire pour l'échange de prisonniers politiques* », tractation qui lui permettrait de retrouver une famille « *qui a un besoin grave et urgent* » de lui.

ROBERT SOLÉ.

La visite de M. Brejnev à Bonn

L'opinion publique en R.F.A. n'attend guère de résultats des entretiens soviéto-ouest-allemands

De notre correspondant

Bonn. — M. Brejnev a commencé ce jeudi 4 mai en début d'après-midi sa seconde visite à Bonn, une visite qui s'est fait attendre et qui a été constamment ajournée pendant deux ans. Une bonne partie du programme reste cependant en suspens. La santé du dirigeant soviétique et les soucis de sécurité expliqueraient ces incertitudes.

Des kilomètres de câbles et 150 tonnes d'équipement auraient été installés au château de Gymnich, où réside le président soviétique. Outre la force de surveillance des frontières, le commando G-S-9 — « le vainqueur de Mogadiscio » — assure la protection de M. Brejnev. La police a mobilisé des milliers d'hommes pour prévenir tout contact avec une cavalcade qui se déroule traditionnellement dans la région le jour de l'Ascension.

Les manifestations hostiles ne manqueront pas, suscitées aussi bien par les avocats des droits de l'homme que par les maoïstes qui voient en M. Brejnev « *le plus grand ennemi du peuple allemand* ». Amnesty International appelle les citoyens à signer une pétition exigeant la libération des prisonniers politiques en U.R.S.S. Une émission télévisée fort populaire a lancé un appel en faveur d'une « *marche silencieuse* » à travers les rues de Bonn.

M. Brejnev rencontrera le chancelier Schmidt trois ou quatre fois. Il verra les chefs des grands partis : MM. Brandt, Kohl et Strauss. Ce dernier s'est distingué comme toujours par quelques commentaires inattendus : le dirigeant de la C.S.U. bavaroise, après avoir exprimé sa « *sympathie* » pour M. Brejnev, a ajouté que celui-ci vient, somme toute, faire à Bonn sa « *visite d'adieu* », car il ne resterait pas beaucoup plus longtemps à la tête du Kremlin.

Un sondage du plus renommé des instituts d'opinion publique (Allensbach), publié par le *Stern*, donne des indications significatives sur la manière dont l'état d'esprit a évolué depuis la première visite de M. Brejnev, il y a cinq ans ; 51 % des Allemands de l'Ouest considéraient alors que la rencontre de leurs dirigeants avec ceux de l'Union soviétique pourrait être « *bonne et utile* ». Aujourd'hui, 40 % seulement des Allemands sont de cet avis. Et 43 % des personnes interrogées « *n'attendent rien* » des entretiens — contre 28 % en 1973.

JEAN WETZ.

Les difficultés de la réparation navale à Marseille

Les deux cent quarante sous-traitants de Terrin s'opposent au règlement judiciaire

De notre correspondant régional

Marseille. — Au terme d'une assemblée générale animée, le groupement des sous-traitants, fournisseurs et créanciers du groupe Terrin — qui réunit deux cent trente-quatre entreprises locales ou régionales, — a décidé, le mercredi 3 mai, de faire opposition au jugement de règlement judiciaire rendu la veille par le tribunal de commerce de Marseille, qu'il souhaite voir transformer en liquidation des biens.

Cette prise de position est essentiellement motivée par la conviction des adhérents du groupement qu'aucun concordat sérieux ne pourra être établi, garantissant le paiement de leurs créances. Celles-ci s'élevaient, à la date de la suspension provisoire des poursuites, accordée le 12 mai 1977 au groupe Terrin, à plus de 40 millions de francs.

« Nous n'allons pas indéfiniment nous laisser tondre comme des moutons », ont affirmé les sous-traitants de Terrin, qui emploient environ quatre mille salariés, et dont une partie ont d'ores et déjà envisagé de mettre leur personnel en chômage partiel. *Leur décision*, votée à l'unanimité moins une voix, pourrait cependant ne pas avoir d'effet concret. L'opposition au jugement de règlement judiciaire comme l'appel que peut interjeter le débiteur ne sont en principe, pas suspensifs, mais, surtout, quelques-uns des plus importants créanciers adhérents du groupement, dont le président, M. Maurice Jauffret, se sont abstenus, en précisant leur intention d'étudier de façon approfondie les conséquences d'une liquidation des biens entraînant la vente des actifs, et donc le démantèlement de Terrin.

« Si la réparation navale marseillaise ne se met pas à l'heure de la crise pétrolière et n'allège pas ses structures, a d'autre part déclaré le président du groupement, *elle est condamnée irrémédiablement, et ce ne sont pas des demi-mesures qui pourront lui rendre sa compétitivité. L'outil est bon, mais la fiabilité pour la clientèle n'existe plus. La confiance ne reviendra que lorsque les armateurs seront assurés que le port de Marseille n'est pas un lieu où l'on sait quand on entre mais dont on ignore quand on en peut sortir.* »

M. Jauffret a enfin évoqué la possibilité de créer une société d'économie mixte à capitaux régionaux *« permettant d'attendre l'intervention d'un ou de plusieurs groupes privés »*.

GUY PORTE.

M. MOYNOT (C.G.T.) : un « coup » bien organisé.

D'autre part, à Paris, une délégation des salariés C.G.T. et C.G.C. de Terrin a été reçue pendant près de trois heures par M. Jean Chapon, secrétaire général à la marine marchande. Le système général d'aide aux entreprises de réparation navale pourrait être revu (l'enveloppe actuelle est de 55 millions de francs). D'autre part, Terrin pourrait bénéficier d'aides publiques pour reconstituer son fonds de roulement. Les pouvoirs publics faciliteraient l'organisation d'une réunion groupant les réparateurs marseillais, le Port autonome, les armateurs et les syndicats.

Pour sa part, M. Jean-Louis Moynot, secrétaire confédéral de la C.G.T., a déclaré : *« Le coup qui est porté à la réparation navale marseillaise a été bien préparé, bien organisé. Il y a un plan de restructuration derrière tout cela qui ne tient pas compte des intérêts régionaux et nationaux. Les chantiers navals de La Ciotat sont derrière cette affaire, en tirent les ficelles et font durer les choses. »*

Le roi Juan Carlos fait une visite officielle à Lisbonne

De notre correspondant

Lisbonne. — Le roi Juan Carlos et la reine Sophie sont en visite officielle au Portugal depuis le mercredi 3 mai. Dans un message, le souverain espagnol, qui a vécu une partie de son enfance à Estoril, où son père Juan de Bourbon s'était fixé en 1946, a souhaité le renforcement des liens d'amitié entre les deux Etats, *« sur des bases politiques et sociales adéquates à notre époque et aux idéaux partagés par nos peuples »*.

Pendant ce voyage, qui se termine le lundi 8 mai, un traité d'amitié et de coopération entre le Portugal et l'Espagne, qui remplacera le pacte ibérique de 1939, sera ratifié.

« De l'Espagne ne vient jamais ni du bon vent ni du bon mariage » ; ce vieux dicton portugais, signe d'une rivalité ancestrale, paraît tombé en désuétude. Mais le climat d'entente qui prédomine actuellement de part et d'autre de la frontière est pourtant récent. On craignait à Madrid, en 1974, l'éventuelle influence sur les couches les plus jeunes de l'armée espagnole du « mouvement des capitaines ». A Lisbonne, les informations sur la libéralisation des structures politiques du pays voisin étaient reçues avec scepticisme. Dans les milieux les plus radicaux de la gauche portugaise, l'image de l'Espagne restait associée à celle de la guerre civile où beaucoup de Portugais opposés au régime de Salazar sont morts en luttant aux côtés des troupes républicaines.

La mise à sac de l'ambassade d'Espagne en septembre 1975 par un groupe de manifestants qui voulaient protester contre l'exécution de cinq membres de l'ETA et du FRAP avait encore alourdi le climat. Avec la modération de la vie politique au Portugal et la consolidation de la démocratie en Espagne tout a changé. Portugais et Espagnols s'engagent aujourd'hui à *« contribuer ensemble à la paix et à la sécurité internationale, créant une zone de stabilité et de progrès »*. — J. R.

Les négociations européennes sur les prix empêchent le gouvernement de s'engager sur les revenus, estime M. Debatisse

Inaugurant la deuxième série des entretiens du premier ministre avec les organisations syndicales et professionnelles, MM. Michel Debatisse (F.N.S.E.A.), Eugène Schaeffer (C.N.J.A.), Louis Perrin (chambres d'agriculture) et Delatte (Fédération nationale du Crédit agricole) ont été reçus mercredi après-midi 3 mai pendant une heure par M. Raymond Barre. Les dirigeants agricoles ont rappelé au premier ministre leur position sur l'amélioration du revenu des paysans, qui passe, selon M. Debatisse, par une augmentation importante des prix ou par une diminution substantielle des montants compensatoires monétaires.

« Le gouvernement doit prendre conscience de la gravité de la situation, a déclaré le président de la F.N.S.E.A. *Il n'est pas question pour nous d'accepter une nouvelle diminution du revenu. Le premier ministre a pris acte de notre position sans s'engager sur le plan des chiffres. »*

Qu'il s'agisse des hausses de prix des produits agricoles ou des charges liées à une libération des prix industriels ou encore du volume des crédits nécessaires au soutien des exportations, des chiffres précis ont toutefois été cités au cours de cet entretien. Les dirigeants professionnels se sont abstenus de les préciser en public.

« Nous sommes conscients de la difficulté des négociations avec nos partenaires européens comme des impératifs de la lutte contre l'inflation, a ajouté M. Debatisse. *Mais le premier ministre ne s'engage sur rien, car il craint que des choses ne soient dites qui gêneraient les discussions en cours. »*

Ce dossier des revenus et des prix agricoles, dont l'étude piétine à Bruxelles, a estompé le projet de loi-cadre pour l'agriculture que le gouvernement entend présenter au Parlement au printemps 1979. Le ministre de l'agriculture, M. Méhaignerie, a seulement déclaré : *« Il s'agit d'un contrat de confiance entre l'agriculture et la nation. Il convient de sélectionner les objectifs prioritaires. »* Pour ce faire, la concertation avec chaque organisation professionnelle commencera après le 15 mai, *« si le problème des prix est réglé »*, a ajouté M. Méhaignerie.

M. Gérard Jaquet est nommé au Conseil d'État

Le conseil des ministres a approuvé la nomination de M. Gérard Jaquet, membre du secrétariat national du P.S., comme conseiller d'Etat. Jusqu'aux dernières élections sénatoriales, une autre personnalité socialiste, M. Georges Dayan, élu sénateur de Paris, était membre du Conseil d'Etat.

[M. Gérard Jaquet est né le 12 janvier 1916 à Malakoff. Etudiant en médecine, il a occupé en 1939 les fonctions de secrétaire des étudiants socialistes au niveau parisien. Dès l'armistice de 1940, il participe activement à la reconstitution de la S.F.I.O. et devient secrétaire général adjoint du parti socialiste clandestin. Il siège au comité de la libération pour la région parisienne.

A la libération, il est élu député de la Seine et siège au comité directeur de son parti. Secrétaire d'Etat à l'information dans le gouvernement Guy Mollet, il se lie avec M. François Mitterrand. Président de l'Organisation française de la gauche européenne, il participe, par ce biais au lent travail de réunification de la gauche socialiste. Il encourage, au sein de la S.F.I.O., la tentative de « grande fédération » lancée par M. Gaston Defferre. En désaccord avec Guy Mollet, secrétaire général de la S.F.I.O., il quitte, en décembre 1965, le bureau national de ce parti et abandonne la direction du Populaire *qu'il assumait depuis 1963.*

Il renforce alors ses contacts avec M. Mitterrand et siège, un temps, au nom de la Gauche européenne au sein du groupe permanent de la Convention des institutions républicaines avant que celle-ci ne se transforme en un vrai parti et que la double appartenance avec la S.F.I.O. ne devienne impossible. En 1971, il contribue à nouer des liens entre les opposants à Guy Mollet au sein de la S.F.I.O. — MM. Defferre, Mauroy et le CERES — et le député de la Nièvre. L'alliance qui s'ébauche permet à M. Mitterrand d'obtenir une majorité, en juin 1971, lors du congrès d'Epinay-sur-Seine et d'enlever ainsi le poste de premier secrétaire du P.S.

M. Gérard Jaquet a, depuis cette date, siégé au secrétariat national du P.S. Il assurait même l'intérim du premier secrétaire en cas d'absence simultanée de MM. Mitterrand et Mauroy. Lors du congrès de Nantes, en juin 1977, il s'est volontairement retiré, pour raison de santé, du secrétariat du P.S., mais assiste encore souvent à ses réunions. M. Jaquet assure, en outre, pour M. François Mitterrand de nombreux contacts discrets.]

NOUVELLES BRÈVES

● *Les obsèques du professeur Robert Debré* se sont déroulées dans le village de Vernou-sur-Brenne, en présence de Mme Simone Veil, ministre de la santé et de la famille, et de Mme Alice Saunier-Seïté, ministre des universités. La levée du corps avait eu lieu à Paris, au domicile du professeur Debré, rue de l'Université, en présence de M. Raymond Barre, premier ministre, de M. Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, et de M. Jacques Chirac, maire de Paris.

● *Orly-Sud : un Boeing de Pan Am refoulé.* — Les relations orageuses qu'entretiennent, depuis de longs mois, les Etats-Unis et la France en matière de transport aérien se sont traduites, dans l'après-midi du mercredi 3 mai, par un incident à l'aéroport d'Orly-Sud, où les autorités aéroportuaires ont empêché de débarquer les passagers d'un vol Pan Am en provenance de San Francisco via Londres.

Les responsables français estiment, en effet, que le gouvernement américain n'a pas accordé à Air-France de justes compensations au regard de l'autorisation donnée à la compagnie Pan Am de desservir à nouveau Paris au départ de plusieurs villes d'outre-Atlantique.

● *L'affaire du Boeing sud-coréen.* — Le Boeing 707 sud-coréen contraint de se poser après avoir violé l'espace aérien soviétique avait lancé par trois fois en six minutes des signaux de détresse à l'avion de chasse qui le suivait et qui ouvrit le feu, causant la mort de deux passagers. La tour de contrôle de la ville de Rovaniemi (Finlande) a capté et enregistré les appels émis par l'appareil. L'enregistrement a été remis mardi 2 mai à la direction finlandaise de l'aviation civile, qui se déclare prête à en dévoiler le contenu sur demande des autorités sud-coréennes ou soviétiques.